# JOURNAL HISTORIQUE

288 010

DE LA RÉVOLUTION OPÉRÉE DANS LA CONSTITUTION DE LA MONARCHIE FRANÇOISE, PAR M. DE MAUPEOU, CHANCELIER DE FRANCE.

Quis tatia fando Temperet a lacrymis?

TOME PREMIER.



A LONDRES, MDCCLXXIV.

the structure with Car A LEGINGOISH PORTS qu ès The second Te us l inc

## AVERTISSEMENT.

On a imprimé en Angleterre un Recueil vieux sous le titre des Efforts du Patrio-sme, Se. ou Recueil des Ecrits Patrioques, Se. Ces pieces seront sans doute ès utiles pour écrire l'Histoire des troubles ses de la France, mais le Journal que us entreprenons est infiniment plus essent le plus intéressant: les faits sont la base incipale de tout livre de ce genre.

Le Journal que nous donnons a été rédigé des Magistrats zélés & éclairés, qui toient journellement ce qui se passoit sous ers yeux; & avant d'en rédiger les détails, n rendoient compte, les discutoient, les nparoient, & ne mettoient rien que de n sûr, de très authentique. La simplié du style doit faire juger disément qu'ils

Tome I. A 2

### AVERTISSEMENT.

ont eu pour but d'instruire, plutôt que plaire.

Ce Journal, qu'un basard beureux no a procuré, va jusqu'au retour des Princ à la Cour, c'est-à-dire jusqu'à la fin l'Année 1772.

CARRIES NOS

## OURNAL HISTORIQUE

2

in

DE LA RÉVOLUTION OFÉRÉE DANS LA CONSTITUTION DE LA MONARCHIE FRANÇOISE, PAR M. DE MAUPEOU, CHANCELIER DE FRANCE.

pir de ce qui s'est passé au sujet de l'Edit envoyé au Parlement le 27 Novembre 1770.

bre fait contre lui, au sujet de la séance du Roi Parlement, pour enlever les minuttes & les ses du procès de M. le Duc d'Atguillon, & vous sans doute prévenir la Délibération indiquée sur pour le 3 Décembre, avoit annoncé pendant les ances, qu'il alloit, à la rentrée, livrer l'assaut au lement, ouvrir la tranchée contre le Parlement; u'il réduiroit le Parlement, ou que le Parlement étruiroit.

et assaut de vengeance eut lieu le 27 Novembre l'envoi de l'Edit fatal qui met aujourd'hui tout oyaume en feu, dont le préambule est une vraie linaire contre les Parlemens, & dont le dispodans son troisseme article (a), est le renver-

Voyez cet Edit, qui est dans toutes les Gazettes...

fement des loix fondamentales de l'Etat fur l'Enn

giffrement.

On prévit dès-lors les maux qui pouvoient a jour en devenir le fruit; mais ceux où il a déja je té se Royaume, depuis deux mois qu'il existe, le renversemens qu'il a déja faits dans la Constituté de l'Etat, dans l'économie des loix, & dans la se billté inamovible de la Magistrature, surpassent per être ce qu'on en prévoyoit, & sont contre lui plus puissante des réclamations. Il ne faut en est que ce qu'il a déja produit pour prouver combien est pernicieux, & qu'il n'y a rien de sacré dans l'att qu'on ne puisse renverser par son moyen.

L'Edit étoit si clairement contraire aux loix l'Etat, au fervice du Roi, & au bien de la patrique le Parlement ne nomma point de Commissair pour l'examiner. Par un Arrêté du 28 Novembil renvoya la Délibération au lundi 3 Décembrique indiqué par l'Arrêté du 6 Septembre dernie

11

e

es

u

e

té

to

et

a!

or

HE

e

er att

i d

ff

& où Meffieurs devoient se trouver tous.

Le 3 Décembre, l'assemblée ne finit qu'à 4 he res après midi; on y fit les Représentations suivates, & l'assemblée sut remise au mardi 4, dix heu du matin, après l'audience de la Grand Chambie

Représentations du Parlement, arrêtées & lues au le 3 Décembre 1770.

#### SIRE,

"Rien ne paroît plus affligeant pour votre lement, & rien, il le peut dire, n'étoit moins i

té de sa part que de se voir imputer un complot iminel & insensé, qu'on lui suppose commun avec s autres Compagnies de Magistrature, pour méonnoître & pour affoiblir les droits inviolables de otre autorité souveraine".

ms pour affermir & pour étendre cette autorité crée, qu'il regarde comme l'ame de l'Etat, & com-

ne le principe de sa propre existence".

t

je

.

1010

1 1

per

al

eff

en I

X

tri

air

mb

bi

nie

he

iy

eu

10

4

" Si la fierté des grands Vassaux s'est trouvée forée à s'humilier devant le trône de vos ancêtres, de enoncer à l'indépendance, & de reconnoître dans eur Roi une jurisdiction suprême, une puissance pufigne, supérieure à celle qu'ils exerçoient; si l'indéendance de votre couronne a été maintenue contre es entreprises de la Cour de Rome, tandis que presue partout les Souverains avoient pilé sous le joug e l'ambition ultramontaine; enfin, si le sceptre a té confervé de male en male à l'ainé de la maison toyale, par la succession la plus longue & la plus eureuse, dont il existe des exemples dans les Anales des Empires; tous ces fervices, les plus imortans fans doute quality alt jamais rendue à l'autoet Royale & d l'Etat, font dus, l'histoire en fait bi, à votre Parlement".

e compte pour rien le danger, lorsqu'il s'agit de prouer sa fidélité à ses Rois, auroit osé s'exposer à comattre pour eux contre ce qu'il y avoit de plus craint de plus redouté? Mais indépendamment du devoir ni l'y oblige, l'intérêt même de votre Parlement affiroit pour l'engager, Sirre, à soutenir votre autorité", Les Magistrats qui le composent, reconnoîtront toujours qu'ils n'ont d'sutre titre de jurisdiction, que le caractère d'Officiers de V. M.: leurs arrêts ne sont rendus & ne s'exécutent qu'en votre nom, & l'autorité Royale ne sauroir souffrir la moindre éclipse dans le personne du Monarque, sans être en même tems obscurcie, ou plutôt éteinte dans le Corps ou

J'on en voit briller quelqu'émanation".

" Le maintien de cette autorité paroîtra toujours si précieux à votre Parlement, que peut être feroit il le facrifice de tout ce qu'on a rassemblé d'humille ant pour la Magistrature dans l'Edit qui lui est présenté, s'il pouvoit au fond être utile aux vérisables intérêts de votre autorité, & s'il n'exposoit point la liberté, la vie, l'honneur, & tous les droits de propriété de vos sujets, à devenir le jouet des surprises, dont ensuite le Monarque se repentiroit trop tard".

t

u

ez

ar

en

יטו

11

27

3

1

ft

ar

ıė

ct

hě

n

" Mais, quel avantage, SIRE, votre autorité pour roit-elle trouver dans le renouvellement de tentatives déja proscrites plusieurs fois par l'expérience & décriées sans retour par l'opinion publique"?

" Tantôt des projets de ce genre présentés aux Rois & rejettés par eux ont avorté avant que d'écolore; tantôt mis au jour sans effet, leurs auteurs n'en ont recueilli que la honte & l'ignominie; tantôt adoptés dans un premier mouvement, excités par de noirs artifices dans l'esprit du Souverain, ils se sont évanouis avec les impressions sinistres qui les avoient produits: ensin, s'il est de semblables projets dont l'essort de la puissance ait prolongé avec peine l'existence, cette épreuve passagere n'a servi qu'à

p'à faire mieux fentir la nécessité de les revoquer, de laisser les choses reprendre leurs cours ancien naturel".

nt

ue

ne

å

Co

ne

pc

75

L

11.

6

pe nc

da

Ų.

pic

ir.

å

II

é.

T5

n.

ar

ſe

es

0-

ec

vi

"Ainsi l'autorité souveraine s'est vue toujours dénitivement compromisé par ces projets hazardés, le temps même, qui découvre tout, n'u pas tardé, taz, à dévoiler aux Souverains, que dans de pails projets un zele affecté pour l'autorité n'est que voile apparent dont se couvrent leurs auteurs; ais que leur véritable objet est d'employer ces prots dangereux à satisfaire leurs intérêts personnels & ur vengeance, sans se mettre en peine du mal qui n résulte nécessairement pour l'Etat & pour le sonarque".

mals, Sinz, le voile ne fut moins difficile à énétrer que dans l'occasion présente. Daignez y por ryos regards: ne consultez que vous-même: juez-en par cette sagacité qui vous est naturelle à

ans laquelle réside tout notre espoir".

", Vous reconnoîtrez, Sirz, dans les coupables inenteurs d'un pareil Edit un projet trop réel caché
ous de fausses apparences, d'allumer d'une seule étinelle un incendie général, d'exciter un trouble uniersel dans toutes les parties de votre royaume, asin
e profiter de cette crise violente, pour arracher,
il étoit possible, du Sanctuaire de la justice des Mistres des loix, auxquels les méchans ne sauroient
ardonner d'être incorruptibles, & qu'on ne hait
ne parce que leur sidélité à vos intérêts, seur atchement à votre personne, les ont toujours empêre
né de se prêter aux cabales de ceux qui depuis si
enguens troublent votre Etat".

troubles, ne percent pas d'une manière moins fentible au travers des dispositions qu'on vous a présentées comme capables de les prévenir; il n'est pas un seule de ces dispositions, qui dans l'exécution, si el le pouvoit en avoir, n'occasionnat mille difficultés ne sit naître à chaque pas mille affaires, toutes con traires à votre repos, toutes préjudiciables au ble de votre service. Les troubles ne peuvent être utiles qu'à ceux-là seuls qui cherchent à se faire valoir de le rendre nécessaires en suscitant gratuitement leur Prince des soins & des embarras dont ils offren ensuite ou se font fort de se décharger".

a

0

be

u

h

é

0

e

r

e

(

" Loin d'écouter, Sire, ceux qui vous tienner un pareil langage, loin d'hazarder l'epreuve fatal de projets, dont tout votre peuple murmure, don les grands gémissent, dont l'Europe s'étonne, & fi lesquels vos ennemis peut être fondent leurs espéra ces : daignez, Sine, en retirant votre Edit, en re dant justice à votre Parlement, en lui laissant le l bre exercice de les fonctions, l'intégrité de l'autor té que vous lui avez confiée, qui vous est & ser toujours propre, dont il n'a fait & ne peut fain utage que pour l'affermissement de la voire qui e eft la fource & le principe ; daignez faire une epre ve moins longue, moins penible, moins fujette des difficultés fatigantes & renaissantes sans cest tine epfeuve enfin qui combletoit votre nom gioire en affurant votre tranquillité".

"Reconnoisses dans tous les calomniateurs de l'Magistrature, les perturbateurs de l'Etat, les ens mis secrets de votre repos, les usurpateurs ambitis

nfl

en

un

és

On

ole

uti

nt :

net

ital

don

c fu

ra

rei

e I

tor

fer fair

al e

Ste

te

eff

h

le i

t le

de votre autorité: livrez-les à la vengeance des oix! Tous vos sujets applaudiront; les nations adnireront votre sagesse; vous jourrez aussité d'un calme qu'ils ne vous laisseront jamais, parce qu'ils pensent que leur intérêt ést de vous en priver, & qu'élevés dans le trouble, ce trouble seul peut sou enir & accroître leur crédit. Vous verrez alors, sire, votre Parlement tel qu'il est; vous n'y trouverez que respect, soumission, amour & sidéli.é".

#### Réponse du Roi, du même jour.

", Ce n'est qu'après les plus mûres résexions que ai fait rédiger mon Edit. Vos représentations ne ontiennent que des déclamations contre des personnes qui méritent la confiance dont je les honore, & ne tendent qu'à faire naître des idées aussi fausses qu'injurieuses à ma personne; elles ne me font pas hanger de façon de penser. Je vous ordonne denégistrer mon Edit dès demain. Je vous charge, ous, Monsieur (a), de venir ici le soir à sept heues, me rendre compte de l'exécution de mes ordres".

Le mardi 4 Décembre, on fit l'Arrête fuivant, ontenant d'itératives Représentations. On chargea M. le Premier Président de les porter au Roi le nême jour, & de foiliciter auprès de Sa Majesté le téglement, promis depuis si longtems, sur le Commerce des Bieds, dont la cherté excessive continuoit

<sup>(</sup>a) Le Premier President, auquel le Roi pariett.

malgré toutes les instances faites par le Parlement auprès du Gouvernement. L'assemblée sut continuée au lendemain.

Arrêté du Parlement , du 4 Décembre 1770.

La Cour délibérant tant sur la réponse du Roi. contenue au récit de M. le Premier Président, que fur l'Edit présenté le 28 du mois dernier, a arrêté que M. le Premier Président se retirant par devant le Roi, ce foir, en exécution des ordres contenus en la réponse du dit Seigneur Roi, sera chargé de lui représenter très humblement & très respectueuse ment, que son Parlement n'a pu entendre qu'avec la douleur la plus vive & la plus amere, qu'on ait préfenté au dit Seigneur Roi, les Représentations que fon Parlement a eu l'honneur de lui adresser hier. comme tendantes à faire nattre des idées auffi fauffe authiurleufes à la perfonne facrée; qu'on n'a pu par venir à les présenter au dit Seigneur Roi sous ce point de vue, qu'en dénaturant le fens des expres flons que fon Parlement n'a employées que pour donner au dit Seigneur Rol de nouvelles affurances de la fidélité, de son amour, & de la soumission pour lui représenter combien l'intérêt puissant du de voir. & l'intérêt même perfonnel de chacun de membres qui compofent fon Parlement, L'oblige au maintien de l'autorité souveraine du dit Seigneu Rol, & pour lui témoigner enfin que dens le mo ment d'une crife auffi violente, tout l'espoir de se peuples & de fon Parlement réside uniquement dans la fageste personnelle du dit Seigneur Roi, dans f justice & dans sa bonte".

1

A

R

10

.

on Parlement ne peut ni ne doit procédes enrégistrer un Edit, dont l'enrégistrement le couvriroit de honte aux yeux des peuples dans ce monent, & un jour à venir aux yeux du Souverain lui-même.

", Un Edit qui compromet aussi évidemment les froits les plus précieux des sujets du dit Seigneur Roi, leur propriété, leur liberté, leur vie & leur

onneur".

int

oi,

ue

Bté

ant

us

de

fe.

14

Té.

Me

er,

Te

at

C

91

Dur

cei

111

de de

DU DO

fe

ani

"Un Edit, enfin, qui compromet les intérêts phers & facrés du dit Seigneur Roi, en altérant la Constitution de la Monarchie, en détruisant les formes solemnelles constamment observées pour l'établissement des loix, en exposant à jamais le dit Seigneur Roi à toutes les surprises dont les plus grands Rois ne sont point exempts, & contre lesquelles ils n'ont point de ressource plus sure, que dans le zele, la fidélité & le courage de leurs Cours",

", Vérités bien fenties par tous les augustes prédécesseurs du dit Seigneur Roi, qui n'ont jemais cherché qu'à raffermir le courage de leurs Officiers de justice, en les rassurant de la maniere la plus esficace sur la conservation de leur liberté, de leur vie-& de seur état, potamment par le Roi Louis XI, le Prince le plus jaloux de sa puissance & de son

autorité".

#### Riponfe du Roi, du 4 Dicembre 1770.

.. Je vous feral favoir mes intentions"...

Le's Décembre le Roi sit retirer l'Edit; mais le pruit se répandit que c'étoit pour y changer quelque enole, & le faire enregiltrer ensuite par vois d'auterité dans un Lit de Justice : on n'en a ôté que le mot de Confédération, dont on accusoit les Parlemens dans le Préambule.

Sur ce bruit d'un Lit de Justice le Parlement fit

#### Arrete du 5 Décembre 1770.

,, La Cour considérant que la réponse du Roi à fes très humbles & très respectueuses représentations faites le jour d'hier au dit Seigneur Roi par M. le Premier Président, & les ordres dont les gens du Roi ont fait part ce matin à la dite Cour, semblant annoncer ces tristes circonstances, où la Cour se voit forcée de prévenir les atteintes dangereuses dont se trouvent menacées les Loix du Royaume & la Constitution de l'Etat: & de s'occuper du soin de les conserver en consignant dans ses régistres des monumens de son attachement inébranlable aux principes dont le maintien est également utile au Roi & ses sujets".

" Considérant la dite Cour qu'elle ne pourroit s'en départir, sans manquer à ce que lui prescrivent son attachement respectueux pour la personne & le service du Roi, le vœu universel de tous les Ordres de l'Etat, la fidélité que tous les membres de la dite Cour doivent au serment qu'ils ont fait de garder & observer les loix & ordonnances du Royaume, & l'obligation d'acquitter en cette partie, les Rois, du serment qu'ils sont à leur Sacre; & d'état.

Sacquer tellement, que, par la faute des Magistrats, sucune plainte n'en puisse advenir, ni au Rei charge de conscience... Ainsi qu'il a été expressement recommandé par le Roi Louis XI. à sa dite Cour, en ul envoyant la formule du serment de son avenement à la Couronne, par ses Lettres enrégistrées se 11 Avril 1482".

ont la Cour s'est servie, dans une occasion bien moins importante, le 1 Mars 1583, la Cour, attendu que l'Edit est contre les loix fondamentales de l'Etat, auxquelles loix on ne peut déroger . . . n'a puissance de procéder à la Vérification de l'Edit, en conséquence a protesté & proteste contre tout ce qui pourroit être fait au préjudice des Loix."

,, A arrêté en outre, que dans le cas où l'on profiteroit des circonstances, pour faire publier aucun-Edit ou Déclaration à la charge des sujets du Roi, la dite Cour proteste pareillement contre tout ce qui pourroit être fait pour prévenir ou étousser sa juste

& respectueuse réclamation".

e le

fit

1 1

one

le du

ant

ſe

fes

&

nic

des

in-

å

olt

ent le

la

ar.

ıu.

es

14

Le jeudi 6 le Parlement reçut les ordres de se rendre à Versailles le lendemain pour le Lit de justice. Il sit l'Arrêté suivant.

#### Arrete du foudi 6 Décembre.

,, Sur l'ordre donné de se rendre demain à Versailles pour un Lit de Justice, on a fait les protestations ordinaires".

,, Arrêté en outre que M. le Premier Préfident Tera chargé de faire demain au Lit de Justice des re. présentations qui contiendront l'Arrêté du jour d'hier".

, Arrêté que les Chambres s'affembleront demain

A fix heures du foir après le Lit de Justice".

Le Lit de Justice sut tenu à Versailles le vendre di 7. M. le Chancelier y sit un discours qui développa tout le venin de l'Edit, & qui le rendit encore plus ouvertement mauvais. M. le Premier Président, dans son discours, présenta la substance de l'Arrêté du 5. L'Edit sut enrégistre par voie d'autorité, sous la nouvelle date du mois de Décembre, au lieu de celle de Novembre.

Le Procès Verbal du Lit de Justice a été publié avec profusion dans Paris; sinsi, pour ne pas surcharger le Public, nous nous dispenserons de le rap-

porter.

#### Du vendredi 7 Decembre, au foir.

Les Chambres s'assemblerent; mais comme st étoit trop tard pour finir les délibérations, & que le lendemain étoit fête, on les remit au lundi 10, 7 heures du matin.

Le lundi 10, le Parlement fit l'Arrêté qui fuit :

#### Arrêté du 10 Décembre 1770.

De jour la Cour, toutes les Chambres affemblées, suivant l'Arrêté du vendredi 7 de ce mois, pour délibérer à l'occasion du Lit de Justice tenu à Versailles le dit jour."

De Considérant que les dispositions de l'Edit pu

lié au Lit de Justice attaquent tellement les formes septielles du Gouvernement, que de leur exécuton il résulte que les droits les plus sacrés, qui astrent l'honneur & constituent la propriété des suets, peuvent recevoir des atteintes irréparables,

ans obstacle & fans réclamation".

D

8.

18

a.

le

01

1

ié

.

D

n

le

7

n.

٤,

20

U

it Edit, tous les membres de la Magistrature sont résentés comme des criminels envers l'Etat & la sersonne du Roi, dont le crime, par le discours de M. le Chanceller, est défini le projet d'enlever des nains du dit Seigneur Roi l'autorité souveraine, pour e lui laisser que le nom de Roi qu'eprès de pareiles inculpations les membres de la Cour ne mérite-plent pas même l'induigence du dit Seigneur Roi, ont la justice devroit être armée contr'eux; d'où résulte contre les Magistrata qui la composent; une resulté absolue de faire exécuter, par les sujets à dit Seigneur Roi, des loix dont eux mêmes de roient éprouver la rigueur".

dent sera chargé de se retirer sur le champ pas evers le Roi, pour le supplier de rétablir son honeur, & la Constitution de l'Etat, que l'Edit a ataqués, & de lui rendre ses sonctions, aussi inté-essantes pour la personne sacrée que pour l'Etat; u de recevoir l'offre unanime, qu'à l'exemple des nciens Magistrats, les membres actuels de la dite cour sont au dit Seigneur Roi, de leur état & de sur tête : sacrisce volontaire, mais devenu indisensable par l'impuissance où est la dite Cour de ouvoir avec honneur exécuter le dit Edit, & rem-

lir aucune de ses fonctions.

"A arrêté en outre, que M. le Premier President sera tenu de ne faire part qu'au Roi du présent Arrêté, dont il lui remettra une expédition en sorme. Les Chambres demeuveront assemblées jusqu'après la réponse du Roi".

" La Cour a continué l'affemblée à demain huit

heures du matin".

Le Roi étoit à la Muette; il ne voulur point voir M. le Premier Président, & il lui sit remettre par M. le Prince de Soubise ces mots écrits en crayon de sa propre main: vous viendrez mercrédi à sept beures du soir à mon retour à Versailles. Fordonne à mon Parlement de reprendre ses fonctions.

L'expédition de l'Arrêté ne fut point remise

au Rokett, is the old to splitche as Tuesth this and la fulles several City names constructed as the

#### 

Sur le récit fait par M. le Premier Président, la Délibération fut continuée au jeudi 134, buit heuses du matin. Dès le lundi 10 les cabinets des Avocats furent fermés, & le service cessa au Châtelet & dans tous les autres Tribunaux, comme dans une calamité publique.

#### Du 13 Decembre 1770.

Les Chambres assen blées, M. le Premier Prefident a fait part de la réponse du Roi, conçue et ces termes:

ai fait enrégiftrer, que la conduite de mon Parle

ment: qu'il reprenne ses fonctions, je vous l'or-

Sur quoi il a été arrêté que le Premier Président le retireroit de nouveau par devers le Roi, chargé de nouvelles & itératives représentations, conçues en ces termes:

#### SIRE.

ent

Cent

me.

s la

pult

olt

M.

du

non

oife

per

ât

one

"Quelle que soit la douleur de votre Parlement à la lecture de la réponse de votre Majesté, il en retient les mouvemens pour ne se livrer qu'à ce que son devoir & son attachement à votre personne sacrée lui imposent dans les circonstances actuelles. Il a, pour ainsi dire, rempli son ministère, en vous représentant les dangers qui résultent pour vos sujets de l'Edit portant Réglement, en vous prouvant que le Préambule de cer Edit contient des inculpations si graves contre les membres de votre Parlement, qu'il résulte contreux une incapacité absolue de remplir leurs fonctions; & en indiquant ensin à votre Majesté les motifs & l'objet de ceux qui ont osé La porter à de pareilles extrêmités.

, Il sembleroit qu'il ne resteroit plus à votre Parlement qu'à périr avec les Loix, puisque le sort des Magistrats doit suivre celui de l'Etat; mais il soit encore, avant ce moment funeste, puisqu'il y ost forcé, prévenir votre Majesté, que l'Edit renferme la possibilité de détruire les Loix sur lesquelles la stabilité du Trône est fondée, dont l'objet doit à jamais assurer l'immutabilité, & assujettir à leur exécution stricte les Magistrats & le Monarque lui-mê. me. Ces Loix, Sire, sont entr'autres l'immutabllité du Gouvernement Monarchique, l'aliénation du Droit de la Couronne, la Succession du Trône. Notre histoire fournit malheureusement des exemples d'atteintes portées aux Loix sacrées, dont votre

Parlement a scu garantir l'Etat."

du Prince le plus juste, de voir renouveller de pareils événemens! Mais, Sire, ce qui s'est su dans des temps reculés, peut se voir encore dans les temps à venir; & l'article 3 de l'Edit, s'il pouvoit jamais être exécuté, enchaîneroit, dans de pareilles circonstances, les Délibérations de votre Parlement; &, en le forçant au silence, lui ôteroit les moyens dont il s'est heureusement servi pour sauver l'Etat."

"Non, Sire, un Edit dont les conséquences extrêmes à la vérité, sont aussi s'âcheuses, ne peut pas être le vœu perpétuel de V. M. Si une Loi aussi dangereuse eut été établie par les Rois vos prédécesseurs, votre sagesse, sans y être excitée, eut porté V. M. à la révoquer."

" Jugez, Sire, de cet Edit par l'impression que sa publication a faite sur tous les Ordres de l'Etat. Les actions de votre Majesté, dictées par la sagesse, ne doivent inspirer à vos sujets que le respect & la sécurité; ils tremblent tous, Sire, de voir exécuter

l'Edit. "

" Jugez-en encore, SIRE, par le courage des membres de votre Parlement, qui osent risquer de vous déplaire, en portant de nouveau aux pieds de votre Trône l'offre de leur état & de leurs têtes, plutôt que de manquer de fidélité à V. M. en concourant à l'exécution de l'Edit, plutôt que de se préfenter aux yeux de vos sujets comme leurs juges, pendant qu'en votre nom leur diffamation se publie

dans votre capitale."

"Permettez, Sire, à votre Parlement de finir, en vous adressant les paroles que M. le P. P. du Harlay adressoit au Roi Henri IV, le 19 Juin 1604: Si c'est desobéissance de bien servir, le Parlement fait erdinairement cette faute; & quand il trouve constit entre la puissance absolue du Roi & le bien de son service, il juge l'un préférable à l'autre, non par desobéissance, mais pour son devoir, à la décharge de sa conscience".

" Arrêté en outre que M. le Premier Président ne fera part qu'au Roi des Représentations de la Cour, & que les Chambres demeureront assemblées jusqu'à

la Réponse du dit Seigneur Roi".

Le 14 M. le Premier Président a rendu compte aux Chambres assemblées, que s'étant rendu la veille auprès du Roi, suivant l'Arrêté de la Cour, il n'avoit pu parvenir à voir S. M.; qu'Elle lui avoit fait demander par M. le Duc de la Vrilliere si son Parlement avoit repris ses sonctions, & que sur sa réponse que non, le Roi lui avoit fait dire qu'il n'entendroit rien de sa part qu'il n'eût obéi à cet égard Sur quoi arrêté de nouveau que M. le Premier Président seroit prié d'employer tous les moyens que sa prudence, sa sagesse & son zele lui suggéreront pour parvenir jusqu'au Roi, & lui faire connoître le vœu unanime de la Compagnie. La Délibération continuée au 17.

M. le Premier Président s'étant rendu à Versailles

pour tacher de parler au Roi, n'a pu remplir l'objet de son voyage, & en a rendu compte le 17, aux Chambres assemblées. Sur quoi la Délibération a été remise au 20, & l'on a de nouveau chargé M. le Premier Président de renouveller ses efforts auprès de Sa Majesté pour en être écouté. Les Chambres ont continué de rester assemblées.

#### Du jeudi, 26 Décembre 1770.

M. le Premier Président ayant sait envain tous ses efforts pour avoir audience du Roi, il a rendu compte de sa conduite à l'assemblée des Chambres le jeudi 20, & a dit que les Gens du Roi demandoient à entrer.

Ils ont apporté des Lettres de Justion, dont voici

vérité constante, & les dispositions qui le terminent dérivent nécessairement de ces principes. Les saits retracés dans le Préambule sont l'exposé fidele de ce qui a été sait & dit par plusieurs de nos Cours, & nous avons été forcés de les rappeller pour arrêter le cours d'opinions qui tendroient à ébranier l'ordre public & la constitution de l'Etat. Nous n'avons regardé jusqu'ici ces opinions que comme le produit d'un zele inconsidéré; & en les condamnant, nous avons toujours rendu & nous rendone encore justice à la fidélité de nos Officiers: mais votre persévérance à suspendre l'exercice de vos fonctions, votre résistance à nos ordres réiterés, formeroient la conviction de votre attachement à ces

opinions, & compromettroient essentiellement votre honneur, qui ne peut concerner que dans votre exactitude à remplir des devoirs auxquels vous vous ètes confecrés par les sermens les plus solemnels. Nous ne doutons pas que vous ne rendiez désormais un libre cours à la justice, & que vous ne vous conformiez ensin à une loi que nous devons à l'intérêt de nos Peuples, & à celui de notre Puissance Royale".

Par le Dispositif il est ordonné par premiere, seconde & finale Lettres de Jussion, à tous un chacun des membres de la Cour, de reprendre leurs fonctions.

Après la lecture de ces Lettres, le Parlement a fait l'Arrêté qui suit.

#### Arrêté du 20 Décembre 1770.

" La Cour a arrêté que pour satisfaire à ce qu'elle doit à l'honneur de la Justice, au service du Roi & au maintien de la Constitution de l'Etat, elle ne peut obtempérer aux Lettres de Jussion, & a persisté dans ses précédens Arrêtés".

"L'Astemblée continuée à samedi as, neuf heu-

res du matin".

iet

ux

M.

ès

es

10

.

t

ì

Du 22 l'Assemblée sut remise au 29, du 29 au 31, du 31 Décembre au vendredi 4 Janvier 1771. Le 24 Décembre, exil de M. le Duc de Choiseul & de M. le Duc de Praslin.

Le 4 Janvier 1771, M. M. les Gens du Roi préfenterent les Lettres de Jussion suivantes : elles étoient le fruit de l'entremise de M. le Prince de Condé, & l'Edit devoit demeurer comme non avenu,

ra

ee pl vi

die

ri

té

eg

le

d

ar

e

an

Secondes Lettres de Juffion, du 3 Janvier 1771.

#### LOUIS, &c.

, L'interruption de votre service dans laquelle vous persévérez, devient de plus en plus si préjudiciable à nos sujets, que nous ne saurions le tolérer plus longtems. Les allarmes que vous donnez pour motif devoient d'autant moins vous porter à une inaction si contraire à votre devoir & au serment que vous avez fait, que nous avons donné dans tous les temps des témoignages de notre attention à maintenir les loix de notre Royaume, & que la bonté avec laquelle nous écoutons ce que vous avez à nous représenter, devoit vous inspirer la confiance. Vous trouveres toujours dans notre amour pour nos peuples & dans notre équité la ressource la plus assurée.

par nos préfentes, fignées de notre main, nous mandons & ordonnons, à tous & chacun des officiers qui composent notre Cour de Parlement, de se rendre, aussi-tôt après la lecture & enrégistrement de nos présentes Lettres, dans les différentes Chambres où ils sont de service, pour y vacquer aux fonctions & au devoir de leurs charges, sans attendre de nous autres plus précis commandemens que ces présentes, qui vous serviront de troisseme & finale Justion. Enjoignons à notre Procureur Général

ral de faire, sans aucup délai, toutes requisitions nécessaires & de nous en certifier, car tel est notre plaissr. Donné à Versailles le troisseme jour de Janvier 1771".

#### Arrete du Vendredi 4 Janvier 1771.

" La Cour a arrêté que la Délibération fera coninuée au lundi 7 Janvier, o heures du matin ".

#### Arrêté du Lundi 7 Janvier 1771.

t

18

.

4

.

1

18

1

19

1.

e

t

1.

X

1.

0

1

ş.

"La Cour, toutes les Chambres assemblées, conidérant que l'impossibilité absolue où elle s'est trouée réduite, par l'Edit publié au dernier Lit de Jusice, de remplir ses fonctions ordinaires, sans violer e serment qui l'astreint à conserver dans son intérité le dépôt sacré des anciennes Loix de l'Etat, t sans souscrire à son propre avilissement, avoit té le seul motif qui l'avoit contrainte, quoi qu'avec egret, d'en suspendre l'exercice".

" Que les assurances que ledit Seigneur Roi veut ien donner à la Cour de son attention à maintenir s soix du Royaume, de la bonté avec laquelle dit Seigneur Roi est disposé à écouter ce que son arlement peut avoir à lui représenter, enfin la protesse qu'il daigne lui faire qu'elle trouvera toujours ans son amour pour ses peuples & dans son équité es ressources les plus assurées, fournissent à la Cour e justes motifs d'espérer qu'il ne subsistera plus dermais d'obstacles qui l'empêchent de remplir ses nôtions avec la même fidélité, le même honneur, Tome I.

la même liberté & la même plénitude qu'elle les

Contract rate and a second

n

kid

it

len

era

em

le i

M

rré

ati

u l

rempliffoit avant ledit Edit".

"Considérant en outre qu'elle ne peut mieux prouver la fausseté des imputations que l'on a cherché à donner contr'elle audit Seigneur Roi, qui ne sauroient avoir d'autre motif que le projet criminel de la deshonorer par des calomnies, qu'en offrant à cette occasion audit Seigneur Roi le témoignage le plus éclatant de son respect & de son amour, au premier moment où elle peut concilier sa soumission aux volontés dudit Seigneur Roi, avec les intérêu véritables de sa Couronne, le maintien des Lois de l'Etat, & la Conservation des droits légitimes

des citoyens".

.. Ladite Cour a arrêté de reprendre son Service ordinaire : & néanmoins comme elle ne pourreit sans manquer audit Seigneur Roi, & sans se man quer à elle-même, lui dissimuler des vérités essen tielles au bien de son Service, a déclaré & déclare qu'elle ne s'est jamais attribué d'autre Titre qu celul d'officiers dudit Seigneur Roi, en qui confiste fous son autorité, la direction des faits par lesquel est policée & entretenue la chose publique de son Roya me, dont ils sont les ministres essentiaux comme men bres du Corps dont il est le Chef : que les loix d Royaume lui ordonnent de ne point obtempérer au Lettres émanées des Rois, qui seroient contraires l'ordre de la justice, & qui tourneroient au détrime de la chose publique: qu'elle proteste donc en s nouvellant les protestations qu'elle a déja faites avant & lors du Lit de justice, contre toute exécution donnée audit Edit , qu'elle ne cessera d'y oppos

la plus constante & la plus respectueuse réclamation; & qu'elle ne reconnoîtra jamais comme une
Loi de l'Etat, un Edit qui par ses dispositions porte atteinte aux anciennes maximes & aux Loix
du Royaume, & qui par ses conséquences pourroit
fournir un moyen d'anéantir toutes les loix dans
a main d'un Monarque dont le cœur ne seroit point
empli de l'esprit de regle & de justice qui anime
edit Seigneur Roi".

"Déclare en outre ladite Cour, qu'elle proteste pareillement & d'avance contre tous enrégistremens l'Edits, Déclarations ou Lettres patentes forcés par l'exercice du pouvoir absolu, & contre lesquels l'est du devoir de ladite Cour de réclamer contamment, soit en faveur des loix, soit en faveur les peuples, par toutes les voies que peuvent lui nspirer & lui permettre sa sidélité, son respect &

"Arrêté en outre que pour faire encore mieux entir tous les dangers qui pourroient résulter des pix qui tendroient, comme ledit Edit, à étouffer es justes réclamations de son Parlement, il sera ait au Roi de très humbles & très respectueuses lemontrances, & que, pour en fixer les objets, il era nommé des Commissaires.".

" Arrêté que M. le P. Président sera chargé de emettre incessamment au Roi une expédition en for-

e du présent Arrêté".

a foumission".

ux

er.

ne

nel

ant

10

10

on

êu

OI

ne

7ic

oit !

an

Ten

re.

que

fte

uel

yau

nen

c d

au

es

men

n f

val

utio

pole

M. le P. Président ne put remettre au Roi cet rrêté que le dimanche 13 Janvier au soir; & le latin de ce même jour M. le Chancelier avoit romu l'arrangement, & avoit déterminé le Roi à faire réponse suivante:

#### Réponse du Roi, du dimanche 13 Janvier 1771.

"Mon Parlement, en reprenant son Service or dinaire, est rentré dans son devoir; il n'auroit ja mais dû s'en écarter. Son Arrêté contient des mais mes contraires aux principes établis par mon Edit, dont je maintiendrai toujours l'exécution".

de

da

br

es

or. ev

lu

OI

ns

bu

S ny

10

ite

fen

Me

en Sei

lit

J'envoye à mon Parlement un Réglement con

cernant le Commerce des Grains".

#### Arrête du Parlement, du mardi 15 Janvier 1771.

"La Cour délibérant au sujet du récit sait a jourd'hui par M. le Premier Président, & persistant dans les principes & protestations contenus en l'avrêté du 7 du présent mois, a arrêté que les Chambres demeureront assemblées, pour ne s'occuper que des affaires intéressant le public, & notamment d'affaire des Bleds".

par l'Arrêté en outre que les Commissaires nommé par l'Arrêté du 7 du présent mois, s'assembleront a soir pour travailler aux Remontrances portées aud

Arrêté ".

#### Lettres de Juffion du 18 Janvier 1771.

en reprenant votre Service ordinaire, fembloit de voir nous promettre de votre part une perféverant foutenue; mais à peine rentrés dans des fonction que vous aviez abandonnées fans motif vous le quittes encore, fans avoir même de prétexte, que manquez également aux loix, à nos ordres de la commande de la commande de prétexte.

l'intérêt de nos peuples. Cette inconséquence est une atteinte à notre autorité, & nous nous devons le la punir, si par un prompt retour vous ne vous

atez de la réparer".

"A ces Causes nous avons mandé & ordonné par ces présentes, signées de notre main, mandons & ordonnons à tous & chacun des Officiers qui composent notre Cour de Parlement, de se rendre aussibilité après la lecture & enrégistrement de nos présentes Lettres, dans les différentes Chambres où ils ont de service, pour vacquer aux sonctions & aux evoirs de leurs charges, sans attendre de nous autre lus précis commandement que ces présentes, qui ous serviront de première, seconde, & finale Juston: enjoint à notre Procureur Général de faire, uns aucun délai, toute réquisition nécessaire, & de pus en certifier".

;, Tel est notre plaisire Donné à Versailles le 18

nvier 1771".-

an

am

qu

mé t ce udi

les de

and

ion

. 10

101

Arrête du Parlement, du mercredi 16 Janvier 1771, à l'occasion de la Réponse du Roi du 13 dudit mois.

"Arrêté que M. le Premier Président se retirera ne le jour par devers le Roi, à l'effet de lui prénter":

Que le vœu du cœur des Magistrats, qui comfent son Parlement, les porters toujours à la souson à ses volontés; qu'ils se sont empressés de en donner un témoignage éclatant, en reprenant Service, aussité qu'ils ont cru que les bontés lt Seigneur Roi leur ouvroient un moyen de remplir leurs fonctions, fans manquer à leur devoir à fans souscrire à leur deshonneur".

" Que cette espérance leur ayant été enlevée, pa la réponse du Roi du 13 Janvier dernier, son Par lement s'est trouvé dans la même impossibilité qu'a vant les secondes Lettres de Jussion, de concilie l'obéissance avec la sidélité qu'ils devoient aud Seigneur Roi".

" Que de-là est venu la différence des Déliber tions, qui, toujours inspirées par des principes co stans & par une façon de penser invariable, n'o changé, que relativement à la variation des déma ches par lesquelles on a paru rendre & l'on a de

ensuite tout espoir à son Parlement".

", Que les Magistrats qui le composent se re droient coupables envers le Roi, s'ils obtempérois à un Edit, essentiellement contraire au bien de se fervice, autant qu'aux loix de l'Etat & aux dres

de ses sujets".

,, Que dans la triste alternative de mériter d'ét punis en trahissant leur devoir, ou d'être punis sa l'avoir mérité, pour y être demeurés fideles, la conscience, leur honneur & leur attachement Roi ne leur permettent pas d'hésiter; que, pré de tout sacrisier, & à donner, s'il le faut, leur vi pour prouver audit Seigneur Roi leur fidélisé, s'estimeront heureux, que leur dernier soupir se encore un témoignage de leur attachement à la vé té, aux loix, aux intérêts de leur Souverain, à ceux de leurs concitoyens; mais que, si ledit se gneur Roi daigne les remettre à portée de rempleurs sonctions, sans manquer à ce qu'ils dolvent

A

V

ſ

10

le

CC

Roi, aux peuples & à eux mêmes, ledit Seigneur Roi reconnoîtra aussi-tôt, par leur empressement à lui obéir, que, comme il n'a pas de sujets plus sideles, il n'en a pas de plus soumis".

Il a été arrêté dans la même séance, qu'il seroit fait au Roi de très humbles & très respectueuses Représentations sur les Lettres de Justion du 15

Janvier 1771. Les voici:

#### SIRE.

Par Iti'a

ilie

ud

er

ma

di

rei

", Quelle ressource pouvoit rester à votre Parlement, & que pouvoit-il espérer, dans la conjoncture si affligeante, qui l'oblige de recourir à Votre Majesté, s'il ne connoissoit la bonté de votre cœur & votre sagesse. Votre Parlement, Sire, ne perdra jamais la confiance, tant qu'il pourra se flatter de se faire entendre de Votre Majesté: c'est dans cette confiance, Sire, qu'il a arrêté de vous présenter de très humbles & très respectueuses Représentations sur les nouvelles Lettres de Jussion, qu'il vous a plu de lui adresser".

,, Daignez, Sirz, prêter une oreille favorable à fes supplications, & vous serez convaincu que le devoir de conserver l'honneur, sans lequel la Magistrature ne peut exister, & notre attachement inviolable pour Votre Majesté & pour l'Etat, sont les seuls motifs de notre juste Réclamation".

"En effet, Sire, quel reproche, ou plutôt quelle imputation contre l'honneur des Magistrats, dans le préambule de votre dernier Edit! quelle flétrissure contre la Magistrature entiere, dans les peines qu'il prononce, & dans les précautions qu'il renferme i si les Magifirats ne pouvoient être contenus dans leur devoir, que par des menaces & des précautions de cette espece; s'ils n'étoient pas sans cesse animé par les seules vues du bien public & par leur amour pour la personne sacrée de V. M., ils seroient indignes, sans doute, du caractère dont vous les avez revêtus. Si, d'ailleurs, ils avoient mérité les reproches que leur fait l'Edit, d'avoir embrasse un système d'indépendance contre votre autorité, d'avoir hasardé des principes capables de troubler l'ordre public, & de lever leur autorité, à côté, ou même, au dessus de la vôtre, quel seroit leur erime ils devroient être regardés & punis comme cous

n

â

I

pables d'infidélité envers leur Souverain".

. Mais, pour repouffer l'injure qui lui est faite, votre Parlement, Sinn, croit devoir remettre fous les yeux de V. M. les principes conftans qu'il a toujours fait profession de soutenir. Votre Parlement, Sinn, a toujours tenu & ne cestera de tenis pour maxime inviolable, que Votre Majesté ne tient sa puissance que de Dieu; que toute autorité, dans l'ordre politique, émane de cette puissance; que les Magistrats ne sont que vos officiers; & que l'autorité qu'ils exercent, n'est que l'autorité de V. M. elle-même; qu'enfin le droit de faire des loix n'appartient qu'à vous seul, sans dépendance & sans partage. Mais, SIRE, vous ne penserez pas que ce soit porter atteinte à ces principes inébranlables, que de vous représenter que les Rois, vos augustes prédécesseurs, ont reconnu, dans tous les tems, qu'il étoit nécessaire pour la conservation des droits de la Royauté & pour le bien de l'Etat, que les loix fuf.

fusient vérifiées dans leurs Parlemens, & que la nécessité de cette Vérification tient à la conflitution de l'Etat, qui ne peut être changée ni altérée".

", Ces Maximes, Sian, font confacrées dans des monumens authentiques, que votre Parlement a déja eu l'honneur de mettre fous les yeux de V. M. dans d'autres occasions, mais qui sont si précieuses qu'il

ne peut le dispenser de les rappeller.

81

ur

de

di

.

nt

64

01

ih

ř

ü

1

.

.

.

8

.

,, Charles IX, dans des inftructions qu'il donna à des Ambassadeurs, les charges de déclarer au Pape, que, suivant nos mœurs de les loix anciennes du Royaums, toujours religieusement observées, rien ne peut passer en force de loix, s'il n'a été publié au Parlement; que la publication du Concordat ne pouvoit préjudicier aux Sujets du Roi, de que toutes les Cours de Parlement du Royaume ne le firent publier que par impresson grande de comme par contrainte".

disolt à Henri III, au sujet de la publication de plusieurs Edits, faite en Lit de justice: Il y a deux fortes de Loix; les unes sont les Ordonnances des Rois, qui peuvent changer, selon la diversité des tems & des affaires; & les autres sont les Ordonnances du Royaume, qui sont inviolables; & celle-là entre autres est une des plus saintes, & laquelle nos Rois ont le plus réligieusement observée, de ne publier ni Loi ni Ordonnance, qui ne sût vérisée en cette Compagnie".

"Le Regne de Votre Majesté sournit aussi un exemple mémorable de l'inutilité de tout ce que l'on pourroit faire au préjudice des Loix constitutives de la Monarchie. V. M. par son Edit du Mois de Juil-

let 1717, reconnut la nullité des difpositions de l'Edit de 1714, par lequel le feu Roi avoit appelle les Princes Legitimes à la fueceffion au Trône, et cas d'extinction de la ligne légitime. V. M. décla ra, que, fi ce malheur arrivoit, ce feroit à la Na tion même à le réparer, par la fageste de fon choix que, puifque les loix fondamentales du Royaume mettolent V. M. dans une heureufe impuissance d'a liéner le Domaine de la Couronne, elle faifeit gloire de reconnoître qu'il lui est encore moins libre

de disposer de sa Couronne."

" Il est donc. Sine, comme le disoit le Premie Président de Harlai, des loix inviolables: & ce loix font à l'abri de tout changement; parce que sui vant le langage si énergique de l'Edit du mois de Juillet 1717, le Souverain lui même est dans une heureuse impuissance d'y porter aucune atteinte, a ne seroit pas assez de dire, à l'égard de ces loix es fentielles, que les Magistrats doivent veiller à leur conservation, il est encore de leur devoir d'êtte disposés à faire le facrifice de tout ce qu'ils ont de plus cher, & même de leur vie, pour en mainte nir l'exécution."

" Quant aux autres Loix, qui, comme le dit auf le même Premier Président de Harlai, peuvent chan ger, felon la diversité des tems & des affaires, n'appartient sans doute qu'au Souverain, seul légisse teur dans son Royaume, d'y déroger, & les Magifrats doivent s'y conformer, tant qu'elles subsistent

" Cependant, Sire, il est des circonstances mal heureuses, que nous sommes bien éloignés de pré woir, qui pourroient exiger que votre Parlement s'é carrat des regles ordinaires. Si les Magistrats is trouvoient privés de cette liberté légitime, qui est de l'essence de toute délibération; si par des ordres de des menaces capables d'ébranier les cœurs les plus généreux, ils se voyoient exposés au péril de manquer à leur devoir, il est évident qu'ils pourroient cesser leurs fonctions, ou même se réunir pour abdiquer leur état."

11

ela

Va

ix.

me

18

foil

le

Ce

Cul

de

ine

eur

tre

te

na.

iut de l'Etat pourreient aussi exiger, Sira, que votre Parlement se portat aux démarches que l'Edit
a voulu lui interdire. Ainsi, quelque forme & quelque solemnité que l'on eut employées sous le regne
de Charles VI, pour priver son fils de la succession
au trône, il auroit été du devoir des Magistrats de
recourir à des voies de démission, de cessation de
fervice, ou même de défenses expresses, s'ils eussent eu de justes raisons de penser, qu'en faisant
usage de ces moyens, ils parviendroient à conserver
la Couronne à l'héritier légitime."

"Il en auroit été de même; sans doute; dans ces tristes époques, où une Ligue redoutable sit tant d'efforts pour ravir la Couronne à Henri III, & pour en exclure ce Héros qui sut les délices de la France, & à la valeur duquel nous sommes redevables du bonheur dont nous jouissons, de vivre sous l'empire de V. M. Dans des tems si malheureux, heureusement sort éloignés de nous, & que le Ciel daignera épargner à nos neveux les plus reculés, votre Parlement, Sire, par les démarches interdites par l'Edit, auroit donné la plus grande preuve de sa sidélité envers son Souverain. Tant il est vrai, qu'il est dangereux de vouloir mettre des bornes au zele de votre Parlement & de prétendres

ériger en lui des dispositions qui, par leur général lité, pourrosent devenir le principe de la subvension de l'Etat".

" Votre Parlement, SIRE, ne peut encore fe dispenser de vous représenter, que les Magistrats ont toujours donné l'exemple de l'obéissance, lors même qu'ils ont cru devoir réclamer, avec le plus de force, contre les Loix régistrées par voie d'autorité absolue. Mais les Rois n'ont pas cru devoir exiger de la conscience des Magistrats, qu'ils devinssent eux-mêmes les ministres de l'exécution des loix de cette espece; parce que tel est l'esprit du gouvernement François, que la liberté légitime des sujets ne doit point être violée, & qu'elle doit être confervée pleine & entiere aux Magistrats dans l'exercice de leurs fonctions: & il est résulté. Si-RE, de cette conduite fi fage de nos Rois, l'avantage inestimable pour le Souverain & pour les Sujets, que des Loix données par surprise, & au préjudice des intérêts les plus essentiels du Monarque & des peuples, font demeurées fans exécution".

,, A l'égard de la correspondance entre les différens Parlemens, nous ne pouvons, Sire, imaginer quel peut avoir été le motif de la désense qui en est faite par l'Edit. Ces correspondances, par la seule publicité des délibérations qui y ont donné lieu, n'ont jamais pu être suspectes; elles n'ont eu que des objets comus d'avance de V. M., & elles n'ont eu d'autres effets que de lui adresser de très humbles Supplications pour le bien de l'Etat,

& l'intérêt commun de la Magistrature".

" L'importance de toutes ces confidérations, Siaz, donne une pieine confiance à votre Parlement, que Votre Majesté daignera revoquer un Edit si contraire à l'honneur de la Magistrature, & qui exposeroit aux plus dangereuses atteintes les loix essentielles du Royaume, les droits les plus facrés des Citoyens, la sureté du Trône, & le salut de l'Etat".

### Du jeudi 17 Janvier 1771.

M. le Premier Président a dit qu'il avoit été la veille à Marly, qu'il avoit demandé à parler au Roipour s'acquitter d'une mission dont le Parlement l'avoit chargé, & que M. le Duc de la Vrilliere étoit venu lui dire de la part du Roi:

,, Le Roi ne juge pas à propos de vous receyoir, parce que ce n'est pas l'usage de venir à Marly sans en avoir demandé la permission, & que d'ailleurs son Parlement n'ayant pas repris son Service, e'est une raison de plus pour ne pas vous recevoir".

Ensuite les Gens du Roi sont entrés & ont appor-

té de secondes Lettres de Jussion.

(e

ts

le

ie e.

ls

it

it

# Lettres de Jufion, du 16 Janvier 1771.

,, La cestation de vos fonctions devient chaque jour plus préjudiciable au bien de nos Sujets, & votre résistance à nos ordres d'un exemple plus dangereux; nous ne pouvons la tolérer plus longtems sans manquer à ce que nous devons à nos Peuples & à notre Autorité".

" A ces causes.... &c. nous ordonnons que ces présentes, qui vous servisont de seconde & finale Justion, foient exécutées sous les peines portées par notre Edit du mois de Décembre dernier, &c."

Sur ce arrêté qu'il sera écrit au Roi une Let. tre qui contiendra l'Arrêté & les Représentations du jour d'hier.

Séance du vendredi 18 Janvier 1771.

Ce jour, la Cour, toutes les Chambres assemblées:

Monsseur le Premier Président a dit que l'ancien des Secrétaires de la Cour s'étoit acquitté de la mission dont la Cour l'avoit chargé & qu'il alloit en rendre compte.

A l'instant Mattre Etienne - Timoléon Mabeau, l'ancien des Secrétaires de la Cour, prenant la pa-

role, a dit:

m'avoit fait l'honneur de me donner, je me suis rendu hier à Marly, où je suis arrivé sur les six heures & demie. J'ai été au moment même de mon arrivée chez le Roi, où j'ai demandé M. le Duc de Duras, premier Gentilhomme de Service. Le suisse, auquel je me suis adressé, m'ayant dit d'attendre un instant, est revenu avec un garçon de la Chambre, lequel m'a dit, de la part de M. le Duc de Duras, que le Roi étoit au Conseil, & qu'il alloit me reconduire chez M. le Duc de la Vrilliere, pour attendre la levée du Conseil. Sur les huit heures & demie M. le Duc de la Vrilliere étant revenu chez lui, & lui ayant dit que j'étois chargés de remettre au Roi une Lettre de son Parles

ment; il m'a répondu que le Roi l'avoit chargé de me dire, qu'il ne vouloit pas la recevoir."

180

et.

du

1.

Et ledit Maître Ysabeau, à l'instant, a remis sur le bureau ladite Lettre cachetée, ainsi qu'elle lui avoit été remise.

Cette Lettre contient uniquement l'Arrêté & les Représentations du 16.

Ensuite les Gens du Roi sont entrés, & ont dite, C'est à regret que nous nous trouvous dans l'obligation d'apporter à la Cour de troissemes Lettres patentes du Roi, en forme de Jussion. Si la rigueur de notre ministère impose, en ce moment, silence à notre sensibilité, nous ne faisons pas moins les vœux les plus ardens pour que la Cour puisse trouver, dans les ressources inépuisables de sa sagesse, les moyens les plus efficaces pour détourner l'orage dont nous sommes menacés. Nous osons espérer qu'elle nous rendra la justice d'être convaincue, que c'est avec la plus grande douleur que nous avons pris les conclusions par écrit, que nous laissons à la Cour, avec les Lettres patentes du Roi.

Voici la teneur de ces Lettres !

fance à nos volontés, nous avons cru qu'il étoit de notre bonté d'épuiser toutes les voies de douceur & de patience, & nous voulons bien encore pour la dernière fois, avant que d'employer notre autorité, vous rappeller à vos fonctions & à vos devoirs: c'est envain que vous cherchez à colorer votre résistance du prétexe d'espérances conçues, & ensuite évanoules, sur l'inexécution ou la revo-

cation de notre Edit: personne ne vous en a denné & n'a été autorisé à vous en donner".

la

TE

le

qI

q

TC

p

fo

C

P

P

11

10

C

q

h

Ç

ſ

.. A ces Causes nous avons mande & ordonné. & par nos présentes, signées de notre main, nous mandons & ordonnons à tous & chacun de nos officiers qui composent notre Cour de Parlement, de se rendre, aussitôt après la lecture & enregistrement de nos présentes Lettres, dans les différentes Chambres où ils font de service, pour y vaquer aux fonctions & au devoir de leurs charges, sans attendre de nous autres plus précis commandemens, que ces présentes, qui vous serviront de troisieme & finale Justion; & ce sous les peines portées par notre Edit du mois de Décembre dernier. Enjoignons à notre Procureur Général de faire, sans aucun délai, toutes requisitions nécessaires, & de nous en certifier : car tel est notre plaisir. Donné à Marly le 17 Janvier 1771."

La matiere mise en Délibération, le Parlement

a fait l'Arrêté qui fuit :

"La Cour, considérant qu'elle a épuisé tous les moyens possibles pour parvenir à se faire entendre du Roi, & qu'il ne lui reste d'espérance, dans un moment aussi critique, que celle que lui inspire la consiance qu'elle a & qu'elle ne perdra jamais, dans la justice, la bonté, & la sagesse dudit Seigneur Roi; que ces qualités, quelqu'éminentes qu'elles soient dans un Souverain st cher à ses peuples, peuvent ne pas le mettre à l'abri des surprises passageres, mais ne permettent pas de penser que les impressions sacheuses, qui sont l'esset de ces surprises, puissent être durables."

,, A arrêté qu'elle attendra avec la réfignation la plus respectueuse, & la soumission la plus entiere, les événemens, tels qu'ils puissent être, dont elle se trouve menacée: convaincue ladite Cour, que tous les membres qui la composent, dans quelque situation qu'ils se trouvent réduits, conserveront toujours les mêmes attachemens inviolables pour la personne sacrée dudit Seigneur Roi, pour son service, pour le bien de ses sujets, & pour la conservation des Loix essentielles de l'État."

porter au zele de M. le Premier Président, pour profiter de toutes les ouvertures qui pourroient le mettre à portée de présenter audit Seigneur Rolles Représentations & Arrêté dudit jour d'hier, contenus aux Arrêtés du 17 du présent mois."

Le samedi 19 on ne s'est occupé au Parlement que de l'affaire des bleds, & il ne s'y est rien fait au sujet de l'Edit. On a remis l'assemblée au lundi 21.

La nuit du 19 au 20, deux Mousquetaires ont porté à chacun de M. M. la Lettre de cachet con-

cue en ces termes :

ı

B.

nt

n.

X

11

.

1.

18

1

t

dire que mon intention est que vous ayez à reprendre les fonctions de votre office, & à remplir le service ordinaire que vous devez à mes sujets, pour l'expédition de leurs affaires dans la Chambre on vous êtes distribué, & ce sans interruption ni discontinuation; & que vous ayez à vous expliquer, & à remettre par écrit au porteur de la présente, sans tergiversation ni détour, par simple déclaration de eui, ou de non, votre acquiescement ou votre re-

fus, figné de votre main, de vous soumettre à mes ordres: vous déclarant que je prendrai le resus de vous expliquer & de signer, comme une desobélé fance à mes ordres. Sur ce je prie Dieu, Mons..., qu'il vous ait en sa sainte & digne garde".

Plusieurs de Messieurs s'étant transportés chez M. le Premier Président le matin du dimanche, à demandé l'assemblée des Chambres, elle sut indiquée

pour quatre heures du foir.

Tous Messieurs se sont rendus à la Grand'Chambre à l'heure indiquée, & ont attendu jusqu'à cinq Voyant que M. le Premier Président & tous Mrs. les Présidens étoient absens, ils ont député Mr. Gibbert, Gressier en Chef, vers M. le Premier Président, pour l'avertir que tous Mrs. étoient en place & l'attendoient.

M. Gilbert a rapporté que M. le Premier Président l'avoit chargé de dire à la Compagnie, qu'il avoit reçu, ainsi que tous Mrs. les Presidens, us ordre du Roi, portant désense de tenir l'assemblée.

M. le Doyen ayant consenti de présider, un de Mrs. a dit, qu'il avoit demandé le matin l'assemblée, relativement à ce qui s'étoit passé la nuit des piere.

Alors chacun de Mrs. a fait la déclaration des faits qui lui étoient arrivés, & de la réponse qu'il avoit faite au sujet de la Lettre de cachet qui lui avoit été remise.

On s'est réuni à faire la Déclaration suivante, qui a été portée à M. le Premier Président par le Doyen, suivi de tous Messieurs:

, Nous déclarons unanimement que notre intention a été & sera toujours de continuer notre Service dans le Parlement conformement aux divers Arrêtés mee

s de

bél

her

, &

uée

am.

inc.

Ars.

311

és

ace

21

Un

de la Compagnie, & notamment à celui du 18 de ce mois, qui a lié tellement tous ses Membres, qu'aucun ne peut, sans violer son serment, s'écarter de ce qui est déterminé par lesdits Arrêtés: déclarons ultérieurement que ce sont les vrais & sinceres sentimens qui nous ont toujours animés, & dans lesquels nous persévererons inviolablement".

Mrs. les Présidens qui avoient eu désense de se trouver à l'assemblée des Chambres, écrivirent sur le champ à M. le Duc de la Vrilliere la Lettre suivante:

,, Monsieur, la maniere différente dont les porteurs, chargés des ordres du Roi, ont laissé aux uns & refusé aux autres la liberté de nous expliquer, a nécessairement occasionné la différence dans l'expression de nos sentimens communs & unanimes.".

"Comme sujets sideles nous n'en avons & n'en pouvons avoir d'autres que ceux de la soumission la plus entiere & la plus respectueuse pour les ordres du Roi".

"Comme Magistrats, nous n'en pouvons avois d'autres que le desir de pouvoir concilier notre obésissance avec notre devoir, notre honneur & notre sidélité pour le service & la personne du Roi".

", Comme membres du Parlement, pris séparément selon la distinction de nos charges, notre activité particuliere & personnelle est insuffisante pour l'administration de la justice".

" Nous attendons avec confiance, Monfieur, que vous voudrez bien mettre cette Lettre, fignée de nous tous, fous les yeux du Roi; elle contient l'expression exacte de nos sentimens & de nos devoirs".

" Nous fommes avec un attachement inviolable. M. &c".

## Réponse de M. le Duc de la Vrilliere.

M

d

R

d

;, J'ai, Messieurs, mis sous les yeux du Roi voitre Lettre. S. M. m's ordonné de ne vous faire aucune réponse.".

" J'ai l'honneur d'être, &c".

La nuit du 20 au 21, un Huissier de la chaine a apporté à chacun de Messieurs l'Arrêt du Conseil, tel qu'il suits

# Extrait des Registres du Conseil d'Etat du Roi.

" Le Roi, étant en son Conseil, a ordonné & ordonne que les offices desdits Sieurs.... & autres Présidens & Conseillers, qui se sont constamment refusés à remplir les fonctions de leurs offices. dont ils sont tenus par leur serment, & ont interrompu tont Service ordinaire, & qui fur les ordres de Sa Majesté, qui leur ont été notifiés, ont encore expressement persevere dans leur refus, seront & demeureront acquis & confisqués, &, comme tels; les déclarant vacans & impétrables en ses parties Cafuelles, en exécution de fon Edit du mois de Décembre dernier : en conséquence déclare S. M. qu'il fera par Elle incessamment pourvu'à donner des officiers à ladite Cour, au lieu & place des Sieurs .... & autres : ordonne que le présent Arrêt sera signi fié à chacun d'eux de l'ordre exprès de la Majesté leur fait défenses de s'immiceer dans les fonctions desdits Offices, sous peine de faux; leur défend pareillement de prendre, dans aucuns actes, la qualité de Présidens ou Conseillers de Sa Majesté en & Cour de Parlement de Paris".

,, Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant : tenu à Versailles le vingtieme de Janvier Mil Sept Cent Soixante-Onze".

### Signé Phelipeaux.

"Le vingt-un Janvier 1771, l'Arrêt ci-dessus & des autres parts, rendu du propre mouvement du Roi en son Conseil d'Etat, a été de l'ordre exprès de S. M. signissé & d'icelui laissé la présente Copie aux sins y contenues, & les désenses portées audit Arrêt ont été réiterées à mondit Sieur...en son domicile... en parlant au dénommé en l'original, à ce qu'il n'en ignore & ait à s'y conformer. Par nous huissier ordinaire du Roi en ses Conseils. Soussigné de Normandie...

"A Versailles, de l'Imprimerie du Cabinet du Roi", Dans la même nuit, quelque tems après la signification de l'Arrêt ci-dessus, deux Mousquetaires ont apporté à chacun de Mrs. une Lettre de Ca-

chet, conçue en ces termes :

0

ordonner de fortir, dans le jour, de ma bonne Ville de Paris, fans recevoir ni aller chez personne, & de vous rendre, sans délai, à..... pour y demeurer jusqu'à nouvel ordre de ma part, sans en pouvoir sortir, à peine de desobéissance. Sur ce je prie Dieu, qu'il vous ait, Mons... en sa sainte garde. Ecrit à Versailles, le 21 Janvier 1771".

Signé Louis.

Et plus bas Phelipeaux.

Et en adresse: à Monf.....

# Du lundi 21 Janvier 1771.

1

M

N

Les 38 Magistrats à qui on n'avoit pas signisse l'Arrêt du Conseil, ni la Lettre de Cachet, se rendirent au Palais, vers le midi, & firent la Déclaration suivante.

, Nous déclarons unanimement, que nous étant rendus au Palais, à l'affemblée des Chambres indiquée aujourd'hui, & n'y ayant pas trouvé le plus grand nombre des membres de la Compagnie, qui dans la nuit derniere ont reçu des ordres du Roi; événement qui détruit la liberté des suffrages, nous ne pouvons que persister dans tous les Arrêtés saits par le suffrage de la Compagnie entiere, notamment dans celui du 18 de ce mois; Arrêtés, qui sont & seront toujours le vœu de la Compagnie".

e de se retirer par devers le Roi, à l'effet de saire les plus vives instances, pour obtenir de sa justice de sa bonté le retour des Magistrats qui, dans toutes les occasions, ont donné des preuves audit Seigneur Roi, de leur attachement ferme de inviolable aux Loix du Royaume de au bien de l'Etat, à

fon Service & à la personne sacrée".

La nuit suivante les 38 Magistrats qui avoient sait cet Arrêté, ont subi le même sort que Mrs. leurs confreres.

### Liste des Présidens & Conseillers du Parlement; exilés les 21 & 22 fanvier 1772.

#### GRAND'CHAMBRE.

ifié en.

ira-

ant di-

us

ui

i

us

és

0.

1.

### Presidens. Messeurs

D'Aligre, exilé au Tremblay, sa terre, près Roiss.
D'Ormesson, à Orli, sa terre, près Choiss.
Bochart, à Saron, sa terre, près Sezanne.
De Lamoignon, à Tiss, près Lyon. (1)
Pinon, à Rebrechien, sa terre, près Orléans.
De Gourgues, à Château-Porcien, Bailliage de St.
Menehould.

Pelletier de St. Fargeau, à Feilletin, dans la

Joli de Fleury, à Grigni, la terre. Pelletier de Rozambo, aux Granges, près Provins.

<sup>(</sup>t) Lieu horrible! Bourg fur la pointe d'une montagne, une seule maison habitable : pays très froid; il n'y crost que des pommes de terre : ne peut avoir été connu que parce qu'il est à g lieues de Roanne, pays de l'Abbé Terrai. M. de Lamoignon, Président à mortier, n'a pu trouver d'endroit logeable à Tis, que dans le presbytere, que le curé a blen voulu lui céder. Ce lieu est tellement inabordable, que M. de Lamoignon ne put y parveuir qu'à cheval, ses ensans dans des paniers à Ane, & Madame de Lamoignon, sille de M. Berrier, Garde des Sceaux, en faisant deux où trois lieues en chasse à porteurs. On a sait mille instances inutilea auprès de M. le Chanceller pour changer cet exil; il n'a répondu qu'en se mettant en colere, parce qu'il le trouve trop doux. (M. de Lamoignon est cependant son parent).

### Confeillers. Meffieurs

Fermé, à Montmorency. (2)

Lemée, au Calvaire. (Il n'a pas voulu partir.)

Boucher, Clerc, à Beaumont sur Oise.

Pasquier, à St. Jean de Nanteuil, près Ruffet en Angoumois (3).

De la Guillaumie, à Cormeilles en Pariss.

De Bretignieres, à la terre de St. Germain, près Corbeil.

Maynand de la Tour, à Creffy, près Claye.

Reliand de Juvigny, à la terre de Juvigny, pres Châlons.

Pettevin de Villiers, près Corbeil

Blondean, à la terre de Chapuis, près Melun.

De Gars de Fremainville, à St. Sauge en Nivernois.

Goislare de Montfabert, à la terro,

Goislars, à la terre d'Andonville, près Angerville.

Di

fer

lo

R

M

30

<sup>(</sup>a) La Lettre de eachet qui a exilé M. Fermé est la 15e que ce Magistrat a reçu depuis qu'il est Conseiller au Parlement.

<sup>(3)</sup> L'air de St. Jean de Nanteull, où M. Pasquier pere est exilé, est si malfain qu'il a pensé y perdre la vue. On a beaucoup sollicité pour qu'il lui sût permis de revenir à sa terre. Tout ce qu'on a pu obtenir de M. le Chancelier a été que M. Pasquier fils iroit dans cet endroit malsain, au lieu de son pere, & que celus-ci reviendroit dans le lieu d'exil de son fils. On dit que le Roi en ayant été instruit, a permis à M. Pasquier, malgré M. le Chancelier, d'aller à sa terre.

De Beze-de Lys, à Coulommiers en Brie: transféré à Boisty sous St. Yon.

Robert de Monneville, à sa terre en Vexin. Mebée d'Anqueville, Clerc, à sa terre.

Brechant du Breuil, à Ham en Picardie. De Chavannes, au Blanc en Berry (1).

Sabuguet d'Espagne, Clerc, à son abbaye de Coulombes, près Chartres.

Conjon de Thuis, à la terre de St. Supplex, près.

Reime.

eċ

di

è

1

r

1

.

A

à

1

Du Bois d'Anify, à Noyers en Brie. Noblet de Romery, à Rebeyst en Brie. Le Noir, Clerc, à son Prieure de Gournay. De Beze de la Belouze, à Silly le Guillaume, au

Maine.

Farjonel, Clerc, à Chartrailles, près Melun. Pourcheresse d'Estrabonne, Clerc, à Aubervilliers, près Paris.

Rouffel de la Tour, à Neuilly St. Front, pres

Soiffons.

Boula de Montgo Defroy, à Quinci.
Rolland de Challerange, à la Châtre en Berry (2).

Tome I.

<sup>(</sup>i) Madame de Chavannes a écrit à M. le Chanceller & est allé à son hôtel pour le prier de transferer son mari lans sa terre. M. le Chanceller lui a sait dire par son vaet de chambre qu'il n'avoit besoin ni d'elle ni de sa lettre k qu'il ne vouloit pas la voir. Cette Dame a trouvé la donnée fort dure.

<sup>(2)</sup> M. Relland de Challerange a été obligé de faire plus l'une lieue à pied dans la neige, pour se rendre à la Chare, lieu de son exil, qui n'est pas abordable dans la mauraise faison. Madame de Challerange y a gagné une sievre solente.

Du Pert, à la terre du Vulaine.
Regnault d'Irvai, Clerc, à Doncheri près Sedan.
Sauveur, clerc, à Chenailles, près Orléans.
Pommyer, clerc, à Gendelu en Soissonnois.
Bory, clerc, à Nangis, près Normans.
Nigon de Berty, à Premery en Nivernois.

#### ENQUETE.

#### PREMIERE CHAMBRE.

Prefidens, Mefficurs;

De Corberon, à sa terre de Trossereux, près Beau-

Briffon, à sa torre de la Grange.

Consoillers, Mofficurs

De Glatigny, à Beauvoir.

Dubois de Courval, à Pinon, sa terre, près Laon. De Malezieux, clerc, à Ambleteuse en Picardie (1).

Poi de rais

ob

St.

1

ieu

Ch

voy

cé

pté

Die

Bertin, à Horbey en Champagne.

<sup>(1)</sup> M. l'Abbé de Malezieux, tombé malade en chemin, a été obligé de s'arrêter à Senlis, d'où il a écrit à M. le Chancelier pour lui demander la permission de suspenda son voyage. M. le Chancelier lui a répondu qu'il falloi marcher: arrivé à Ambleteuse, il n'y a trouvé que des barraques de pêcheurs. Cet endroit est sur le bord de la met entre deux montagnes: il y regne des vents continuels, à qui s'engoussirant dans cette gorge sont d'une violence pernicieuse pour une personne d'une santé aussi soible que M. de Malezieux.

De Chabenat de la Malmaisen, à Crottroy en Pol-

Lambert de St. Omer, à Rys en Bourbonnois (2). Trinquant, à la Ferté-Gaucher. Marquette, à Nesle en Picardie.

Bourgogne, clerc, à Preuilly en Touraine.

Michaud de Montblin, à l'Isle-Dieu, huit lieues en mer (3).

Talon, à Vougleres, près Rethel.
Freteau, à la Chapelle, en Thierarche.
Ourfin, à Brioude en Auvergne.
Du Thounet d'Hericourt, à Bernay en Poltou.
Blondel, à Chateau-Meillant en Berry.
Phelippes, clerc, à Surci-le-Comte en Forez.
Savalette de Lange, à Kauvilly en Champagne.
Bignon, à l'Iste-Belle, près Meulan.
Mauinoury, à Romey, près Nevers.

ar.

in,

. 1

dre

lok

ar.

met

d

nce que

<sup>(1)</sup> M. de Chabenat de la Malmaison, exilé à Crottroy en Poitou, a été obligé de coucher sur la paille, lui & Madde Chabenat, la sere, nuit. Ce lieu, placé entre un massis d'un côté & la mer de l'autre, est inhabitable. Il a obtenu enfin sa translation dans la ville d'Eu.

<sup>(2)</sup> Il y avoit une Epidémie à Rys où M. de Lambert de St. Omer a été exilé. C'est le Subdélegué de l'Intend. qui a pris sur lui d'empêcher M. de St. Omer d'aller dans ce lieu, & qui l'a fait rester à Cussel. On a sollicité M. le Chancelier de le fixer dans ce lieu; il a resusé & l'a exvoyé à Ebreuil.

<sup>(3)</sup> M. Michaud de Montblin crache le sang, & est menace de pulmonie. Non-seulement on l'enleve à sa semme prête d'accoucher, mais on l'exile à 8 lieues en mer à l'Ile Dieu, dont l'air ne peut lui être que très préjudiciable.

Camus de Pontearré, près Viarmes. Brochant de Villiers, à Neuvy en Berry.

Marquet, à Mont St. Pere, près Château. Thieris.

Coupart de la Blotterie, à Breteuil en Picardie.

#### SECONDE CHAMBRE.

### Presidens, Meffieurs

Chabenat de Bonneuil, à St. Geny, près Lyon, Aujorant, à Vellait, près Soissons.

### Confeillers , Meffieurs

De Bragelogne, à Chaume en Brie. De Chavaudon, à sa terre de Ste. Maure, prè Troyes.

Fredy, à Condé, près Château-Thierry.
Rouaille, à St. Benoît du Sault, en Berry.
Aujorrant de Tracy, à Crespy en Laonnois.
Dupuis, à St. Brix, près Auxerre.

De Lattaignant, clerc, à Cœuvre, près Villers Cotteret.

Le Roy le Roullé, à sa terre du Roullé, a

Pasquier, fils, à Argentan en Berry.

De la Guillaumie, à Coincy, près Châtest

Be

(1

Gayet de Senfale, clerc, à sa terre de Boussy &

De la Guillaumie, Minor, à Ablis en Beauce. Barillon de Morangis, à St. Savan en Poitou. Dupré de St. Maur, à Landouzi, près Guile. Thomé, à sa terre de Fosseuse.

Le Riche de Chevigne, à Charly en Brie.

Clement d'Etange, à Château Garnier en Poitou.

De Flandre de Brunville, à l'Isle Jourdain en Poitou.

tou (1).

Pernon, clerc, à Neubourg, près Petit-Bourg. D'Outrement, à Cravant en Bourgogne.

Le Rebours de St. Marc, à St. Marc, terre de

Clement de Blavette, à Chalone en Anjou.

Mauberché de Fontenay, à Essomes en Cham-

pagne.

rd

ers

20

20

St

.

.

#### TROISIEME CHAMBRE.

Presidens , Meffieurs

De Murard, à sa terre de Bullou. Angran, à Condé, terre de son frere.

### Conseillers, Meffieurs

Le Fevre d'Amecourt, à Argenteuil. Nau, à Vierzon en Berry.

Berthelot de St. Alban, à Ecouen, près St. De.

Peinterel de Neuf-Châtel, à Bray fur Seine.

Titen de Villotran, à sa terre de Villotran, près

Louvet de Repainville, à Gallardon en Beauce. Choart, à Crecy en Brie.

<sup>(1)</sup> L'isse Jourdain, où est exisé M. de Flandre de Bran-

Robert de St. Vincent, à Mors, Haute Auvergne. Nouet, à St. Vrain en Nivernois (1).

Le Maitre de St. Peravi, à la terre de M. son pere, St. Peravi, près Orléans.

Maussion de Candé, à fa terre de Candé, près

Dionis du Séjour, à Pethiviers. De Gars, fils, à Château-Chinon.

Radix, clerc, à Ouvray en Champagne (2):

Bourgevin de Moligny, clerc, à sa terre de Mo-

Serre de St. Roman, à Ville Juif.

De Bretignieres, fils, à St. Germain, terre de son pere.

De Bougainville, clerc, à St. Aignan en Berry. Forien de St. Juire, à Dammery en Champagne. L'Anglois de Pommeuse, à sa terre de Pommeuse. Boula de Nanteuil, à Quincy.

Maffon de Vernou, à St. Aignan en Berry.

Berthelot de la Villernoi, à la terre.

Du Doyer de Vauventiers, à sa terre, près de Chartres.

Clement du Petit Marais, à Marle en Thierarche.

<sup>(1)</sup> M. Nouet, exilé à S. Vrain, l'avoit été en 1757, à Confians, lieu affreux où il avoit penfé mourir il trouve cependant que Conflans étoit un palais auprès de S. Vrain.

<sup>(2)</sup> M. l'Abbé Radiz, exilé à Ouvray, n'a pu loger que dans une mauvaise Auberge, où il n'y a qu'une seule chambre qu'il partage avec les passans & les rouliers. Il vouloit louer cetté chambre pour lui seul, mais l'aubergiste lui s représenté que son métier étant de loger les passans, il se soig ruind s'il n'avoit plus l'usage de sa chambre,

#### REQUETES

#### PREMIERE-CHAMBRE

Presidens, Mefieurs

Rolland, à St. Just, près Roanne (1). Le Rebours, à sa terre de St. Marc.

m

ės

0

del

œ.

6.

Ve

n. ue us :-

lul-

.

### Confeillers , Messieurs

Bruant, à Neuville en Champagne.

Lambert Deschamps de Morel, à Nogent le Rotrou.

Lescalopier, à Liancourt, près Chantilly.

De Ricouart d'Herouville, à la Ferté-Milon.

Camus de Pontcarré, à Belleville en Beaujolois.

Maslon de Berci, à Berci, près Paris.

Tandeau de Marsac, clerc, à Beaujeau en Beau-

folis.

Foli de Fleury de Brionne, à Grigni, terre de son

pere.

Barbier d'Ingreville, clerc, à Montoire.

Rollin, à sa Terre d'Enonville.

Goujon de Thuisy, fils, à St. Supplex, terre de fon pere.

Ferrans, à Boisgibault, terre de son oncle, près Orléans.

<sup>(1)</sup> M. Rolland, Présid. exilé à S. Just en Forez, est obligé de faire venir ses provisions de 10 lieues. On peut juger combien cela est commode, furtout pour Mad. Rolland qui av voulu suivre son mari avec un enfant qu'elle nourrit.

De Hammer, à Tournant en Brie. De Eumeron de la Berline, à sa terre près Mezieres.

L'Allemant le Coq, à Court-palais en Brie. Noblet, à Arcy sur-Aube. Ourfin de Bures, à la Ferté-sur-Aube. D'Ormesson, à Orly, terre de son pere.

#### II. CHAMBRE.

### Presidens, Meffieurs

Le Moine, à sa terre, près Dreux. Hocquart, à Noir-Moutier, Bas Poitou.

### Confeillers.

Nouveau de Chennevieres, à Cullac en Auvergne. Gaultier de Chailly, à Henrichemont en Berry. De Dompierre d'Horney, à Sançoins en Berry. Hocquart de Mony, à la Ville-l'Evêque sur Loire, en Anjou.

De Nicolat, à Hony près Pontolfe.

De Fourmestreaux de Brifauil, clerc, à Rozal en Brie.

Chappin, à Boin en Forez.

Cachet de Montezan, à Neuville, près Lyon.

Royer, clerc, à Cloye en Dunois.

Despontis du Fresnoy, à la terre du Piess Savoye en Brie.

De Cotte, à Bernay au Maine.

De Selle, à sa terre, près le Meshil St. Denis. Cordier de Launay, à Vallery, terre de son pere, près Villeneuve le Guyard.

Bourgevin de Vialiart, à Corneille, près Pontoise.

De Boulogne de Preninville, à sa terre de Magnanville, près Mantes.

Thevenin de Tanlay, à Lagny en Brie.

Du Joubaunei de Senfac, à la Ferté-Loupierre en Gatinois.

De Villiers de la Berge, à Decize en Nivernois.

### Honoraires, Mefficurs

D'Hariague de Guibbeville, à sa terre, près Ar-

Gualtico de Besigny, à Mauriac en Auvergne (1). Heron, à Graçal en Berry.

Delpech de Montreau, à Feurs en Forez.

Clement de Feuillet, à Croc en Combaillers (2).

<sup>(1)</sup> Mauriac, lieu d'exil de M. de Befigny, est au milleu des Neiges. Il étoit encore en route & détenu à sa terre de Bellegarde par la flevre, lorsqu'il a appris la mort subite de M. son fils unique, Conseiller au Châtelet, jeune homme de la plus grande espérance, digne ami de M. Gilbert, & que le chagrin de se voir séparé d'un pere qui lui étoit tendrement attaché, a fait périr. Malgré ce tritte événement, il n'a pas été possible d'obtenir pour M. de Besigny la permission de rester à Bellegarde.

<sup>(</sup>a) Au pied des Montagnes d'Auvergne; on n'y mange que du pain d'avoine. Il a eu la plus grande peine d'arriver fur cette montagne avec le secours de plusieurs hommes, de chevaux & de bœufs; il a fallu abattre des murs pour saire passer sa chaise. Il y fait un froid excess. Il a été dans le mois dernier au même degré qu'à Paris en 1700. M. de Feuillet n'auroit pu y loger, s'il ne se fat trouvé une maison déserte & inhabitée depuis six ans, parce que les propriétaires sont en procès. L'eau y ruissele de toutes parts, moins encore par le désaut de la couverture que par une suite de l'humidité. Heureusement le bois est en stou-

M. Glibert de Volfins, Greffler en Chef, & Bres-

On voit par cette Liste que tous les Titulaires ont été exilés, excepté MM, de Riviere, & Desmi Pubuissen, absens, & M. le Pretre de Levenue, quel on a fait signifier l'arrêt de Confiscation de l'

dance dans le volfinage; mais il faut l'envoyer couper à meture qu'on veut le brûler. Pour aveir du pain de froment, il faut l'alter chercher à 12 lieues, qui en valent près de 24 de ce pays-ei. La provision vient toutes les femalmes, si quelqu'accident les retarde, on est réduit à vivre du

pain le plus déteftable qui le puille manger.

On peut observer, au sujet de M. Clement, avec quelle attention M. le Chanceller a seu disperser les membres d'une même famille. Il a dans le Parlement deux sils de deux neveux : ils sont, l'un en Poitou, l'autre en Anjou, le troisseme en Champagne, de le quatrieme en Thierarche, tandis que M. Clemant est lui même en Auvergne. On peut saire la même remarque pour M. M. Pasquier, Brochant, de la Guillaumie, &c.

Ce ne sont là que quelques traits de la dureté qui a diété le choix des exils. Pluseurs Magistrats sont dans des endroits où l'on a quatre à cinq pieds de neige. Il y en a un d'envoyé dans un village incendié où il n'y a plus de maissons; un autre dans un seu où il n'y a de logement que chez le curé qui est un Ex. Jéspite . . . . En général, on peut dire que presque tous ceux qui n'ont pas été exilés dans leurs terres, ont été rélégués dans les plus mauvais bourgs. A hameaux que l'on a pu découvrir : si quelques-uns d'en r'eux y ont trouvé le nécessaire, peut être même le commode, ils le doivent aux soins des Seigneurs Ecclésiastiques & Laics qui se sont empresses de donner tous les ordres nécessaires. & de faire l'impossible pour diminuer la rigueur de la reine prononcée par M. le Chancelier.

charge fans Lettre de Cachet : & que parmi les Honoraires on a cru devoir en joindre cinq aux Titulaires.

## - Depuis l'Exil jusqu'au premier Fevrier 1771;

Le lundi at, ou mardi az Janvier 1771, M. 10 Chanceller a mande ches lui à Verfailles, quatre de Mrs. du Grand Confeil du Semeftre d'été. On asfure qu'il s'agiffoit de leur propofer d'aller fléget avec leurs confreres du Parlement, fous le nom du Parlement, quoiqu'ils lui foient abfolument étrangers, & qu'en aueun cas ils n'y alent voix délibérative. Ces Mrs. rendus à Verfailles, M. le Chanceller, après les avoir fait attendre une demi heure. fortit au-devant d'eux, en leur difant qu'il étoit oblisé de partir à l'instant pour Paris, sans quoi il les auroit retenus à diner. M. le Chancelier ne leur en difant pas davantage , ils lui demanderent au moins ce qu'ils pourroient dire à leur Compagnie fur l'objet de leur voyage? Mais M. le Chancelier, fans leur donner d'autre éclaircissement, sinon que le Roi avoit changé de plan, se contenta de leur faire beaucoup d'excuses sur la peine inutile qu'ils avoient prife.

Mrs. du Grand Conseil ont protesté qu'ils ne se chargeroient point de la Commission qu'on avoit eu intention de leur donner; que les démêlés qu'ils avoient eu avec le Parlement n'avoient rien diminué de leur vénération pour lui, & que c'étoit même une raison de plus pour ne se pas prévaloir contre lui de sa disgrace actuelle: sentimens nobles, dignes de ces Messieurs, & qui seront sans doute

généralement imités. Les deux Doyens du Grand Confeil qui font fur la Lifte de la Commission comme ayant entrée au Confeil, se sont promis de no point venir aux séances de la Commission.

## Du 12 Janvier 1771.

Ce mardi après midi, Mrs. du Conseil ent été mandés chez M. le Chancelier, à Paris: les ordres leur ont été notifiés de remplacer le Parlement par interim, au Parlement même, & d'intituler du nom d'Arrêts du Parlement ceux qu'ils y rendroient. Il y a eu des représentations & quelque résistance de la part de plusieurs; mais M. le Chancelier n'a voulu, dispenser personne. Il a été convenu que les séances s'ouveiroient le jeudi 24; que M. le Chancelier s'y rendroit avec tout le Conseil, dont les membres seroient partagés en quatre Bureaux. L'un représentant la Grand'-Chambre, l'autre la Tournelle, le troisieme les Enquêtes en une seule chambre, le quatrieme les Requêtes du Palais, aussi dans une seule chambre.

Ainsi Mrs. les Conseillers d'Etat, qui n'ont ni entrée ni voix délibérative au Parlement, (ainsi qu'il a été décidé par M. le Chancelier lui. même l'année dernière, lors de la seconde Séance tenue devant le Roi pour le Procès du Duc d'Aigustion) & Mrs. les Maîtres des Requêtes, dont quatre seulement y ont voix délibérative, devoient être le Parlement: sans titre d'office, sans information de vie & de mœurs, sans serment & sans reception, non-seulement : ces Mrs. (les Conseillers d'Etat) devoient devenir tous, maigré l'incapacité résultante de leurs

titres, des membres du Parlement, mais ce qui eft

plus, former le Parlement.

Le même jour 22, Le Mercler, Secrétaire de M. de Maupeou, des le tems qu'il étoit Premier Préfident, alla à trois heures ches les Chefs de la Communauté des Procureurs au Parlement, qu'on appel. le Procureurs de Communauté, pour leur annoncer que M. le Chanceller les mandoit pour le foir. fix heures. M. Gillet déclara à le Mercier qu'il le connoiffeit bien autrefeis comme Secrétaire du Premier Préfident, mais qu'il ne le connoissoit pas comme Secrétaire du Chancelier, & que sur un pareil ordre verbal il ne croyolt pas devoir se rendre. Les autres ne firent pas la même difficulté. Un d'entr'eux. plus exact que tous, se rendit précisement à l'heure indiquée. M. le Duc de la Vrilliere étoit alors avec M. le Chancelier; il fortit au bout de trois quarts d'heure : M. Seguier entra ensuite, & étant sorti après une demi-heure environ, le Procureur qui étoit encore feul fut admis. M. le Chancelier commençoit à lui parler, lorfque les autres Procureurs de Communauté arriverent. Il leur fit à tous mille caresses pour les engager à continuer leurs fonctions auprès de nouveaux Juges qu'il meneroit au Parlement le jeudi fuivant. M. le Chanceller les affura que le Parlement fubfiftoit toujours; non pas. ce qui cependant est très véritable, parce que les Magistrats exilés en sont toujours les Présidens & les Conseillers aux yeux de la Loi, attendu qu'ils ne sont pas dépouillés de leurs offices selon les formes & pour les caufes preferites par la Loi; (1) mais

<sup>(1)</sup> Il ne faut pour démentrer cette proposition , que sapporter l'Edit de Louis XI. du a1, Octobre 1407.

membres d'un Parlement, ou une tour qui écrafe en

ut

QC

C

111

ti

d

Louis .... comme depuis notre avenement à la Comronne plusieurs mutations ayent été faites en nos offices. lagnelle chole est le plus advenue à la poursuite & sugresnon d'aucuns. & nous non advertis duement, parquoi ainfli qu'entendu avons & que bien connoissons être vrassemble. ble plusieurs de nos officiers doutant cherir au dit inconvel nient de mutation & destitution , n'ont pas tel zele & faveur à notre Service, qu'ils auroient se n'étole ledit douter: favoir faifons, que nous confiderant qu'en nos officiers confifte fous notre autorité la direction des faits, par lesquels est policée & entretenue la chose publique de notre royaume & que d'icelui ils sont Ministres essentiaux, comme membres du corps dont nous fommes le chef, voulant extirper d'eux icelle doute, & pourvoir à leur fureté en notre dit fervice, tellement qu'ils syent cause d'y faire & perseverer. ainsi qu'ils doivent : statuons & ordonnons par ces présentes que deformais nous ne donnerons aucun de nos offices, s'il n'est vacant par mort, ou par réfignation faite du bongré & confentement du refignant, dont il apparoiffe. duement, ou par forfaiture préalablement jugée & declarée. judicialrement, & felon les termes de Justice par juge competent, & dont il apparoisse semblablement; & s'il advient. que par inadvertance, importunité des requerans, ou sutrement, nous fassions le contraire, nous, des maintenant. comme pour lors, le révoquens & annullons, & voulons qu'aucunes lettres n'en foient faltes & expedides, & fl faires. écolent, qu'a icelles n'y a quelconques autres, qu'on poursrolt fur ce obtenir de nous, aucune foi ne foit ajoutée & que pour ce aucun foit destitué de son office, ni inquieté en icelul. Si donnous en mandement à notre amé & féals chanceller, b nos ames de féaux les gens de notre Parles ment, les gens de nos Comptes & Treforiers, les Maîtres des requêres de notre hôtel, aux Prevot de Paris, Bailli de Vermandois de à tous nos autres juiticiers & officiers

un seul moment tous les Chanoines d'un Chapitre, n'empêche pas que le Parlement ou le Chapitre ne continue de subsister. Il n'est question alors, ajoutament de subsister, que de remplir les offices & les Canonicats vacants. (Oui ! mais en observant les mêmes formes qui avoient été réquises pour l'institustion & reception des Magistrats & Chanoines décédés.) Or c'est-ce que Mrs. du Conseil viennent faires par interim. Il n'étoit donc question, selon M. les Chancelier, que de les regarder comme étant ce Parallement & ce Chapitre, & de faire auprès d'eux les même Service qu'on a fait auprès du Chapitre & ous du Parlement.

Le respect empêcha les Procureurs de Communauté d'observer à M. le Chanceller, que si malgrés cette peste & cette tour dont il leur parloit, les ti-

ou à leurs Lieutenants presens & avenir & à chacun d'eux ; il comme à lui appartiendra, que nos présents statuts, or donnance & volouté ils entretiennent & gardent inviolablement & les fassent publier & enregistrer en leurs cours & auditoire sans faire ne souffir saire aucune chose aucontraire. Car telest &c. Donné à Paris le 21 jour d'Octobre, l'an de grace 1467. Registré au Parlement le 23 Novembre suivant." Fentanon, Tome 2. p. 557.

Mezerai, qui rapporte cette Ordonnance, observe que la mutation des officiers qu'elle a pour objet de prévenir, avoit été un des sujets qui avoit le plus ébranid les villes, particulidrement, celle de Paris, contre le Roi, dans la Ligue du Bien Public. Cette même Osdonnance de 1467, a été reneuvellée par la déclaration du 22 Octobre 1648, registrée le 24 du même mois, qui porte entr'autres dispositions que plus officiers des Cours Souveraines & autres ne pourrente être troublés en l'exercice & fonction de leurs charges page httre de cachet ou autrement.

tulaires se trouvoient vivans, au lieu d'être morts, il n'y auroit point d'offices ni de bénéfices à remplir, & que, quand les Chanoines seroient morts, des Chanoines par interim ne seroient pas des Chanoines, qui sont essentiellement titulaires & inamovibles, & que par conséquent ils ne formeroient pas le Chapitre, ne pourroient agir comme étant le Chapitre, & que tout ce qu'ils feroient en ce nom ne lieroit jamais le Chapitre, mais seroit, au contraire, tenu pour nul & non avenu; ils ne seroient que de simples vicaires, & comme le dit Boileau, des chantres gagés, commis au soin de louer Dieu. Par la même raison, des Magistrats par interim ne sont pas des Magistrats, ils ne peuvent être le Parlement ni agir en cette qualité.

Les Procureurs de Communauté firent quelques observations à M. le Chancelier, sur l'impossibilité où ils étoient de plaider, & sur la désense que leur font les ordonnances de conclure dans les causes d'appel. M. le Chancelier les assura d'abord, que les Avocats Généraux irolent certainement au Palais; (on a vu que M. Seguier fortoit à cet instant de chez lui) il prétendit ensuite que les autres Avocats ne feroient pas plus de difficulté. Ils sont, dit il, Avocats au Parlement; comment pourroient ils refuser de s'y présenter, puisqu'il subsiste? Les Procureurs de Communauté se retirerent alors, & procureurs de Communauté se retirerent alors, & procureurs de s'assembler le lendemain matin.

## Du 23 Janvier 1771.

F La nuit du 22 au 23 Janvier, il fut envoyé aux Greffiers en chef, civil & criminel, aux Secrétaires de la Cour, aux Greffiers des différens Greffes, au premier Huissier & aux autres, ordre de se trouver le lendemain au Palais à leurs sonctions. La plupart s'étoient absentés: M. Richard, Greffier en Ches Criminel, & M. Coupri Dupré, Greffier des Présentations, indisposés l'un & l'autre, avoient été forcés de rester. Le premier aima mieux donner sa démission, que de connoître Mrs. du Conseil pour le Parlement: elle lui a été renvoyée par le Chancelier jusqu'à trois sois; mais il a persisté à ne vouloir faire aucune sonction. M. Dupré se soumit de se trouver à la Séance du lendemain.

L'absence de M. Gilbert de Voisins, Greffier en Chef, agé de 22 ans, détermina M. le Chancelier à prier M. de Moras, ancien Contrôleur Général, oncle de Madame Gilbert, à passer chez lui : M. de Moras étoit incommodé; M. le Chanceller se rendit chez lui & le pressa de solliciter son neveu. Mais il fut refusé; M. de Moras répondit qu'il connoissoit fon neveu pour avoir de l'honneur & de la confcience. D'un autre côté, M. le Chanceller envoya M. Menard de Chouzi, l'un des premiers Commis de M. le Duc de la Vrilliere, chez Mesdames Gilbert, l'une mere, l'autre femme du Greffler en chef, pour découvrir le lieu de sa retraite. Aussitôt qu'on l'eut apprife, on dépêcha un courjer porteur d'ordres : il rapporta de M. Gilbert la réponfe fulvante. " Monfieur , par obeiffance aux ordres du Roi, auxquels je feral toujours très foumis, je parts pour Paris: mais je déclare en même tems, que ma confeience, mon honneur & mon devoir ne me permettent pas de faire aucune fonc. tion d'un office que je regarde comme n'existant

plus. C'est au Parlement que j'ai prêté sérment, je ne puis faire de Service qu'avec le Parlement & comme le Parlement, & je serai à jamais attaché à ce Corps Respectable. C'est dans ces sentimens que j'ole supplier le Roi, de vouloir bien accepter l'offre que j'ai l'honneur de lui faire de mon état, le suppliant d'assimiler mon sort à celui des

sutres membres de ma Compagnie".

Mais le plus difficile devoit paroître sans doute de forcer tous Mrs. les Gens du Roi à se trouver à la Séance. M. le Chancelier leur en syant écrit ce même jour 23, sous le nom du Roi, ils écrivirent à S. M. pour le supplier de les en dispenser. La réponse su un ordre de se rendre à Versailles, ou, maigré leurs repugnances, le Roi leur donna l'ordre le plus absolu, non-feulement de se trouver à la Séance du lendemain, mais de plus d'y exèrcer leurs sonctions, & d'y requérir l'Enregistrement de l'Edit ou Lettres Patentes de la commission, sous peine, dit-on, de la Bastille. (r) Ainsi cet Edit sameux, qui annonce que le Roi n'exige point qu'on donne

<sup>(1)</sup> Jean de St. Romain, Procureur général, en 1467, reprocha au cardinal de la Ballus, envoyé au Parlement pour faire enregistrer l'abolition de la Pragmatique, qu'il trahissoit les véritables intérêts du Royaume. Les menaces que l'on sit au Procureur général de la part de la cour, ne l'ébranlerent point : il dit que le roi pouvoit lui ôter la charges dont il l'avoit honoré; mais que tandis qu'il l'exerceroit, il ne feroit jamais rien contre son devoir & contre le bien de l'Etat. , Grand exemple, rapporté en ces mêmes termes par le Jésuite Daniel, dans son Histoire de Brance, sous l'amrée 1467.

hé

be

p.

n

Es

des suffrages contraires aux sentimens particuliers de ceux qui les donnent, a eu cependant pour fruit de violenter la conscience de tout le monde, depuis Mrs. du Conseil jusqu'au dernier des Huissers. Mais il faut savoir ce que certaines personnes entendent par Conscience. Le Chancelier Seguier dit à Mrs. des Enquêtes, dans un Lit de Justice tenu en 1645, qu'it y avoit deux sortes de Conscience, l'une d'Etat, qu'it falloit accommoder à la nécessité des affaires; de l'autre à nos actions particulieres. (Voyez les Mémode Talon, T. 3, p. 375.)

Les Substituts de M. le Procureur Général reçuirent aussi des ordres, la nuit du mardi au mercrédigils firent différentes réponses, mais quatre seulement ont continué à se rendre au Palais : savoir, Mrs. Pierron, Mayon, Davignon, & Perviau. (1) Quelques-uns, en particulier Mrs. de Tilières & Bouellenois. Ont constamment resusé de s'y présenter.

Ce même jour 23 Janvier, Mrs. du Conseil furent présentés au Roi, qui leur tint le discours suivant:, Messleurs, j'ai besoin de vous pour que le cours de la justice dans mon Parlement ne soit passinterrompu plus longtems., (Il arrive cependant que le cours de la justice ne se reprend pas au Parlement, & que de plus il cesse au Conseil.)" M. le Chancelier vous expliquera mes intentions. Je connois votre zele, votre attachement à ma personne, & j'y compte. Comptez aussi sur toute ma protection dans l'exercice des sonctions que vous allez-

<sup>(1)</sup> C'est un homme avec lequel les Substituts qui ne vont

remplir, & qu'en toute occasion je vous donneral des marques de ma satisfaction pour vos services".

M. d'Aguesseau, comme Doyen du Conseil, répondit au Roi en deux phrases. Aucun des auditeurs n'a oublié la premiere, trop remarquable par l'esprit de servitude & d'esclavage qu'elle présente au nom d'un Confeil destiné par son état & par son ferment à donner au Roi des avis en fon ame & conscience. .. Sing, le premier devoir de votre Confell fera toujours de donner à vos sujets l'exemple de la foumission la plus entiere à vos volontés". La seconde phrase parloit en substance d'un zele qui suppléeroit aux forces : de protection qui foutiendroit les efforts; d'efforts pour exécuter les intentions du Roi, qui rendroient bientôt le Conseil à des fonci tions toujours cheres. & qu'aucune autre n'empê. chera jamais de remplir. Tout ce qu'on y a compris, c'est que Mrs. du Conseil alloient tout à la fois faire le service du Parlement & du Conseil, ou plutôt ne faire ni l'un ni l'autre, & qu'ils alloient si bien remplir celoi du Parlement qu'on les renverroit. bientôt tout entiers à celui du Confeil; c'est-à-dire. que ne faisant rien au Parlement, ils serosent obligés de quitter la partie pour se renfermer dans leur fervice du Confeil.

Enfin le même jour 23 Janvier, les Procureurs de Communauté s'étant assemblés le matin, le Mercier leur apporta lui-même une Lettre signée de lui, qui le soir même fut envoyée à tous les Procureurs, imprimée, avec un avis des Procureurs de Communauté. Voici la Lettre & l'avis.

The little between the state of the state of

#### MESSIVRS,

dire, que l'intention du Roi est que les Procureurs continuent leurs fonctions comme par le passé; qu'ils présentent des Requêtes, qu'ils instruisent les procès, qu'ils plaident sur les demandes, qu'ils demandent des remises dans les Causes où il y a appel; que les deux Avocats du rôle de jeudi demandent demain la remise; qu'il y ait demain une centaine de Procureurs au Palsis".

" J'ai l'honneur d'être très parfaitement,

MESSIEURS.

Votre très humble &c. Le Mercier.

(Signé) L. Paris le 23 Janvier 1771.

#### MONSIEUR.

"Les Procureurs de Communauté vous envoient copie de la Lettre ci-dessus, qui leur a été apportée ce matin en la Chambre de la Sacristie par M. le Mercier, par ordre de M. le Chancelier, & vous-observent qu'hier 22 du présent mois, les Procureurs de Communauté, qui se sont transportés chez M. le Chancelier, de son ordre, ont reçu de lui des ordres de la part du Roi de continuer leurs sonctions. Le 23 Janvier 1771".

Les espérances que M. le Chancelier avoit fondées sur les Procureurs, le déterminerent à contremander les Avocats au Conseil qui avoient eu ordre de s'assembler pour s'arranger entre eux de maniere

10

N

r

V

qu'ils puissent, comme Avocats au Conseil, remplir auprès de Mrs. du Conseil comme Conseil, le service que les Prosureurs au Parlement ne voudroient pas saire auprès d'eux comme Parlement. Mrs. du Conseil ne devoient donc plus être alors que ce qu'ils sont véritablement, c'est-à-dire, Mrs. du Conseil assis sur les sieges du Parlement, & n'étant pas plus le Parlement (qu'on pardonne la comparaison qui n'ôte rien à l'éminence de Mrs. du Conseil) que la Bazoche n'est le Parlement quand elle siege sur les bancs du Parlement dans la Chambre de la Tournelle. M. le Chancelier a eu recours dans la suite aux Avocats au Conseil; mais ses tentatives ont été infructueuses.

# Du jeudi 24 Janvier 1771. Séance du Conseil au Parlement.

M. le Duc de Biron ayant refusé les Gardes Francoises, comme ne marchant que pour le Roi, le
Guet sut commandé pour garder les avenues du Painis. Les Gardes de la ville & les Archers de Robe-courte étoient dans l'intérieur. M. le Chancelier avoit demandé la totalité des gardes de la ville, au nombre de 300; mais il ne put en avoir qu'environ la moitié. Toutes les boutiques de la grande
Salle étoient sermées, & on avoit donné ordre d'écarter la soule; il se glissa cependant un grand nombre de personnes jusques dans la Grand'Chambre; il
y avoit même beaucoup de personnes de marque,
mais incegnite, elles n'étoient pas venues pour faire leur cour au Chancelier.

Sur les dix heures & demie, M. le Chanceller arsiva en grande cérémonie, entouré de la Prévôté lir

r.

nt

h

18

il

18

de l'Hôtel, tenant à la main leur épée nue. Tout le Conseil étoit à sa suite; ce qui formoit une longue suite de Carosses. M. le Duc de la Vrilliere, M. de Monteynard, Secrétaire d'Etat pour la Guerre, M. l'Abbé Terrai, Contrôleur Général, M. l'Evêque de Senlis, tous comme Conseillers d'Etat, décoroient la Séance. Quelqu'un dit du Prélat, qu'il venoit donner l'extrême onction au Parlement.

En montant l'escalier de la Ste. Chapelle, M. le Chancelier dit à ses gens qui l'entouroient serrezmoi! Tout le cortege étant arrivé au parquet des Huissiers, de la le Chancelier ayant appris que la Grand'Channe de pleine, il ne voulut point entrer que tout le morde ne sût sorti; on eut beaucoup de peine à exécuter cet ordre, qui sut réiteré à trois reprises. Les personnes de marque resusant d'obéir aux archers & aux hoquetons du Chancelier, un de ces derniers ayant voulu agir par force, il y eut une épée tirée & quelque tumulte; ce qui causa beaucoup de peur; mais le tumulte sut appaisé à l'instant, & enfin quand il n'y eur plus personne, M. le Chancelier entra, suivi de tout le Conseil, & prit séance.

Avant tout, il falloit un Greffier: & il ne se trou. voit dans la Séance que celui des présentations, qui ne doit tenir la plume qu'en son Greffe. M. le Chancelier exigea qu'il la tint dans cette Séance. M. Dupré resista longtems & fortement; mais les menaces & les injonctions saites au nom du Roi, surent si impérieuses que M. Dupré céda. M. le Chancelier vouloit qu'il prit la place de Greffier en Ches; mais il le resusa persévéramment. M. Dupré, Greffier des Présentations, exigea pour tenir la plume à l'Audience un ordre par écrit de M. le Chancelier.

Il a été question du Cérémonial à observer au sujet de cet ordre; M. le Chancelier vouloit bien le donner, mais à condition qu'il seroit mis dans un paquet cacheté de peur que M. Dupré ne le montrat à tout venant. Grande question ensuite de quel cachet il porteroit l'empreinte: M. le Chancelier vouloit que ce sût du sien; mais M. Dupré l'a emporté: le paquet lui a été remis cacheté de son propre cachet, pour qu'il puisse l'ouvrir quand il jugera nécessaire de prouver la contrainte.

Les Lettres Patentes pour la Commission datées de la veille, furent lues, après quoi M. le Chan-

celier prononça le discours qui suit :

Discours de M. le Chancelier, lorsqu'il est venu installer Mrs. les Conseillers d'Etat & Mrs. des Requêtes au Palais du Parlement, le 24 Janvier 1771.

"Messeurs, il ne sut jamais pareille épreuve pour votre zele & votre attachement au Service du Roi, qui vous rappelle à remplir les sonctions de la justice dont ses peuples avoient été privés par la desobéissance de ses Magistrats auxquels il l'avoit confiée; & qu'il a été forcé de punir d'une maniere proportionnée à leur desobéissance, après avoir valuement tenté de les faire rentrer dans leurs sonctions par tous les moyens que sa bonté & son autorité ont employés".

"Sa Majesté, en attendant qu'Elle ait chois un nombre d'Officiers suffisht & capable pour succéder à ces Magistrats, n'a cru pouvoir mieux faire exercer se Justice que par les Officiers de son Conseil, élevé

pour

pour la plupart dans le Sanctuaire des Loix où la volonté vous rappelle. Elle à , dans vos Services passés, le gage de ceux qu'Elle attend de vous à l'avenir: vous serez l'œil du Prince, l'organe des loix & les médiateurs du peuple, dont vous porterez les besoins aux pieds d'un Souverain qui ne veut être

que le Pere de ses Sujets".

M. Seguier, comme Premier Avocat général, se leva: .. C'est avec douleur, dit-il. oue nous sommes obligés de reprendre les fonctions de notre Ministere! la tristesse peinte sur notre visage vous en dit affez. & les larmes qui coulent de nos yeux ne nous permettent pas d'en dire davantage". M. Seguier conclut à l'enregistrement & à l'envoi des Lettres patentes aux Bailliages. Le Greffier voyant que tous les avis de Mrs. du Conseil étoient pour l'enregistrement, écrivit sur les Lettres patentes même. en parchemin, & fur fon plumitif, l'enregistrement. avec la clause de l'envoi aux Bailliages & Senechausses. Mais quand il fut question de lire l'Arrêt pour le signer, M. le Chancelter dit au Greffier : .. effacez cette claufe, nous n'en avons pas besoin, puisque c'est toujours le même Parlement : d'ailleurs les Bailliages n'y déféreroient point". C'est un acte remarquable de modération. La radiation fut donc faite fur le plumitif; mais on oublia de la faire fur les Lettres patentes. M. le Chanceller s'en étant donc apperçu depuis, il a mandé le Greffier le lundi 29 Janvier, lui a fait gratter fur le parchemin l'enregistrement en entier, & le lui a fait recommencer fans la claufe d'envoi.

Après l'enregistrement des Lettres patentes, M. le Chanceller a fait ouvrir l'audience. Nonobstant Tome L.

les Lettres de la veille, il ne s'y est trouvé en robe que les Procureurs de Communauté, & celui qui occupoit dans la Cause du jeudi. A l'appel de cette Cause, le Procureur a déclaré que l'affaire étoit terminée, qu'il avoit une décharge de sa partie. M. le Chancelier a ordonné que la Cause seroit rayée du Rôle. Sur l'appel d'une seconde cause, si n'a paru personne. On a dit au Procureur qui venoit de parler dans la première, de demander la remise; il a répondu que n'étant chargé ni pour ni contre, il ne pouvoit rien dire, & que c'étoit à Messeurs i ordonner ce qu'ils jugeroient à propos. M. le Chancelier a prononcé la remise d'office, & de même pour une troisseme Cause qui a été appellée.

La Séance s'est levée: tous Mrs. du Conseil, (excepté quelques jeunes Maîtres des Requêtes à M. le Chanceller, auquel quelques personnes ajoutent M. l'Abbé Terrai) avoient l'air consterné: on auroit dit qu'ils affistoient à un enterrement.

ľ

b

e

16

le

0

le

M. le Chanceller, dans cette Séance, a demande affes haut à M. d'Agueffeau, Doyen du Confeil, e'll ne comptoit pas occuper l'hôtel de la Premiere Préfidence? La demande a paru à M. d'Agueffeau une

tronte bleffante.

Le même jour 24, M. le Chanceller fit donner de nouveaux ordres à M. Gilbert de Veifins, de reprendre ses fonctions. Sa réponse su aufil ferme que celle du jour précédent; la voici : "Je persiste dans ma réponse du jour d'hier, qui contient les véritables sentimens dont je suis animé. Je déclare de nouveau que ma conscience, mon honneur, mon devoir ne me permettent pas de faire les fonctions de ma charge, dont je sais de nouveau l'offre au Roi

en le suppliant de ne pas imputer à desobéissance une conduite qui m'est dictée par le respect le plus profond, le zele le plus pur, & l'attachement le plus inviolable pour fa personne facrée ". Toutes les sois licitations employées auprès de M. Gilbert étant incapables de le faire chanceller, on lui a fignifié le furlendemain 26, un Arrêt du Confeil qui confisque son office, dont la valeur est très considérable (il produit au moins 16000 livres annuelles), & une Lettre de cachet qui l'exile à Breffuire, village près de Thouars en Poitou. M. Gilbert est en Partie le dimanche avec la femme pour le lieu de son exil. L'Arrêt du Confeil out lui a été fignifié est le même qu'on avoit imprimé pour les Confeillers, de forte qu'on lui défend de prendre la qualité de Président ni de Conseiller, quoiqu'il n'ait aucune de ces charges; on peut encore observer que la date de cet Arrêt est antérieure à la premiere des sommations qui lui ont été faites.

4

1

1

n.

à

U

'n

er

81

10

ns.

1

0

1

# Stance du vendredt, 23 Fanviers

M. le Chanceller n'est pas venu aux Séances qui ont suivi celle du jeudi. L'Audience dite de sept heures est entrée à plus de huit : les Conseillers d'Etat arrivant on a dit aux huissers de battre de leurs baguettes; (c'est un honneur réservé pour les Princes & les Présidens à mortier) ils ont répondu que les Lettres de cachet ne leur enjoignoient pas de le faire, & ils ne l'ont pas fait. L'audience ouverte on a appellé un grand nombre de Causes sur lesquelles personne n'a paru, elles ont été remises les unes à huitaine, les autres à quinzaine : mais d'autres

voix dans la Grand'-Chambre criolent, remise à la St. Martin, remise à la rentrée du Parlement. Un chien ayant aboyé dans ce moment, on a criéi Vellà un Avecas qui plaide. Les divisions & les huées ont été si violentes & si mortifiantes, que M. d'Aguesseu a dit de faire entrer la garde. La porte de la grand'-Chambre étoit gardée par des Archers de la Robe courte: il y avoit d'ailleurs beaucoup de

Quet dans la grande Salle.

L'Huisser de service, Regnault, voyant un archer entrer, lui a crié i Chapeau bas! puis s'adressant à M. d'Aguesseau, il lui a demandé si l'intention de Mrs. du Conseil étoit que la Grand'-Chambre sardée par les Archers? que si cela étoit il alloit se retirer, & qu'il n'avoit plus de service à faire; que la regle étoit que la Grand'-Chambre ne sût gardée que par les huissers, même lorsque le Roi y étoit, & qu'il prioit qu'on délibérât. On a été aux avis, & M. d'Aguesseau a dit qu'on fasse retirer la garde. L'huisser lui a crié alors plus absolument encore qu'auparavant, Chapeau bas! & elle s'est retirée: mais il s'est élevé des huées si violentes que M. d'Aguesseau en a pleuré.

La grande audience a été ouverte à neuf loures: faute d'Avocats & de Procureurs, M. Seguier, Avocat général, a été obligé de se retirer, & Mrs. du Conseil se sont retirés ensuite. La Grand' Chambre étoit pleine de personnes qui n'avoient pas voulu sortir: de sorte que ces Mrs. ont été poussés & balottés par la soule. L'un d'eux qui appartient à M. le Chancelier, a même reçu des outrages, & il a

été obligé d'appeller à son secours.

la

Jn

41

ν.

te

ři

le

if

8

L'audience de relevée a été ouverte l'après midi, On a sjouté encore aux huées & aux avanies du matin. Plusseurs de Mrs. du Conseil étoient tellement excédés, qu'ils déclaroient qu'ils ne reviendroient pas a mais ils ont tous reçu de nouveaux ordres pour être exacts à ces séances. Mrs. les Maîtres des Requêtes, qui sont de service au grand Conseil, comme Présidens, avoient eru pouvoir s'en faire un titre pour ne plus revenir au Parlement; mais M. le Chanceller leur a écrit qu'ils présérassent le service du Palais à celui du Grand Conseil.

# Stance du famedi , 26 Fanvier.

La garde a été doublée i il y avoit, dit-en, 400 hommes armés dans le Palais. Il n'y a point eu plus de causes plaidées, que la veille. Les huées ent été repeuvellées, mais moins violemment i néanmoins quelques jeunes gens ont été arrêtés. Plusseurs de Mrs. du Conseil disoient que puisque c'étoit la bensogne de M. le Chancelier, il falloit qu'il vint la faire lui-même en personne, & que s'il ne revenoit pas aux séances, ils n'y reviendroient plus.

Le Bureau de la Grand'Chambre a donné un Arrêt de défenses: c'est le premier Arrêt donné par ces Mrs., si on excepte l'enregistrement de leur Commission & les remises des Causes: mais le Procureur, M. Gillert le jeune, n'a voulu signer la requête qu'en y ajoutant ces mots; du très exprès commandement de M. le Chancelier (1); & ils ont été insérés

<sup>(1)</sup> Ces mots, du très exprès commandement de M. le Chancelier, ne sont pas dans l'Arrêt: Mrs. du Conseil, qui

dans l'Arrêt. C'étoit une affaire à laquette M. le

Chanceller prenoit intérêt.

Le Bureau de la Tournelle a condamné une femme à être fouettée & marquée. Le Guet avoit été mandé le jour même pour l'exécution; elle ne s'est pas faite.

# Du même Jour,

Le samedi dans l'après midi, des Inspecieurs de Police se transportement chez tous les Procureurs au Parlement, pour prendre le nom des Clercs & leur pays, & enjoindre aux Procureurs de la part de M. le Lieutenant de Police, de ne pas les laisser aller au Palais jusqu'à nouvel ordre.

### Du lundi 28 Janvier.

Ce jour il n'y eut point de Séance, parce qu'il étoit sête au Palais.

On signifia chez tous les Secrétaires de la Cour & Greffiers de nouvelles Lettres de Cachet, portant ce qui suit: ,, de par le Roi, il est enjoint au Sieur... Secrétaire de la Cour de Parlement de Paris, de se rendre au Palais dans trois jours, à compter de la notification du présent ordre, pour y exercer les sonctions de sa charge, à peine de prison, comme désobéissant aux ordres exprès de S. M. & de ne pouvoir, lui & ses ensans, posséder à jamais aucu-

ont trouvé que le trait de Contrainte seroit trop marqué, ont mieux aimé qu'on y mit une fausseté, savoir, que M. Gillet avoit été commis ad Noc.

le

m.

te

eft

de

ur

1.

er

Ц

ne charge. Fait à Marly le 27 Janvier 1771. Signé Louis, & plus bas, Phelypeaux". On a exigé
de leur femme ou de leur parent, de certifier qu'on
leur avoit remis cette Lettre de cachet. Ces menaces leur ont fait oublier l'exemple de M. Gilbert de
Voisins Tou Franc a reparu le mardi matin; Isabeau de Montval, le mardi après midi, & Isabeau de
Villiers le mercredi: Fremin & le Breton ont également paru. Le Premier Huissier, Angely, ne paroît
point.

L'Election du Grand Juge & des Confuls est sixée au 18 Janvier, jour auquel expirent les pouvoirs de ceux qui ont exercé l'année précédente. Les nouveaux Elus vont, avant d'entrer en charge, prêter serment au Parlement en la Grand'Chambre. Les Marchands ne paroissoient pas disposés à prêter serment devant le bureau du Conseil qui siege à la Grand'Chambre: pour éviter cette difficulté, on a signifié aux Consuls en exercice le mardi 29, une Lettre de cachet, portant ordre de continuer leurs sonctions; ce qu'ils ont fait.

#### Séance du mardi, 29 Janvier.

Les deux audiences du matin, & celle de relevées de ce jour, ont été tenues comme les précédences, c'est-à dire sans qu'il y ait eu aucune cause plaidée.

Le Palais étoit aussi rempli de gardes que samedi. Un Sergent & 2 Gardes prenoient chacun de Mrs. du Conseil à la descente de son Carosse & le conduisoient à sa Chambre; le Sergent marchoit devant, les Gardes à sés deux côtés, & le laquais qui portoit la queue fermoit le quadrille. Un domestique d'un Mattre des Requêtes a demandé son congé à son maître, sur cette raison, qu'en entrant chez lui, il avoit compté acquérir quelque distinction comme laquais d'un Maître des Requêtes; mais que depuis les Séances au Parlement, il étoit traité au Palais de valêt de \* \* \*, de laquais d'intrus, & qu'il ne vouloit pas essuyer ces ignominies.

de

&c

na

lei

fi

Séance du mercrédi, 30 Janvier.

On a appellé aux audiences quelques causes, & les Procureurs ayant fait les mêmes remontrances, la Séance s'est levée. Un paysan s'est présenté avant la levée & s'est plaint qu'aucun Procureur ne vouloit occuper pour lui, & a demandé qu'on lui en donnat un: on l'a renvoyé à demain.

# Du même Jour.

On a porté l'après midi chez tous les Procureurs

la Lettre suivante imprimée.

munauté ont reçu hier à l'issue de l'audience de relevée un ordre de S. M. de convoquer tous & un
chacun les Procureurs en la Cour, leurs confreres,
pour leur lire un autre ordre de S. M. qui s'adresse
à tous les Procureurs en la Cour; en conséquence
ils vous avertissent de vous trouver sans y manquer,
demain jeudi, 31 du mois de Janvier, à l'assemblée
générale qui se tiendra à midi précis, au lieu ordinaire où se tiennent les audiences de la Communauté, en laquelle il sera fait lecture de l'ordre de S.
M., qui concerne tous les Procureurs, & même de
celui qui ordonne aux Procureurs de Communauté

de convoquer ladite assemblée. J'ai l'honneur d'être &c. signé, Gilles le jeune, Greffier de la Communauté".

Séance du jeudi 31 Fanvier.

La Séance s'est levée faute d'Avocats, & sur les mêmes remontrances.

# Du même four.

Il est d'usege qu'à l'ouverture de la Plaidoirie des Causes du Rôle de Paris, qui se fait le lundi ou mardi d'après la Chandeleur, le Châtelet y affiste en Corps: il est averti à cet effet par le Premier Huissier, qui s'y transporte le jeudi précédent à l'issue de l'audience. On a jugé plus prudent en cette occasion de ne point donner l'avertissement ordinaire. Les mêmes vues de prudence ont déterminé, à arrêter que le Bureau de la Tournelle n'enverroit au Châtelet l'exécution d'aucun de ses Jugemens, & que les Prevôt des Marchands & Echevins seroient exemptés de venir en la Grand'Chambre pour exposer le besoin de la dispense pour les œuss pendant le Carème.

Les Procureurs se sont assemblés à midi. Les avenues de la Salle où ils se sont rendus, étoient gardées par plusieurs archers. Le Secrétaire le Mercier étoit dans l'antichambre, il avoit voulu demeurer dans l'assemblée, disant en avoir l'ordre de M. le Chanceller: mais on l'a forcé d'en sortir. On a lu les ordres du Roi qui enjoignent aux Procureurs de travailler comme ils le faissient aux Procureurs de travailler comme ils le faissient aux Procurembre, sous peine d'êtres privés de leurs charges à d'être punis comme refractaires aux endres du Roi.

L'usage ordinaire est que lorsque les Causes sont placées pour l'audience, on envoye un simple avis aux Procureurs, du rang où elles sont placées; c'est à eux de veiller ensure pour ne pas laisser passer leur tour : aujourd'hui la forme est différente, on envoye chaque jour aux Procureurs un avis pour un certain nombre de causes qui doivent être appellées le lendemain, & au bas de l'avis ordinaire est un avertissement particulier, signé du Greffler de la Communauté, qui annence que M. le Chanceller leur enjoint de se trouver à l'audience. (18)

Mrs. les Confeillers, au Grand Confeil du Semestre d'été, ont eu ordre de se rendre tous à Paris, C'es M. le Procureur général du Grand Confeil qui leur a notifié cet ordre. On affure qu'il est question de les déterminer à venir seger sur les bancs du Paris.

ment. ce qui fereit bien étrange.

<sup>(1)</sup> On le rappelle à l'uccasion des Procureurs, que vers in fin de Décembre un jeune Procureur (M. Ploiste) ayant écrit à son frère Ex. jésuite retiré à Bruxelles. & lui, ayant marqué que la triste affaire du Parlement ne pouvoit que lui nuire beaucoup, l'Ex. jésuite lui, a répondu qu'il prit course, que dans peu l'affaire du Parlement alloit prendre une telle tournure qu'il se verroit à portée de faire très bien ses affaires, s'il sevel profiten des circonstances. Cette Lettre de l'Ex. jésuite est moins circonstancée & plus générale que la note ne le porte. Mais il n'en est pas moins visit que les jésuites sont les instigateurs secrets de toute l'affaire. Des le commencement de Novembre, Pernier, un de leurs émissires, demandoit qu'on print pour la réussité de leurs émissires, demandoit qu'on print pour la réussité d'un plan, qui se réduissit à se déparation de tous les Parlemens, à faire tendre la justice, par d'autres qui seroient substitués aux Parlemens, & à faire revenir les jésuites.

A

n

n

e.

Le 12 Janvier le Recteur de l'Université, accome pagné des grands Messagers, a coutume de porter un Cierge pour la Chandeleur au Chanceller & au Pres mier Président Cette année on avoit commence par aller à l'hétel de la Premiere Préfidence. & on avoit laine le Cierge au Suiffe, attendu l'abfence de M. d'Aligre. Premier Président. De-la on a ses thez M. la Chanceller out a demande if on avoir and thez le Premier Prefflent ? Sur la réponfe qu'on lui a faite, il a déclaré que le Premier Président dons il entendole parler , dtolt M. d'Agueffeau, & il a enjoint par ordre du Roi, d'aller reprendre le Clerge porté à M. d'Aligne & de le porter à M. d'Aruen feau. (1) Le Rectour & les Messagers n'ont point trouvé d'autre expedient, que d'aller d'abord faire un menfonge ches le Sulfit du Premier Préfident. Mil d'Aligre. Ils lui ont dit qu'ils venoient malheureus fement de caffer le Clerge du Chanceller, qu'ille n'en avoient point d'autre prêt, & qu'ils le priolent de leur remettre le Clerge qu'ils avoient laille, promete tant d'en rendre un le lendemain. Le Suite a remis le Clerge, qui a été fur le champ porté à Mu d'Aguelleau, & le lendemain il en a été remis un autre ches M. le Premier Préfident.

Le même jour, M. le Duc d'Oridans a reçus du Roi une Lettre, dans laquelle Sa Majefid le plaignois

<sup>(1)</sup> Le rectour n'y étoit pass Tout ce qu'on dit iti, n'est vrai que des messigers a il faut ajouter que le recteur a porté de son côté le Cierge à M. d'Aguessaus démarche dent l'Université a été fort mécontentes.

de ce qu'il s'affembloit avec les autres Princes, pour delibérer fur l'état actuel du Parlement de Paris. L'en affure que par cette Lettre le Roi paroiffeit croire qu'on lui conteffeit, & que les Princes eux = mêmes le lui contesteient aussi, qu'il ne tient son autorité que de Dieu feul; ce qui prouve à quel degré en furprend la Religion de S. M., puisque le Paris: ment déclare encore de la maniere la plus précife dans fes Arrêtés & Repréfentations des mois de Décombre & Janvier dernier, qu'il a toujours tonu to ne ceffera de tentr pour maxime inviolable que 8. M. me tient fa pulsance que de Dieu, & qu'il est le seul Ligifateur dans fon Royaume. Il eft public que M. le Duc d'Orieans s'est rendu sur le champ à Versall. les, qu'il a rendu compte au Roi de ce que les Princes penfoient unanimement fur l'irrégularité, les inconvéniens & la contrariété avec les Loix de tout ce oul venoit d'être fait en Décembre & en Janvier! que le Prince a terminé la conférence affez longue qu'il a eue avec le Roi, en lui déclarant qu'il ne reconnottroit jamais pour Parlement, la Chambre actuelle, & que fi le Roi y venoit tenir un Lit de justi. ce, comme on le difoit, il le supplioit de lui accor. der qu'il n'ait pas l'honneur de l'y accompagner.

Le Public & tout le Palais Royal comptoient que la nuit suivante M. le Duc d'Orléans seroit exilé

ce qui n'a point eu lieu.

Séance du vendredi, premier Février.

La Séance s'est levée comme les précédentes. Le même paysan a reparu, mais comme il n'a point de papiers & que tout paroit annoncer un homme

aposté pour faire une scene, on a remis pour l'écou-

H

H

La Cour des Aides est dans une inaction entière; faute d'Avocats & de Procureurs; ce sont ceux du Parlement qui y occupent d'ordinaire. Il en est de même de la Chambre du Domaine & du Bailliage du Palais. Au Châtelet, on se présente à l'audience, mais on leve sur le champ faute d'Avocats; les Procureurs demandent des remises & ne sont d'instructions ches eux que pour des choses urgentes & qui n'ont point de rapport à l'audience. Les Cabinets des Avocats sont exactement fermés.

# Du 3 Fevrier 1771.

Les Cours du Royaume, & l'on peut dire tous les Ordres de l'Etat, ont été vivement émus par le traitement inoui que les Magistrats du Parlement de Paris éprouvent. On a senti le péril imminent qui menace toutes les propriétés & tous les droits, par le renversement des Loix de l'Etat & des formes publiques.

Dès le 23 Janvier le Parlement de Rennes, qui ignoroit encore la confiscation des charges & les exils, avoit écrit au Roi une Lettre sur les menaces faites aux Magistrats du Parlement de Paris: le 29 Janvier il a fait un Arrêté par lequel il a fixé en 13 Articles les objets de Remontrances au Roi sur la nuslité de la destitution des Magistrats & sur la nuslité de la subrogation de Mrs. du Conseil, subrogation inconciliable avec leur état. Les Parlemens d'Aix & de Grenoble ont fait le premier Février des Arrêtés qui annoncent des Remontrances. Pareils Ar-

jon, le 4 Février. Ce dernier Parlement a écrit au Roi le 6. Le 5 Février Arrêté du Parlement de Rouen. Le 8 première Lettre de ce même Parle, ment au Roi; feconde Lettre le 26. Lettre du Parlement de Toulouse le 9 Février. Le 17 la Cour des Aides de Paris met la derniere main à ses Remontrances; & le 27 la Chambre des Comptes de la même ville fait un Arrêté qui a pour objet de faire des représentations. M. le Chanceller a dit à M. de Nicolar que le Roi ne vouloit pas les recevoir.

Les différens Arrêtés, Lettres & Remontrances, présentent une réclamation unanime en faveur du Parlement: on a beaucoup admiré l'Arrêté & les Lettres de Rouen; mais les Remontrances de la Cour des Aides de Paris se font remarquer entre toutes les autres pieces par l'évidence des motifs sur lesquels elles sont appuyées, par la netteté & la force avec lesquelles ces motifs sont présentés: ,, elles sont écrites avec l'éloquence & l'énergie qui caractérissent toutes les pieces que cette Cour a adressées au Roi en dissérentes occasions". (Journal polit. du mois de Mars, le. Quinzaine.) M. le Chancelier, ayant dit que le Roi ne vouloit pas recevoir ces Remontrances, la Cour des Aides a fait un neuvel Arrêté le 10 Mars.

Il reste Perpignan & Colmar, dont on n's riem encore. On sçait qu'à Pau il n'y a plus qu'un similucre duquel on ne doit rien attendre.

Les réclamations des différentes Cours Souverais nes ont du être excitées, non seulement par la subversion déja réalisée du, Parlement de Paris, mais auss par le plan destructeur publié à la fin du mois des les caffés & autres lieux d'assemblées publiques, des écrits qui contenoient l'esquisse du plan que l'ons a taché de remplir par l'Edit portant création des Conseils supérieurs dont on parlers dans le suiteur mais à ce plan écrit on ajoutoit verbalement, qu'ils n'y auroit plus qu'un seul Parlement en France, qu'ils feroit seul chargé de la vérification des loix, à laquelle aucun autre tribunal dans le royaume n'auroit plus de part. El ce plan s'exécute, il ne s'agire plus que de bien s'assurer qu'on ne trouvers jameir de difficultés de la part de ce nouveau tribunal pour la vérification des loix, & à cet égard ses mesures sont prises.

(1) Veici la copie de ce plan, telle qu'elle countri alors.

" Le Parlement de Paris subsistera toujours, mais il sero borné pour le contentieux à ce qui compose l'isse de France : à lui appartiendront les causes des Pairs & des Privilégies, ainsi que cotie de la Régale, les Complaintes bénésiciales, la Vérification des Edits & Déclarations. Il ne faudra pour cela que cinquante Magistrats, à qui on donnera des charages par commission, avec une pension de deux ou trois mille.

livres "

,, Si les autres Parlemens imitene celui de Paris, ils ausont le même fort, alors le plan deviendra général."

on établira dans chaque Généralité une Cour Souveraine, composée de 201 Juges, qui jagerant toutes les cansses qui en dépendront ; on leur donners de même des commissions & des pensions : ils connostront des affaires des Cour des Aides qu'on supprimera, & ils n'auront aucune part à la vérification des Edits.".

on le Chancelier annoncera en même tems un nouveau.

Code qui abrégera les procédures & diminuera les frais : illustra nu épices ni vacations.

le

L

vé

ge

p

0

ment, tous seront nommés par le Roi, & ils n'auront d'autre produit de leurs commissions que deux
ou trois mille livres. S'ils contredisent, on les prendra par famine. (Supposé qu'on commence jamais à les
payer. Les Conseillers du Grand Conseil, qui depuis trois ans n'ont plus que de pareils gages, n'en
ont encore reçu que neus mois.) On contiendra d'ailleurs les Conseillers par l'espérance d'une commission
de Président, ou par la crainte qu'après eux leurs
ensans ne soient point choisis par le Roi pour succéder à leurs commissions.

2°. L'Edit de Décembre est fait pour subjuguer d'avance toutes les difficultés qu'ils pourroient former. La premiere loi de l'admission au titre de Con-

seiller, sera de se soumettre à cet Edit.

3°. Enfin, s'il étoit possible qu'il y eût après cela des consciences affez délicates pour ne pas se
rendre à tout ce qu'on voudra, d'un côté on sera
venir quelques Députés de chaque province, sous le
titre de représentans des provinces, mais choisis par
le Roi, & qui auront voix délibérative sur la vérification des loix: de l'autre, on seur opposera les
Pairs, les Conseillers d'honneur, les quatre Maitres des Requêtes, très humbles serviteurs de la Cour,
dont les voix réunies l'emporteront sur les vains
scrupules de ces ames timorées. La Cour sera donc
toujours assurée de la pluralité & par conséquent certaine de faire des loix de toutes ses volontés.

Mais pour mettre cet arbitraire pleinement au large, il faut anéantir tous les autres Parlemens: enfuite on détruira les Elections & les Cours des Aides; on donnera aux Intendans tout ce qui regards les cottes des tailles, le compte des collecteurs, &c. Les procès contre les Fermiers du Roi feront réfervés au Conseil; ainsi plus de gêne pour ce qui regarde l'imposition des tailles, plus de gêne non plus pour les Fermiers généraux ni pour leurs commis.

La destruction des Chambres des Comptes suivra: on leur substituera une Chambre unique pour le royaume entier, à la tête de laquelle seront le Contrôleur Général & les Intendans des finances: toute la
gestion de cette Chambre sera dans la main du Ministre, qui lui donnera les mouvemens convenables,
& qui réglera ses opérations & ses comptes selon

fon plaifir.

Quand on se sera ainsi désait de toute cette vieille & antique Magistrature, de toutes ces regles & sormes importunes, on détruira les assemblées du Clergé: on imposera un Ciquience sur tous ses biens, & le Roi le levera par lui-même. Pour ôter tout prétexte de plainte, il prendra sur son compte toutes les dettes du Clergé, & les payera comme les siennes propres; on sera délivré par-là de l'embarras de négotier sur un Don Gratuit. Par la même raisson, on convertira les pays d'Etat en pays d'Election; le Roi se chargera aussi de leurs dettes, & les payera toutes de la même maniere.

Après la destruction des Corps, on passera à celle des particuliers qui pourroient avoir quelque chose de génant : par exemple, on anéantira les privileges des Pairs & de la Pairie, ceux de la Noblesse (après avoir fait payer avant tout aux nouveaux Nobles une somme pour en acheter la Confir-

mation,) les immunités du Clergé, &c.

Mais, comme pour enregistrer toutes ces destructions, on a besoin d'hommes sur la docilité desquels

lu

fe

ql

qi

d

e

d

on puisse compter avec une pleine sincérité, on confervera Mrs. du Confeil fur les Sieges du Parlement, jusqu'à ce que cette grande besogne, si intéressante pour l'établissement de la puissance arbitraire & pour le bouleversement de l'Etat, soit pleinement consommée. C'est pour en imposer davantage qu'on a grand soin de faire prendre à ces Mrs. du Conseil (quoiqu'ils ne foient que purs commissaires délégués par interim, délégués seulement pour rendre des jugemens entre les parties) le nom de Parlement; de leur faire intituler leurs jugemens du nom d'Arrêts du Parlement. On tra jusqu'à les obliger de croire que par cela feul qu'on leur aura donné le nom de Parlement, ils font si réellement le Parlement, qu'ils peuvent vérifier les loix, consentir à des impositions nouvelles, faire le procès à des Pairs, & revêtir de la forme publique la destruction du Parlement luimême, celle de tous les Corps du Royaume, en un mot, l'abolition de toutes les anciennes loix. par cette fatale magie, qu'à la faveur de ce nom fanatique de Parlement, on compte faire confommer par Mrs. du Confeil tout ce plan de ruine & de renverfement.

Après cette Esquisse générale du plan de M. de Maupeou, on va passer sux détails des faits qui doivent en accélerer l'exécution.

# Du lundi, 4 Féorier 1771.

Ce jour étoit celui de l'ouverture du Rôle de Paris. Le Châtelet n'y avoit point été invité, comme on l'a déja observé; & il n'y a pas assisté. A l'appel de la premiere cause, le Procureur a dit qu'on

lui avoit retiré les pieces: on a ordonné que la caus fe seroit retirée du rôle, & on a levé l'audience.

on.

ate

ur

n.

il

11-

Le Bureau de la Tournelle avoit jugé à cette époque six affaires de petit criminel; mais ces Mrs. jusqu'alors n'avoient fait exécuter que les élargissemens de prison: les autres jugemens étoient restés sans exécution, & les plus terribles de ces exécutions étoient des condammations au fouet. Un insolent se u l'audace de crier à la porte de la Tournelle, pendant qu'ils étoient en place, qu'ils n'étoient que des juges de culs souettés.

# Du mardt, 5 Février 1771.

On a appelle une cause qui concernoit des payssans. Le Procureur a dit qu'il n'avoit plus de pouvoir, & que ses parties présentes à l'audience le certificroient. Les paysans ont pris la parole:,, Monsseigneur, je sommes bien fâchés, mais je ne voublons pas être jugés". On comprend qu'un pareil propos a dû faire rire le public aux dépens des Juges auxquels il étoit adressé. La cause a été retirée du rôle, & on a levé l'audience.

M. le Duc de la Vrilliere, l'un des Secrétaires de M. le Chancelier, a écrit aux Magistrats exilés pour leur enjoindre de faire remettre au Greffe les procès qui leur avoient été distribués. Plusieurs Magistrats, même parmi ceux qui avoient un plus grand nombre de procès à leur rapport, n'ont tenu compte de pareils ordres. Cependant il y a eu assez de procès remis au greffe pour que M. d'Aguesseau, en qualité de Président du Bureau de la Grand Chambre, sit une distribution de vingt-quatre instan-

poi

Du

llei

la

6'6

60

M

pe

10

gi

V

1

ces à Mrs. les Maîtres des Requêtes; un d'eux ayant eu part à cette distribution, dit à son Secrétaire; ... ayez grand soin de si bien serrer ce procès, que

Jamais il ne paroisse sous mes yeux".

M. de Grosbois. Premier Président de Besancon. dont la fille vient d'épouser le neveu de M. le Contrôleur général, avoit une cause au rôle de Paris qu'il a fait retirer. Les Princes, les Ducs, tout le monde a fait la même chose. Les Conseillers d'Etat aux-mêmes défendent à leurs Procureurs de rien fai-Personne ne veut voir le Parlement dans l'asfemblée de Mrs. du Conseil: cependant il y a eu une certaine Demoifelle Dubourg, fille décidée, qui s'est mis en tête d'être jugée par ces Mrs. Elle a demandé un Avocat à M. le Chanceller, qui s'est chargé de lui en donner un, & de remettre son sac à un Avocat qu'il n'a pas voulu lui nommer.- Le choix qu'a fait en cette occasion M. le Chanceller n'est pas honorable à M. Letbineis, Avocat aux Confeils. Malgré toute sa bonne volonté, ses confreres lui ont fait entendre qu'il feroit bien de s'abstenir du rôle qu'on vouloit lui faire jouer, & de se conformer au vœu de la Compagnie.

Pour instruire la procédure qui devoit mettre la cause de la Demoiselle Dubourg en état, un des actes nécessaires étoit ce qu'on appelle au Palais la Présentation. Le Procureur remet au Greffe une cedule qui contient l'acte de présentation : cet acte est sujet à certains droits : ils sont perçus par les Procureurs qui en ont acheté le sond, & qui ont pour la perception un commis, lequel enrégistre les cédules & note l'enregistrement sur la cédule même. Le commis chargé de ces sonctions n'a

point voulu exercer dans l'affaire de la Demoifelle Dubourg. Mandat de la part de M. le Chance ller: .. Pourquoi refusez vous d'enrégistrer la cédus le de Mademoifelle Dubourg ? - Monfeigneur c'est parce qu'il ne s'est rien fait au Palais qu'en consequence d'ordres, & je n'en al point eu. Mais vous, vous n'êtes qu'un commis? - Je n'al point eu d'ordre de mes commettans. - Eh bien. je vous en donne de la part du Roi. - Monfelgneur, ce ne sont pas la des ordres. - Retirezvous, & allez enregistrer cette cédule & me la rapportez, je vous l'enjoins de la part du Roi". Le commis part & revient avec la cédule enregistrée. -, Ah! mon ami, M. Cousin, voilà donc cette cédule. Je fuls charmé que vous ayez fait vos fonc, tions. Le Roi auroit été faché de sévir contre vous; car je lui ai parlé de vous, & il vous connoît pour un bon sujet. D'ailleurs, vous ôtez ainsi tout prétexte à ces Procureurs qui ne cherchent que des excui ses pour ne rien faire. Mon ami, M. Cousin, le Roi se souviendra de vous, aussi bien que de tous ceux qui lui ont obéi dans cette occasion".

Mrs. du Conseil se rendent aussi justice; un d'eux disoit derniérement:,, tant que les Procureurs & les Avocats n'iront pas, nous ne ferons rien, & nous avons grand besoin qu'ils n'aillent pas, car nous sommes absolument incapables de cette besogne; nous n'entendons rien à toutes les questions de

droit".

ue

10

Il n'a plus été question de ce paysan qui crioit tant pour avoir un Procureur.

N

foit

les

du péd

fair

il t

cl

le

té

V

to

#### Du 6 Fevrier 1771.

Les deux audiences se sont passées comme à l'ordinaire: le Public qui veut assiter à ces représentations, n'a pas seulement le tems d'entrer. Quelques Procureurs obtinrent des arrêts de désenses, mais toujours en vertu d'injonctions particulieres. Il y en a seulement trois ou quatre (sur 400) qui le font assez volontiers, entre autres un nommé Fauconnier, dont la charge étoit saisse réellement, & que M. le Chanceller a sçu consoler dans le délabrement de ses affaires.

M. le Chanceller ayant mandé un des Greffiers du Parlement pour quelqu'affaire, trouva fingulier l'air de triftesse qu'on lui-voyoit depuis l'absence des Magistrats. Le Greffier lui répondit que la vénération dont il étoit pénétré pour le Parlement auquel il étoit attaché, ne lui permettoit pas de n'être pas vivement touché de sa situation actuelle., Ah! qui à pu vous inspirer tant de vénération pour le Parlement, reprit M. le Chancelier? — Monsseur, lui répondit le Greffier, c'est le Parlement, & vous. même, Monsseur, quand vous étiez à sa tête. A ce mot, plein d'honnêteté, on assure que M. le Chancelier rougit.

## Du 7 Fevrier 1771.

On a appellé trois causes: sur l'une le Procureur a dit qu'il ne savoit pas qui avoit pu donner le plaut, parce qu'il y avoit déja plusieurs mois qu'elle étoit appointée; sur l'autre, on a répondu que l'affaire étoit accommodée; à l'égard de la troisieme, on a observé qu'elle avoit été jugée. N. B. Dans les premiers jours M. d'Aguesseau faisoit appeller un grand nombre de causes sur lesquelles il prononçoit des remises, ou qu'il faisoit rayer
du Rôle; mais on lui a fait remarquer que s'il expédioit tant d'affaires, il n'y auroit plus de causes à
faire appeller, ce qui rendroit les séances dérisoires;
il n'en fait plus appeller que deux ou trois.

ta-

ê

ile

in G

# Du 8 Fourier 1771.

La Grand'Chambre a fourni une scene affez fante: à l'appel de la cause où il s'agissoit d'une réclamation formée par un Religieux contre les vœux, le Procureur a pris gravement la parole, & a raconté dans un grand détail tous les faits qui pouvoient avoir trait à l'affaire : il a exposé d'abord toutes les bonnes qualités de sa partie, & tout ce à quoi il auroit pu être propre : il a dit enfuite qu'il avoit réclamé quand les circonstances le lui avoient permis, qu'enfin il avoit apostasié; en quoi il étoit bien éloigné de l'approuver, & qu'il s'étoit retiré en pays étranger. Mrs. du Conseil écoutoient de toutes leurs oreilles cette cause intéressante, ils ne pouvoient concevoir leur bonheur d'avoir enfin une cause à juger, lorsque le Procureur a terminé en disant qu'il avoit appris depuis quelques jours que fa partie étoit morte, pourquoi il concluoit à ce que la cause sut rayée du Rôle. Cleft à cette radiation que s'est borné l'Arrêt prononcé par Mrs. du Conseil.

On a appris le même jour par voie sûre trois faits qui méritent attention: 1.. que les jésuites se vantent qu'à la faveur de ces renversemens ils vont

être rétablis en France: 2º, que des Emissaires et. pandent dans les villages que le Parlement n'est de truit que parce qu'il a voulu déposer le Rois de me me on a dit au Roi que les Parissens avoient brâlé en effigie le Parlement, pendant, qu'au contraire, on n'a vu au coin des rues que des placards ou des potences qui annoncoient & présentoient des sentimens bien opposés. On a dit aussi à S. M. que le 24 Janvier M. le Chancelier avoit été reçu à Paris avec les plus grands applaudissemens. M. le Chanceller est bien en état de certifier le contraire. Enfin le Roi demandant, dit-on, à M. d'Aguesseau si l'on jugeoit beaucoup de Causes? & celui-ci ayant avoué qu'on n'en jugeoit aucune, M. le Chancelier entra, & dit sur la même question que les choses alloient au mieux : l'on ajoute que le Roi répondit, je scavois bien que vous me diriez cela.

Le troisieme fait que l'on a appris, c'est que M. le Chancelier a fait proposer à plusieurs personnes, entre autres au Président du Bureau des sinances, une charge au Parlement de Paris: les conditions sont, comme on sait, très avantageuses: les charges se donnent & ne se payent pas. Les gages sont de 3000 Livres payables aux plus longs termes, si jamais on les paye en effet: de belles promesses pour les ensans, qui seront effectuées comme celles

qu'on a fait à leurs peres, &c.

# Du 9 Fevrier 1771.

L'audience de 7 heures, tenue à 9 heures & demie, à l'ordinaire, sans causes & sans jugement On a raconté sur ces appels de causes deux histoird.

dé.

ne.

alé

re,

des

ti.

le

a.

n.

n-

fi

nt

er

,

res qui ont recréé l'audience. M. de Bafebi, ancien Ambassadeur & membre de la Grand' Chambre, comme Conseiller d'Etat d'épée, avoit une cause, & pour qu'elle ne sût pas plaidée il avoit retiré ses pieces. Sur l'appel du placet, le Procureur a exposé le sait, & a dit que M. de Basebi, présent à l'audience, le certifieroit. A ce mot, M. de Basebi, qui paroissoit distrait, se réveille, & dit en tirant les pieces de sa poche : cela est vrai, j'ai mes pieces; & il les resserts.

Dans une autre cause qui concernoit M. de Brissac, le Procureur expose qu'il a désense par écrit de
la plaider, & offre de lire sa Lettre qui contenoit,
outre les désenses, cette raison déterminante, qu'il
me vouloit pas être jugé par ces Bo. . . . de Juger.
(Le Maréchal de Brissac ne parle de ces nouveaux
Magistrats qu'en leur donnant cette Epithete.) Le
Procureur lut le Billet de désenses, mais il s'arrêta
tout court au B. en disant que la décence & le
respect ne lui permettoient pas de lire le reste. L'auditoire comprit sa reticence, & ne put s'empêcher
d'éclater de rire.

A l'audience de 9 heures, il y a eu quelque chose de plus sérieux. On a appellé une cause communiquée à M. Josi de Fleury, le dernier des Avocats Généraux. M. Nolleau, Procureur, a déclaré que les parties étoient en termes d'accommodement. M. Josi de Fleury s'est levé, & a dit que cela ne devoit pas être, que le ministere public étoit intéressé dans cette affaire; il a demandé à être reçu partie intervenante, & remise à huitaine; ce qui a été ordonné. Après l'audience, M. Joly de Fleuri parlant à M. Nolleau, lui dit qu'il y avoit bien de mauvais Tome I.

sujets dans la communauté des Procureurs. M. Nol. Jeau lui répondit, sans se déconcerter, que cela n'étoit pas surprenant dans une si grande compagnie, puisqu'on en trouvoit même dans les compagnies les moins nombreuses: on sçait que le parquet n'est composé que de quatre personnes.

On assure qu'en conséquence du Conseil de jeudi, un courier étoit chargé de paquets pour le Parlement de Rouen, à l'occasion de son Arrêté du 5, & qu'il devoit partir aujourd'hui; mais on lui a retiré les

paqueta.

### Du 11 Février 1771.

Ce jour les Bureaux ont vaqué ainsi que le lendemain, & le surlendemain, mercrédi des cendres, si y a eu l'après-midi sur les boulevards une massarade fort noble dans la circonstance; c'ésoit un carosse qui marchoit à pas graves entouré de quatres hoquetons masqués, & dans le carosse étoit un masque blême vêtu de la robe de cérémonie du Chanceller.

M. le Chancelier avoit annoncé aux Avocats aux Confeila, lorsqu'ils lui porterent le Cierge de la Chandeleur, que dans huit jours ils auroient de ses nouvelles. Il leur a fait proposer aujourd'hui un projet de déclaration pour les obliger de travailler en concurrence avec les Avocats au Parlement, espérant blen, ensuite les forcer à plaider devant le Conseil du Parlement. Les principaux du Collège se sont assemblés, & ont arrêté de faire des reptésentations à M. le Chancelier contre son projet.

On affura que M. le Chanceller avoit chez lui des nes de causes, qu'il offroit à tous ceux qui confent-

roient à plaider.

#### Du 13 Feorier 1771.

l.

t

Le Parlement de Rouen ayant envoyé fon Arrête du 5 aux Princes & aux Pairs, (excepté M. le Duc d'Aiguillon) cet envoi a donné lieu aux réclamations les plus respectables. Les six Princes & nombre de Pairs ont répondu au Parlement de Rouen, par des Lettres où ils témoignent le desir le plus sincere de voir terminer ces discussions d'une maniere aussi convenable à la dignité & à l'autorité du Roi, que conforme aux véritables intérêts de la Nation & au bonbeur des peuples. Mais de plus les gazettes, très véridiques en ce point, nous apprennent que les Princes du lang étoient convenus d'un Mémoire qu'ils devoient joindre à la Lettre & à l'Arrête du Parle ment de Rouen, & qu'ils devoient présenter au Roi. tant en leur nom qu'en celui d'un grand nombre de Pairs qui les avoient priés par une Lettre de pouvoir le joindre à eux, ainsi que bien des Grands de la Nobleffe. Les gazettes ajoutent que ce jour, 18 Février au foir, le Rot informé que les Princes de fon Sang & 14 Pairs (d'autres difent dix-huit) lui doivent présenter un Mémoire, leur a défendu toute démarche à ce sujet ; & elles rapportent le contenu de la Lettre que voici (elle est écrite par le Rol a M. le Duc d'Orléans.) ,, Il m'est revenu que , les Princes de mon sang avoient des projets d'aln femblées & de Mémoires ; je fuis bien aile de les n prévenir que tout projet dans ce moment, notamment à l'occasion de l'Arrête du Parlement de Rouen, me feroit fouverninement desagréable " & que je ne veux que leur continuer mes bon-, tes". Sur quol, ajoutent les gazettes, ce Prince

(le Duc d'Orléans, par une Lettre signée aussi de quatre Princes qui étoient chez lui) a répondu au Roi, qu'il se soumettoit avec respect à ses ordres, maisqu'il ne pouvoit se dispenser de lui exposer les motifs de leur conduite". Par cette tournure, ce Prince a inséré dans sa Lettre les principales raisons contenues dans le Mémoire à présenter (Gazette d'Amsterdam, 26 Février: Gazette d'Utrecht, premier Mars.)

On dit que le Roi, dans un cercle, a demandé à M. le Duc d'Aiguillon s'il avoit reçu l'Arrêté de Rouen, & que le Duc ayant répondu qu'il ne l'avoit pas reçu, le Roi avoit ajouté:,, je le savois bien, comment vous tireres vous de-là? M. le Duc d'Airuillon a été également peiné de la demande & de

la réflexion.

On assure que ce même jour 13 M. le Chanceller avoit mandé M. Seguier pour lui désendre de saire aucun requisitoire qu'il ne le lui est communiqué auparavant. La cause de ces désenses a été, selon les mêmes bruits, que Mrs. les gens du Roi avoient désibéré de requérir que Mrs. du Conseil fissent des représentations au Roi sur la nécessité de rappeller les Magistrats du Parlement à leurs fonctions.

### Du jeudi 14 Février 1771.

On a appellé trois causes; la premiere a été remise, quoique personne n'ait paru; la seconde s'est trouvé jugée depuis longtems; la troisseme s'accommodoit.

Les Intendans des provinces, où l'on a établi depuis des Conseils supérieurs, ont été mandés cette femaine à la cour, pour concerter avec eux ce fin-

# Du vendredi, 15 Février 1771.

L'audience ouverte & fermée à l'ordinaire : ces féances durent ordinairement trois ou quatre minutes, c'est à-dire, le tems d'appeller deux ou trois caufes, ou d'en ordonner la radiation ou la remise. Entre les deux audiences, Mrs. prennent le tems d'aller à la buvette se reposer de leurs fatigues.

# Du 16 Febrier 1771

Ce jour, auquel tomboit la remise prononcée le 9 dans une cause avec Mrs. les gens du Roi, a été un jour de triomphe pour Mrs. du Conseil; ils ont rendu un Arrêt que l'on peut appeller contradictoire dans un sens nouveau, en ce qu'il a été rendu mais gré les parties & malgré la déclaration expresse de leur Procureur qu'il n'y avoit plus de contestation. Voici d'abord le fait qui avoit donné lieu autresois à une contestation entre elles. Un testateur a légué un fond à un hôpital. L'Edit de 1749 déclare nuis de pareils legs. Il s'agissoit d'ordonner l'exécution de l'Edit; & comme un article enjoint aux Procureurs généraux d'y veiller, M. Jois de Fleury s'étoit fait recevoir intervenant sous ce prétexte, le samedi 20.

A l'appel de la Cause, Mr. Nolleau, Procureur de la partie qui contestoit le lega (& qui est à juste titre très considéré parmi ses confreres,) représenta; assisté de sa partie, qu'il n'y avoit plus matiere à Aratèt, parce que les parties s'étoient accommodées; &

putil n'avoit plus de pieces. Son client, présent à l'audience, certise le fait. Mr. Dumet, jeune Procureur, chargé de la cause de l'hôpital, en convient aussi, & Mrs. du Conseil alicient perdre l'occasion de juger. Mr. Jois de Fleury se leve & dit que toutes ces excuses à ces raisons étoient de mauvais subtersuges employés pour ne pas être jugés, & qu'on abioit voir, par ce qu'il diroit, qu'il falloit que la Cour prononcat. Il se met en train de parler; il plaide comme un homme qui n'auroit jamais lu l'Edit de 1749, (ce qui est très vraisemblable) & il conclut contre la disposition textuelle de l'article 17, à ce que le legs soit déclaré valable; saus à faire vendre les sonds légués, pour le prix en être employé en contrats sur le Roi ou sur les Etats. (1)

Sur ce plaidoyer Mrs. du Conseil vont aux opinions. Mr. Nolleau représente que si on rend arrêt dans cette affaire, ce ne pourra être qu'un arrêt par désaut, attendu qu'il ne paroit point pour se désendre, mais uniquement pour demander que la cause soit retirée. On se rasseoit, & on ordonne à Mr. Nolleau de conclure. Il déclare qu'il lui est impossible de le faire contre la volonté de sa partie. On ordonne la même chose à Mr. Dumet, qui répond de même. M Joli de Fleury soutient que les conclusions des parties sont inutiles, parce qu'elles sont

<sup>(1)</sup> Voulons que les dispositions soient déclarées nulles quand bien même au lieu de donner directement les dits biens (de nature prohibée) aux gens de main-morte, celui qui en auroit disposé auroit ordonné qu'ils seroient vendus pour leur en remettre le prix. Art. 17. de l'Edit.

écrites dans leurs requêtes. (M. Jols de Fleury ignore la différence qu'il y a entre un procès par écrit
& une cause; il ignore qu'on ne peut pas juger une
cause sans que les parties soient entendues; & que,
si les Avocats ne prennent que des conclusions aux
mercrédis & samedis, c'est un usage introduit par la
constance que l'on avoit dans les lumieres & l'intégrité de M. Gilbert de Voisins, Avocat général vers
1730; usage qui eut pour objet l'expédition des causes, usage très légitime alors, mais aujourd'hui grand
abus.) Quoi qu'il en soit, Mrs. du Conseil; après
avoir entendu M. Jols de Fleury, prononcerent l'arrêt conformement à ses conclusions.

Il s'agissoit ensuite de la rédaction de l'arrêt. Le Gressier sut embarrassé. On ne pouvoit pas meure ouis les Procureurs en leurs conclusions: le fait au soit été notoirement saux. Il a donc fallu inventre une nouvelle sorme, & l'on a eu recours à celle-ci, qui n'a point de modele: après que Nolieau pour ... Es Dumet pour ... ont comparu, Es que foit de Fleury pour le Procureur général a été out, &c. mais cette réduction & la peine qu'elle a dû coûter au Gressier, ont été en pure perte. Le Procureur qui gagnoit sa cause n'a pas voulu lever l'arrêt, & les parties ont préséré un acte de transaction passé devant Notaire, comme étant beaucoup plus solide qu'un pareil jugement.

Il n'est pas difficile de penser que M. le Chancelier a été bientôt instruit de tout ce qui s'étoit fait le samedi au matin, en conséquence les deux Procureurs reçoivent ordre le dimanche de se rendre chez M. le Chancelier le mardi 19. Ils obéissent, & M. le Chancelier, d'un ton haut & sèvere, leur dit Messeurs, le Roi est très mécontent de ce que vous n'exécutes pas ses ordres . . . Exercen vos sontions, sans quoi vous seren dans le cas de vous compromettre. Les deux Procureurs: Monseigneur, nous les exercerons quand nous en serons requis. ,, Après co peu de paroles, M. le Chanceller les sit retirer . . . lis ont depuis exercé leurs fonctions comme par le passé. (1).

A l'égard de M. Jeli de Fleury, on dit que c'est le desir de payer ses dettes qui le rend si ardent à travailler. Il est assez difficile, surtour dans les circonstances actuelles, que le trésor Royal y suffise; personne n'ignore combien M. Jeli de Fleury a

contre

Nolo, je ne veux pas, & mon nom vous le dit, L'honneur à ce parti plus que mon nom conduit. Devant le Parlement, j'ai toujours dit Volo; Mais devant vous, Messieurs, je m'appelle Nolo.

Le second jour des audiences n'avoit-on pas mis cette affiche la porte de la Grand'Chambre:,, La grande troupe étrangere des voltigeurs de S. M. donnera aujourd'hui la seconde représentation des audiences: parodie en deux actes, suivie du Procureur maigré lui : comédie donnée en 1757, remise authéatre avec tous ses agrémens. Des enfans de 70 ans continueront de jouer les grands rôles, en attendant une nouvelle représentation de Thémis outragée, &c. Il n'y entrera que la livrée & autres gens sans spée. Les grenadiers de l'apont Paris continueront d'y mettre le bon ordre.

<sup>(1)</sup> Comme on se divertit de tout en France, & même des plus grands maux, quelqu'un s'est avisé de faire des vers sur Mr. Nolleau; son nom se prononce comme le verbe latin Nolo, je ne veux pas; & dans la même langue Volo, fignisse je veux. C'est sur ces deux mots qu'est fondé tout le badinage. Voici les vers.

contre lui de contraintes (par corps) en vertu de fentences des Confuls & de la Confervation de Lyon, fans compter les dettes d'un autre genre.

Du lundi 18 au vendredt an Florier.

Les audiences de Messeurs du Conseil à la Grand' Chambre se sont soutenues constamment sur le même ton. L'étrenne du samedi ne les a point achalandés.

Le Bureau de la Tournelle a pris enfin fur lui de commencer à faire exécuter les condamnés : 15 ou 18 ont été fouettés; mais l'ordre est donné de faire cette opération de grand matin, ou d'attendre la Comment ces Mrs. peuvent-ils se dissimuler qu'ils n'ont point de caractere légal pour juger, encore moins pour juger en matiere criminelle, pour infliger des peines à leurs concitoyens ? Comme Confeillers d'Etat ils n'ont point voix au Parlement; comme Maîtres des Requêtes ils n'ont voix qu'à la Grand'Chambre, & au nombre de quatre seulement; comme Conseillers honoraires au Parlement, pour ceux d'entre eux qui le font, ils n'ont voix encore qu'à la Grand'Chambre: en un mot, aucun de ceux qui prononcent des jugemens criminels à la Tournelle, n'a recu de la Loi la faculté de juger. Se rejettera-t-on fur les Lettres-patentes qui les ont commis pour resiplir par interim des places qui ne font pas vacantes? mais qui est-ce qui a vérifié ces Lettres patentes : finon ces Messieurs eux mêmes? Ce sont eux & eux seuls, qui, démentis en ce point par toute la Nation, ont jugé de pareilles Lettres conformes aux loix; & depuis quand fe donne tond'Atre à foi - même? Les registres confervés dens te lieu où Mrs. du Confell jugent, déposent contre eux : on y lit qu'il n'y a apparence de fouffrir l'érection d'u. ne Chambre souveraine en vertu d'une commission virifiée par les mêmes juges dont elle est composée. (Registres du Parlement, du 14 Janvier 1660.) Mais dens ce siecle, fécond en prodiges, on est le Parlement, non · feulement sans penser comme le Parlement, mais fans favoir ce que le Parlement penfe. ce qu'il a dit, ce qu'il a fait : & pour faire le contrai. re de ce que feroit le Parlement, ces Mrs. prétendront - ils juger comme gradués? Mais 1º. ce n'est point en cette qualité qu'ils siegent à la Tournelle, mais comme commissaires du Conseil : 2° des gradués ne jugent qu'autant qu'ils sont appellés par les Magistrats du siege. Icl nulle vocation de la pait de ceux qui feuls auroient droit de les appeller.

Pendant cette femaine M. le Chancelier a contiaué à faire annoncer son nouveau Parlement, ses Confeils & fon Code. Par rapport au nouveau Parlement, il y avoit, difoit . il . plus de so membres de l'ancien Parlement qui le follicitoient pour rentrer; mais dans ces 50 il y en avoit dont, ajoutoit-il, il ne vouloit point. On prétend que c'est le renard qui juge les raifins trop verds. Ce qu'il y a de certain, c'oft que M. le Président d'Ormesfon, inftruit qu'on fatfoit courir le bruit d'un accommodement prochain de sa part avec la Cour, a écrit à un ami une Lettre qui n'est point faite pour demeurer fecrette, & où il fe recrie fortement contro le bruit qui était parvenu jufqu'à lui. Il v protefte qu'il le croiroit deshonoré s'il léparoit Jameis la caule de celle de tout fon corps. Des Confeillers auff injustement soupçonnés, out écrit de

parcilles Lettres à leurs amis.

On a publié une liste, a dit depuis la gazette, de reux dont M. le Chancelier veut former son Parlement: elle est composée de Magistrats anciens chassés de leur Compagnie, d'Avocats rayés du tableau, en un mot de rout ce qu'il y a de plus distané & de plus méprisable dans l'orde de la Judicature: (Gazette d'Utrecht, 5 Mars) elle ajoute que M. l'abbé Terrai a prosité de la circonstance pour éteindre les pensions données à plusseurs de ces Magistrats en récompenses de leurs services.

Le nouveau Parlement de M. le Chancelier n'a pas encore paru, non plus que son Code; mais le 26 après midi Mrs. les gens du Roi furent mandés à Versailles, pour prendre les ordres sur la séance du lendemain. Ces ordres ont consisté en partie, à ce qu'on assure, à seur faire désenses du dire qu'ils n'agissent que par les ordres exprès du

Rot.

Le Commandant du Guer fut mandé aussi le soir pour le même objet, de sorte qu'il commença à se répandre que M. le Chanceller viendroit le lende main.

# Du Samedt, 23 Feurler 1771.

Le Palais a été investi le matin par les archers du Guet, signe certain que M. le Chanceller devoit y venir. Les autres jours, depuis les séances de Mrs. du Conseil, il y a seulement un corps de garde au Palais & quelques archers de robe courte. La précaution est prudente d'augmenter la garde lors que M. le Chanceller vient; car le 24 fanvier; less

de sa premiere séance, quelqu'un de très sensé entendit auprès de lui cette horrible parole: je croisois faire une bonne œuvre d'assassiner cet bomme là. L'homme sage en frémit, & dit à ce forcené:,, Monsieur, au lieu de faire une bonne œuvre, vous seriez une méchante action".

On a remarqué qu'avant l'arrivée de M. le Chanceller, on faisoit faire l'exercice aux gens armés qui étoient au Palais; le grand & principal exercice étoit, serrez les rangs: ils l'étoient tellement en effet que les plus petits bras n'auroient pu passer entre deux de ces hommes. Voils bien l'allure & le si-

anal de la peur.

En attendant l'arrivée de M. le Chanceller, Mrs. du Confeil tinrent leur audience. Un particulier de province prit un Arrêt par défaut contre un de fes parens, Avocat au Parlement. Il na craignoit pasque la Caufe devint contradictoire, il profita de cu avantage pour obtenir tout ce qu'il vouloit i mais ce n'étoit pas tout d'avoir obtenu l'Arrêt, il failoit le faire fignifier, & les huiffiers refusans de s'y prêter, ce particulier a été obligé de venir, avec fou prétendu Arrêt, folliciter une transaction qui lui a dié dicée par son parent, telle que la Loi ent promoné l'Arrêt.

Sur les dix heures & demie M. le Chanceller est arrivé en grande pompe. Des pelotons de foldats aux gardes étolent distribués sur sa route. Le Guet à cheval précédoit, accompagnoit & suivoit son cortege. Des hoquetons & des gardes de la Prevôté entouroient son carosse (dont les glaces étolent le vées, quolqu'il ne sit pas froid.) M. le Chanceller doit accompagné de quatre Ministres, de M. le Duc

de la Vrilliere, de M. Bertin, de M. de Monteynard & de M. l'Abbé Terrai. On a été d'autant plus furpris de les voir à ces féances, qu'il est notoire qu'aucune portion de cette affaire n'a été déliberée au Confeil du Ron. Depuis l'Edit du mois de Décembre dernier jusqu'à ceux que M. le Chancelier apportoit inclusivement : c'eft à dire l'Edit du mois de Décembre, les cinq Lettres de Juffion, les Lettres de Ca. chet du oui & du non, l'Arrêt du Confeil portant confication des Offices, les Lettres d'exil; les Lettres de Commission qui ont transféré le Confeil au . Palais : enfin les Edits & Déclarations qui ont paru : depuis, tout est l'ouvrage de M. le Chanceller feul. Confeil d'Etat n'en prit aucune connoiffam. ce : M. le Due de la Vrillière n'y a été appellé que pour la fignature. Auffi affure : t-on que le Roi dit? e'est l'affaire de M: le Chanceller , elle ne me re: garde pas. M. le Due de la Vrilliere difeis fur cela : je n'entre pour rien dans tout celar plus de Confeil ; ce font deux bommes qui conduifent tout, M. le Chanceller & M. l'Abbe Terral.

M. le Chancelier, arrivé à la Grand'Chambre, a prenencé le Diffeours imprimé au Louvre enfuite de l'Edit. L'esprit de ce discours est d'insinuer aux peur ples qu'il n'y a rien de plus heureux pour eux que les résormes qu'il vient annoncer; mais qu'il a selui proster du moment où les Magistrats ne sont plus pour faire cesser les descordres & la grandeur du mal affranchir la justice des entraves qui l'arrêtoient, faire éclorre ensin un ordre plus heureux, longteins dessrépar nos peres. Comme si l'on n'avoit pu remétier aux abus réels sans détruire le Parlement, comme si depuis la St. Martin 1768, que M. le Chance

pu craindre de trouver quelqu'obstacle de la part des chefs du Parlement, toutes les fois qu'il avoit voulu

rappeller l'exécution des loix.

Les reformes projettées confifent, fulvant le dh. cours, 1º. à fupprimer la vénalité des charges ; aº. A rendre gratuite l'administration de la justice : a. A diminuer l'étendue du reffort du Parlement ; 4º, 4 Amplifier les procédures L 5°. à faciliter la punition des crimes. Il eft évident que toutes ces réformés pouvoient le faire pendant que le Parlement exifoit, avec la feule différence, qu'alors elles auroient été faites d'une maniere stable & légale. Pourquoi done vouloir faire retomber fur le Parlement ce qui ne peut être attribué qu'au Gouvernement feul? Le préambule de l'Edit que ce discours annoncolt. promet plus encore que le discours. M. le Chancelier y paroît d'abord touché du regret le plus fenfible fur le fort des Magistrats du Parlement de Paris: Il annonce ensuite à la Nation entiere qu'elle s'est grotsérement trompée en imaginant qu'un réglement qui anéantit toutes les loix; qui détruit jusqu'à la forme effentiellement requife pour leur promulgation, peut avoir la moindre conféquence pour l'Etat; (1) enfin M. le Chanceller annonce que les sujets du Rol vont avoir à l'avenir une justice prompte, pure &

<sup>(1)</sup> Le Vassis dit, au sujet du Chancelier de Sillery : quand on est revêtu d'un caractère supériour, on se donne aisément le privilege de dire hardiment les plus grandes absurdités : on suppose même que les inférieurs n'aurons pas l'espris de les remarquer. Histe de Louis XIII, t. 2,

gratulte; que la longueur & la multiplicité des procédures conformeront plus la ruïne des parties, déja épultées par les voyages & les déplacemens; qua
les tribunaux fupérieurs ne feront dorénavant remplis que par les Magistrats les plus dignes par leurs
talens & leur mérite, qui jusqu'iel en avoient été souvent éloignées Au milleu de ces emphatiques paroles, on remarque dans ce préambule une protestation selemnelle faite au nom du Roi, que l'état de
ses sujets, leur honneur, leurs propriétés, le sort
des loix qui établissent la succession à la Couronne,
sont des objets sacrés & des institutions que le Roi
est dans l'heureuse impuissance de changer (1).

<sup>(1)</sup> Voici un exemple de cette heurente impulsance que M. le Chanceller & M. le Controler général viennent de donner.

M. Broches de St. Preft, Matere des Requêtes , protent par M. de Maupeou, fe prefente pour traiter de la charge d'Intendant du commerce, qui étoit exercée provisoirement par M. d'Albert : Il offre Bo millo livres en argent & les 130 mille livras restantes en effets à deux & demi pour cent . produifant à la vérité fix mille livres, mais qui ne valent pas fur la place la moltié du Capital de ce produit. Le fondé de procuration de l'un des propriétaires refuse son confentement au traite. Aufftot Lettre de M. l'Abbe Terral, dans laquelle ce Ministre déclare que le Roi ne donners fon agrement qu'en faveur de M. de St. Prefit, que il les propolitions qu'il fait , ne font pes acceptées , la charge fera éteinte (pour être créée, fans doute, de nouveau en faveur de M. de St. Preff) & la finance rembouriee en contrats à quatre pour cent, les plus mauvais de tous les effets commercables. Ne peut - on pas demander on eft donc ici ta los facrée de la propriése, à laquelle le Roi, reconnots qu'il no peut porter atteinte ?

Te dispossif de l'Edit contient 15 articles; dont l'objet principal est l'établissement de six Conseils supérieurs, à Arras, Blois, Châlons, Clermont Ferrand, Lyon & Poitiers. Tous les membres de ces Conseils doivent être payés par le Roi: leurs gages forment pour les six Conseils ensemble une somme de 378000 Livres par an: preuve démonstrative qu'on ne compte pas à la Cour qu'il soit jamais payé un sois de ces gages, sans quoi M. l'Abbé Terrai, qui connoît si bien l'état du trésor Royal, n'eut jamais consenti à un pareil surcroft de dépense.

Les autres Edits, Lettres patentes & Déclaration apportés par M. le Chancelier, étoient deux Edits & deux Lettres Patentes concernant le Confeil d'Arstois, pour anéantir son ancien état & le créer sous une forme nouvelle, en le rendant absolument souverain, de subalterne qu'il étoit auparavant : en grande partie l'objet de la Déclaration étoit de donner aux Avocats au Confeil la concurrence au Par-

lement, avec les Avocats au Parlement.

Après le discours de M. le Chancelier, les gens du Roi se leverent, & conclurent très humblement à l'enregistrement pur & simple des Edits, Lettres patentes & Déclaration qui leur avoient été remis.

M. le Chancelier dit ensuite à M. Brochet de Verigni (frere de M. de St. Prest, Intendant du commerce) de lire les Edits. Lorsqu'il eut achevé la lecture du premier, M. le Chancelier lui demanda son avist It se rédussit à l'Enregistrement pur & simple. Mrs. les Maîtres des Requêtes opinerent ses premiers, attendu qu'il y avoit un rapporteur: tous étoient d'avis d'entegistrer sur le champ, lorsque M. Astrue, l'an d'eux, eut le courage de saire remarquer qu'il

l'affaire étoit d'une trop grande importance pour le déterminer d'après une notion de l'Edit aussi imparfaite, & d'après la lecture rapide qu'on venoit d'en faire : qu'il failoit se donner le loisir de le lire à tête reposée, de l'examiner, & qu'il croyoit convenable de nommer des Commissaires.

M. le Chancelier craignit alors de voir son coup manqué & la peine qu'il s'étoit donnée de venir au Parlement devenue inutile. Mais il avoit eu soin de prendre toutes les précautions possibles; des le at il avoit mandé chez lui Mrs. d'Aguesseau, de Sauvigny, de Marville, de la Calaissere, de Boynes, & un autre, pour leur communiquer les Edits, Les cinq que l'on vient de nommer lui avoient promis très docliement toute obéissance; le sixieme seul avoit dit que tout se qu'on se proposoit de faire lui sembloit demander beaucoup de résexion. M. le Chancelier avoit aussi mandé quelques Maîtres des Requêtes pour leur dire comment il vouloit qu'on opinât.

L'Avis de M. Afruc, pour nommer des Commisfaires, n'empêcha donc pas M. le Chancelier de continuer à prendre les voix; plusieurs Conseillers d'Etat se rangerent du côté de M. Astruc: c'étoient Mrs.
de Viarmes, d'Argouges, Ogier, Trudaine, & Boutin. M. le Chancelier sut fâché d'entendre ces six
avis qui empêchoient l'unanimité dont il s'étoit flatté; il soutint que tout étoit clair dans son Edit, &
que la chose devoit aller seule. L'Edit peut être très
clair, mais tout ce qui est si clair est-il aussi clairement utile pour les peuples? La question méritoit
bien quelque examen. M. Astruc & les Conseillers
d'Etat ne comprenoient pas qu'on vouloit que la be-

fogne allat toute seule & sans le secours du Conses, que c'étoit pour la sorme seulement qu'on demandoit leur avis.

M. le Chanceller s'imaginant que les réflexions qu'il venoit de proposer étoient de nature à enlever tous les suffrages, reprit les voix: il vouloit absolument se procurer la gloire d'un asservissement entier; mais sa surprise sut plus grande encore qu'elle ne l'avoit été d'abord, lorsqu'il vit sept Maîtres des Requêtes, Mrs. Frages de Polizy, de Montaran, sils, Caze de la Bove, de la Porte, sils, Mazires, le Boullage, & Dusour, se réunir à l'avis de nommer des commissaires. Il se contenta alors de la pluralité de 59 voix contre treize; l'enregistrement su conclu, & le public apprit que parmi 72 Conseillets d'Etat, Ministres, Maîtres des Requêtes, il s'en trouvoit 13 seulement qui avoient leur conscience & leur avis à eux.

L'un de Mrs. du Confeil disoit pour se disculper, dans cette séance même, à celui qui étoit assis auprès de lui: nous n'avons rien à faire que de baisse la téte de d'opiner du bonnet; aussi bien tout ceci est il-légal d'ne peut pas tenir. Un autre convenant de même que tout ce qu'on faisoit étoit nul, & n'étoit que le fruit de la contrainte, blamoit, par cette raison, l'avis des Commissaires: c'est, disoit il, supposer qu'on est quelque chose & qu'on a quelque liberté; au lieu qu'en laissant tout aller, & n'opinant que d'un signe de tête, c'est reconnoître qu'on n'est rien, & que tout n'est fait que par violence. Ces Mrs. en opinant du bonnet pour l'enrégistrement pur & simple, prétendent donc ne point opiner & annoncer qu'il n'y a point de liberté: mais c'est par

des actes & des protestations selemnelles qu'il faux

figne recu d'un véritable suffrage.

Si l'avis de nommer des Commissaires l'eut emporté, l'absence de M. le Chanceller auroit laissé voir à Mrs. les Conseillers d'Etat & Maîtres des Requêtes bien des choses importantes dans l'Edit auxquelles apparemment ils n'ont pas fait assez d'attention, quoi qu'ils ayent jugé qu'il falloit l'enregister: ils auroient vu, 1°, que tous ces Edits, Lettres patentes & Déclaration étoient adressés au Parlement de Paris. Or Mrs. du Conseil ne sont pas le Parlement de Paris.

Ils auroient vu: 2°. que ces mêmes Edits portent; de l'avis de notre Conseil nous avons statué; &c. que, par conséquent, étant censés avoir déja opiné dans le Conseil pour former ces Edits, ils ne pouvoient plus opiner pour les vérisier & les enregistrer. C'est une délibération illusoire & fantastique que celle qui se fait pour juger si une loi qu'on a déja approuvée comme bonne, que l'on a formée soi même, est réellement bonne ou non; il faudra donc supposér que la faculté accordée à Mrs. du Conseil de s'asseoir au Conseil & au Parlement a doublé leur être & leur volonté, & que ces deux êtres & ces deux volontés qu'ils ont acquises sont tellement distinctes, que lorsqu'ils s'asseyent dans la Grand'Chambre ils oublient tout ce qu'ils ont fait ou dû faire au Conseil.

Mrs. du Conseil auroient vu : 3°., en relisant les Lettres Patentes du 23 Janvier, (& en supposant qu'une Commission puisse se donner l'être à ellemême) qu'ils étoient des Commissires employée pour peurveir à l'administration de la justice, en est

fans & capables de composer le Parlement: ils auroient conclu de-là qu'ils ne sont point le Parlement,
puisqu'ils ne sont établis qu'en attendant le Parle,
ment; qu'ils ne sont donc qu'une simple Commission
à une Commission par interim; or il n'auroit salla
après cela que consulter les premiers principes du
droit, ou même les simples lumieres du bon sens,
pour concevoir qu'une Commission par interim ne
peut rien innover, ne peut rien détériorer: il saut
qu'elle conserve les choses dans le même état où
elles étoient, jusqu'à ce que les titulaires soient en
place.

Du dimanobe, 24 Février

Mrs. les Gens du Roi de la Cour des Aldes, étant allés à Versailles demander au Roi le jour & l'heure où il voudroit recevoir les remontrances de cette Cour, le Roi les a remis au dimanche suivant a Mars, pour leur donner ce jour.

M. le Chancelier a reçu aujourd'hui le serment de 4 des Premiers Présidens des six Conseils supérieurs, sçavoir: M. Brivois, pour le Conseil supérieur d'Arress: (il étoit le P. P. du Conseil provincial.) M. de St. Michel, pour le Conseil de Blois; M. Rouslis d'Orseuil, Intendant de Champagne, pour le Conseil de Châlons; & M. de Flesselles, Intendant de Lyon, pour le Conseil de Lyon. Ges Mrs. après avoir prêté serment, ont été présentés au Roi. M. de St. Michel est celui qui sut décrété de prise de corps, en 1754, par le Parlement d'Aix, Chambres assemblées, resusé depuis par la Cour des Aides de Montauban dont il vouloit être Premier Président Il est parvenu à le devenir de la prétendue Chambre.

des Comptes de Blois, où il s'est deshonore de nouveau par le personnage qu'il a fait, il y a deux ans, dans un procès contre M. le Duc de Chevreuse. A l'égard de M. de Fiesselles, on a sa généalogie à la tête du procès imprimé de M. de la Chalotais, page 4, du discours préliminaire, & quelques notes importantes sur sa conduite dans le détail de ce même

procès.

Quant aux six Conseils, ils doivent être composés: celui de Châlons, des officiers du Bureau des finances: celui de Clermont, de ceux de la Cour des Aides ; celui de Blois, de ceux de la Chambre des comptes: &c. tous gens sans doute fort habiles en matiere de subflitutions, contrats, testamens & autres points On verra par la fuite comment chacun de ces Conseils a été formé. Il suffit de se rappeller ici ce que la Cour des Aides a annoncé dans ses Rémontrances du 18 Février, qu'on ne trouveroit pour former ces Conseils que des sujets qui, en acceptant ces commissions, signeront leur deshonneur; les uns qui, par ambition, voudront bien affronter la haine publique; les autres, qui y feront forcés par l'indigence; les uns par conséquent déja corrompus, les autres qui ne tarderont pas à l'être.

### Du lundi , 25 Fevrier.

L'audience du Conseil au Parlement à l'ordinaire. On a publié l'Edit portant création des Conseils supérieurs: les autres Edits, Lettres patentes, Déclaration, qui avoient été enregistrés en même tems, n'ont été publiés qu'à la fin de la semaine. Les excemplaires que les colporteurs ont criés, étoient de

l'imprimerie Royale. Mais apparemment M. le Chancelier a trouvé que le lieu de l'impression repugnoit à la besogne du Parlement, il les a fait réimprimer ensuite chez l'imprimeur du Parlement, avec les Let. tres patentes du 23 Janvier, & lui a ordonné de les envoyer aux personnes auxquelles il a coutume d'en adresser.

Du mardi . 26 Fevrier.

Les deux audiences aussi abrégées que de coutume.

Les Jésuites publient partout que l'affaire présente va les rétablir en France, & que quand M. le Chancelier se sera désait des Parlemens, il sera enregistrer leur rappel par Mrs. du Conseil. Les Jésuites l'annonçoient dès le commencement du mois de Novembre dernier, c'est-à-dire qu'ils prédisoient dès-lors ce qu'ils devoient faire par eux ou leurs partisans.

1

Le Conseil d'Artois a tenu aujourd'hui sa premisre séance comme Conseil Supérieur: il est composé
des membres de l'Ancien Conseil subalterne: c'est un
grand malheur pour la province que ses jugemens ne
soient plus sujets à appel, car dans tous les Tribunaux du ressort c'étoit celui dont les sentences avoient
le plus souvent besoin d'être résormées. Les Bailliages de Dunkerque, Montreuil & Boulogne sur mer,
ne paroissent nullement disposés à reconnoître la souveraineté du Conseil d'Artois. A Boulogne les juges
instruits du jour où le Procureur du Roi devoit apporter l'Edit-pour le faire enregistrer, n'ont pas paru
au siege. Le Procureur du Roi a voulu faire monter
les Avocats & Procureurs pour les suppléer, mais
ceux-ci se sont est suppléer, mais
ceux-ci se sont est suppléer, mais

La Chambre des Comptes a fait un Arrêté sur l'état

it

r

t.

8

1.

netteté les suites dangereuses de l'arbitraire qu'on substitue aux loix, les maux qui menacent le Clergé aussi bien que les autres Corps. (On pourroit dire que le Clergé ayant de plus grands privileges court aussi de plus grands risques que tous les autres Corps.) La Chambre des Comptes doit présenter un Mémoire pour établir que tous ces renversemens sont perdre au Roi 20 millions par an : les entrées n'ont produit aux fermiers généraux que 80000 Livres, dans le même espace de tems où elles rendoient ordinairement 400000 Livres. La consommation est diminuée considérablement, par la misere à laquelle la dispersion des Magistrats réduit un nombre considérable de citoyens.

# Du jeudi, 28 Février.

L'audience a été comme celle d'hier, dont on avoit omis de parler: on est entré & sorti.

# Du vendredi, 1 Mars 1771.

A la Grand'Chambre rien de nouveau.

Mrs. du Bureau de la Tournelle, qui jusqu'ici avoient eu la modération de ne pas faire exécuter leurs jugemens, ont commencé à le faire aujourd'hui; quinze ou dix huit accusés ont été fouettés & marqués, mais clandestinement & à nuit close. On pré tend qu'insensiblement ils feront exécuter les condamnés à mort. Quel caractere ont-ils pour cela? L'usage du glaive ne peut être légitime qu'autant qu'il est commandé par les Loix & exercé par le ministre des Loix. (Voyez ce qu'on a dit à la date du 18 Fé.

evite jusqu'ici de se commettre avec le Châtelet. Au reste, ils n'ont pas encore ouvert une seule audience, & il s'en doit tenir trois par semaine, qui ordinairement sont bien remplies.

On a fait fortir de Bicêtre & du Châtelet les trois Clercs qui y étoient enfermés pour les huées du mois de Janvier : ils ont eu ordre de fortir de Paris & de

retourner chez eux.

M. de Chazerat, Premier Président du Conseil Supérieur de Clermont, a prêté serment entre les mains de M. le Chancelier, & a été présenté au Roi.

Du Samedi, 2 Mars 1771.

On publicit que M. le Chancelier devoit venir aujourd'hui tenir une troiseme séance; mais il n'y a eu d'extraordinaire que M. l'Evêque de Senlie & M. de Baschi. Après l'audience de deux minutes Mrs. du Conseil se sont assemblés; il s'agissoit du nouveau Code ou Réglement, & d'une Déclaration sur les Committemes.

Ce Code tant vanté par M. le Chanceller, qui n'en est cependant pas l'auteur, & qu'on a attribué dans le tems à M. d'Aguesseau de Fresne, qui préside au Palais Mrs. du Conseil, n'est autre chose qu'un ancien Réglement de procédure fait par le Conseil & fort contredit dès sa naissance. On a tenté de le faire revivre en 1768, en le présentant à Mrs. du Grand Conseil, qui l'ont aussi rejetté. On veut le faire renaître de nouveau à la faveur de la soumission de Mrs. du Conseil, cependant ils ont pour cette sois nommé des Commissaires. Il y a tout lieu

de croire que puisqu'ils ont pris le tems de délibérer, ils reconnoîtront qu'ils n'ont point le caractere requis pour vérifier les loix, & qu'ils s'expliqueront

fur cet objet fl important pour eux-mêmes.

A l'égard de la déclaration des Commissimus, elle a été enregistrée en un moment , nullement & incompétemment, toujours sous le nom faux & dérifoire de Parlement, toutes les Chambres affemblées. Ou a remarqué dans l'adresse de cette déclaration. une claufe non - feulement nouvelle & infolite, mais qui de plus implique contradiction avec elle-même. Cette adresse est ainst concue : A donnons en mande. ment à nos amés & féaux Conseillers, les gens tenant Notre Cour de Parlement à Paris, que ces présentes ils ayent à faire lire, &c. vous attribuant & cet effet tout pouvoir en tant que de besoin est ou feroit. 1º. Adresse ton jamais des Lettres à enrogiftrer à des gens qui n'ont point de pouvoir, & n'est-ce pas reconnoître qu'ils n'en ont point que d'être obligé de le leur attribuer par une clause particuliere? 2. Le Parlement de Paris a.t. il jamais soupconné qu'il lui faudroit attribuer un pouvoir particulier pour enregistrer un réglement sur une partie de la procédure ? Si Mrs. du Conseil sont le Parlement, ils n'ont pas besoin de pouvoir pour enregistrer; s'ils ont besoin de pouvoir, ils ne sont donc pas le Parlement. Il est bon de remarquer la progression des idées de M. le Chancelier par l'Edit de Décembre : le Parlement, sur la notification de la volonté du Roi, doit enregistrer même lorfqu'il juge que la loi ne vaut rien : par l'Edit des Confeile fupérieurs il établie des Cours Souveraines, qui , comme des automates ; feront exécuter la loi Tome I.

fant pouvoir en représenter les inconvéniens, à même sans délibérer: par la déclaration concernant les Commissimus il imagine de faire enregistrer par des particuliers sans caractère, mais auxquels il attribue

d cet effet tout pouvoir.

On affure que cette même clause veus attribuent à cet effet tout pouvoir est dans l'Edit de création des Conseils supérieurs en parchemin; mais qu'on a eu l'attention de le retrancher dans l'imprimé. On assure encore que l'original de l'enregistrement de cet. Edit des Conseils supérieurs porte: fait par le Confeil tenant le Parlement. Dans l'imprimé on lit: fait en Parlement toutes les Chambres assemblées. Si l'on a voulu faire illusion au peuple par cette substitution de noms & lui persuader que les Magistrats n'ont point été dispersés, ou qu'ils sont revenus de leur exil, la tournure est heureuse: mais où est le respect pour sa vérité? On en appelle à la notoriété publique.

# Conseil supérieur de Blois.

La gazette de France du 11 Mars a annoncé que le Conseil de Blois avoit tenu sa premiere séance le 2 Mars, elle ajoute que toute la ville en a témoigné la plus grande satisfaction. Cet article a été envoyé au Gazetier tout rédigé. Voici quelques détails pour joindre à cette annonce générale.

Dans les 15 premiers jours de Février M. de St. Michel, Président de la prétendue Chambre des Comptes de Blois, sit trois voyages à Versailles pour

disposer tout avec M. le Chancelier.

Le vendredi i Mars il assembla à la Chambre des Comptes ceux des suturs conseillers qui étoient en état de commencer leurs sonctions. Des le les

demain, le 2 Mars, ils affifterent en robes noires à une messe du St. Esprit, qui sut célébrée à la Cathédrale & à laquelle l'Evêque étoit prosent. De la ils se rendirent à la Salle d'audience du Présidial, où le Président & le Procureur général haranguerent.

Heureusement que le public, pour charmer l'ennui que lui auroit causé ces fades discours s'il les est écourés, contempla à loisser les nouveaux juges qu'il ne connoissoit encore que de nom, & qu'il avoit peine à croire qu'on est choiss, vu l'incapacité notoire du plus grand nombre.

Le Premier Président étoit M. de St. Michel,

pere : le nommer c'est l'avoir qualifié.

Le Second President, M. de St. Michel, fils; il

est de trop bonne race pour dégénérer.

Le Troisieme Président, M. Chevalier, Avocat du Roi au Bailliage & Avocat général à la Chambre des Comptes, homme âge de plus de 80 ans, insirme, & dont l'esprit baisse.

Les Conseillers étoient.

Mrs. Louet, Premier Président du Présidial, sujet foit médiocre.

De l'Arche, assesseur criminel du Bailliage; il va de pair avec le précédent.

Petit, fils d'un receveur du Chapitre de Blois.

M. Petit, conseiller honoraire à la Cour des Monnoyes de Paris; c'est un homme de mérite, & il n'a pu accepter une pareille place qu'en faisant le sacrifice de ses lumieres à l'accroissement de sa fortune. (1)

<sup>(</sup>t) La Cour des Monnoyes, instruite de sa nouvelle qualité, a arrêté par une délibération prise que dorénavant il n'auroit aucune entrée aux allemblées de la Compagnie.

Petit, fils du précédent.

Bosinier de l'Orme, maître particulier honoraire des Eaux & Forêts & maire de ville, grand musicien, & beau chanteur: ce sont ses uniques talens.

Boesnier, neveu du précédent, maître particulier des Eaux & Forêts, génie borné, mais laborieux, âgé

d'environ vingt - fix ans.

Baren. (Celui-ci, confus de la fausse démarche qu'il avoit faite s'est demis) il a été remplacé par M. le Blanc, qui briguoit l'année dernière une place de Clerc de Procureur.

Du Frementel, Chanoine & Prevot de St. Martin. C'est un homme célebre dans bien des parties, & qui s'est fait connoître surtout dans la Littérature par un ouvrage qu'il appelle modestement le petit labeur, & qui est l'Almanach de la Touraine, Vol. in 24. d'une feuille d'impression, qu'il teproduit tous les ans. On se flatte dans la Province que les occupations de sa nouvelle Magistrature ne suspendront pas cet ouvrage curieux que l'on a méchamment dépécé dans la France Littéraire en annoncant comme autant d'ouvrages importans & séparés chacun des articles qui composent l'Almanach. M. du Frementel est d'autant plus intéresse à le continuer qu'il a la Atisfaction de s'y annoncer lui-même comme membre de la Société d'Agriculture du Bureau de Tours, Président au Bureau d'administration du College en l'absence de M. l'Archevêque, Promoteur de l'Officialité, &c. D'ailleurs M. du Frementel a dans fet derits une tournure de ftyle qui lui est tout-A-fait propre, & il peut le flatter d'être le feul dans la Province sapable d'y exceller.

Les Gens du Roi du Conseil supérieur de Blois font Mrs. Ranjard, de la Boiffiere & Bulté. Le pre. mier, Procureur général; le second, Avocat général à la Chambre des Comptes : l'un qui n'est notable que par sa charge, l'autre qui a de plus que son fre; re la qualité de joueur.

Les Substituts sont M. le Groulx, ancien Avocat au bailliage de Blois, & M. Pajou, jeune Avocat qui s'étoit retiré à Blois pour y exercer la profesan emply between the

fion.

Le Greffier est M. Fourré, d'abord Soldat, enfuite Clerc de Notaire de village, aujourd'hui très mince Notaire à Blois, inhabile pour les fonctions du Greffe.

On voite par cette Liste que le Conseil de Blois n'est pas encore complet; mais on désigne dans la ville quelques . uns de ceux qui doivent remplir les places vacantes. C'est un ci-devant Marchand de foves. Auditeur honoraire à la Chambre des Comp. tes, & un Correcteur honoraire de la même Chambre, recus titulaires l'un & l'autre fur l'examen en finance. (Attendu leur ignorance ès Loix.) Le Correcleur dont on parle a la tête un peu dérangée.

D'ailleurs M. l'Archeveque de Tours, protecteur de l'Abbe du Frementel, & qui par un effet de fon crédit lui a procuré la nouvelle dignité, s'est chargé de raccolor d'autres fafets. Un de coux auxquela il s'est adresse, & dont il a obtenu le suffrage fans peine, est un homme fort connu à Tours par une aventure fingullere à l'occusion de laquelle quelques performes gut apparemment lui en veulent, l'ont propolé au College de Chirurgie comme un fujet pro. pre à faire une expérience importante, dont l'objet

dioit de vérifier s'il est possible qu'un homme vive fans cœur. Il y a eu des monitoires pour connoître les auteurs des billets que l'on a fait courir dans le ville à ce suiet : mais ils sont demeurés inconnus : & pour se venger, ils ont aussi affiché depuis peu des placards dans lefquels, fuppofant certaine l'acceptation de celui qu'ils avoient en vue, ils ont dit que le même qui avoit prouvé qu'un homme peut vivre fans cœur, s'étoit fait fort de démontrer auffi ou'on pouvoit vivre fans ame. On attend dans la ville de Tours de nouveaux monitoires à ce fujet. Le perfonnage dont if eft ici question . est d'ailleurs fort attaché aux Jéfuites : lors de l'appefition du fcellé fur leurs effets en 1762, on trouve l'acte de fon affiliation à la Société, ainsi que celui de ses pere & mere.

Une autre personne à qui M. l'Archevêque de Tours s'est adressé, a eu autresois dans la ville une charge assez honnête, qu'il n'a plus plus plus de différentes qualités honorables qu'il n'a pas conservées : c'est aujourd'hui un simple receveur de Chapitre, emploi qui tient un pen de la Domesticité, & qui l'assujettissant à la contrainte par corps est certainement incompatible avec le titre de Magistrat. Il est bon de noter au surplus que la reception des Officiers des nouveaux Confeils n'est précédée d'aucune information de vie & mœurs.

Il a paru dans la suite deux nouveaux Conseillers, l'un M. Neylz, Lieutenant de la Maréchaussée, & l'autre M. Pomery, Grand Vicaire de Blois.

Les propriétaires de vignes & autres gens qui se

grand nombre que les jurisconsultes à Blois, sont ravis de l'établissement d'un Conseil dans leur ville; mais la satisfaction des autres s'est montrée le jour de l'ouverture, par ce qu'on appelle en province des charivaris, des reproches d'être des rénégats, & l'on assure qu'il y a même eu quelques pierres jettées. C'est ce que marque une Lettre de Blois; on a ajouté que des gens moins violens avoient fait conduire plusieurs anes dans l'assemblée peur y servir d'emblème.

Parmi les nouveaux Magistrats is y en a auxquels on ne peut refuser de la franchise. L'un d'eux écrit qu'il lui semble entendre ses amis se dire : voilà un Conseiller blen jeune; sera-t-il en état de remplir un pareil état? (C'est le Conseiller qui fait parler ainsi ses amis) Tout émerveillé qu'il étoit de son nouveau lustre, il convenoit cependant qu'il avoit eu grand besoin d'être encouragé pour accepter: il avoit été déterminé singulièrement par l'avis de

fon pere, citoyen de Blois.

Quelques jours après l'installation du nouveau Confeil à Blois, M, de St. Michel manda le Doyen des Procureurs du Présidial, & lui demanda si lui & ses confreres vouloient qu'on leur sit délivrer des Commissions pour occuper au Conseil? Le Doyen dit qu'il en parleroit à sa Compagnie. La Compagnie consulte alors les Juges du Présidial, qui déclarent aux Procureurs qu'ils n'ont qu'à prendre conseil d'eux mêmes. Les Procureus resusent & sont connoître ce resus à M. de St. Michel, qui les renvoye sans leur rien dire: quelques heures après M. de St. Michel mande le Doyen, le Syndic, i'Ex. syndic, & un sutre Procureur, auxquels il enjoint

de la part du Roi & du Chanceller, d'occuper. Le lendemain il leur envoye à tous des Commissions à cet effet.

### Du dimanche, 3 Mars.

Mrs. les Gens du Roi de la Cour des Aides étant retournés à Versailles, pour savoir le jour auquel le Roi voudroit recevoir les Remontrances de cette Cour, M. le Chancelier a dit que le Roi ne vouloit pas recevoir les Remontrances, attendu qu'elles concernent une affaire qui ne regarde pas la Cour des Aides; comme si la destruction de la Megistrature ne regardoit pas les Magistrats.

## Du lundi, 4 Mars.

Le Parlement de Dijon fait une protestation de nuilité, contre les séances de Mrs. du Conseil, contre le titre de Parlement qu'ils prennent, contre les enregistremens qu'ils font incompétemment, & contre l'établissement des Conseils supérieurs; ils envoient cette Protestation aux Princes & Pairs.

M. le Procureur général écrit à ses Substituts aux Bailliages qui sont sous la dépendance des six soi-difant Conseils Supérieurs, qu'il a reçu ordre du Roi de leur mander de ne plus s'adresser à lui dorénavant pour les affaires dont ils lui communiquoient.

1

Le même jour 4, Mrs. les Avocats aux Conseils reçoivent une Lettre de M. Petigny, Secrétaire du Sceau, au nom de M. le Chancelier, qui leur enjoint de lire dans seur assemblée la Déclaration qui leur donne la concurrence avec les Avocats du Parlement & de délibérer à ce sujet: les Avocats aux Conseils

Confeils lifent respectueusement la Déclaration, & le résultat de la délibération est que chacun demeure li-

bre de fatre ce qui lut femblera bon.

M. le Duc de la Vrilliere envoye aux Procureurs de Communauté un ordre du Roi, qui porte peine de punition exemplaire, pour qu'ils ayent à le notifier à leurs confreres. Voici la Lettre que les Procureurs ont reçu imprimée, au nom du Greffier de la Communauté, & qui a été portée chez quelques uns le 4, chez d'autres le 3.

. M. & Confrere .

.. Les Procureurs de Communauté ont recu hiet un ordre du Roi, daté de Verfailles du 2 Mers, préfent mois, qui enjoint à tous les Procureurs du Parlement de Paris de remettre au plus tard dans huitaine aux différens Greffes du Parlement. Requêtes du Palais & autres Jurisdictions dans lesquelles ile exercent leurs fonctions, toutes les Infrances & Procès qu'ils ont pris en communication, à peine de punition exemplaire; & une Lettre de M. le Duc de la Vrilliere qui contient l'envoi dudit ordre, & par laquelle il marque de faire parvenir cet ordre à tous leurs confreres le lendemain de la reception de fa Lettre. Pour satisfaire à cette Lettre, il a été de libéré dans la Chambre de la Sacriffie qu'il vous feroit envoyé la préfente Lettre. Vous pourrez, fi vous le jugez à propos, venir à la Chambre de la Sacristie prendre lecture de cet ordre & de la Lettte d'envoi qui sont dans le Registre des Délibérations "...

" J'al l'honneur d'être, M', & Confrere, votre, &c. Signé Gillet le Jeune. Ce 4 Mars 1771".

On a envoyé à Mrs. les Gens du Rol onze Editi; portant création de nouveaux Impôts. Ils les exteniment à préparent leurs conclusions pour l'enregistrement pur à simple de ces Edits, qu'ils doivent présenter le 6. En voici la Liste,

10. Etabliffement d'un droit de a fole 6 den, tu

chaque livre d'amidon.

2. Création de Confervateurs des hypothèques lu les immeubles réels & Actifs, & abrogation des De crets volontaires.

3°. Révocation de l'exemption du payement des Droits feigneuriaux dans la Mouvance du Roi.

payant chacun 10000 Livres, & les 2 fols pour livre; moitié dans 3 mois, & l'autre moitié dans 6 mois,

5°. Edit qui ordonne une évaluation générale de

tous les offices du Royaume.

6. Suppression des Jurés. Priseurs. Vendeurs de meubles, & création de nouveaux dans toutes les villes, excepté Paris.

7. Création de 110 Charges de Barbiers - Perru

ouiers.

8°. Edit qui déclare héréditaires toutes les Malti-

fes en payant finance. (1)

9°. Etablissement de Droits sur les ouvrages imprimés en caractères, taille-douce, papier, & qui erdonne que les Libraires seront marquer tous leur

<sup>(1)</sup> Le contraste admirable sun marchand, un artisan de la plus basse extraction, formera son sils à sa profession, & il y sera necessité par le désir de ne pas laisser perdre un Brevet héréditaire; le Magistrat, au contraire, n'aura que des motifs pour ne point instruire son sils dans la science à importante des Loix, parce qu'il sera convaincu que de saire son devoir est un moyen sur pour que la commission dont per sera revêtu ne passe par sur la tête de ses enfans.

livres, tant neufs que vieux; & pour ceux des particuliers, défentes aux huissers-prifeurs de les vendre fans être marqués: & le vingtieme du prix de l'adjudication appartiendra au Roi. (N'est-ce pas là mettre la Littérature en impôt & ramener l'ignorance?)

10'. Déclaration portant fixation des droits à re-

ceveir fur les cartons & papiers.

dill;

egis.

Vent

Cur

fue

De

des

en

re; ois.

de

de

les

TU.

tri.

m.

jui

irs

de

de

un

ue

re

fols pour livre des droits des Fermes, & la perception au profit du Roi de différens droits aliénés.

Depuis le mois de Décembre ces Edits étoient prêts, mais on attendoit la dispersion du Parlement pour les montrer.

## Du mardi , 5 Mars.

M. d'Aguesseau écrit à M. le Chancelier au sujet des Edits qui étoient au parquet, qu'il sait que si on les présente à Mrs. du Conseil ils y seront beaucoup de difficulté; parce que si on les regarde comme le Conseil, ils ne sont point compétens pour en prononcer la vérification; si, au contraire, on les considere comme le Parlement, ils ne croyent point pouvoir y procéder. Cette Lettre, jointe au resus sait par les Traitans d'avancer aucunes Sommes sur des impositions qui ne seroient pas enregistrées au Parlement, a déterminé à faire écrire par M. le Duc de la Vrilliere à Mrs les Gens du Roi le . . . Mars après midi, de surseoir à la présentation des 11 Edits. Ils ont été retirés depuis.

Les Libraires instruits de l'Edit portant une imposition sur le papier d'impression, même sur les Livres déja imprimés étant dans leurs magasins, les quels à cet effet feroient marqués, ont porté à M. le Chanceller un Mémoire d'observation; il les a renvoyés à M. l'Abbé Terrai, celui-ci en recevant le Mémoire répondit gracieusement aux Libraires: " Vous criez avant qu'on vous écorobe. Depuis il a examiné le Mémoire, & il a dit à M. le Lieutenant de Police, qui, comme on sait, a l'inspection de la Librainie, que ce Mémoire contenoit de bonnes raisons, mais qu'il ne laisseroit pas de faire passer son Edit aussi-tôt qu'il pourroit.

# Du mercrédi 6 & jeudi 7 Marss

Rien d'intéressant aux audiences de la Grand Chambre.

Les Procureurs juffement inquiets sur l'ordre qu'ils evolent recu le 4 & le 5, arrêterent de faire des repréfentations; ils y infiftent sur trois réflexions principales : 16, qu'au lieu de huit jours qu'on leur accorde, il leur faudroit plufieurs mois pour remettre des Proces dont la plupart font dans les Cabinets des Avocats, pluseurs desquels font actuellement ablens: 2º, qu'ils font charges par Corps en vertu de récépiffes qu'on ne leur rend point : 31, qu'ils ne peuvent fans l'aveu des parties, rendre leurs pieces, encore moins demander le jugement. Il est à noter que le grand nombre de Cliens avoit defendu à leurs Procureurs de remettre aucunes pieces. Un Cardinal : entr'autres : avant été inftruit de l'ordre ; a mandé auffitôt à fon Procureur pour qu'il lui rap Morial Edneralement toutes for nivers.

Les inquiétudes des Procureurs n'étoient pas deftituées de fondement. L'intention étoit, à ce qu'on affure, de renvoyer les Procès dans les nouveaux Conseils pour les alimenters les Procureurs devoient recevoir leurs frais ensuite fur la taxe & les poursuires qui auroient été faites dans la Province. C'étoit ruiner absolument les 400 Procureurs, en leur enlevant des pratiques qui font souvent la plus claire partie de leur patrimoine, & dont quelques unes se sont vendues, les dernières années, 60 & 80 mille livres. Doit-il être écrit dans le nouveau Code de M. le Chancelier qu'on dépouillera un créancier de son gage avant de le payer?

Le 6 Mars les officiers du Bailliage de Beaujolois à Ville-franche ont envoyé à M. le Duc d'Orléans

leurs démissions.

. 1

an.

yés

oi.

né

oli.

ai

s,

ľ

#### Du vendredi, 8 Mars.

Ce jour, à 7 heures du matin, grande exécution à la porte de la Conciergerie, de fept perfonnes qui ent été fouettées & marquées.

Ce même jour on a rapporté à la Tournelle un Procès dans lequel il s'agiffoit de l'appel d'une fentence de Clermont, portant condamnation à mort contre deux femmes pour vol avec effraction. Mrs. délibérerent depuis onze heures jusqu'à trois & demie. Il y out incident qui dura feul une heure & demie! il s'agiffoit de favoir fi les condamnées feroient exécutées à Paris ou à Clermont. Le rapporteur étoit d'avis de faire faire l'exécution à Paris, parce qu'elle ne feroit pas faite à Clermont & qu'il failoit éviter le combat avec ce flege. Il ajouta qu'il préféroit de

présider lui-même à l'exécution, quelque disgracieuse que sût la Commission. Mais ces Mrs. surent es frayés avec raison de la rumeur que ces exécutions ne manqueroient pas d'exciter dans tout Paris; & ils ont préséré une contradiction qui seroit à 100 lieues. Il est facheux que cette délibération ne soit pas publique: on y verroit l'idée qu'ont ces Mrs. du jugement que porte la Nation entiere du triste personnage de Commissaires que M. le Chancelier leur fait jouer sous la mascarade de Parlement, & avec quel chagrin ils rongent eux-mêmes leur frein. Que n'ont-ils eu le courage de resuler à s'y prêter, & de s'abstenir au moins, comme ils le faisoient d'abord, de disposer de la vie des citoyens.

Au Bureau de la Grand'Chambre on a appellé une cause de Régale, qui avoit dejà été tirée du Rôle sur la requisition de M. Lambert, Procureur. L'adversaire ayant trouvé un désenseur complaisant dans la personne de M. Godeseart de Lisse, Avocat aux Conseile, a fait rappeller cette cause. Avant l'audience, M. Lambert s'étois plaint de cette nouveauté & avoit obtenu qu'au moins la cause sût remise au lendemain de Quasimode. Mr. d'Aguesseau y consentoit; mais il a failu avoir l'avis de M. le Chanceller, & Le Mercier ayant voulu que la cause sût remise au plus à la quinzainé, cela a été ainsi ordonné.

Ce même jour, 8 Mars, le Parlement de Toufouse a fait un Arrêté par lequel il déclare 1°. que le Peuple de son ressort syant trouvé jusqu'à présent su Parlement une Justice pure & prompte, l'y treuvera gratuite aussitôt qu'il plaira au Roi l'ordonner: 2° qu'il ne reconnoîtra en aucun tems les personnes qui siegent illégalement à la place de Mrs. du Parle, f.

ment, dont les offices ne sont pas vacans. Il a remidu aussi un Arrêt par lequel il désend à tous les officiers de son ressort de permettre l'exécution d'aucuns jugemens émanés de Mrs. du Conseil, & à toutes personnes de s'y adresser, pour quelque cause que ce soit. Il a envoyé son Arrêté aux Princes & aux Pairs (excepté M. d'Aiguillon) par un Gresser.

# Du Samedi, 9 Mars.

Les famedis, ainfi que les mercrédis, font les jours les moins fréquentes au palais pendant la tenue du Parlement, parce que les Avocats ne payent pas ces jours là. Mais le famedi o Mars a été, au contraire, un des jours où l'affluence a été plus confidérable, parce qu'il s'étoit répandu que Mrs, feroient plaider ce jour-là une caufe contradictoire. C'étoit la premiere cause plaidée devant le nouveau tribunel, & c'étoit la premiere plaidoirle de deux Avocats qui devoient parler. Enfin les hautes efpérances que les Steurs Faullain & de Sapincourt, l'un & l'autre défenseurs de le Blane, la partie la plus intéressante de la cause, ont fait concevoir d'eux dans les différens états qu'ils ont fueceffivement remplis. leur a acquis une célébrité qui auroit fuffi pour attirer une foule immense.

A neuf heures la grande Salle étant remplie de monde qui attendoit l'audience, il a paru a ou 3 Clercs de Jauliain, Avocat consultant de la nouvelle Cour, qui ont distribué un mémoire signé de lui & dont le titre étoit: Pour François le Blanc, Huissiers Priseurs. Le mémoire est dans une somme un

ment un exorde suivi d'objections, de reproches & de resutations. Au lieu de peroraison, la dernière partie du Mémoire est une supplique de M. le Biane; & pour qu'on ne doutat pas de ce que c'étoit.

en a mis un titre qui l'annonce.

La distribution des Mémoires n'étoit pas achevés lorsque Mrs. du Conseil sont arrivés. On ne concolt pas comment ils ont le courage de se rendre tous les jours à de pareilles féances. Le Peuple est rangé en haye fur leur passage; tout le monde la tête couverte les fixe successivement & leur atteste par fon maintien même les fentimens que le perfonnage qu'on leur fait faire inspire. Aussi la plupart arrivent-ils les yeux baiffés, & la douleur & le dépit fur le front. Il faut excepter M. l'Eveque de Senlis, cet homme effentiel à la Cour, ce Magistras infatigable, ainst que l'a qualifié l'abbé de Voisenon. dans le discours qu'il lui a adressé le jour de sa Réception à l'Académie Françoise : ce Prélat ne cultte point cet air de confiance & de fécurité qui fied fi blen aux ames fortes, il arriva aujourd'hui accompagné d'une petite Cour composée d'un humble abi bé, qui le quitta à la porte de la Grand'Chambre.

M. d'Aguesseu, pour lequel les huissers battent de leurs baguettes, étant arrivé, l'audience ouvris quelques momens après; il étoit alors 10 heures : mais c'étoit l'audience de sept heures qui ouvrit. Après l'appel de deux ou trois Causes, on fit retirer l'audience, Mrs. allerent à la buvette. On fit ouvrir la grande audience sur les dix heures & demie, & la Grand'Chambre se trouve pleine aussitôt comme

dans les actions les plus célebres.

Le Sr. Poan de Sapincourt prit la parole pour le Bianc ; il félicita fa partie (c'est un Huisser à la Chancellerie) fur ce qu'il avoit pour juges des Magiftrats témoins de fes fervices; & il exposa le sujet de fa Caufe, qui étoit de favoir fi le Blane, ayant acheté une charge d'huiffler-priseur, il devoit être reçu malgré l'opposition (très fondée) de la Communauté? Le Sr. de Sapincourt commença par établir que sa partie n'avoit jamais rien fait contre l'honneur & la probité, & il le démontra en attestant que le Blane n'avoit jamais effuyé ni interdiction, ni suppression, ni injonction. (Il a seulement un petit procès criminel, subsistant contre lui, dans lequel il est accusé d'avoir volé.) Pourquoi donc, ajouta le Sr. de Sapincourt, le Blane est-il rejetté par les huissers-pris seurs ? C'est, répondit-il, l'effet de la noire envie des gros bonnets de la Communauté qui ont peur que le Blane ayant beaucoup de connoissances ne gagnat plus qu'eux. Cependant comme les huissers-priseurs annonçoient quelques prétextes de leur refus, le Sr. de Sapincourt se crut obligé de répondre successevement & une par une, a vingt objections feulement qu'on proposoit contre son client. Lorsqu'il crut avoir diffipé ces nuages légers, il conclut qu'il étoit dû à le Blanc de gros dommages intérêts; & comme il plaidoit contre le Corps des huissers-priseurs, il observa que pour fixer ces dommages intérêts, il falloit confidérer, foit du côté de l'accusé, soit du côté de l'accusateur, l'état, la famille, &c. En parlant de l'état de son client, il dit qu'il ne gagnoit pas moins de 15 à 18 mille livres. Le Public surpris qu'un homme si fortuné voulut se réduire à être buisfier - priseur, accueillit cette affertion par de grands

bon

bre

an

en

Co

d'u

fal

les

sie

va

m

le

S

21

ri

q

d

éclats de rire: une autre phrase du Sr. de Sapincourieut le même sort. Il parloit des procès que le Biane avoit essuyés, il s'écria: Quoi donc i Mrs, parce qu'un malheureux nous fait un procès, sommes-nous un coquin? Ensin la peroraison arriva: elle étoit pathétique & touchante; le Sr. de Sapincours invoquoit tantôt la justice & l'intégrité de Mrs. du Conseil, tantôt le zêle de M. Joil de Fleury, pour la défense du malheureux & de l'opprimé: en cet endroit le Public commença à huer si violemment l'Avocat, qu'il sut obligé de couper court & de se taire.

L'Avocat aux Conseils qui s'étoit chargé de plais der pour les Huissiers Priseurs, parla ensuite; il se nomme Tripier. La Cause des Huissiers Priseurs se défendoit toute seule; on écouta Me. Tripier patiemment; sur les onze heures & demie on fit retirer l'audience, & l'on remit la cause à la huitaine.

Le peuple attendoit à la porte de la Grand'Chambre le Sr. de Sapineours pour le complimenter, mais il avoit eu la précaution de fuir par la porte du Greffe. Le Blanc ayant paru, on le retint plus d'un quart d'heure, & il eut à essuyer toutes les avanies imaginables; on montoit sur les bancs des Huissien pour le voir, & ceux qui se trouvoient auprès de lui l'indiquoient en ces termes : Tenez, voilà le Blanc; c'est cet bomme qui ne rougit pas. On alla même jusqu'à lui donner des coups de canne. & on le remettoit à la huitaine pour en avoir d'autres. Les arches de robe courte ne pouvoient parvenir à faire cesser le tumulte. On affare que le Sr. de Sapincourt fut rejoint aussi de son côté, & qu'on lui fit partager les traitemens que le Blane éprouvoit. error no effective of Lamb a raing

ourt

lane

arce

Out

pa.

10t

ell.

dé.

oft

at,

al.

fe

(a

12.

er

1

Avant de terminer le récit de cette séance, il est son d'apprendre quels hommes sont ces deux célebres soi disans Avocats: le Sieur Jauliain consulant, & le Sieur Sapincourt plaidant, qui jusqu'à prément composent seuls tout le Bureau de la nouvelle Cour.

Le Sieur Jaullain a commencé par être Commis d'un Secrétaire de Conseiller, & en cette qualité il saisoit des extraits en sous-ordre. Il lui tomba entre les main un Procès pour la Communauté des Tapissers; il sit sçavoir aux Jurés que c'étoit lui qui travailloit, & il annonça qu'il vouloit se mettre dans ses meubles. Bientôt il sut meublé & à bon marché; les Tapissers perdirent ensuite leur procès, mais le Sieur Jaullain ne se laissa pas démeubler. Quelques années après il imagina que son escroquerie seroit oubliée, & qu'il pourroit travailler comme Avocat. A peine se sut-il présenté que les Avocats lui déclarerent qu'ils ne communiqueroient point avec lui, & que jamais il ne seroit mis sur le Tableau.

A l'égard du Sr. de Sapineoure, c'est un homme dont toute la conduite pourroit sournir la matiere d'une ample censure; il a commencé par être Clerc chez un Procureur, dont il trahit la consiance, & auquel il suscita un procès; il sut même assez heureux pour obtenir des dommages intérêts, qui lui donnerent de quoi vivre jusqu'à ce qu'il est fait son droit par bénésice d'âge, & qu'il se fût fait recevoir Avocat. Son emploi consista alors à faire des Rôles en sous-ordre, à raison de dix sols la piece. Le prix lui étoit même assez indifférent, pourvu que le nombre des Rôles ne lui sût pas taxé, & il avoit soin de les multiplier, en copiant toutes les pieces

pa

ch

de

de

fe

j

fi

du procès. Ce devoit être-là à peu près son état pour toute sa vie; car déjà resusée par la Bazoche & par les Procureurs, il savoit blen que les Avocats ne sui donneroient point de place dans leur Tableau. Ses grands talens l'ont fait connoître de M. l'Avocat Général foli de Fleury, qui l'a fait sortir de cet état humble pour le placer à la tête d'un nouvel ordre d'Avocats.

# Conseil Supérieur de Clermont.

Le samedi 9 Mars n'a été guere moins célebre à Clermont qu'à Paris : c'est à cette date que la Gazette de France annonce dans les mêmes termes qui avoient été dictés à l'occasion de Blois, la premiere séance du Conseil supérieur de Clermont-Ferrand.

M. de Montbyon, Intendant d'Auvergne, ne paroissant pas tenté par l'ambition de devenir Premier Président d'un des Conseils, M. le Chancelier sit écrire par M. d'Ormessen à M. de Chazerat, Premier Président de la Cour des Aides. Celui-ci recut la Lettre le 8 Février: on lui marquoit de se rendre à Paris toutes affaires cessantes, pour un objet intérressant, & que son séjour ne seroit pas long.

M. de Chazerat partit, & fut de retour le famedi 16 fur les trois heures: il n'eut pas plutôt mis pied à terre, qu'il envoya fuccessivement prier chacun des officiers de sa Compagnie de se rendre chez lui : ce qu'ils firent. M. de Chazerat les sint quatre heures assemblés, & il voulut les perfuader, tantôt par l'avantage qui en reviendroit à la Province, à la Ville & s' chaque particulier; tantôt

Pour

C par

e lui

Ocat

état

rdre

32.

nes

-91

nt.

er

Gt

par la perspective d'un avenir terrible : qu'il accompagnoit d'une demande formette de répondre fur le champ par out & par non. La premiere finit cependant fans qu'aucun, excepté quatre dont on n'attendoit rien de bon, voulut signer. A peine étoient-ils fortis, qu'on les convoqua de nouveau, & l'on fit jouer tant de ressorts, qu'ils se rendirent les uns après les autres. Le dernier qui signa fut le Président Gaucherel: il ne céda qu'après la plus forte résistance, & sur ce que ses confreres le conjurcient de ne pas s'exposer seul à un exil & à des ordres rigoureux. Rendu à lui-même, il eut un regret amer de sa foiblesse. La plupart de ses confreres passerent une nuit très agitée, aussi bien que lui. Dès la pointe du jour ils se rassemblerent, & sur les dix heures du matin ils se rendirent chez le second Président: heureusement le courier qui devoit porter à Versailles la nouvelle de l'acceptation n'étoit pas parti; ils retirerent leurs signatures & les bralerent.

M. de Chazerat déconcerté, ne craignit pas de proposer les nouvelles commissions à quelques particuliers de Clermont, dont le moindre désaut est l'ignorance; il envoya même à Rion un de ses affidés pour tâcher de gagner quelqu'un du Présidial; mais cet envoyé sut chassé de la ville avec ignominie. Alors le Premier Président sit courir le bruit qu'il partoit pour Paris, & que dans peu il seroit de retour avec l'Intendant de la province & des Lettres de Cachet en blanc pour former son Conseil comme il voudroit. Il annonça sussi la suppression de la Cour des Aides, & se mit en route, laissant toute la ville dans la consternation. Cet expédient

CC

F

to

II

De

M Of

MAR

réussit: tout ce qu'il y avoit de gens soibles ou ambitieux, tant à la Cour des Aides, qu'au Président parmi les Nobles, écrivent au Premier Président pour être enrôlés dans le nouveau tribunal.

Le Premier Président de retour, au son de quel ques tambours & de quelques acclamations du peuple qui croyoit qu'on alioit faire quelque chose de bien utile, assembla sur le champ ses recrues, & indiqua la premiere séance au lendemain 9. On ne savoit trop où tenir cette séance: il fallut se contenter de la salle de la jurisdiction consulaire, qui répondoit mal à la dignité d'un Conseil Supérieur. M. de Chazerat s'y transporta accompagné d'une centaine d'hommes de la Bourgeoisie, ramassés à la hâte, & au bruit de quelques canons rouillés. Le Maire de ville étoit présent par ordre du Roi.

# Extrait d'une Lettre de Clermont , datée du 16 Mars.

fi méprifable, que l'installation de notre nouveau Conseil. Les membres de ce Corps avoient tous la honte sur le front, & un air d'ignominie qu'ils ont toujours porté depuis; ils s'assemblerent ne sachant que faire, & chacun regardant son voisse avec horreur de ce qu'il avoit été asse bête pour se fourrer là: ils ne peuvent pas se souffrir les uns les autres, ni s'endurer eux mêmes dans le moment présent. Notre Conseil est l'opprobre de la ville, il ne fait rien, & tout le monde s'en moque. Le Premier Président est hué & sesse autres au le moque. Le Premier Président est hué & ses ses cous généralement." Voilà à quoi se réduit la très grande satisfaction de toute la ville, annoncée par

celui qui dicte les articles de la Gazette de France.

Il reste à donner la liste des nouveaux officiers; toutes les places sont remplies, excepté deux commissions de Conseillers.

#### PRESIDENS, MESSIEURS

De Chazerat

Le Cours de St. Aigné.

Aides.

Ribeyre, Mousquetaire non gradué.

#### CONSEILLERS, MESSIEURS

savi, pere, Mallet, Mangue, Saubriel de Laubert, Desforges,

am.

ent

iel.

eu. de

&

ne

en.

ré. M.

aj. B,

re

4

.

Conseillers à la Cour des Aides.

Molle, Albot de Chanat, Bernard

Conseillers au Présidial.

Ribere : Chanoine de la cathédrale.

le Maltet de St. Genest, Procureur du Rol.

de Diaune, Lieutenant Criminel.

ie la Monteille, Avocat du Rol.

Champflour, file, Substitut du Procureur général de

was pulsed a coulder An de Life

Caillot, pere, Bailli de la ville de Billon.

de Perignat.

Chateau-Nouf.

De Leveur, Gentilhomme au Service.

Desteuret, Gentilhomme desœuvré.

# GENS DU ROL

Procureur du Roi, M. Champflour, Procureur G.

i

1

n

t

Ŕ

n

8

Ř

fa

CE

1

er

fé

ga

Avocat du Roi, M. Dufraisse de Vernines, Avocat Général de la Cour des Aides, d'une famille Jésuite & très Jésuite. Le ..... Dufraisse de Vernines, bibliothécaire du Collège de Clemont, sut décrété de prise de corps par sentence de la Senechausse de Clermont du 9 Décembre 1762, pour soustractions faites dans la Bibliothèque, après l'apposition des scelles (Voyez l'Arrêté du Parlement du 22 Févrie 1763.)

## SUBSTITUTS.

M. Delorme, Substitut de la Cour des Aldes, Savy, file, Avocat.

### GREFFIER.

Marion, un des agens de l'hôpital général.

Mrs. de Rybeire, Président; de Perignes, de Le
vaur & Desbennes, doivent aller à Bourges pour obtenir des degrés, sans étude ni examen, en vertu de
Liettres de Cachet.

Le bruit répandu que M. de Monthyon alloit per dre son Intendance, qui seroit dennée NM. de Ciences, a excité beaucoup de fermentation parmi Mm les Maîtres des Requêtes; (ce sont des objets qui les touchent) ils ont déclaré que si M. de Monthyo étoit privé de sa place, ils ne feroient plus de vice. On a parlé de transférer M. de Monthyon i l'is-

l'Intendance de Caen pour donner à M. de Chazerat celle d'Auvergne; mais les Maîtres des Requêtes étoient encore fort mécontens de cette proposition : ils regardent les Intendances comme affectées à leurs Charges.

IW

nille

24

len

fen.

DA

8 1

11de

rier

L

ob

de

台灣五百百里

11

la.

Ce même jour 9 Mars, le Bailliage de Blois a enrégistré l'Edit portant création des Conseils supérieurs; les autres Bailliages, ceux de Bourges & de Tours furtout, ne font pas disposés à reconnoître auffi facilement l'existence du Conseil supérieur de Blois.

#### Du lundi II Mars.

M. le Chanceller, en affiftant au Conseil ordinaire tenu à Verfailles, laisse voir pour la premiere fois dans la maniere d'opiner qu'il est occupé d'autres objets & distrait. L'après midi il vient à Paris.

# Confeils Supérieurs de Châlons & de Lyon.

" La Gazette de France, du 8 Mars, annonce que le Conseil supérieur de Lyon a tenu sa premiere séance le r. du même mois, & que jamais événement n'a causé une sensation plus agréable & plus générale." Elle ajoute que " le même jour le Conseil de Châlons sur Marne a été installé, & que la fatisfaction a été universelle." On a déja averti que ces nouvelles ne venoient point des Provinces.

M. Rouille d'Orfenil, Intendant de Champagne, récolt chargé de former le Confeil de Châlons : il a employé pour y parvenir toutes les voies, propos féduisans, promesses, appas des appointemens qu'on gagneroit fi facilement qu'il n'en coateroit que la

Tome I.

16

or

er

01

1

an

on

e

en

e

lai

ern

ou

hêr

er.

L

t.

es

u 1

n p

eur

on

peine de se deshonorer; appas d'une noblesse qui seroit le prix de la trahison de la patrie, mais qui exempteroit de la Taille, & donneroit un relief su tous les roturiers Champenois; quelques menace aussi à propos, & ensin un peu d'argent à titre de vance sur les appointemens futurs.

Les plus fortes tentatives de M. d'Orfenil étoient pour séduire les membres du Bailliage, afin de met tre dans le nouveau tribunal des gens de loi. — Tou ces membres ont constamment résisté d'abord, & M. d'Orfenil sur obligé de faire un nouveau voyage de

Paris, fans avoir rien conclu.

Cependant M. le Président le Gerlier étoit vivament tenté par la promesse d'une charge de Président; la même promesse avoit touché M. Bremont, Lieutenant général, homme d'un caractere soible à irrésolu. Il étoit bien plus affecté encore de la crainte de perdre la place de Subdélégué de l'Intendant, qu'il réunit avec sa charge, contre la disposition de Ordonnances.

Ces deux Mrs. le Gorlier & Bremont, se sont rendus les premiers aux vues de l'Intendant; mais leur ambition a été trompée en partie: tandis qu'ils étoient demeurés indécis, deux autres personnes avoient traité directement avec M. le Chancelier; ils ne taderent pas à voir ces deux Présidens sorains arrive en poste à Châlons. Malgré le desagrément de cette surprise, la parole étant donnée, il a fallu la tenir. Mrs. le Gorlier & de Bremont ne sont que simples Conseillers: plusieurs Conseillers au Baillisge ont suivi le mauvais exemple de leur Ches: prest resté dans ce siège que 4 personnes, savoir deux Présidens, le Lieutenant particulier, & un Contract de le leur Ches de le leur

2.2

cet

d'a

lent

net

out

M.

0 4

16

en.

mt.

1

lin-

mt,

des

en

eu ent ent

tar

ver

de

la

que

liz.

1

rior

OF

eiller, qui n'ont point veulu prendre part à cette nanceuvre. M. d'Orfeuil avoit apporté de Paris des ettres de compatibilité pour les Commissions du conseil avec les charges du Bailliage (comme s'il rétoit pas contre la nature des choses que le juge 'appel qui réforme, & le juge inférieur qui est résormé, soient une seule & même personne.) Il est emeuré à l'Intendance quatre de ces Lettres de ompatibilité, qui sûrement n'en sortiront point.

M. Reuille d'Orfenil croyant avoir rassemble suffiamment de Conseillers, indiqua la premiere séane au 11 Mars dans une salle des Jacobins. La veilau foir il envoya inviter les Avocats en la peronne de leur Syndic à se trouver à la cérémonie. es Avocats assemblés le lundi matin ont député M. e Pinteville, leur Doyen, pour remercier M. l'Inendant, & lui déclarer que non-seulement aucun reux ne se rendroit aux Jacobins, mais même ne laideroit au Conseil supérieur. (On se flatte qu'ils retireront aussi des audiences du Bailliage, où ils e voyent plus dans la majeure partie des Conseiles que des juges inférieurs qui ont manqué aux rments qui les lierent à leurs juges supériours, en oulant s'élever sur leur ruine & s'arroger à euxnêmes une qualité qu'ils sont incapables de possé. er.)

L'installation a été précédée d'une messe basse du t. Esprit, après quoi l'on s'est rendu dans la salle es Jacobins, où M. l'Intendant & l'Avocat du Roi u nouveau Tribunal ont harangué. L'Intendant a peu troublé la joye des nouveaux Conseillers en eur annonçant que l'événement actuel en faisant le onheur de la Province, seroit pour elle un sujet étent

mi

No

de

81

nie

de

cie: fen

Fra

ble

4

que qui rir

e

cou

on

es

de l

ture

rah

nel de larmes. L'Avocat du Roi a parle sur le défintéressement: mais sa Mercuriale a déplu à une bonne partie de l'assemblée. On a dit qu'il feroit bien de garder ses sermons pour lui-même. M. l'Intendant a annoncé la solemnité par des boëtes qu'il a sai tirer. Voilà à quoi il faut réduire les signes de la joye publique que l'établissement du Conseil a causé dans Châlons & la Province. Il ne reste qu'à joinde lei la liste des nouveaux Magistrats.

#### PREMIER PRÉSIDENT.

M. Rouillé d'Orfeuil, Intendant de la Province. On peut dire entre autres de ce Premier Magistra qu'on lui est redevable de beaucoup d'entreprises d'ouvrages faits à Châlons pour sa commodité privée, au détriment de la Ville & de la Province: san son grand crédit en Cour les plaintes que ces entre prises ont excitées, n'auroient pas manqué d'être sa vorablement écoutées.

#### SECOND PRÉSIDENT.

M. Charpentier, Lieutenant Général de Soisson & ci-devant Subdélegué de la même Ville. La mo dicité de sa fortune & un démêlé récent avec M l'Intendant de Soissons qui lui a ôté sa place de Subdélegué, l'ont sans doute forcé à chercher d'emploi ailleurs.

### TROISIEME PRÉSIDENT.

M. Giraud (furnommé Laloëre) ci devant Notal

éfin

bon

blen

dan

fal

de la

aufé

ndr

nce

ftra

es &

pri

fane

ntre

e fa

s'intéresse beaucoup; il a eu soin d'indiquer lui-mêne qui on devoit nommer pour sequente.

#### CONSEILL BRS.

Mrs. Bremont, le Gorlier, de Beuville, Billecart, de la Cour Clerc, Chaulaire, Jourdain; tous Officiers du Bailliage, actuellement résormateurs de leurs fentences.

D'Antenay, de Brieme, tous deux Tréforiers de France. On sçait combien ces Officiers sont capables en Province de faire les sonctions de Juges.

De Saligny, aussi Trésorier de France. C'est pour a ville de Châlons un modèle de parcimonie; quelques personnes lui reprochent même un certain vice qui en approche. Il n'étoit pas nécessaire de lui ofsit une somme de 2000 Livres pour le déterminer à le deshonorer. Quoique riche, une somme beautoup moins considérable auroit sussi par deux raions: 1°. parce que M. de Saligny estime infiniment es sommes les plus modiques: 2°. parce que le prix le l'honneur de M. de Saligny ne doit pas être actuellement perré bien heut. Il étoit ei devant Pro-ureur du Roi à Vitry; mais il s'est attiré, en 1756, me interdission de la part du Parlement, pour avoir sahi dans cette place son devoir.

De Saint Genis, Elu à Vitry.

Patouilla de Chenevieres, Procureur du Roi en l'Election de Reims. Grifard, Lieutenant d'une justice près Charleville. Sa sœur, qui est en service à Paris, & que l'on nomme chez son Maître la Grifarde, paroît n'avoir pas peu contribué à lui procurer cette Commission.

Laloère, Clerc; beau-frere du Président Girand.

#### GENS DU ROL

De Saligny de Matiginicourt, Avocat du Roi, ci-devant Avocat à Vitry: cet Avocat, cousin-germain du Trésorier de France, étoit estimé à Vitry: on n'y a vu qu'avec beaucoup de peine & de furprise qu'il ait pu perdre de vue les sentimens de M. de Saligny, commentateur très estimé de la Coutume de Vitry, & de ses autres ancêtres. Quelquesuns ont voulu excuser sa fausse démarche sur ce qu'il paroît y avoir été entraîné par l'exemple & les follicitations de M. de St. Genis, fon beau-frere, qu'une fortune médiocre a mis dans le cas de faire depuil du tems fa cour à l'Intendant : mais les plus fenfés observent que ses lumieres devoient lui dicter de ramener plutôt fon beau-frere à des fentimens plus purs, & fon coufin au vœu & à l'opinion de leun parents communs, qui ne voient qu'avec la plus grande peine leurs noms dans la lifte de ceux qui composent un tribunal, qu'ils sont bien résolus de ne point reconnoître en leurs qualités d'Officiers de Tudicature.

Brayer, Procureur du Rol, ci-devant Avocat à Sols-

fons.

## SUBSTITUTE

Guillemain, & Raussin, Avocats de Châlons. On est étonné que ces deux Avocats n'ayent pas consulté les sentiments qui paroissent animer leurs confreres, & qu'ils se soient si peu montrés dignes en cette occasion de la consiance dont ils étoient honorés par quelques Magistrats du Parlement.

Un Notaire & un Procureur pour Greffiers.

en

Jus.

vice

Gri

OCU.

oi,

er.

110

M.

u.

1.

Telles sont les personnes qui ont assisté au Conseil de Châlons le jour de son installation. M. d'Orseuil comptoit encore sur un Avocat de Rethel; mais malheureusement pour le Conseil, le beau-pere de cet Avocat est ancien Procureur au Parlement, & l'on sçait que ces Mrs. ne plient pas facilement sous les volontés de M. le Chancelier. Le frere de l'Avocat est parti en poste pour l'aller trouver de la part de son beau pere, & il l'a emmené de la villé de Châlons le matin, même jour où le Conseil al loit être installé; de sorte que quand M. Rouillé a voulu ensuite quelques heures après rassembler son troupeau, il a été sort surpris de trouver un Mouton de moins.

Il y a aussi deux Conseillers Clercs, qui ont accepté des premiers; mais ils n'ont pas pu assister à la premiere séance, parce qu'ils n'étoient pas encore gradués, quoique d'un âge très mûr, l'un & l'autre. Le premier est l'Abbé de Breuvry, Doyen de la Cathédrale & Grand Vicaire, âgé de 63 ans i il avoit precédemment sait plusieurs voyages à Paris pour attriper une Abbaye, mais inutilement; il a pensé que les 2000 Livres de pension, promise aux Conseillers, pourroit lui en tenir lieu. Quelqu'un lui ayant obt

G 4

fervé à Paris en'il étoit bien tard à cet âge pour apprendre le Droit, il a répondu qu'il n'étoit pas né. cessaire d'en tant sçavoir & qu'on lui avoit indiqué un livre qui apprenoit à juger : c'est le Distinnaire de droit & de pratique de Ferrieres; il n'a pas manqué d'en faire l'emplette à Paris, & il compte le porter au Conseil, comme son Bréviaire à l'Eglise.

L'autre Conseiller Clerc est M. Hecquart, agé de 59 ans, & sous-chantre de la Cathédrale. C'est un des nouveaux Magistrats des plus célébres à Paris, par une chanson assez plaisante que l'omission d'un mot dans ses Provisions a donné lieu de faire. Au lieu de porter à l'ordinaire notre féal & bien amé Claude Hocquart, on a écrit, notre féal & bien Claude Hocquart. L'Abbé a senti où le coup portoit, ils a soutenu qu'il y avoit erreur, & il a voutue la saire résormer; mais on lui a répondu : et qui est écrit est écrit.

Voici la Chanfon à ce Sujet.

Sur l'air : Reveillez vous belle....

Lorkiu'en France on battoit la cniffe Pour y trouver des Magistrats, Certain Abbé fendant la presse, Fut un des premier candidats.

C'étoit suppot de Cathédrale, Plus fait pour la table & le jeu, Que pour occupes une stale Qui n'est honne qu'à prier Dieu.

Il faut bien faire un facrifice Pour accrottre de deux mille francs Le revenu d'un bénéfice, Et du piquet & des brélans.

Plein

Plein d'une si belle espérance;
Au son de l'or notre Abbé pare;
Arrive su \* \* \* de France;
On annonce l'Abbé Hocquare,

api

ie.

lué

ire

n.

te

e.

n

.

n

19

Son nom, dit \* \* , m'extaffe .
C'est celui du fameum Hocquart l'
A sa place, malgré l'envie,
Tu seras fusses tu batard,

", Tu fçais jour 7 joues la Juffice ;...
", Ce fera ton premier devoir ;
", Et pour mieux remplir ton office

.. On t'exemptera de fcavoir.

" Des dispenses recommandes " On t'expédiera dans le jour, " Bien duoment enrégistrées " Par gens de ma nouvelle Cour.

, Un presiable of necesshires

" Oul, Monfoigneur, la chofe oft claice pe

, Claude eft le nom qu'on m'a donné.

Pulsqu'il appert à tout voyant,
Que tu l'es vraiment & fans fraude,
Reçoissen notre compliment.

, Pour de notre Gent Moutonnière, , Juger procès mûs à mouvoir,

s. Te dispensons de la priere

#### PROVISIONS.

## Air des Folles d'Efpagnes

Savoir faisons aux Bères Champenoises,
Que par dessein & non point par mégard,
Nous nommons, pour juger toutes leurs noises,
Notre font Claude & bien Claude Hörquart,

Le Confeil Apérieur de Lyon est formé en partie des Consettiers de la Cour des Monnoyes; & comme le Présidial est uni à la Cour des Monnoyes, les mêmes personnes se trouvent encore ici les juges Inférieurs & juges Supérieurs. Une premiere tentati. ve falte auprès d'eux avoit échouée, ils ont été ébranlés enfulte par la crainte de voir leur Cour supprimée : d'ailleurs la Cour des Monnoves avant ou l'année dernière des démêlés avec M. Pupit, fon Premier Préfident , l'a décrété d'ajournement perfonnel. Ce décret avoit été donné par les juges flégeants au Préfidial, & les fuites de cette affaire ne pouvolent qu'être désagréables pour eux : on leur a fait entendre qu'il n'y avoit pas de moyen plus far de les éviter, que de se transformer en juges souversins qui cefferoient d'être fujets à l'infpection du Parlement: sinfi ils ont été déterminés, tant, comme les Officiers de Ville-franche le disent dans leur Lettre du 6 Mars à M. le Duc d'Oridans, par le defir de se venger des mortifications que leur conduit Aeur a quelquefois méritées de la part du Parlement. que par la crainte d'en éprouver de nouvelles.

Le 11, sur les neuf heures du matin, les nouveaux Conseillers s'assemblerent chez M. de Fleifelles, d'où ils se rendirent au Palais avec lui pour prêter serment entre ses mains. Ensuite ils enrégistrerent l'Edit de leur création. L'assemblée alls à la Messe; on sit ouvrir l'audience, & l'Edit de création sut lu. Le Corps de la Milice Bourgeoise & les autres troupes qui sont dans la ville, assistement à la cérémonie; ce qui donna à l'installation du Conseil l'apparence d'un événement important & agréable à

ar.

de

18,

tés

ti-

té

ur

nt

n

7.

la ville. La vérité est que ce nouveau Conseil déplait assez, & que les applaudissemens qui ont paru accompagner son installation étoient des complimens mendiés.

Le Procureur du Roi de la nouvelle Cour est M. Pulliquieu, Conseiller de la Cour des Monnoye. It sollicitoit quelque tems auparavant une Commission subalterne, qui est à la nomination de M. de Villeroy, & qui devoit le mettre à la tête de la Police de cette ville: dans ces dispositions il aureit été surprenant qu'il resust une Commission qui lui donne l'exercice du Ministère public.

Une des premieres Causes qui s'est présentée au Conseil, a été l'appel d'une sentence de la Conservation qui condamnoit par corps un débiteur septua. génaire. M. Palerne de Savi, Avocat du Roi, a conclu pour le débiteur:, Périsse plutôt le commerce & tous les commerçants! a-t-il dit, que d' voir mettre en prison un septuagénaire. Ce pathétique a fort déplu aux commerçans & excité beaucoup de rumeur parmi eux.

## Du mardi 12 Mars.

La nouvelle fausse de l'Exil de M. le Chancelles qui avoit commencé à se répandre la veille au soir, s'est débitée généralement; on couroit de maison en maison pour se l'apprendre & se féliciter: il n'y a pas jusqu'à un Savoyard du Pont Royal qui crioit à ses Camarades, que si la nouvelle se trouvoit vraie, il allumeroit deux bougies sur sa sellette; mais il n'a pas eu cette illumination coûteuse à faire.

G 6

aux Procureurs de Communauté à l'occasion des représentations qu'ils lui avoient faites sur l'ordre du 4; il leur proteste qu'il n'a eu aucune intention de leur faire tort, mais seulement d'accélerer le jugement des procès en forçant les retributions; il leur ajoute qu'ils peuvent prendre tout le tems nécessaire pour satisfaire à l'ordre dont il s'agissoit.

Tfabeau de Fillers, l'un des Greffiers commis du Parlement, va chez M. le Chancelier pour lui de munder la permission de s'absenter pendant 15 jours ou 3 semaines : il le lui permet, & lui annonce nu'à son retour il trouvers bien du changement.

### Du mereredi 13 Mare.

Mrs. du Confell au Bureau de la Grand'Chambre ont été fur le point d'avoir une feconde phaidoirle. Le luge de Rumilly, destitué par les Seigneurs de ce Heu, a voulu plaider lui-mome fa caufe. Mr. Cante on. l'un des Procureurs des Seigneurs : représente qu'il y a des parties décédées, que la procédure n'est point en regle; on va aux opinions: Arrêt qui ordonne qu'on plaidera. Le Juge de Rumilly prend fes conclusions. Mr. Carteron lui demande s'il est asfifté d'un Procureur pour pouvoir conclure ainfi, que les Ordonnances l'exigent ? Il répond qu'il n'a point l'avantage d'avoir de Procureur Mrs. du Conseil font forcés alors de le faire taire & de remettre la Caufe à la huitaine. Ce contre coup les a privés de l'honneur d'ententre une leconde Plaidoirie, depuis environ deux meis qu'ils siègent au Palaise. Ce juge

Procureurs font rares dans co tems-ci, & les bous furtout; vous aures peine à en avoir".

PØ.

du

ie.

ur

ro.

Le Parlement de Douay arrête ce jour 13 des représentations pour demander au Roi le rappel de l'universaité des Membres du Parlement de Paris.

1) feroit à fouhaiter que Mrs. du Confull au Bus reau de la Tournelle, qui ont reconnu avec lours confreres leur incompétence pour enrégifirer les R. d'es burfaux , vouluffent bien douter au moins de leur compétence pour ôter la vie à leurs concitoyens . sinfi qu'ils paroiffoient en douter dans le commen. coments mais le jugement prononcé contre les deux femmes de Clermont paroit les avoir enhandis (quolou'il n'alt pas encore été exécuté ) ils ont condamné aujourd'hui une femme à mort & ont renvoyé l'exécution au juge de Chenerailles, près Gueret. Ils ont auffi condamné à la question préparatoire un homme out est renvoyé pour l'exécution devant le inge de Chaumont en Balligny. Ces juges voudrontils faire ces exécutions? engiront-ils qu'on puisse fans crime ôter la vie à un homme contre lequel cet. te peine n'est pas prononcée par la Loi & par les-Ministres de la Loi?

Apparemment, au reste, que M. le Chancelier veut qu'on juge ainsi; il paroît exiger à présent que Mrs. du Conseil engagent le combat avec les Tribunaux légitimes; il a même annoncé qu'ils iroient le 22 Mars à la Procession de la Réduction de Paris, & le 26 à la séance de la grande Police au Châtelet: quoi que ces Mrs. parussent très peu curieux de ces cérémonies. Dans le commencement M. le Chancelier étoit plus modéré, il sembloit conserver encore les

1

16

fe

10

C

ſ

I

mêmes difositions les premiers jours de ce mois Voici ce qui est arrivé au Châtelet. Un homme firpris floutant, a été conduit au Châtelet; un Confeil. ler l'interroge & lui demande s'il a été repris de jus tice ? Il avoue qu'il a été fouetté & marqué depuis ! à 5 jours de la façon de Mrs. du Bureau de la Tournelle. Cet interrogatoire ayant excité un et. tain bruit au Châtelet , la Chambre Criminelle as semblée le lendemain ordonne de faire monter le prisonnier. M. le Lieutenant Criminel déclare qu'il n'est plus en prison: on lui demande comment cela s'est fait, & s'il y a donc eu bris de prison? M. le Lieutenant Criminel répond qu'il y a eu des ordres supérieurs en vertu desquels le prisonnier a été en levé. Autrement la difficulté auroit été grande pour Mrs. de Tournelle. En cas de recidive, & lorsqu'un homme est reptis de justice, comme celui dont il s'agissoit, le Châtelet doit juger en dernier ressort. Mais auroit-il regardé comme repris de justice un homme jugé illégalement par Mrs. du Conseil qui n'ont pas ce pouvoir aux yeux de la Loi? Il a été plus court d'enfever le prisonnier : cela n'est pas plus difficile que d'enlever des Greffes les minuttes des Proces.

#### Du jeudi 14 Mars.

Assemblée des différens Bureaux à la Grand'Chambre pour le fameux Code, c'est-à-dire pour cet infortuné Réglement dont M. d'Ague Jeau de Freshe est l'auteur; au sujet duquel Mr. Herault, Conseiller d'Etat, disoit en 1740, qu'il le regardoit comme aussi mauvais que la Bulle; & que Mrs. du Grand Conseil ont rejetté encore derniérement. Mrs. les OL

fir.

ell.

Us.

1

h

er.

as.

le

W

la

le

25

1

Commiffaires, nommés par M. le Chanceller pour l'examiner, étolent prêts à en faire leur rapport : ile n'avoient voulu communiquer le Code ni aux Bureaux de la Tournelle, ni à celui des Enquêtes, tant Il redoute la lumiere! Leur objet étoit de le faire par fer d'emblée dans une affemblée de Bureaux fur le feul avis des Commissaires : ce sont encore là de ces chofes qu'on veut qui sillent toutes feules & fans obi fervations importunes; mais plusieurs Maîtres des Requêtes ont arrêté cette opération, en demandarit que le Code leur fût communiqué successivement & par parties, afin qu'ils fussent en état de donner leur Indépendament de l'examen du fonds, il y a toute apparence que les doutes de Mrs. du Conseil: pour faire vérifier les Loix, feront mettre le Code en sequestre avec les onze Edits bursaux.

#### Du vendredi 15 Mars.

A la grande audience du Bureau de la Grand' Chambre, Me. Lambert, Procureur, fait remettre après la quasimodo la cause de Régale dont on a deja parlé.

M. le Premier Président de la Grand'Chambre des Comptes, rapporte à sa Chambre qu'ayant demandé le jour du Roi pour recevoir les représentations arrêtées le 27 Février, il lui avoit été répondu que le Roi ne vouloit point les recevoir, qu'élles concernoient une affaire qui ne regardoit point la Chambre. M. le Premier Président a ajouté qu'il avoit cru sur cela devoir écrire une Lettre au Roi, & qu'il en avoit prévenu M. le Chanceller & M. le Duc de la Vrillère, mais qu'il n'avoit point eu de réponse de

M. le Chancelier, & que M. de la Vrilliere lut avoit écrit que le Roi ne recevroit pas plus la Lette

n

que les Représentations.

M. le Chancelier continue à dire que le nombre des Officiers qui doivent competer fa nouvelle Cour. fous le nom de Parlement, est complet. On nomme (peut-être par dérisson) pour Premier Président, M. le Preftre de Château-Giron, fi fameux par fa conduite irréguliere dans l'affaire de Bretagne : on nomme aussi pour Président, M. l'Avocat Général Roll de Fleury, &c.

On affure que M. Mayou .- l'un des quatre Subfiltuts qui ont repris, ayant écrit à M. Beze de la Belouse pour l'engager à accepter une Commission dans le nouveau tribunal, ce Magistrat, au lien de lui faire réponse, a envoyé sa Lettre à fon Sécré taire pour la faire imprimer, ou au moins la montrer à tous ceux qui auroient besoin de se convaincre par leurs propres yeux des intrigues de Mi-Mayou

Mrs. de Breuvry & Hosquart ont été reçus Avocats au Conseil supérieur de Châlons: faute d'Avo. eats pour les présenter, ils l'ont été par M. Guille: main, Substitut du Tribunal. Il avoit été impossible à ces deux Mrs. de se faire recevoir Avocats à Paris: & le Parlement de Metz, auquel ils s'étoient ensuite dreffés, les avoit remis à un an, afin qu'ils euffent le

tems d'étudier.

# Du Samedi 16 Marsi

Mrs. du Confeil ont enfin jugé aujourd'hui lem remiero caule rdellement contradictoire, celle de lut

ettre

bre

ur .

me:

M.

on-

On

rai

11.

e.

n

0

1

l'Huiffier le Blanc. Le Sieur Sapincourt ; fon Avocat, n'a pas jugé à propos de le rifiquen une feconde fois à l'audience. Comme M. l'Avocat Général Fois de Fleury devoit parier après l'Avocat des Huissiers. priseurs, c'auroit été, de la part du Sieur Sapincourt. prendre une peine inutile que de repliquer. M. Joli de Fleury s'en étoit chargé: il a beaucoup déclamé dans son plaidoyer contre l'esprit de cabale & de parti, il a conclu d'une maniere indécente en faveur de le Blanc : auffi Mrs. du Confeil n'ont-ils pas jugé à propos de fuivre ses conclusions; ils ont or. donné que le Blanc, avant d'être reçu, seroit tenu de faire juger un procès criminel dans lequel il est vilainement impliqué. Le public a beaucoup applaudi, non les juges, mais le jugement. Pour Mr. Joli de Fleury, il a été hué & fifflé; on le pous foit & reponssoit en retournant au Parquet.

# Confeil Supérieur de Poitiers.

Extrait de la Gazette de France, du 16 Mars, Le Conseil supérieur de Politiers a tenu sa premiere séance le 6: le Public qu'on avoit tente d'inquiéter sur le succès de cet établissement, l'a vu réa-

lifer avec la plus grande fatisfaction".

On n'a pas encore assez de détail sur le Conseit de Poitiers pour dire si cette annonce se rencontre mieux avec la vérité, que de pareilles annonces qu'on a vu pour les autres Conseils. Tout ce que l'on sçait, quant à présent, c'est que ce Conseil est formé en grande partie par le Bailliage; on n'est point surpris que Mr. Joiand, ancien Lieutenant Criminel, ait accepté une Commission de Président : il peut

211

mi

QH

t'e

lie

no

TE

de même de Mrs. Filleau: on sçait très bien à Poitiers combien seur famille sut de tout tems attachée aux Jésuites; ils descendent de ce Filleau; Avoca du Roi à Poitiers, qui, épris de belle passion pour la gloire de la Société à laquelle il s'étoit servilement dévoué, publia le premier, ou même inventa le Roman de Bourg-Fontaine, fable dont la fausseté, tant de fois prouvée, a encore été authentiquement déclarée par Arrêt rendu au Parlement le 21 Avil

Mais une chose qui ne se conçoit pas facilement, c'est comment des personnes qui jusqu'ici ont vieili dans l'exercice des charges qui annoncent au moins ane teinture des Loix, imaginent pouvoir réussir sur leur tête l'office de Conseillers dans un siège inférieur, & celui de Commis pour rendre la Justice dans un tribunal supérieur où le premier ressorti.

Quot! les Juges qui prenonceront fur l'appel se ront les mêmes qui auront prononcé en première instance? ils se réformeront eux-mêmes, ils se corrigeront, ils anéantiront leur propre fait? Il est si cheux que l'ancien usage de condamner à une amende les juges dont les sentences étolent réformées ne subsiste plus; on auroit eu le singulier spectacle de voir Mrs. du Conseil supérieur de Poitiers & ceux de quelques autres Conseils, se condamner eux - mêmes à une amende. Apparemment ils auroient eu l'attention de la prononcer légere.

#### Du dimanche 17 Mars.

Le bruit de l'exil de M. le Chancelier, qui avoit té semé dès la veille, se répand une seconde sois i el

Poi.

chée

Ocat

noc

nent

Ro.

tant dé.

lity

it.

ihi

ms

יונו

é.

aujourd'hui; mais il se trouve aussi faux que la premiere sois. On commence à débiter, au contraire, qu'il y aura dans la semaine un Lit de Justice pour s'enrégistrement des Impôts, & que M. le Chancelier ne laissera pas venir les sêtes sans amener son nouveau Parlement. Aucun de ces bruits ne s'estréalisé.

# Du lundi 18', & mardi 19 Mars.

Les Princes du fang, au nombre de cinq, écrivent au Roi une Lettre détaillée contre les furprises faites à sa religion depuis le mois de Décembre, & l'on assure qu'ils y montrent combien tout ce qu'on a fait sous son nom est contraire aux Loix, à la Constitution de l'Etat & à la vraie nature de la Monarchie Françoise. On ajoute qu'ils y protestent même entre les mains du Roi contre tous les Edits. A cette Lettre détaillée a été jointe, dit-on, une Lettre d'envoi.

# De Chalons; le même four 19.

M. de Chanlaire, Conseiller au Conseil Supérieur & en même tems Procureur du Roi au Bailliage de Châlons, requiert à l'audience du Bailliage l'enrégisfrement de l'Edit de création des Conseils Supérieurs. Autant auroit valu aller enrégistrer encore une fois cet Edit dans la falle des Jacobins où le Conseil a été installé. Les juges du Bailliage qui ont prononcé cet enrégistrement, étoient précisément ceux qui ont accepté des Commissions au Conseil Supérieur: les autres Conseillers du Bailliage étoient

absens, à l'exception du Lieutenant particulier, qui s'est retiré lorsqu'il a entendu le réquisitoire du Procureur du Roi.

#### Du mercredi 20 Mars.

La Lettre des Princes a été portée au Roi ce matin.

Avant l'Audience la Ville est venue inviter Mrs, du Conseil de se trouver le vendredi 22 à la Messe qui se célebre tous les ans aux Grands Augustins, en mémoire de la Réduction de la ville de Paris sous l'obésssance de Henri IV. La ville invite les Cours en vertu d'ordre du Roi; mais par une précaution extraordinaire la Lettre de cachet portoit injonction de saire l'invitation sous peine de désobésssance.

Le Corps de Ville, après l'invitation faite à Mrs. du Conseil, est allé, suivant l'usage, à la Chambre des Comptes & à la Cour des Aides. Ces deux Cours, au lieu de répondre, comme il est de coutume, qu'elles avoient entendu l'invitation & les endres du Roi & qu'elles s'y rendroient, se contente.

rent de dire qu'elles les avoient entendus.

A l'audience du Bureau de Mrs. du Conseil à la Grand'Chambre, la cause qui avoit été remise à ce jour, la huitaine précédente, a été appellée & plaidée. Le juge de Rumilly ayant eu ensin l'avantage de trouver un Procureur, M. Seguier qui devoit assister à cette Audience en qualité d'Avocat Général, n'étant pas venu au Palais, M. Joli de Fleury l'a remplacé volontiers; il porta la parola dans cette affaire, comme dans celle de l'huissier Le Blanc. Le juge de Rumilly n'a pas achevé son plaideyer, & la cause a été remise après les sêtes.

qui

to.

rs.

(Te

en us

n

Le même jour, à Châlons, le Conseil Supérseur requi au nombre de ses membres les Abbés de Breuvry & Hocquart: ils amenerent avec eux de la Cathé, drale un Chantre gagé nommé Aubert, qui sut reique au serment d'Avocat. Il saut en recevoir au moins un second pour qu'on puisse plaider au nouveau Conseil. M. l'Intendant a écrit à tous les Subdélégués de lui chercher des Avocats. On compte faire assembler les Communes & obliger de tirer comme pour la Milice.

## Du jeudi 21 Mars.

Exil de M. l'Evêque d'Orléans, qui avoit la feuille des Bénéfices. Il est rélégué dans un lieu isolé dépendant de son Abbaye du Mans. Son Sécrétaire est exilé à cent lieues de lui. On prétend qu'il avoit parlé trop librement à une personne de la Cour.

L'Académie Françoise à reçu aujourd'hut M. le Prince de Beauveau: il y avoit une très grande affluence de monde & beaucoup de Dames. M. Seguier, membre de l'Académie, & M. de Lamoignon de Malesberbes y étoient. Dans le second des deux discours en usage en pareil cas, il y a eu un mot sur seu M. le Chancelier Seguier, & un autre sur M. Seguier, son descendant. Celui-ci, qui a vu que l'auditoire n'y applaudissoit pas, s'est conceptré humblement en lui-même. Mais il y a eu un autre mot sur seu M. le Président de Lamoignon: à ce nom de Lamoignon, il s'est élevé un cri d'acclamation dans toute l'assemblée: les Dames & tout l'auditoire ont battu des mains: des voix ont célébré le zele patriotique de M. de Malesberhes. Cette

expression inopinée des vœux universels de la Na.

Rép

exil

lom

den

fuis

lais

la

cni

re

en

té

tion entiere devoit ouvrir les yeux.

Suivant une Lettre de Boulogne sur Mer de ce jour 21, l'Edit n'y est point encore enrégistré, non plus qu'à Montreuil. A Calais un Avocat, nommé Croiset, a pris sur lui en l'absence des Juges de prononcer seul cet enrégistrement.

#### Du vendredi 22 Mars.

.La cérémonie de la Procession pour la Réduction de Paris (dont on a déjà parlé à la date du 20) a attiré un concours prodigieux de monde aux Augustins. Les Gardes avoient été multipliés dans la même proportion. Tout le chemin, depuis le Palais jusqu'à l'Eglise des Augustins, étoit gami de Commissaires en robes, d'Exempts de Police, d'Espions, &c. La Députation de Mrs. du Conseil est arrivée la premiere & a pris séance au chœur dans les stalles destinées au Parlement. Cette Députation étoit composée de trois Conseillers d'Etat. douze ou quinze Maîtres des Requêtes, l'Avocat-Général Joli de Fleury, le premier Huisser & un Greffier Commis; ils étoient tous en robe noire. La Chambre des Comptes & la Cour des Aides font arrivées successivement : elles s'étoient assemblées l'une & l'autre le matin; chacune d'elles avoit prévu tous les cas & avoit protesté d'avance contre la séance de Mrs. du Conseil.

La Chambre des Comptes entrant dans le chœur des Augustins, a été reçue par le Maître des Cérémonies, qui a montré au Président sa stalle. Le Président lui a demandé: Qui sont ces Messieurs?—

Réponse: s'est le Parlement. — Le Parlement est en exil, nous ne reconnoissons pas ces Mrs. pour le Parlement: nous nous en allons. En même tems le Président a passé outre, & est sorti par la porte ordinaire, suivi de toute la Députation pour retourner au Palais.

Ce

ion

mé

de

Au moment où la Chambre des Comptes sortoit, la Cour des Aides est arrivée. La Députation est entrée dans le chœur; mais ayant apperçu Mrs. du Conseil, elle a fait sa retraite en bon ordre, sans rendre le salut à Mrs. du Conseil, ni en entrant ni en sortant, & est aussitôt retournée au Palais, escortée des Gardes de la ville.

La sainteté du lieu n'a pas pu contenir le public & l'empêcher de donner des marques de sa satisfaction & de sa joie. Peu de tems après que les Cours ont été retirées, on a fait sortir du jubé tout le monde, contre l'usage ordinaire; on a allégué pour prétexte qu'il étoit trop plein & qu'on craignoit qu'il ne tombât. En effet, il commençoit déjà à tomber de-là quelque chose sur Mrs. du Conseil, sans danger cependant pour le jubé.

Il est d'usage qu'après la cérémonie la ville donne aux Chartreux un repas, où elle invite les Chefs de la Députation du Parlement. Elle avoit contremandé le repas, afin de n'être pas obligée d'y invites Mrs. du Conseil. M. de Blair, chef de la Députation, qui ignoroit cette anecdote, comptoit très fors aller manger du Poisson aux Chartreux, lorsque la

ville l'a fait avertir qu'il s'étoit trompé.

Cependant les membres de la Chambre des Compites & de la Cour des Aides, qui n'étoient point de la Députation, attendoient leurs confreres au Palais:

fub

des

1

par

for

act

tre

bre

les

C

ce

L,

re

re

tio

po

m

pa

né

CT

11 ٨

fur le récit fait par Mrs. des Comptes, la Chambre remis l'assemblée au lendemain.

Mrs. de la Cour des Aides ont trouvé en arrivant la grand'falle pleine de monde. On les a accueil. Its avec les plus grands applaudissemens : on crio il y a encore de Citoyens! il y a encore de Francais! Sur leur récit, la Cour, en renouvellant m Arrêté du 9 de ce mois, qu'elle avoit tenu secre dans l'espérance de le faire parvenir au Roi, a protesté .. contre la prétendue érection d'un nouveau Tribunal au lieu du Parlement, & contre l'introduc tion de toutes personnes étrangeres audit Parlement. dans l'exercice des charges dont les vrais officien de la Cour sont pourvus & n'ont jamais été dépouilles."

" Arrêté qu'elle ne reconnoîtroit point comme Arrêts de Parlement aucun des Actes émanés desdites personnes remplissant induement les fonctions de

ladite Cour."

" Proteste notamment contre tous enregistrement faits ou à faire dans le lieu des séances du Parle. ment de Paris, sans les membres nécessaires dudit Parlement & pendant l'absence forcée du plus grand nombre, & spécialement contre les prétendues dis tractions de Resfort & érection de nouveaux Tribunaux."

.. Déclare qu'elle ne reconnoître point les prétendus Officiers desdits Tribunaux comme Officiers de justice, ni les Actes qui en émaneront comme Jugemens."

a sinks and

La Cour des Aides a fini par ordonner que fon Arrêté seroit notifié dans le jour au Greffe, toujours Well de to Come doe Albas four comment, aloted a fin

Députition, ettendoion, I. Tendendo

sublistant du Parlement, & qu'il en seroit envoys

des copies aux Princes & Pairs.

į.

m

et

0.

W.

C.

.

8

Le même jour la Cour des Aides a renda Arret par lequel elle défend à tous les Officiers de son resfort de reconnoître comme arrêt du Parlement, les eftes émanés des gens du Conseil ou de toutes au. tres personnes qu'on voudroit substituer aux membres du Parlement; leur défend aussi de reconnoître les personnes se qualifiant Officiers des prétendus Conseils Supérieurs, ni les actes qui émaneront de ces prétendus Conseils Supérieurs comme jugemens. L'envoi de l'Arrêt a été ordonné à tous les Sieges du ressort; dans le jour même il a été signifié au Bureau de la ville (1), au Grenier à sel & à l'Election; il est étoit parti aussi plusieurs paquets par la poste pour les Elections de Province, mais le lendemein il y a eu ordre à la poste d'arrêter les autres paquets.

Le même jour 22, le Parlement de Rouen 2 donné un Arrêt par lequel, après avoir déclaré qu'il reconnoîtra toujours les membres qui composent le Parlement de Paris, quoique dispersés, comme étant essentiellement ledit Parlement, défend à tous ju-

<sup>(</sup>t) M. le Procureur du Roi de la ville, a été porter à Verfailles cette fignification pour confulter M. le Chancelier, qui lui a promis un ordre portant défenses de publier. De comme Mr. le Procureur du Roi a craint que malgré cette precaution la Cour des Aides n'envoyat un Commissire pour faire faire cette publication à l'audience du lundi 25 Mars, il a engagé M. le Prevôt des Marchands à ne point dennet Audience.

La publication a été faite à l'Election de Paris le as.

de

V

d

p

fe

B

n

li

C

t

(

q

H

d

m

C

tis sur les Actes émanés des Tribunaux créés par Lettres patentes du 23 Janvier & Edit du mois de Février; leur défend également d'y avoir égard en jugement, ou d'accepter aucune commission qui leur seroit adressée à raison d'iceux; fait désenses à tous huissiers ou sergents, à peine d'interdiction, de faire aucun exploit tendant à traduire les justiciables de la Cour devant lesdits tribunaux & de signifier aucun acte émané d'iceux.

# Du famedi 23 Mars1771.

La Chambre des Comptes, qui avoit remis hier l'assemblée à aujourd'hui, a fait un arrêté par le quel elle déclare " ne pouvoir reconnoître d'existence lógale dans aucun corps qui seroit substitué à la Cour de Parlement, toujours substitunte en la personne de ses membres, quoique dispersés." La Chambre protesse ensuite, contre l'établissement de tous tribunaux, qui s'attribueront en tout ou en partie l'exercice de l'autorité & des sonctions du Parlement, & tous actes & jugemens émanés des distribunaux, qu'elle regardera toujours comme nuis à rendus sans pouvoir ni jurisdiction."

Une Lettre de Blois de ce jour 23 Mars, annonce que tout ce qui a été fait jusqu'à ce jour par le Conseil de cette ville se réduit à deux jugements par

tant défenfes d'exécuter des fentences.

C'est sans doute pour multiplier les occupations de san Conseil, que M. de St. Michel sollicite pour qu'on lui donne le ressort sur la ville de Vendomes il prétend que c'est par pure omission que le Siese

de cette ville n'a pas été compris dans la lifte de ceux qui doivent dépendre de Blois. La ville de Vendôme, au contraire, présente des Mémoires à M. le Chancelier, pour prouver qu'il falloit la laisser

dans la dépendance du Parlement de Paris.

En général, les Senechaussées & Bailliages ne sont point disposés à reconnoître la supériorité des Confeils; on assure que les Procureurs du Roi de 29 Bailliages ont écrit à ce sujet à M. le Procureur Général, en répondant à la lettre qui leur avoit été adressée pour qu'ils ne communiquassent plus avec lui. Le Bailliage de Langres a fait des représentations contre l'existence du Conseil de Châlons.

M. le Chancelier a fait venir M. le Lieutenant Civil pour l'engager à se trouver, mardi 26, à la seance de Mrs. du Conseil au Châtelet. M. le Lieutenant Civil a répondu qu'il en référeroit à la Compagnie & qu'il ne feroit que ce qu'elle auroit arrêté. M. le Chancelier l'a assuré qu'il n'y auroit point

d'ordres.

Dan

de

en

eur

bus

ire

de

au-

er

.

ri.

1

-

10

à

N

it

M. le Chanceller dit qu'il s'attend bien d'abord à des contradictions, mais que d'ici à la St. Martin (le terme est assez long) il en sera débarrasse, & que son plan entier ira tout seul. Il ajoute, à ce qu'on prétend, qu'il scaura bien se désaire du Châtelet. Cependant les papiers Anglois ont sélicité la Nation Françoise sur ce qu'il étoit démontré, par l'inutilité des tentatives de M. le Chancelier, qu'elle ne pouvoit pas produire les 40 ou 50 C\*\*\*\*\* a dont il avoit besoin pour former son nouveau Parlement. Un Ministre a dit qu'il n'avoit aucune part à cette affaire: qu'à proprement parler il n'y avoit plus de Conseil, & que c'étoit ces deux hommes

H 2

feuls (M. le Chanceller & l'Abbé Terrai) qui con duifoient tout cela,

#### Du dimanebe 24 Mars.

M. le Premier Président de la Cour des Aides estable à Versailles dans le dessein de parler au Rois on le lui a refusé; il a voulu au moins écrire au Roi, on le lui a également refusé.

# Du lundi 25 Mare

Ti est d'usage que cinq sois l'année, aux veilles des grandes sêtes & des vacances, Mrs. du Parlement fassent la visite des Prisons: on nomme à cet effet un Commissaire pris de la Chambre de la Tournelle, & un Substitut. La Tournelle députe ensuite plusseurs de ses membres pour aller au Châtelet tent une séance, dont l'objet est de renouveller les régismens sur la police des Prisons, & de prononcer sur les demandes de certains débiteurs qui demandent à sortir de prison, en payant une partie de leur dette, Souvent cette partie qu'ils payent alors est le fruit d'aumônes recueillies par des personnes charitables.

M. le Chanceller a voulu que Mrs. du Confeil fir fent la visite des Prisons, & allassent à la séance. Le Maître des Requêtes commis pour faire la visite des prisons du Grand Châtelet, du Temple, & de St. Eloy, auroit bien desiré qu'il ne restat aucune trace de l'exercice de sa Commission. Il a eu besucoup à luter d'abord contre M. Davignon, l'un des quatre Substituts qui ont repris, & qui ne cherchoit qu'à multiplier les actes de Jurisdiction. Il a eu à se débattre ensuite contre la Trésorière de la Prison de

d

0

fe

N

St. Bloy, c'est à dire la personne chargée des aumones destinées à certe Pisson, & ne pouvant pas se désendre de ses sollicitations, il a ordonné l'élar-

giffement de trois prisonniers.

ef

110

44

es

nt

et

e,

n.

Me

le.

in

1

te,

8.

0.

te

ne

es

6

ie

Mrs. du Châtelet instruits de ce qui s'étoit passe aux Prisons, se sont assemblés le 25, pour prévoir ce qu'ils seroient le lendemain. Indépendamment du fait de la visite des Prisons, un de Mrs. a rapporté à l'assumblée que le 22 il avoit été signisse au Greffe Criminel un jugement d'apport de charges & informations, rendu le 6 du mois par Mrs. du Confell.

Sur cela Mrs. du Châtelet ont protesté contre tout ce qui avoit été fait ou pourroit l'être par Mrs. du Conseil, & ils ont arrêté que dans le cas où ces Mrs. viendroient tenir la séance, aucun des Lieute, nans Civil, Criminel & de Police, ni aucuns Officiers de la Jurisdiction ne pourroient y affister. Ils ont arrêté en même tems que leur arrêté seroit notifié dans le jour au Syndic des Commissaires, aux Gressers & autres Officiers, de la Jurisdiction 1771.

## Du mardi 26 Marsi

Le Châtelet s'étant affemblé pour entendre le compte qui devoit lui être rendu par les gens du Roi, de l'exécution de l'arrêté de la veille, M. le Procureur du Roi e dit qu'il venoit de lui être adressé un paquet contenant des Lettres de Cachet, datées du 24, pour tous les membres du Châtelet & Officiers de la Jurisdiction qui devoient affister à la séance: ces Lettre leur enjoignent d'y affister, sous peine de désobéissance. It a été arrêté alors que M.

le Lieutenant Civil feroit la pretestation suivanue, Ce n'est que par l'esset de notre entiere obéssiure ce & de notre profond respect pour les ordres du Roi qui viennent de nous être remis, que nous nou trouvons ici; étant chargés par les arrêtés de la Compagnie de protester contre notre propre présent

ce & contre tout, ce qui sera fait."

Mrs. du Parlement vont à pied du Palais au Chatelet; Mrs. du Conseil devant suivre le même us ge, le chemin a été garni d'un très grand nombre d'Archers du Guet: la Garde de Paris & d'autres de tachemens du Guet gardoient aussi toutes les avenue du Châtelet. Le Tribunal, les Cours, le Qual à les rues étoient remplis d'un peuple immense. On avoit distribué dans ces différens endroits beaucoup d'Exempts, des Piquets de cavaliers du Guet; le Corps de Garde du Pont-neuf étoit au moins doublé. À midi trois quarts la Députation, composée d'un Conseiller d'Etat, (M. de la Michaudiere), & d'une douzaine de Maêtres des Requêtes, est arrivée; la Gardes formoient une haye très serrée, & pour su croît de sûreté, chacun de Mrs. étoit accompagné de deux fusiliers.

Au moment où ils alloient entrer, Mrs. les Lieutenans du Châtelet sont descendus avec les Officien de la jurisdiction, tous tenant leur Lettre de Cache à la main. Mrs. du Conseil s'étant assis, M. le Lieutenant Civil s'est levé, & a protesté dans les termes qui avoient été arrêtés. Mrs. les Lieutenans de Police & Criminel se sont levés aussi, & ont dits, nous adhérons". Le public a applaudi, & a best coup battu des mains. M. de la Michaudiere a dit l'huisser d'appeller les causes, celui-ci s'est retourne

nie

ffan

i du

HOU

e li

bt.

ufe.

bre dé-

ues

4

G 등 속 보 점 용 명

& a dit: il n'y en a point. Alors M. Pierron, l'un' des Substituts rentrés, a fait le requisitoire de style à ces séances, & M. de la Michaudiere à prononcé en conformité. Mrs. du Conseil se sont retirés au bruit des huées, des sissiets, des crachemens, &c. La séance a duré en tout huit minutes au plus. Voilà les avanies & les scenes humiliantes auxquelles ils veulent bien s'exposer pour M. le Chancelier; ces Mrs., & M. Pierron singulièrement, ont avoué qu'ils avoient beaucoup tremblé pour leur vie en cette occasion.

Il est d'ordinaire que deux Consuls affistent à cette même séance. M. le Chanceller n'a pas manqué de faire expédier des ordres à la Turisdiction Confu: tlaire pour qu'on les envoyat; mais on ne fçait comment il est arrivé que ces ordres n'ont été portés que le jour même 26, à neuf heures & demie du matin, Le porteur a été d'abord chez le Sleur Breton, juge cette année: il étoit à la campagne : de-là le porteur a été chez le Sieur Guyet, plus ancien des Confuls; celui-ci s'est excusé d'ouvrir le paquet, attendu qu'il étoit adresse au Sr. le Breton : on lui a dit qu'il pouvoit l'ouvrir, & qu'il contenoit des ordres adresfés aux Confuls. Le Sieur Guyot à repliqué que c'és toit une nouvelle raifon pour lui de ne pas les ouviir. parce qu'ils étoient dans l'ulage constant de n'ouvrir & de prendre lecture de parells ordres que la juris. diction affemblée, ce qui ne manqueroit pas d'être fait. Il a été impossible de le faire départir de cette. réponse : & comme le mardi n'étoit point jour d'asse semblée pour la jurisdiction, les ordres n'ont été ouverts qu'après la tenue de la séance, à laquelle par conféquent les Confuls n'ont point affifté.

H 4

Le Journal politique de Bouillon (Mars, denxisme quinzaine, page 53.) annonce à l'article de Paris, qu'il a été envoyé dans les Provinces un avis pour instruire ceux qui auroient dessein de sortir du Royaume, qu'ils ne pourroient espérer de trouver dans les pays où ils pourroient être appellés, les avantages dont ils se seroient flattés; & qu'il doit être en même tems enjoint aux Officiers de Maréchaufée de continuer à veiller avec attention sur ceux qui entreprendroient de passer hors du Royaume, sans une permission expresse." Ces ordres annoncent les suites de nos malheurs; nos voisins prositent donc déja des maux que cause ici le Despotisme.

Le 25 Mars la Cour des Aides reçut ordre d'envoyer trois Députés à Versailles, le mercredi saint
27 Mars, avec son Registre & l'original de la signification, faite au Gressier du Parlement. Mrs. les
Députés s'y étant rendus, il leur a été fait lesture,
en présence du Roi, d'un Arrêt du Conseil, qui ordonne la radiation de l'arrêté & de l'arrêt, & l'on a
supprimé l'original & la copie de la signification,
comme si cette radiation & suppression pouvoient
empêcher que la Cour des Aides n'ait protesté, que
se protestation n'ait été signifiée, & que toute la
terre ne connoisse une réclamation & une signification que toutes les radiations possibles ne détruiront
jamais. Au reste, tout s'est passé très doucement à
l'égard des Députés.

Quelqu'un a défini en trois phrases toutes les opérations de cette affaire. L'Edit de Décembre tend à nous démonarchiser, comme l'a dit excellemment un Seigneur de la Cour (4); l'Edit de Janvier est

une

U

T

1

p

d

q

<sup>(1)</sup> M. le Maréchal Duc de Beiffac.

rie

TUC

du

ver

les

re

18-UX

ns

es

10

une mascarade, c'est le Gonseil déguisé en Parlement; l'Edit de Février répond à la scene des Marionnettes, où Madame Gigogne tout en dans ant produit de petits Gigognaux, qui tous en neissant dans ent comme elle: c'est une grande Commission qui en ensante six petites; il y a cependant cette différence que les ensans ne dans ent pas plus que la mere.

(Na. Quoique l'on retrouve ci-après quelques faits dont il a deja été fait mention, on doit voir qu'il y a plus de dévéloppement & de détails.)

#### Du 16 Mars 1771.

Il paroît un Arrêt du Conseil d'Etat du 28 Février 1771, qui fixe (c'est-à-dire qui recule) le tems dans lequel sera fait le payement des Effets qui restent à rembourser à la catsse des amortissemens.

Tout annonce la disette du Trésor Royal, on a suspendu l'impression de la loterie du tirage des rescriptions & assignations, &c. ensorte que ceux qui sont sortis de la roue ignorent encore leur sort, & par ce moyen personne n'est dans le cas d'exiger son remboursement au tems prescrit.

On ne fait pas même honneur aux billets des Fermes, qui font dans le cas d'être payés actuellement, à plusieurs de ceux qui d'après la liste se présentent pour recevoir leurs fonds, se trouvent retardés, saute d'argent.

Les Fermiers Généraux prétendent qu'ils ont une diffinution de recette de 1800,000 Liv. depuis l'exil su Parlement, ce qui fait une différence d'environ un

million ou 1200,000 Livres par mois. Ils se plaignent très haut, & annoncent qu'ils seront obligés de présenter un Mémoire pour demander à comptet de clerc à mattre avec le Roi, si cela dure.

#### Du 16 Mars 1771.

Les Chancelieres font la plus grande fensation dans le public & font recherchées avec un empressement fans égal, plus, fans doute, à raifon du perfonnage qu'elles concernent & de l'objet qu'elles traitent, que de leur mérite intrinseque. Elles ne valent pas à beaucoup près les Philippiques, qui parurent dans le tems de la Régence , attribuées au Sr. la Granre - Chancel. Le pamphlet en question, est plein d'injures atroces, dites prefque toujours en termes impropres, fans chaleur, fans élévation, fans en thouslasme; le flyle en est dur, groffer, autant que les chofes; c'est plutôt de la profe rimée qu'une ode. Il y a cependent quelques ftrophes, ou parties de frophes tout-A-feit différentes, ce qui annoncereit l'ouvrage de deux mains, ou celui d'un éco. Her corrigé en des endroits par main de maître : en un mot, c'est plutot une piece historique qu'une pie ce de poéde.

# the table and the state of the state of the same

Mrs. les Présidens & Mattres de la Chambre des Comptes ont reçu jeudi une invitation pour se rendre le lendemain sept heures du matin aux Bureaux, les Semestres assemblés, & y entendre le récit à faire par M. le Premier Président. Ce récit a confisté dans le détail des démarches faites par ce chef de la Compagnie pour remplir la mission qu'on lui avoit donnée. Il a dit qu'en conféquence de l'Arrêté, il avoit écrit à M. le Chancellier & à M. le Duc de la Vrilliere pour tâcher d'obtenir accès auprès du Roi, mais inutilement; qu'il avoit écrit une seconde fois au dernier, en lui adressant une lettre pour S. M., dans laquelle il la supplicit de lui donner audience; que cette nouvelle tentative n'avoit pas eu plus d'effet, & qu'il lui avoit été répondu que S. M. ne vouloit pas le voir ni recevoir les remontrances de sa compagnie, roulant sur des objets qui lui étoient étrangers.

Sur quoi il a été fait un nouvel Arrêté pour faire connoître au Seigneur Roi l'intérêt pressant que la Cour avoit de se mêler d'une affaire qui touchoit d'aussi près toute la Magistrature & tous les Citoyens: & le Premier Président a été chargé de nouveau de continuer à chercher tous les moyens possibles de parvenir au Roi & de lui porter le pré-

fent Arrêté, ainst que le précédent.

## Du 17 Mars 1771.

Hier on a continué à l'audience du nouvenu tribunal la cause commencée à plaider le samedi précédent : le Sr. Tripier, avocat de la Communauté des huissers-priseurs, a fini son plaidoyer; & l'A vocat général Fieury a porté la parole, quolque ses sonctions ne sustent que de résumer les moyens des deux parties avec la plus grande exactitude, de tenir entr'eux la balance, & après avoir pesé les raisons de part & d'autre, de conclure avec impartialité Rivant sa façon de voir & ses lumières. Le public a connu des le commencement de son plaidoyer que ce magistrat inclinoit pour le Blane, c'est-à-dire pour l'huisser de la Chancellerie, que les huissers-priseurs refusent d'admettre parmi eux; & la partialité s'est manifestée de plus en plus dans la suite du discoursi les conclusions ont été toutes entieres & de la façon la plus complette en faveur de son protégé, en ser te qu'il s'est élevé un murmure d'indignation parmi les spectateurs.

Les Juges ont die longtems aux opinions, & M. d'Ague Feau a enfin prononcé que le Blanc feroit tenu de le laver des imputations à lui faites, avant d'être reçu huisser-prifeur. Cette justification de pend d'un procès dans lequel il est compris & dest

la décision peut être thès longue,

On a applaudi à la fagesse de ca jugement, qui autre son équité est fort adroit, parce qu'il éluda la contestation sur le point de s'élever de la part du Châtelet, supposé qu'on est voulu sorcer la Cemmunauté des huissers priseurs à recevoir, le Blanai installation qui concerne cette jurisdiction & qu'on ne pouvoit lui enlever, mais qu'elle n'auroit voulu conférer d'après un jugement d'un tribunal qu'elle ne reconnoît pas. Du reste, la soule étoit entere plus nombreuse que le premier jour.

# Du-17 Mars. 17714

On affire qu'un des motifs de la venue du Prince Royal de Suede en ce pays étoit de se faire pays des Subsides dus depuis longrems à la Cour de Steckholm, & que depuis la mort du Roi, son pers,

bile

ule

OW

111

44

te i

mi

M.

olt

ini

le.

N

14

u

fin'est resté que pour terminer sans retour cette antieire : Qu'enfin sa dette avoit été liquidée à 1500,000 Livres, que S. M. avoit acquittées de sa Caisse particuliere, faute de fonds au Trésor Royal; mais qu'elle avoit chargé M. l'Abbé. Terrai de faire remplir ce vuide du premier argent qui arriveroit.

## Du 17 Mars 1771.

## Du 18 Mars 1771.

Il y a des paris sur le retour prochain du Paridment. On ne peut rien assurer à cet égard, & cesa
paroît dépendre du plus ou moins d'activité qu'y apporteront ceux qui doivent y concourir. Les efforts
peu visoureux des Parlemens, l'inaction des Princes & des Pairs, l'illusion qui subsiste encore à certains légards sur l'utilité, de la besogne de M, le
Chancelier, peuvent soutenir quelque tems son projet; mais, l'impossibilité morale de son exécution,

H.7

les obfracles toujours renaiffans par le défaut d'a elformité & d'enfemble dans le plan, font prévoir à tous les gens fenfés & impartiaux que tot ou tard fon nouvel édifice de Législation s'écroulers & enfe. velira fon auteur fous fes ruines. D'ailleurs le ca. ractere du Roi qui ne scalt rester longtems dans un Atat violent, qui se fatigue bientôt des réclamations & des importunités, qui ne peut se laisser porter aux actes de rigueur exemplaire qu'exigeroit un renven fement auff general, eft le motif fur lequel ils s'appuvolent davantage: & l'on ne peut concevoir que Mr. le Chanceller, connoissant son mattre comme il doit le connoître, ait pu se flatter de le tenir auffi constamment attaché à un plan destructeur qui exigeroit pour être confolidé la vie entiere d'un Monarque.

Ce qui fait présumer que l'ouvrage de M. le Chancelier n'ira pas loin, c'est l'attention même du Conseil à éviter de terminer tout ce qui pourroit occasionner des accrocs au nouveau tribunal, & de suspendre ce qu'on peut remettre jusqu'à ce qu'il y ait un vrai Parlement, en un mot, de travailler comme ne regardant la situation actuelle des affaires que précaire & dans une crise dont il faut absolument

fortir pour prendre un parti définitif.

## Du 19 Mars 1771.

Les Remontrances du Parlement de Bordeaux font arrivées: elles sont du 25 Février, fort longues & roulent sur les mêmes objets déja traités par les autres Cours; mais elles démentent bien authentiquement l'Arrêté aussi indécent que séditieux, en dé-

te du B Février, répandu avec tant de profusion som le nom de cette Compagnie, & que le révérend pere Gazetier de Cologne avoit adopté dans sa feuille

avec trop de bonhommle.

td

fe.

4

un

ne att

X

to

P.

0

n i

n

0

On a aufil les Remontrances d'Aix, plus fingulles res par leur tournure, & qui font remonter les événemens du jour jusques à l'affaire de Bretagne, où ce Parlement en trouve l'origine. Cette fillation très développée forme un tableau historique & étendu, extrêmement curieux.

## Du 20 Mars 1771.

M. le Baron de Breteuil étoit nommé depuis quel que tems ambassadeur de S. M. à Vienne, c'est M. le Duc de Choiseul qui avoit fait ce choix pendant fon ministere; ce Seigneur avoit déja fait partir ses équipages & se disposoit à remplir sa mission. Mais. ces jours derniers M. le. Duc de la Vrilliere sui ayant conseillé de passer chez Madame la Comtesse Dubarry, elle lui a déclaré qu'il n'alloit plus à Vienne, & qu'on lui destinoit l'Ambassade de Stockholm: il a témoigné sa surprise, sa douleur, d'un pareil changement, qui le rendoit coupable aux yeux du public, ou le feroit passer pour avoir déplu à son mairre; il a paru désirer au moins qu'on lui ac. cordat le cordon bleu comme une marque de la fatisfaction du Roi. Madame Dubarry lui a promis ses bons offices auprès de S. M., mais il a vu de puis le Roi qui ne lui a rien dit, & il craint d'être en disgrace.

On attribue ce changement à une intrigue de Cour: on sçait que M. de Breteuil est fort attaché à M. le

Duc de Cheiseul; on craint qu'il ne porte, étant à Vienne, l'Impératrice Reine & l'Empereur à écrire fortement en faveur du Ministre disgracié: & la cabale adverse est bien aise de faire nommer à cette place un homme à sa dévotion : on parle d'y envoyer le Duc de Saint Maigrin.

## Du 21 Mars 1771.

Le Parlement de Douay a fait le 13-de ce moit un Arrêté en faveur du Parlement de Paris. Cette démarche est remarquable en ce que c'est la premiere fois que cette Compagnie prend fait & cause pour une autre, & que jusques à présent elle n'avoit paru prendre aucune part aux affaires publiques. D'ailleurs on y voit avec plaisir qu'elle traite l'objet d'une maniere neuve, en demandant que le procès soit fait légalement aux membres de ce Corps, s'ils sont coupables: point capital, pas ou trop peu discuté par les autres Parlemens.

## Du 22 Mars 17718

Tous les jours on reçoit des nouvelles de différens Baillages qui ne veulent pas reconnoître les Confeils Supérieurs; on parle entr'autres de celuide Langres, qui a écrit à ce sujet-une Lettre très. forte à M. le Chancelier.

m

de

Ca

do

00

do

80

## Du 22 Mars 1771:

Messeurs du nouveau tribunal qui composent la Tournelle, évitent avec soin de prononcer dans les

ire

CZI

tee

n.

iic

te

6.

fe

oit es:

et

10

L

r

2

issaires qui pourroient les compromettre, en conséquence ne condamnent point à mort de peur que le criminel ne réclame contre l'illégalité du jugament, ou d'être un jour poursulvis comme assassins par le Parlement. Ils font un triage des procès, & ne jugent que ceux qui peuvent tourner au prosit de l'accusé: c'est dans cet esprit que, Grand'-Chambre & Tournelle assemblées, ils viennent de renvoyer absous un gentilhomme près de Montreuil, accusé d'avoir violé une paysanne de 15 ans; & condamné par les premiers juges à avoir la têts tranchée: sentence d'autant plus absurde qu'on dit se gentilhomme agé de plus de 60 ans.

## Du 22 Mars 1772

Le Parlement de Toulouse, le 8 de ce mois, n'és vant encore recur audune réponse à la L'ettre qu'il a eu l'honneur d'adresser au Roi le o du mois dernier, a arrêté qu'il fera fait d'itératives instances à l'effet d'obtenir de S. M. qu'il lui plaise accorder audience à ladite Cour par la bouche de ses députes, tant au sujet de l'Edit publié au Lit de justice le 7 Décembre dernier, que sur la dispersion des membres du Parlement, de Paris & fur la nécessité de les rendre à leurs fonctions, &c. Il finit en difant que la Cour, organe ordinaire du vœu de la Nation, pouvoit prendre l'espérance d'être entendus de S. M.; ou si la force des préventions inspirées contre le zele & les vues de ladite Cour étoit portée au point d'arrêter les effets de cette confiance dont elle l'a toujours honorée, elle supplieroit ledit Seigneur Roi d'interroger la Nation elle-même. &

de confidérer que la convocation des Etats Généraux a été plusieurs sois ordonnée dans des occasions moins importantes... Ledit Arrêté envoyé au Roi en la sorme ordinaire, & copie collationnée envoyée aux Princes & Pairs en leur qualité de membres de la Cour, priés & invités d'employer leurs crédit & bons offices auprès du Roi aux sins dudit Arrêté.

Le Greffier du Parlement est venu en poste à Paris pour remettre aux Princes cet Arrêté, & le faire remettre aux Pairs.

Sur la dénonciation faite le 5 de ce mois audi Parlement des Lettres Patentes du 13 Janvier de nier, & de l'Edit de Février, portant création de Confeils Supérieurs, il a été rendu Arrêt le 8 suivant qui fait inhibition & défense de mettre à exécution dans, fon Reffort ducuns actes emaries de iniges etalis par ces Lettres Patentes & cet Edit: qu'il fers fit sti Roi de très humbles Remontrances fur le dontem en iceux, & que notamment fur l'Edit de Février fi fera entre dans un détail capable de faire connoin audit Seigneur Rol la réalité du mal que cet Edit prépare & l'illusion du bien qu'il promet: protestant des-lors Ef deja ladite Cour que les peuples de son rei fort, qui n'ont jamais trouvé en icelle qu'une juffit prompte & pure, l'y recevront gratuite lorsqu'il plain audit Seigneur Roi de l'ordonner : a déclare & déclan que les Loix du Royaume no permettront jamais à la Cour de reconnoître comme Parlement & Conselle fupérieurs, les juges établis par lesdites Lettres par tentes & Edit, ni d'accorder aucune autorité ni authenticité aux actes qui feront émanés ou qui pour roient emaner d'eux .... feit inhibitions & défenses

Gérié.

Occa-

vé an

e en.

nem.

leurs

dudit

Pa.

faire

udi

den

n de

ant.

ion

fait

ému

\* 1

In

di

let

ire

à tous sujets du Roi étant dans le ressort, d'assigner, plaider & désendre devant lesdits Juges & ce sous peine de Droit; déclarant en outre ladite Cour qu'elle ne cessera de supplier ledit Seigneur Roi d'ordonner le rappel & rétablissement du Parlement de Paris, ce saisant, de rendre à son autorité les désenseurs les plus sermes & les plus sideles; aux Princes de son sang & aux Pairs de France le premier Siege de la Pairie, à la Monarchie un tribunal essentiel à la Constitution, & que des établissemens illusoires & desavoués par la Loi, ne pourront jamais remplacer dans l'estime & la consiance publique. Cet Arrêté a été imprimé, affiché, &c.

# Du 23 Mars 1771, bei desertie

On fera simplement mention ici pour mémoire d'un Ecrit intitulé Lettre d'un Bourgeois de Paris à un Provincial, au sujet de l'Edit du mois de Décembre 1770; en date du 5 Février 1771. Cet écrit ne porte aucun caractère d'authenticité; il entre dans un détail déja fait des maux qui peuvent résulter de la funcite Loi: il est instructif, simple, & paroit l'ouvrage d'un bon patriote, mais ne contenant rien de neuf on n'en parlera pas plus au long.

## Du 23 Mars 1771.

M. l'Evêque d'Orléans est exilé d'avant-hier que foir à son abbaye de St. Vincent, diocese du Mans. M. le Duc de la Vrilliere, lui a redemandé, la feuille des Bénésices de la part du Roi. Quoique depuis la disgrace de M. le Duc de Choiseul, opposite la differe de M. le Duc de Choiseul, opposite la differe de M. le Duc de Choiseul, opposite la differe de M. le Duc de Choiseul, opposite la differe de M. le Duc de Choiseul, opposite la differe de M. le Duc de Choiseul, opposite la differe de M. le Duc de Choiseul, opposite la differe de la contra la con

'ex

dite

lés

têt

per

me Pa

du

gri

bu

of

nl

qı

tl

C

10

C

parle de celle de ce Prélat, comme une suite nêces saire de la premiere, on attribue spécialement cet événement à un deficit qui s'est trouvé dans la Caisse des Economats, qu'on dit de son fait, & l'on présume que la cabale ennemie a profité de cette circonstance pour le perdre. S. M. n'a encore nommé personne à cette place, on met beaucoup de prélats-suites range.

## Du 23 Mars 1771.

", Que le Rei n'a jamais voulu obliger la Com à les reconnoître en ladite qualité, puisqu'il ne lui a jamais fait connoître ses intentions à ce sujet, & qu'il a été impossible à la Cour d'approcher de

la personne dudit Seigneur Roi ":

", Considérant encore que la Cour ne peut plus espérer de faire parvenir audit Seigneur Roi ses très humbles & très respectueuses remontrances, & néasmoins qu'il est nécessaire de constater promptement & authentiquement l'attachement de la Cour aux Loix du Royaume.".

"A arrêté, en renouvellant les Protestations par elle déja faites par son Arrêté du 9 du présent & déposé dans les registres, qu'elle proteste contre la prétendue érection d'un nouveau tribunal au lieu du Parlement de Paris, & contre l'introduction de toutes personnes étrangères audit Parlement dans éces.

t cet

ume

tan.

per-

Me

lita

14

OUT

lal

et.

de

tts

ès

1.

nt

I

4

8

rexercice des charges dont les vrais officiers de la dite Cour sont pourvus & n'ont jamais été dépouil-

,, Arrête qu'elle ne reconnoîtra point comme Artêt du Parlement aucuns des actes émanés desdites personnes, remplissant les fonctions de ladite Cour".

"Proteste notamment contre tous les enrégistremens faits ou à faire dans le lieu des séances du Parlement de Paris, sans les membres nécessaires dudit Parlement & pendant l'absence forcée du plus grand nombre & spécialement contre ses prétendues distractions de Ressort & création de nouveaux tribunaux".

"Déclare qu'elle ne reconnoîtra les prétendus officiers desdits tribunaux comme officiers de justice ni les actes qui en émaneront comme jugemens, jusqu'à ce que lesdites distractions de Ressort & érection de tribunaux sient été légitimement enregistrées su Parlement & par les vrais officiers de ladite Cour".

"Ordonne que la présente Protestation sera signisée dans le jour, au greffe toujours subsissant du Parlement de Paris, & qu'il en sera envoyé des coples collationnées aux Princes du sang Royal & aux Pairs de France, membres essentiels de ladite Cour".

#### Extrait , &c.

"La Cour fait défenses à tous les officiers de son Ressort de reconnoître comme arrêt du Parlement les actes émanés des gens du Conseil séans induement dans les lieux des séances du Parlement de Paris, de toutes autres personnes qu'on voudroit sub-

ép

011

rép

Ro

fai

an

&

'e

des

Pal

on

bre

et

de

2

&

C

fo

ve fe

le

N

Rituer aux membres dudit Parlement, non légitime, ment dépouillés de leurs offices ".

,, Leur fait défenses aussi de reconnoître les perfonnes se qualifiant d'officiers des prétendus Conseils supérieurs, érigés par l'Edit non-légalement enrégistré du mois de Février 1771, comme officiers
de justice, ni les actes qui émaneront de ces prétendus, Conseils supérieurs comme jugemens, jusqu'i
ce que l'érection desdits tribunaux ait été enrégistrée
au Parlement, & par les vrais officiers de ladite
Cour".

yée à tous les officiers du Ressort de la Cour, pour être lue, publiée & enrégistrée, & que le Procureur général du Roi sera tenu d'en notifier la Cour au mois".

# Du 23 Mars 1771:

Il se dit le 22 de ce mois aux grands Augustins une messe solemnelle en commémoration de la réduction de Paris: c'est la ville qui la fait célébrer, & les Cours y assistent. On attendoit ce jour comme important par le constit qu'il pourroit occasionner. En esset il est d'abord intervenu une Lettre de Cachet à la ville pour lui enjoindre d'inviter le tribunal actuel comme Parlement à la cérémonie en question; autre Lettre de Cachet au Grand Maître des Cérémonies pour lui enjoindre de faire l'invitation susdite. Les deux autres Lettres de Cachet sont arrivées comme de coutume à la Chambre des Comptes & à la Cour des Aides, àvec les réserves de forme sur la préséance. Ces Cours, au lieu de

me

bet-

on.

en-

en.

u'à rée

lice

70-

ır,

la.

DS

é.

10

.

n

1

épondre au porteur desdites Lettres: nous nous consormerons aux ordres du Roi, formule ordinaire, ont répondu simplement: nous avons reçu les ordres du Roi, à dessein de se comporter suivant les circonsances. En effet hier la Chambre des Comptes s'ément rendue par Députation aux grands Augustins, à ayant trouvé le prétendu Parlement en place, s'est retirée aux acclamations du peuple. La Cour des Aides a fait de même. On les a reconduits au Palais comme en triomphe, là les applaudissements ont redoublé: ils se sont rassemblés dans leurs Chambres pour dresser procès verbal & faire sans doute leurs Protestations. On a déja un Arrêté de la Cour des Aides ci-dessus à cette occasion & un Arrêt.

## Du 24 Mars 1771.

La Cour des Aides, le même jour 22, a dressé procès verbal de ce qui s'est passé aux grands Augustins, a fait ses protestations, son arrêté, a rendu son arrêt, & l'a fait signifier ledit jour sans déplacer. La Chambre des Comptes n'a pas été aussi vîte en besogne; le jour même elle n'a que dressé son procès verbal, elle s'est rassemblée hier 23 pour rédiger ses protestations en conséquence, & a renvoyé après les sêtes à traiter le fond de l'affaire & à travailler à des remontrances sur le tout.

## Du 24 Mars 1771.

Il paroît une Lettre des officiers du Bailliage de Ville-Franche en Beaujolois, ville de l'Appanage de M. le Duc d'Orléans, adressée à ce Prince, du Mars 17.71: par laquelle ils remettent leurs di missions entre les mains du Seigneur Roi, plutôt que de reconnoître le Conseil souverain dont on veut les faire ressortir.

1

np re

ag

11

er

r

V

nt

C

1

T

## Du 24 Mars 1771.

Les pasquinades continuent: on a fait le Quatrain suivant à l'occasion de la création des six Conseils supérieurs:

> La Cour Royale est accouchée De six petits Parlementaux, Tous composés de M\*\*\*\*. Le d..... emporte la nichée.

#### Du 24 Mars 1771.

La Cour des Monnoyes de Lyon n'étoît qu'une distraction de celle de Paris. On vient de la supprimer à l'occasion des troubles survenus dans la premiere ville rélativement à l'érection du nouveau Conseil Souverain qu'on y a établi, & contre leque cette Cour s'élevoit avec indignation. M. le Controleur Général ayant proposé au Premier Président de celle de Paris d'assembler les Semestres de sa Compagnie, pour aviser aux arrangemens qu'elle pourroit prendre concernant une augmentation de finance, qui pût completter une somme de 800, 000 Livres, néces saire au remboursement des offices de la Cour éteinte. Envain ce magistrat a témoigné sa surprise, de ce qu'au moment où M. le Chancelier annonçoit an nom du Roi que S. M. vouloit supprimer la vénalité

enalité des charges, on parla de grever les leurs l'Etat d'un pareil accroissement; il a fallu se rente aux instances du ministre, & les Semestres as emblés ces jours derniers, cette Cour a fait un arté très respectueux, où après avoir annoncé son puissance, elle prosite de sa réunion pour se jointe aux autres Cours, & porter aux pieds du trône s réclamations unanimes sur la destruction de la lagistrature & des Loix.

## Du 25 Mars 1771.

Il passe pour constant que mardi dernier M. le ut de Duras, gentilhomme de la chambre en ercice, a remis au Roi de la part des Princes de n sang un Mémoire nouveau de vingt pages, où reprennent toute l'affaire actuelle dès son originattaquent directement M. le Chancelier dont ils vent les opérations, en sont voir le vice & les ntradictions, & finissent par des protestations en eles mains de S. M. contre tout ce qui a été fait contre tout ce qui se fera. Il est à observer que le Comte de la Marche resuse constamment de se indre aux autres & n'a rien signé.

## Du 25 Mars 1771.

On répand aujourd'hui de nouvelles remontrans de Rennes, en date du 19 Février. Comme es roulent sur ce qu'a déja été répété mille fois, n'en fait mention encore que pour mémoire.

Tome I.

de.

que

reut

ua-

on.

me

ip.

la

au

uel

6

de

olt

ui es.

n.

de

oit

la të

### Du 25 Mars 1771.

ex

ie

Or

cas

pre

fed

So

lei Vi

nie Ro

on

ls

2

qui

le

no

ces

M.

no

4

enf

11

On donne pour autre cause plus vraisemblable à la disgrace de M. l'Evêque d'Orléans, la liben avec laquelle ce prélat s'est expliqué auprès de Ma dame Adélaïde sur les maux de la France, & sur l'remede, qui n'étoit autre que le rappel du Parlement On ajoute que cette Princesse, vivement touché du tableau effrayant qu'il lui avoit sait, en avoit parlé au Roi: que ce Monarque avoit voulu sçavoit qui avoit si bien endoctriné la Princesse, que celle ci avoit constamment resusé de le dire, mais que pu les perquisitions & les rapprochemens on avoit de couvert qu'elle n'avoit causé particuliérement & long tems qu'avec l'Evêque d'Orléans.

## Du 25 Mars 1771.

Al paroît une Déclaration du Roi, donnée à Va failles le 13 Janvier 1771, enrégistrée en la Charbre des Comptes, les Bureaux assemblés, le 18 N vrier, & en la Connétablie & Maréchaussée de Frace d'après l'ordonnance du Tribunal du 14 Mar au siege général de la Table de marbre du Palais Paris le 15 dudit mois. Par cette Déclaration le offices de Lieutenans des Maréchaux de France, de Conseillers Rapporteur & Secrétaires Greffiers Point d'honneur doivent être remboursés, pour l'être desormais pourvu qu'à vie, de l'agrément & la nomination des Maréchaux de France, moyenant une moindre sinance, &c.

#### Du 26 Mars 1776

pert

Ma ur l

nent rché

OVE

elle

pa

t de

one

Va

ham

N

Fran

lars

ais

n le

1,

130

12

Le Sr. Abbé de Foix, l'ame damnée de M. l'Evê que d'Orléans, & le ministre de ses plaisirs, est exilé à une Chartreuse dans le fonds du Vivarez, lieu inaccessible dans ce tems-ci, à cause des neiges. On assure que sa Lettre de cachet porte ordre, en cas qu'il ne puisse y pénétrer, de rester dans le plus prochain village jusqu'au moment d'un passage libre.

## Du 26 Mars 1771.

Extrait d'une Lettre de Châlons sur Marne, du 23 Mars... M. Rouillé d'Orfeuil a enfin par ses éductions confommé le grand ouvrage du Confest Souverain. Des dix membres du Bailliage trois seulement sont restés inébranlables, scavoir, M. de Vieuxdampierre, l'un des Présidens; M. de la Fourniere, Lieutenant particulier (& non Procureur du Roi;) & M. de Pinteville, Conseiller: les autres ont eu des Lettres de compatibilité, par lesquelles is peuvent tour-à-tour servir au Tribunal inférieur à au Tribunal supérieur, avec la clause cependant qu'ils ne pourront juger au Conseil des procès dont ik auront connu au Bailliage; ce qui réduit à 13 le nombre des Conseillers du Tribunal supérieur dans es cas-là. C'est le 12 que le Conseil s'est ouvert. M. l'Intendant, comme Premier Président, a pro. moncé un discours auffi mince que sa personne, qui sété accompagné du filence le plus morne : on a muite procédé à l'Enrégistrement de l'Edit de Création du Conseil susdit. Aucun Avocat ne s'est trouvé la scene. Il y a une érection de 24 charges de

4

Procureurs à ce Tribunal, dont aucun du Bailliage

ne veut se pourvoir.

Le vendredi 15 le Conseil a tenu sa séconde séance pour recevoir Avocats les Abbés de Benor, de Hocquart, Conseillers Clercs, dont le Parlement de Metz avoit refusé d'admettre le serment : on leur avoit dit qu'à l'âge de 50 ans des Prêtres qui avoient fait leur Droit avec toutes les dispenses possibles, n'étolent pas en état d'administrer la justice. On avoit voulu exiger d'eux de ne faire aucune fonctions de juges pendant un tems prescrit, qu'ils promettroient de confacer à l'étude des Loix: les can didats n'ayant pas voulu jurer d'observer ces conditions, étolent revenus avec la douleur de ce refu juste & humiliant. Sur le rapport du fait, M. le Chancelier, ce ches de la Magistrature, a décide qu'ils pouvoient se faire recevoir au Conseil.

Le mardi, 19, 3eme. séance du Conseil, où l'or reçoit comme Conseillers les deux Abbés ci-dessu, & l'on reçoit Avocat un chantre de la Cathédrale licencié au Parlement de Metz, nommé Aubert.

Ce même jour enrégistrement au Bailliage de l'E

lu

et

Lie

Je

Lie

rest

ul

aul

an

dit de création du Conseil.

M. de Vieuxdampierre & M. de Pinteville n'y se sistent point, M. de la Fournière se retire au moment où le Procureur du Roi commence son requisitoire.

Le vendredi 22, 4eme. & derniere séance de Conseil, où l'on plaide trois causes. Il faut observer que de 12 Avocats aucun n'a voulu se présente à ce Tribunal, mais que les Avocats Guillemin à Rossa, qui ont été faits substituts du Procureur général, ont eu des Lettres de compatibilité, par les

charge de ne pas conclure dans les procès où ils auroient parlé comme Avocats. En conféquence ils
ont plaidé deux causes, l'une contre l'autre, & l'un
d'eux, le Sr. Rossin, a plaidé la 3eme. contre le
Chantre. Ce qui a indigné tous les Avocats, ses
confreres, & l'a couvert de ridicule.

Voilà où les choses en sont. Le Président le Gerser, & M. de Benville, deux excellentes têtes, pamissent confus de s'être laissé abuser. Tous les Baillages resusent, dit-on, d'enrégistrer l'Édit, à la ré-

ferre de celui de Ste. Menebould.

liage

othe

HOLY

ment

On

qui

pos-

tire

unes

pto-

can

efu

cidé

1'08

Tue.

rale

IE.

10

mo.

qui-

da

er.

ater

1 4

né

1cs

## Du 26 Mars 1771.

L'ufage est que le mardi faint le Parlement faste te qu'on appelle Atte de Ressort: il se transporte la velle par députation aux Prisons du Châtelet, il informe fi les Prifonniers font bien tenus, bien traies, & s'ils n'ont aucune plainte à porter? Le lenlemain cette députation arrive au Châtelet, l'aulence tenante. Les Confeillers se retirent ; mais es chefs reftent. & passent dans le bane des Gens a Roi. Elle prend féance à leur place, & le fubaut du Procureur général va s'asseoir au-dessus du leutenant Civil, du Lieutenant de Police, du deutenant Criminel, du Procureur du Roi & du leutenant Criminel de Robe courte, les 5 Officiers estés. Alors on fait appeller une ou deux causes, ul se plaident; ensuite le Substitut requiert que les suses civiles soient renvoyées par-devant le Lieute. ant civil, les causes de Police par devant le Lieutenant de Police; &c. qu'injonction soit faite au Commissaires (présents à leur banc) de continuer la bien faire leurs fonctions; aux Geoliers, &c. Le Présent prononce en conséquence, & la cérémonie fait ainst.

Les Juges Consuls en outre se trouvent sur le passuge de la Députation du Parlement, lorsqu'elle va au Châtelet, y viennent à sa suite, y prennent leur place. & reçoivent aussi une injonction accoutumés,

Comme M. le Chanceller n'a point voulu lors de l'installation de son tribunal que dans l'enrégistremen l'envoi aux Bailliages sût requis suivant la formule se soutumée, que depuis il a éludé les occasions où leditribunal auroit pu se compromettre vis à vis du Chatelet, on se flattoit que la cérémonie qu'on vient de détailler n'auroit pas sieu; mais par une inconsé quence trop ordinaire dans ce qui se passe, le Chatelet informé que le Chef de la Magistrature vouloir rompre la glace aujourd'hui, les services assemblés il a été sormé hier 25 l'Arièté suivant.

18

Dé

mais reconnu d'autre tribunal supérieur que le Parle ment, qui est essentiellement la Cour des Pairs, à la quelle le Châtelet est attaché par des liens indissolubles, & qu'il ne peut en reconnoître d'autre sulvalles loix, son serment & son institution primitive: que Mrs. du Confeil n'ont & ne peuvent avoir Courn Ressort sur le Châtelet, la Compagnie fait toute protestations de droit contre l'exercice de ressort, visse de prisons, séance dans l'auditoire du Châtelet & autres actes qui ont été faits ou qui pourroient l'ême dans la suite par Mrs. du Conseil."

"Arrêté en outre que dans le cas où Mrs. du confeil viendroient demain, mardi, tenir la féante, aucuns de Mrs. les Lieutenana, Civil, de Polite & Criminel, Procureur du Roi, ni aucuns officiers de cette Jurisdiction, ne peuvent & ne doivent affifter à la féance".

uer

Pref

fall

pas

le vi

leur

mée.

YS de

men

e 10

ledi

Chi

nt de

onid

Cha

uloi

ble

12 18

arle

à la Tolu

2.0

: qu

ur n

oute

, vi

et d

'être

chargés de notifier dans le jour l'Arrêté ci-dessus aux syndics des Commissaires & autres officiers de la jurisdiction, pour qu'ils aient à s'y conformer, charun à son égard, & que les Gens du Roi seront to mus d'en rendre compte à la Compagnie assemblée, demain à 8 heures du matin, avant le Service.

On prétend que les Juges Consuls ont arrêté de fur part de ne pas se trouver au passage de la Députation du Conseil, ni au Châtelet. Il est à observer à cette occasion, que ces Consuls auroient du fure renouvellés dans le mois de Février, mais que eur installation devant être précédée d'un serment au Parlement, ce qui pouvoit engager une querelle, ils ont été continués dans leurs sonctions pour cette unée.

## Du 27 Mars 1771.

Hier une foule prodigieuse de monde s'est rendu un Châtelet & au Palais. Les rues de l'un à l'autre stoient bordées de Guet, & tout annonçoit plutôt une expédition militaire qu'un acte de Ressort, une Députation pacifique de supériorité d'un tribunal sur sutre. A onze heures du matin l'audience s'est ouvette au Châtelet à l'ordinaire, à l'exception que le Prevôt de Paris, qui n'y est jamais, s'y est trouvés

risdiction, l'audience a été fermée sur le champ; à l'on a vu d'après l'arrêté ci-dessus que Mrs. du Chatelet comptoient se retirer, mais pendant l'audience est intervenu au Parquet un paquet contenant cinq Lettres de Cachet pour les cinq officiers nommés, conçues en ces termes:

#### DE PAR LE ROL

"Il est ordonné à . . . de se trouver demain mardi 26 Mars 1771, à l'audience du Châtelet & d'y rester tant que la séance tiendra, sous peine de désobéissance".

A midi & demi les officiers défignés sont rentrés, ont pris place à leur banc, chacun sa lettre de Cachet à la main; les Commissaires sont venus auss suivant une Lettre de Cachet signifiée aux Syndic; & la députation du Conseil, au nombre de 10 Membres, présidée par M. de la Michaudiere, Conseillet d'Etat, est entrée. Le public les a hués & sissés, & M. le Lieutenant civil a prononcé en face de ces Mrs. le discours suivant, en soume de protestation:

" Nous ne nous trouvons ici que par la foumission " que nous devons aux ordres du Roi, étant char " gés par notre Compagnie de protester, comme " nous protestons, contre la présente séance & tout

ce qui pourroit y être fait".

Les autres Magistrats à la suite de M. le Lieute nant Civil, ont par une inclination témoigné leur acquiescement. Alors le Sr. Pierron, substitut du Procureur général, qui jusques là s'étoit tenu en bas

Ju.

; đ

Cht.

nce

cina

nés,

d'y

és,

Ca-

uffi

CS;

m. ler

&

ces

on

ar.

me

M

te

ur

du

du du

du banc, y a monté, & a pris la premiere place, comme de coutume.

Tout'le Public qui avoit déja fort applaudi à l'entrée & à la levée de l'audience, a redoublé de battemens de mains en ce moment.

La Députation, sans paroître tenir compte de la protestation, a rempli le cérémoniel d'usage, troublé par les brouhahas & les sissiemens des spectateurs.

On a remarqué avec peine qu'au renvoi prononcé par le Président, des Causes Civiles par-devant le: Lieutenant Civil, des Causes de Police par devant le: Lieutenant de Police, &c. ces Mrs. faisoient chacunune inclination quand on les désignoit, & sembloient par cet acquiescement tacite démentir la protestation qu'ils venoient de faire.

Après la fortie du Consett, le Châtelet s'est rassessemblé & a renouvellé ses protestations.

## Du 27 Mars 1771.

M. le Premier Président de la Cour des Aides, & deux Présidens, ainsi que le Greffier en Chef, out ordre de se rendre aujourd'hui à Versailles, avec les Régistres: on ne doute pas que ce ne soit pour differ l'arrêté & l'arrêt du 22.

#### Du 27 Mars. 17716

A l'occasion du bruit qui court de l'exil de la Courdes Aides, on a fait le placet suivant au Roi aus nom des semmes de Confeillers au Parlement: Nos époux, o Louis, font en captivité:

Nous gémissons, loin d'eux, dans la viduité.

Jusqu'à ce jour pourtant une erreur secourable.

A nos cœurs desolés apportoit quelqu'espoir;

Mais ensin de Maupeou la vengeance implacable.

Nous condamne, dit-on, à ne les jamais voir.

A leur comble montés, nos maux sont sans remedes,

Laissez-nous, pour soutien, au moins la Cour des Aidess.

## Du 28 Mars 1771.

La Cour des Monnoyes, outre son Arrêté du 16. Mars en faveur du Parlement de Paris, en a diesse un le même jour contre un de ses membres, dont voici la teneur.

"Aujourd'hui 16 Mars, un de Meffieurs a di qu'il auroit appris que M. Petit, Conseiller honoraire en la Cour, auroit une commission de Conseiller.

au Confett supérieur de Blois".

", Sur quoi, la matiere mife en délibération, la Cour, les semestres assemblés, a arrêté que le Gressier en Ches s'instruira par toutes voies possibles de la vérité du fait, & en certifiera la Cour, les semestres assemblés, le mercredi 10 Avril 1771. Faiten la Cour des Monnoyes, les jour, mois & aufusdits.

## Du 28 Mars 1771.

Il paroît deux nouvelles brochures sur les matieres présentes; l'une en date du 11 Février 1771, a pour titre: Lettre de M. \*\*\*, Conseiller au Parlement, à M. le Comte de \*\*\*. Le but de l'auteur est d'y prouvers

1°. Que le Parlement a dit s'oppoler confismment

16

à tout enrégilirement de l'Edit.

2.. Qu'il n'a fait en cette occasion que ce qu'il avoit fait dans d'autres avec succès, & avec l'approbation de nos Rois, mieux instruits.

g. Qu'il a employé pour manisester son opposition le seul moyen légal, honnête, qui peut convenir à

des Magifirats.

11

16

P:

nt.

1

et,

f.

le e

it.

.

to.

ıř.

10:

L'autre, intitulé: Observations sur l'incompétence de

Mrs. du Conseil pour la vérification des Loix.

Cette seconde brochure, bien supérieure à sa premiere, démontre par huit considérations la nullité de tout ce que feroient Mrs. du Conseil en pareil genre & même celle de tout jugement civil ou criminel qu'ils peuvent prononcer. Outre l'avantage d'une logique claire & pressante, elle a celui d'être très courte & de résumer en peu de pages les plus puissans argumens sur cette matiere. Le style est d'une énergie propre à la chose & ajoute encore à la sorce du raisonnement.

## Du 28 Mars 1771.

Le Rôi a rendu dimanche dernier en son Conseil d'Etat un arrêt qui casse les arrêts & arrêté de la Cour des Aides du 22 de ce mois, & qui a été l'objet de la Députation mandée de cette Cour pour hier mercrédi saint. Cet arrêt est imprimé & se publie aujourd'hui.

#### Du 28 Mars 1771.

Extrait d'une Lettre de Clermont en Auvergne, du 18 Mars 1771. . . . Voici le journal des principaux faits concernant l'établissement de notre Conteil Souverain.

Le 8 Février M. de Chafferat , Premier Président de notre Cour des Aides, fur une Lettre de M. d'Ormesson, écrite de la part du Chancelier, se rendit à Paris le lundi 11, & revint le famedi 16 dans l'après-dinée. Sur le champ ayant fait inviter séparément chacun des officiers de la Compagnie à le sendre chez lui, il les tint assemblés six heures de fuite pour les engager à donner leur foumission & 1 former le nouveau Conseil; il employa tour-à-tour les promesses & les menaces, l'espérance & la crainte, enfin il termina par une demande formelle de répondre sur le champ oui ou non. Cette premiere féance finit à 10 heures du foir, & 4 feulement de so s'étoient rendus. A peine rentrés chez eux on les convoque de nouveau dans la nuit, on s'affemble chez le Président de Clary, on les presse plus fortement, on redouble la terreur & la féduction. enfin tous donnent leur acquiescement & le fignent

Le courier n'étant pas parti sur le champ, ces Mesfleurs font des réflexions dans la nuit, se répentent de leur lacheté: ils se rassemblent encore le lendemain matin dimanche, chez le geme. Président; ils se communiquent leurs remords, ils déliberent plus mûrement & unanimement, excepté trois: li conviennent de révoquer leur acceptation & l'ace est brûlé. On envoye deux députés porter cette now

velle au Premier Président.

Alors M. de Chafferat s'est retourné vers des particuliers de la ville, il a envoyé à Riom un de quatre acceptans de la Compagnie, & celui-ci estays de gagner quelques membres du Présidial, mais invalement, il sut chasse avec ignominie.

Sur ces entrefaites le P. P. est réparti pour Paris, & sur les bruits sinistres qu'il a fait répandre, partie de la Cour des Aides, partie du Présidial, & partie des Nobles ont écrit pour solliciter des places au Conseil de cette ville.

ent

M

fe

ans

pa• fe

de

ur

in.

ré.

ere

de

on m.

US

n.

0

6.

nt la

te

19

#### Du 28 Mars 1771.

M. de Chasserat, de retour le 8 Mars, a réuni fer Profélites, & l'on est convenu de s'assembler le 9 à la jurisdiction consulaire, lieu convenable pour un tribunal aussi auguste. La Compagnie s'y est rendu escortée d'une centaine d'hommes gagés pour applaudir, & de quelques canons soullés; ce qui faisoit de cette assemblée un spectacle de dérision pour les gens sensés.

On a envoyé l'Edit de création au Préfidial pour l'enrégiftrer, mais ils ont furils & ont pris du tems.

Le Premier Président a mandi le 13 les Avocats pour les inviter à venir prêter serment à son Confeil, mais ils s'en sont désendus poliment pour gargner du tems & voir comment iront les choses.

Du reste, le nouveau tribunal n'a encore rien sait, & plusieurs membres paroissent rought d'en être & d'être la fable de la ville.

## Du 20 Mars 1771

Le Sr. Dufrane, Notaire & Secrétaire de la Cour & premier Greffier de la Grand'Chambre du Parlement, à qui a été faite la fignification de l'arrêté de la Cour des Aides du 22, avoit refusé de donner fon expédition à M. d'Aguesseu, Premier Président 17

for

lei

di

ni

H

14

fo

di

H

C

E

deux hommes en lui Greffier, l'un comme faisant les fonctions de cette place par Lettre de Cachet auprès du Conseil commis au lieu du Parlement, & l'autre comme étant toujours attaché par effence & par sa charge à la vraie Compagnie à laquelle il a prêté serment.

il a reçu ordre de porter cette expédition à Ver.

de la Cour des Aides

## Du 29 Mare 1771:

La Chambre des Comptes avoit fait le vendred matin avant de le rendre aux Augustins , l'arrêté fuivant , oh l'on voit que certe Cour très formalife

avoit prevu tous les cas paffibles.

verbal du 18 Août 1753, par lequel il appert que le Roi sit donner des ordres afin qu'il ne se trouvit personne dans les stalles du chœur de l'Eglise de Notre Dame, qui sont ordinairement occupés par les officiers du Parlement, attendu qu'étant alors sans contradiction la plus ancienne Cour du Royaume, elle ne pourroit être exposée à souffrir aucune préséance".

cuns des Gens du Confeil du Roi tiennent des féances dans les chambres du Parlement, sans qu'il en sit été donné une connoissance légale à ladite Chambre, laquelle ne peut reconnoitre l'existence d'aucun Tribunal dont la création n'auroit été régistrée en icel-

ciers du Parlement"

dif

nt

U-

de

å

4

i

h

fonnes que les membres du Parlement reconnus par leurs provisions, ségeroient dans les hautes chaires du chœur de l'Eglise des Augustins pour la cérémonie de la Réduction de Paris sous l'obeissance du Roi Henri IV, les Présidens & autres Officiers de la Chambre ne donneront aucun falut aux dites perfonnes, & ferent tenus de se retirer du chœur de la dite Eglise par la porte mentionnée aux ordres du Rei, & de ventr en la Chambre dresser procès verbai de co qui aura été fait, pour être par la dite Chambre statué ce qu'il appartiendra".

Chambre étant dans leurs places ordinaires, aucuns autres Officiers que les membres du Parlement reconnus par leurs provisions, entrevolent au chœus de l'Eglife des grands Augustins pour y sièger dans les hautes chaires & affiser à ladite cérémonie, les Présidens & autres Officiers de la Chambre seront également tenus de ne donner aucun falut auxilités personnes & de se retirer, comme il a été dit".

yroit de nouveaux ordres dans l'Eglife, lesdits ordres portant défense générale de fortir de ladire. Eglise, ou ordre d'affister à ladite cérémonie, les Présidens ou autres Officiers ne tiendront point la parallele des gens du Conseil, mais descendront horating & ségeront sur des seges qu'ils se feront porter".

prendre les féances accoutumées, la Chambre en-

que la Chambre ne peut reconneltre aucuns Officiere à la place du Parlement ; qu'elle protefte contre toute préféance de affifiance desdite Officiere à qu'elle ne refte en place quien vertu des ordres présis du Roi qui lui enjoint ladite Mance ".

## Du 20 Mars 1771

bre des Comptes a dreffé , comme on a dit, proch

verbal de la féance. & fait fes protestations.

Il avoit été auffi question de rendre un Arrêt & de former un Arrêté .. parelle à ceux de la Cour de Aldes : c'étoit M. le Préfident de Salaberry qui avoit ouvert cet avis . & le lundi faint il a été difeuté. Le &. Menard de Souzy, file d'un Premier Commis de M. le Duc de la Vrilliere, & du parti de la Cour confe quemment. fe leva contre cet avis, en détaille le inconvéniens & les fuites funestes , & opina pour qu'il n'ent pas lieu. Le fien eut 25 voix, & celui de premier en avoit 36. Il fut question d'éplucher les voix nulles ou caduques, & les 36 fe trouverent réduites à 26. Ce parti avoit encore la prépondérance, au moyen d'une voix, qu'on élagua de nonyeau. Il ne fut plus qu'égal à l'autre, mais toujour sousenu par le vœu du plus grand nombre & sur tout par celui des 4 Auditeurs, représentant leur Bureau de 60 membres. A force de follicitations on entraina du côté du Sr. Menard un des suffrages attachés au parti du Président, & le plus soible se mouve par ce moven foutenu de 26 voix contre 24

feulement; en forte qu'il paroit que cette Cour s'en tiendra, sinfi qu'on l'a annoncé, à de fimples remon-

A.

On.

1

114

de

81

sie

Sr.

4.

8

11

1

nt

1.

Cependant comme il y a actuellement fur le Bureau le compte d'un payeur des rentes qui se trouve avoir pour piece un soutien, un Arrêt du nouveau Tribunal, en vertu duquel il a payé, on espere que cette irrégularité pourra donner lieu à d'autres observations & rengager la partie.

## Du 30 Mars 1771.

Il court une chanson sur l'air des pendus, contenant la relation de la premiere séance du Conseil supérieur de Blois du 2 Mars 1771 : par le Maître d'Ecole de Choury près Blois.

Cette chanson est un de ces vaudevilles, tels qu'il en paroit souvent dans ce pays - ci, mais qui à travers les traits satyriques qu'ils contiennent, sont confervés avec soin par les curieux comme pieces pouvent servir à l'histoire.

Il résulte de celle-ci que le Conseil s'est ouvert à Blois le 2 Mars, que Messieurs étoient en Robes rouges & en rabats, au nombre de trois Présidents & onze Conseillers seulement; que cette Cérémonie a eu lieu un jour de marché, & a été précédée d'une messe du St. Esprit; mais que le public a peu de foi à l'illumination de ces nouveaux Magistrats; qu'enfin des 14 Membres 8 ont déja quitté, ensorte que le Tribunal ne se trouveroit réduit qu'à six, si le sait est vrai.

Chanson sur l'air des Pendus, contenant la relation de la premiere séance du Conseil supérieur de Blois du 2 Mars 1771. Par le mattre d'École de Choury, près Blois.

Or, écoutez, petits & grands,
Le plus grand des dednemens:
On en pariera dans l'histoire,
A peine, pourra-t-on le croire,
Car si je ne l'avois pas vu,
Jamais je n'en aurois rien cru,

Lesfamedi, deux de ce mois, Nous fommes tous venus à Blois-Pour y comtempler la merveille De notre Souverain Confeit, Et nous avons, en vérité, Tous été bien émerveillés.

Nous avons vn des Magistrats En Robes rouges & Rabats, Parés comme les jours de sète : St. Michel étoit à leur tête ; Après marcholent deux Présidens ; Suivis d'onze honnêtes gens.

Preuve de leur honnéteté

Et qu'ils étoient bien élevés,

Ils faisoient force révérence,

Comme à la nôce, quand on danse;

Enfin par leurs Provisions

On voit qu'ils sont tous bons garçons.

Pour attirer le Saint Esprit.
Sur des gens aussi bien appris
La messe en pompe sut chantée.
Par la musique bien notée;
Mais l'Esprit Saint n'est pas venu.
Lu moins nous ne l'avons pas vu.

C'étoit un grand jour de marché Que nos Confeillers bien frisés Défiloient le long de la place ; Mais plus d'un faifoit la grimace De ce qu'ils n'étoient pas alles Pour former le nombre annoncé.

Nous fouffilons de l'embarras
De ce vénérable Sénat,
Mais par une heureufe avanture.
Nous avions plus d'une monture.
Et chacune certainement
Etoit bâtée fort proprement.

Dès que le Souversin Confeil
Sortit avec fon appareil,
Nos anes voyant leur confrere.
Se mirent suffitôt à braire,
Et demanderent à grands cris
Que dans la troupe on les admits

Indépendamment de la voix

Il étoit bon de faire un choix

Pour éviter la bigarrure,

Parmi cette Magifrature,

Les plus rouges furent choifis

Comme étant les mieux affortis.

Les ânes ayant pris leur rang

Pormerent la marche à l'inftant;

Je passe les cérémonies

Que firent les deux Compagnies;

Et la ville en cette occasion

Marqua sa satisfaction. (\*)

Or donc de nos vingt Confeillers.
On vit d'abord les fix derniers.

<sup>(\*)</sup> Voyez Gaz, de France du 8 Mars 1771.

me

fo

m

pa

fif

ve

21

C

h

8

c

q

S'en retourner à leur village, Criant dans leur noble langage Que, vu le poids de leurs fonctions lis donnoient leurs démissions.

Vous voyez qu'il ne restoit plus Que quatorze anes tout au plus, Mais sentant où le bat les blesse, Prodige de délicatesse! Huit autres encore ont quitté, Et six sont seulement restés!

Tout ceci, retenez-le bien,
Fait leçon pour les gens de bien,
Dans une pareille occurrence:
M. le Chancelier de France
Mérite bien tous nos respects
D'avoir pris d'aussi bons sujets.

## Du 30 Mars 1771.

112 KLiffers & Entranaced

La Cour des Aides avoit fait aussi le matin du 22; avant de se rendre aux Augustine, un Arrêté de Cézemonial à mettre en régard avec celui-ci de la Chambre des Comptes, dont la teneur suit.

,.. Ce jour, les Chambres assemblées, la Constant avertie qu'il est à craindre que pendant l'absence du Parlement, les stalles occupés ordinairement par les Officiers de ladite Cour dans l'Eglise des Augustins à la Messe célébrée en mémo're de la Réduction de Paris, ne le soient aujourd'hui par des personnes étrangeres au Parlement".

"A arrêté que ceux de M. M. qui affisteront à ladite messe, feront toutes les démarches convenables suivant les circonstances, soit en se retirant, sait en faisant notifier leurs protestations auxdites

personnes, ou autrement, pour constater authentique, ment que la Cour ne peut reconnoître lesdites personnes comme représentant ladite Cour de Parlement, & proteste non-seulement contre la préséance, par eux prétendue, mais aussi contre le droit d'assissance à ladite cérémonie en qualité de Cour Souveraine qu'ils voudroient s'attribuer".

NB. Si la Cour des Aides eut été forcée de rester, le Premier Huissier étoit chargé de lire à haute voix au Président du Conseil la protestation suivante:

"Monsieur, la Cour des Aides m'a chargé de vous déclarer qu'elle ne peut reconnoître ni vous, Monsieur, ni les autres personnes qui vous accompagnent, soit gens du Conseil ou autres, comme habiles à remplir aucunes fonctions du Parlement; & qu'elle proteste non-seulement contre la préséance par vous prétendue ce jourd'hui, mais aussi contre tout droit d'assistance à la présente cérémonie en qualité de Cour Souveraine; & qu'elle ne reste à la présente cérémonie que parce qu'elle y est contrainte par des ordres exprès.

NB. Quant à l'Arrêt rendu ensuite, les gens de Roi avoient été chargés verbalement par la Cour de faire signifier dans le jour le présent Arrêt à l'Election, au Grenier à Sel & au Bureau de la Ville.

NB. M. le Président le Boulanger étoit à la tête de la députation de la Chambre des Comptes, & M. Hocquart à la tête de celle de la Cour des Aldes.

## Du 31 Mars 1771.

Additions importantes à faire au récit légal de ce qui s'est passé au Châtelet les 25 & 26 Mars.

Du 25 Mars. M. le Lieutenant civil dit qu'il en informé que des Commissaires du Conseil ont fait la visite des prisons du Grand & du Petit Châtelet : ce qui annonce que des Magistrats du Conseil se disposent à venir tenir demain mardi saint la séance, & qu'il prie la Compagnie de lui prescrire la conduite qu'il doit tenir en cette occasion : à quoi M. le Lieutenant criminel a adhéré.

Un de M. M. ayant ajouté que vendredi 22 du présent mois sur le midi, il a été signissé au gresse crimine un jugement d'apport de charges & informations en date du 6 du présent mois, ledit jugement rendu par Mrs. du Conseil.

La matiere mise en délibération, il a été arrête qu'il sera fait régistre desdits récits, & attendu que le Châtelet, &c. suivant l'Arrêté déja rapporté &c.

Du mardi 26 Mars. La Compagnie assemblée, les gens du Roi sont entrés & ont rendu compte de l'exécution par eux donnée à l'Arrêté du jour d'hiers sur quoi il a été arrêté qu'il sera fait Régistre du récit des gens du Roi, & l'assemblée continuée à demain huit heures du matin.

Et dans l'instant le Procureur du Roi a pris la parole & a dit, que dans le moment il venoit de lui être remis un paquet à lui adressé par M. le Duc de la Vrilliere, contenant disférens Paquets adressé à M. M. le Lieutenant Civil, Lieutenant de Police, Lieutenant Criminel, &c. & aux Commissaires du Châtelet, au nombre de six, & pour lui, accompagnés d'une Lettre de mondit Sr. Duc de la Vrilliere, qui le charge de faire parvenir les susdits paquets à leurs adresses; & a remis sur le champ à Mrs. Lieutenans Civil & Criminel présents les par

a

9

0.

.

i

4

3.

1

quets à ceux adresses, desquels ouverture faite par mesdits Srs. Lieutenant Civil & Criminel, il s'est trouvé dans chacun une Lettre de Cachet dont suit la teneur:

"Mons. du Four de Villeneuve, je vous fais cette Lettre pour vous dire de vous trouver mardi 26 à l'heure & en la maniere accoutumée à l'audience du Parc Civil du Châtelet pour la féance, & de ne pas desemparer qu'après qu'elle sera finie, à peine de desobéissance. Sur ce je prie Dieu, M. du Four de Villeneuve, qu'il vous ait en sa sainte & digne garde. A Versailles le 24 Mars 1771. Signé Louis, & plus bas Phelypeaux.

Celle de M. le Lieutenant Criminel ne différoit de celle ci-dessus, qu'en ce qu'elle portoit le terme

enjoindre, au lieu de dire ci-dessus sousligné.

Sur quoi la matiere mise en délibération, a été arrêté que M. le Lieutenant Civil en obéissant à l'ordre ci-dessus fera la protestation qui suit, à l'entrée & ouverture de ladite séance:

" Ce n'est que par l'esset de notre entiere obéis, sance & de notre prosond respect pour les ordres, du Roi, que nous nous trouvons ici; étant chargés par les arrêtés de la Compagnie de protester, contre notre propre présence & tout ce qui sera, fait".

Et l'assemblée est demeurée continuée à ce jourd'hui à l'issue de la cérémonie.

Dudit jour 26 Mars, heure de midi 3. M. le Lieutenant Civil a dit qu'en exécution de l'arrêté de ce jour, il a fait & prononcé la protestation y portée, à laquelle Mrs. les Lieutenans de Police, Crissi-

nel & Procureur du Roi ont publiquement déclaré

de dép

inf

En

Pre

int fair

o'u

e,

qui'

le l

bol

née

ep Co per

ni

pi

qu'ils adhéroient.

A été arrêté qu'il sera fait régistre du récit de M. le Lieutenant Civil, que la Compagnie persistant dans les arrêtés du jour d'hier & de ce jourd'hul & protestation y portés, proteste de nouveau contre tout ce qui vient de se faire & passer au Parc Civil de la part de M. M. du Conseil, la Compagnie remettant à délibérer plus amplement au premier jour.

NB. M. le Lieutenant de Police n'a point affifté aux délibérations, ce qui a déplu à la Compagnie: il y a pourtant adhéré, ainsi qu'on l'a remarqué.

## Du 31 Mars 1771.

Quoique la Députation de la Cour des Aides mandée par le Roi ne dût être composée que du Premier Président, de deux Présidens & du Gressier, la Compagnie avoit arrêté d'y joindre quatre Conseillers, comme aussi de ne porter qu'une expédition en forme de l'arrêt & de l'arrêté, quoique l'ordre

fût de porter les registres.

Arrivés à Versailles le mercredi saint, la Députation a d'abord été chez M. le Chancelier. Ce ches de la Magistrature a témoigné d'abord sa surprise de la voir plus nombreuse que Sa Majesté ne l'avoit demandée, ensuite il a annoncé les intentions & les volontés du monarque, en faisant part à ces Mrs, de l'arrêt du Conseil du 24; il a proposé pour ne pas ennuyer le Roi de l'insérer sur le champ en marge. A quoi M. de Malesberbes s'est opposé, en disant que beaucoup plus touché du fond que de

de la forme, il ne croyoit pourtant pas devoir se départir de la regle, & qu'il ne souffriroit pas qu'on inscrivit rien que de l'ordre & en présence du Ros. Ensuite sur les représentations que lui a faites le Premier Président concernant le malheureux huissier interdit pour avoir obés à la Cour, qu' ne pouvoit faire autrement, pulsqu'il eût été interdit à beaucoup p'us juste titre s'il eût refusé de remplir son ministere, M. le Chancelier a éludé la difficulté en disant

qu'il y avoit des exemples pareils.

Iré

M.

nt

ul

D.

re

10

1

é

A l'heure indiquée la Députation est entrée chez le Roi, & M. de Malesberbes ayant voulu ouvrir la bouche pour parler, après la cancellation ordonnée, S. M. lui a tourné le dos, en lui disant, sans courroux pourtant ni sans humeur: retirez-vous. A lept heures du soir la plupait des membres de la Cour des Aides se sont rendus chez M. de Malesberbes, qui leur a rendu un compte historique de sa nission, mais non légal. L'assemblée est renvoyée près les fêtes, à cause des vacances; petite ruse de M. le Chancelier pour éloigner la délibération de et e Cour dont il craint les coups rigoureux.

### Du 31 Mars 1771.

On affure que M. le Comte de la Marche ayant té voir le Prince de Conty, fon pere, derniérement, elui-ci l'a très mal reçu, lui a dit qu'il le connoisoit depuis longtems pour un mauvais fils, qu'il avoir ait toutes les preuves d'un mauvais mari; mais qu'il enoit d'y joindre la qualité de mauvais citoyens même tems il l'a reconduit jusques à son vestiule, en lui disant qu'il lui rendoit cet honneur com-Tome I. ine i un Prince du Sang, ne reconnoissant plus es

Cette anecdote a trait à la scission constante à authentique que M. le Comte de la Merche vient de faire d'avec les autres Princes dans la circonstance

présente.

Du reste, on dit depuis peu que les Princes me sont pas moins surieux contre le Prince de \*\*\*, qui n'a paru se réunir à eux que pour les mieux me hir & rendre compte au Roi de tout ce qui se puis roit dans leurs assemblées.

### Du 1 Avell 1771.

Le Parlement de Bourdeaux a rendu le 15 de Mars un Arrêt contre un Arrête du 8 Février, se pandu avec profusion sous le nom de cette Cour. I ordonne qu'il soit informé contre les fabricateurs d'intributeurs d'un pareil libelle, trop groffiérement contraire à la sagesse ordinaire des Arrêts de la Coapagnie, la noblesse des motifs & des principes qu'il l'animent, & à la confiance qu'elle conserve en ligustice & en la bonté du Seigneur Roi.

## . byz simoli . Du 2 April 1771.

gi ti

Co

te

ta

gu

cir

ch

Il passe pour constant que Mrs. du Conseil da la visite des prisons qu'ils ont faite la veille à mardi saint, ont été mai accueillis des prisonnien & que ceux-ci n'ont pas vousu reconnoître leur con pétence, ni répondre à leurs questions. L'indignation générale a pénétré jusqu'aux cachots, & consalheurenx dans leurs ténebres ont insuité à ces malheurenx dans leurs ténebres ont insuité à ces ma giftrats comme usurpana des fonctions qui ne leur

e d

de

nce

..

tre

1

'n

ers

con ign co

Les Confuls ont été plus fins que M. le Chancelier, & fe font fouftraits le mardi faint à fon injonc. tion. Il y avoit auss une Lettre de Cachet préparée nour eux, mais le Grand Juge, c'est-à-dire le Chef de ce tribunal (le Sr. le Breton, Imprimeur) se doutant de la tournure, étoit parti de grand matin pour la campagne : d'après la délibération de la veille on doit convenu de ne pas le trouver à la léance du Châtelet. Sur le compte rendu de son absence au chef de la Magistrature, il a fait porter l'ordre au fecond Juge; mais celui-ci a estimé ne pouvoir en faire l'ouverture qu'en présence de ses confreres; il a fallu les affembler : tous ces mouvemens ont gagné du tems, & la féance le passoit au Châtelet avant que les Confuls euffent délibéré, 25 1 1000 . 6 2004

#### re. c'oft une Cour Convolnine, nombe on place

don't old don't aire consider, la ville Les Tribunaux inférieurs commencent à s'élever contre les Conseils supérieurs, & le Bailliage de Langres, dès le 7 Mars, avoit arrêté des représentations à M. le Chancelier sur l'érection de celui de Châlons; elles font écrites noblement & d'ailleurs fondées sur des raisonnemens solides; elles remontent jusques à l'origine des Bailliages, dont elles détaillent les anciens privileges & les fonctions augustes.

Ces représentations sont faites d'après une Lettre circulaire que M. le Procureur général a eu la lacheté d'écrire à tous ses Substituts des Bailliages dans le ressort de quelques Conseils, par laquelle il

K 2

jeur interdit toute correspondance avec lui, à 4 clare qu'il n'en conservera qu'avec le Procuren Général de chaque Conseil Superseur, auquel il s'adresseront respectivement.

### 

ét

ur

0

o de

CI

إ

br

de

éte

re

ui

eti

10

an

e t

ât

ifti

e

Q

ufti

e la

iftra

Il paroît imprimé des Remontrances du Parkment de Rouen, en date du 19 Mars; elles on pour objet l'établissement des Conseils Supérieur, & relevert toutes les irrégularités, ou, pour mient dire, l'illégalité entière de ces nouveaux tribunaux C'est le même fonds déja traité dans divers écra particuliers, & surtout dans la Lettre adressée au Magistrats de Province, mais avec la modestie covenable à un citoyen anonyme qu'un zele se porte à éclairer ses concitoyens. Icl, au contrare, c'est une Cour Souveraine, armée du glaive la justice, & qui tonne avec cette éloquence mi dont elle doit faire entendre la vérité au Prince épouvanter les persides adulateurs qui l'entourent

## des le z. ifer lines le act des repréfenta-

Extrait d'une Lettre de Solffons du 25 Mm 1771..... On est tout aussi étonné en cette ville que vous l'êtes, Monsieur, d'avoir vu M. Chapatier, notre Lieutenant général, & M. Brailbe, no tre Procureur du Roi, accepter l'un la place à Premier Président du Conseil Souverain de Chilons, & l'autre celle de Procureur général au mêm Tribunal. Il est certain que le premier est un me gistrat recommandable par son sele pour la justice.

par fes lumieres, per fes mœurs, par fa conduite: que sa fortune plus que médiocre le mettoit dans le cas de ne rien defirer de mieux, & que fa charge étoit affez honorable ici pour ne pas la facrifier à une dignité peu fûre & qui le rend l'objet de la jaousse des magistrats du Bailliage de Châtons incorporès dans le Confeil. Voici comme cela s'est passé. Le Secrétaire de M. le Chancelier qui le connoise. oit, l'a proposé de son propre mouvement au Chef de la Magistrature pour être à la tête du Conseil de Châlons. Celui-ci l'a mandé avec la plus grande diigence. M. Charpentier n'étoit parti qu'après avoir promis à sa famille de ne rien accepter de la part te M. de Maupeou fans la confulter. ... Mais il a té enivié des careffes du Chancelier, qui l'a faiss fon débotté (c'est exact, il a été obligé de paroire devant lui à l'instant même de son arrivée;) qui ui a fait entendre que le Roi le connoissoit, avoit etté ses vues sur lui, & le regardoit comme un comme nécessaire à l'exécution de la réforme & de amélioration de la Justice. Il n'a pas eu proprement e tems de réfléchir, & on l'a fait repartir avant outir ut celui de voir personne. On affure que ce Maifrat, d'un caracture foible, n'est pas à se repentir e la démarche l'mais il n'ofe reculer.

Quant au Procureur du Roi, il a cru être affes utifié par l'exemple du Liteutenant général. Tou e la ville gémit ici sur le sort de ces deux Ma-

Dark door since

iftrats.

五号音音音音音

n

A la faire de les Rémerantesees du re bis Pariencent de Rouce à marks un Arrèn ces

#### Literator i) at Dut g Morit 1771, . soreical 29, 14

t

d

1

.

C

é

11

ti

cl

11

qu

17 col

gra

of a fortige plus que restionn le pretecte du che On croit favoir aujourd'hui certainement que for la Lettre des Princes au Rot, remife à S.M., ainfi ou'on a dit, le mardi ro Mars, dans fon lit par for premier valet-de-chambre. Elle a été très courron cée. Elle en a fait part au Comité de son Conseil. & il étoit résolu d'exiter les Princes. Le Roi par fon filence paroiffoit acquiefcer a ce parti violent. mais revenu à luf il a remerque ou une pareille de grace fetteroit un vuide affreux aux noces de fin petit fils ; qu'il fe trouveroit comme ifolé à fa Cour. & perfonne n'ayant ofé réfoudre cette objection, le projet eft refté fans exécution. Pluseurs Seigneun & Dames de la Cour devoient être compris des cette profeription, tels que Me le Prince de Ben vesu. Madame la Comtesse de Brienne decombe order of the A of the salments that a

#### Du 3 Aveil 1771.

Le refus de M. le Doyen de Notre Dame, sinf que des Députés du Chapitre, d'officier aux Grants Augustins le 22 Mars pour la cérémonte de la réduction de Paris, est faux : 1°. M. le Doyen n'officie jamais en ce cas là : 5°. c'est M. l'Archevêque de Paris qui dit la messe, de qui la fait célébre communement par un Archidiacre; ce qui a été executé ce même jour.

#### Du 3 Avril 1771.

A la suite de ses Remontrances du 19 Mars, le Parlement de Rouen a rendu un Arrêt contre les gens du Conseil tenant le Parlement, contre les officiers des Conseils supérieurs, & contre les membres suturs d'un prétendu Parlement nouveau, contenant les mêmes considérations & aux mêmes sins que celui de Toulouse du 16 Mars.

for

nf

no

DIL

eil,

nt.

le

08

Mr.

1

UPA

100

ré

105

### Du 3 Avril 1771.

Extrait d'une Lettre de Vitry le - François du re Mars 1771. .... Cette ville a la douleur d'avoit fournt deux membres pour le Confeil Souverain de Châlons : le premier est M. de Saligny; celui ci avoit été Procureur du Roi à notre Bailliage, s'étoit mal mis avec le Parlement dans le tems des différends de cette Cour avec le Grand Conseil, en avoit même été interdit pour s'être prêté & avoir requis l'enrésiftrement d'un jugement de ce dernier tribunal, s'étant enfulte vouls couvrir d'un autre jugement du Grand Confeil pour être relevé de cette Interdiction, il en avoit reçu une plus longue & plus humillante, enfin s'est trouvé forcé de se défaire de su charge, il n'est pas étonnant qu'ayant trouvé à se accrocher il alt profité de l'occasion à telle fin que de raison : mais il est en outre Trésorier de France, & l'on dit que le Bureau veut l'inquiétes.

## tieves Du A John Translation of the court

Extrait d'une Lettre de Châlons, du 1er. Avril 1771..... On ne peut avoir de copie du dis- cours de M. l'Intendent à l'ouverture du Confeit périeur de cette ville, mais vous ne perdez pas grand'chose, vous en jugerez par la division; ses

trois points étoient la fustice, la benté, l'auterité du Rois. Quant à celui de l'Avocat Général, il a parle téllement à voix basse qu'on n'a pu l'entendre. De puis ma dernière Lettre, j'ai pris des informations plus exactes sur les membres du Tribunal nouveau, de j'en trouve 16 comme Conseillers. Voici la Liste:

PREMIER PRÉSIDENT du Confeit Supérieur de Châlons.

M. Rouille d'Orfeuil , notre Intendant.

#### PRESIDENS.

M. Charpentier, Lieutenant-général de Soiffons.

M. Girault (La Lougire) Notaire de Paris.

#### CONSETL'LERSON TOO'S AND

M. Garlier, Président du Bailliage, & qui après avoir resusé d'être Président de ce Conseil, s'en trouve aujourd'hui simple Conseiller; il a pourtant l'expectative de la premiere place de Président va cante.

M. Bremont, Lieutenant général du Bailliage, qui avoit l'espoir d'être Président, & se trouve dupe de son ambition; il a aussi une expectative.

Beuville, Bilcard, fourdain, Maulaire, quatre Confeillers du Bailliage. On comptoit fort fur la fer-

meté de Mrs. de Beuville & Jourdain.

Saligny, Trésorier de France & ci devant Procureur du Roi du Bailliage de Vitry, mais obligé de se désaire, il y a quelques années, de sa Charge, pour avoir déplu au Parlement dans la saçon de se conduire lors des différends de cette Cour avec le Grand Conseil.

ashy activity it and towner its entry ! Brienne,

for

C

0

u

C

3

re

Ba

17

Re

Co

mo

me

Brienne, Dautenay, de St. Geny, Grifard, Tiéforier de France de Châlons. Le dernier est de Charleville, & a sa sœur femme de-chambre à Paris.

Parouillet de Cheurée, de Rheims; l'abbé de la Louaire, Porte-Croix de l'Eglife de St. Merry, paroiffe de Paris; l'abbé de la Cour: Confeillers Ciercs au Bailliage.

L'abbé Hocquart, l'abbé de Breuvery, tous deux Chanoines de la Cathédrale, le dernier Doyen: re-

fules pour Avocats au Parlement de Metz.

dil

tie

)a.

ne

11/

101

be

1

喇

0

譋

1

M. Brabie, Procureur général, ci-devant Procu-

M. de Matignycourt, Avocat général, cl-devant

#### SUBSTITUTS.

Mrs Guillemin & Rossin, tous deux Avocats au Baillinge.

Du 4 Avril 1771.

Extraît d'une Lettre de Rennes, du 31 Mars 1771..... Notre Parlement, outre ses desnieres Remontrances très belles concernant l'érection des Conseils supérieurs, a rendu un Arrêt le 27 de ce mois, imprimé, publié & affiché, portant désenses tous officiers de justice de les reconnoître; il est dans le goût de ceux déja rendus par d'autres Parlemens.

#### Du 5 Avril 1771.

M. Rouillé d'Orfeuil, Intendant de Champagne, yant appris les bruits injurieux qui couroient sur le

compte du Sr. Gieruit, qu'on prétendoit n'avoir quitré sa charge de Notaire qu'à raison du mauvais état de ses affaires, & que des gens mal intention nés vouloient faire passer à Châlons pour banque routier, a cru devoir en prévenir M. le Chancelier. Ce Chef de la Magistrature très jaloux de voir ou cuper les placés des nouveaux tribunaux par des membres capables & irréprochables, a mandé le Sr. Girault, l'a obligé de lui rendre compte de la situation de ses sinances, & ayant reconnu l'exactitude à la candeur de cet officier, il l'a rassuré, & lui a promis toute l'étendue de sa protection.

10

8

k

d

ê

d

d

d

b

fe

C

to

1

di

f

n

bi

te

Ce Sr. Girault est d'autant plus malheureux, qu'après avoir passé pour banqueroutier à Châlons, obligé de revenir en cette Capitale finir & arranger ses affaires, on dit à Paris qu'on l'a chassé du Consell. Ce qui est absolument calomnieux: il se dispose à y

retourner après la Quafimodo.

#### Du 5 Moril 1771.

Ces jours derniers M. le Comte de la Marche est allé en chassant au Tremblai chez M. d'Aligre, is Premier Président du Parlement, avec lequel il est fort lié, & a fait tomber la conversation sur le nouveau Parlement; il à paru vouloir le placer à la têt de cette Compagnie, en lui déclarant qu'il en parle roit à S. M. & qu'il regardoit cette sollicitation comme un service à lui rendre: on ajoute que M. d'Aligre en témoignant à S. A. toute sa reconnois sance de vouloir bien songer à lui, ne sui a pas distinulé qu'il regarder eit comme un très meuvais office celui de le proposer au Roi. Envain le Pring

rolt

vala

on

100

ler.

00

des

Sr.

us.

8

10.

1'2.

19/

ger

ell.

y

eff

eA

U

C

6

10

M

18.

E.

q

a essayé toutes les tournures propres à le gagner, il l'a trouvé inébranlable. Cette anecdote qu'ors regarde comme certaine, fait honneur à la chaleur de l'amitié de M. la Comte de la Marche, à plus encore à l'intégrité de M. d'Aligre.

## The Dust More Leaved and Treat

cer, le Siege affantie, les grat da Rol dans con Les gens les plus confians aux opérations de Misle Chancelier femblent desespérer aujourd'hui de voir confommer mardi prochain, jour de la rentrée du Palais, le nouveau Parlement, qu'ils affaroient être tout prêt. On est convaince que les membres. du Confeil, malgré leur réclamation, feront obligés de rentrer & de continuer à représenter le simulacre de cette Compagnie. Ce n'est pas que le Chef de la Magistrature n'ait fait les plus grands efforts dans ca tems de Vacances pour achever ce grand ouvrage s on affure qu'il a furtout cherché à ébranier les mentabres du Grand Conseil, qu'il en avoit déterminé plus fieurs dans l'espoir que le reste suivroit; mais que: les créatures même, voyant la fermeté de leurs confreres, n'ofent s'en détacher. En forte que M. le Chancelier est obligé de ramasser des fujets isolés de toutes parts, & tandis que l'un lui donne sa parole. l'autre la retire, ou il découvre fur les candidats. des notes si facheuses qu'il est obligé de les rayer de: fon propre mouvement. Les magifirats de nom qu'on nommoit dans le Public pour composer le grand banc de ce Parlement, s'en défendent ; les Nicolai, les la Briffes, les Caumartins, &c. réclament hait tement contre un soupcon aussi injurieux : & la liste when he Burger lowers in & Ideal y samula

te réduit à Mrs. Seguier & de Fleury, qu'on ak être dévoués aux volontés de la Cour.

#### double at the Du 5 April 1771, historial ob in

di

q

k

fi

Extrait d'une Lettre du 16 Mars 1771. Ce jouren la Chambre du Confeil du Bailliage de Berri, à Bourges, le Siege assemblé, les gens du Roi sont entrés & ont dit:

Tally will by

,, Que contre les fentimens de leurs cœurs, il font dans l'affligeante nécessité d'être porteurs d'un Edit du Roi du mois de Février dernier, contenant création de Conseil supérieur dans différentes villes du Royaume, & l'état des Bailliages qui doiventy reffortir; que par une voie qui leur a été jusqu'à ce moment inconnue, cet Edit leur est parvenu, à l'es fet d'êire lu, publié, l'audience ordinaire de ce Sie ge tenante, & régistré ès régistres du Greffe pour avoir recours au besoin: que malgré l'hommage de à une Loi qui paroît porter l'empreinte du Souve rain, ils ne peuvent cependant, sans violer la sol de leur ferment & fans encourir le reproche de precipitation, en adopter les principes par aucun acte de publicité légale, S. M. ne s'étant point encore expliquée définitivement, & n'ayant point pourve par des réglemens promis, à la bonne & prompte administration de la justice dans lesdits Consells supérieurs. Ce qui prouve qu'il n'y a point encore dans ces tribunaux, le degré irrévocable de perfection & de stabilité qui doit constituer le Com de juffice; que néanmoins pour laisser au Siege la liberté de délibérer fuivant sa prudence, ils met tolent fur le Bureau ledit Edit & l'état y annexé." Alt

en

ur.

rés

ile

un

ant

es

7

CB

ef.

10

e. oi

Eux retirés : la matiere mile en délibération le Siege justement allermé de l'état aftuel du Perlement de Paris , d'où il resfortit par une let aussi ancienne que le Parlement même, a déclaré (fans manquer aux egards qu'il doit à tous Corps de justice) que dans les circonstances présentes, il ne pouvoit, ni ne de voit, au préjudice de son serment dont il n'a point été relevé, reconnottre par aucun ace de publicité légale, la supériorité & le ressort desdits Confesse supérieurs, ni obtempérer à leurs mandemens, Jusqu'à ce que S. M. se soit expliquée définitivement & ait pourvu d'une maniere uniforme & permanen. te au réglement promis pour l'administration de la justice: jusqu'à ce sursis à la publication dudit Edit. à sera copie en forme du présent délivrée au Procureur du Roi pour en user ainsi qu'il verra bien être. Fait en la Chambre du Bailliage de Berri, à Bourges le Siege affemble."

NB. Le présent Arrêté a été adressé à M. de la Boissière, Procureur général du Roi au Conseil supérieur, en son hôtel à Blois, le 20 Mars 1771.

#### Du 6 Avril 1771.

Depuis la disgrace de M. l'Evêque d'Or'éans, quatre cabales divisent la Cour pour y porter leurs créatures & faire tomber sur l'une d'elles la seuille des Bénésices. Le parti de M. Bertin, Ministre, voudroit faire nommer à ce ministere M. Bertin, Evêque de Vannes. M. le Duc de la Vrilliere, M. Pbelypeaux, Archevêque de Bourges. M. le Chanceller, M. de Jumiliae, Archevêque d'Arles, ou

M. l'Evêque de Luçen: & Madame la Comtesse Dubarri, M. de Recquelaure, Evêque de Senlis. Le Roi pressé entre ces quatre factions, pour se débarasser de toutes à la fois & sans consulter personne laisse à tout le monde l'espoir de réussir, a jetté les yeux sur M. le Grand Aumônier, Archevêque de Rheims, prélat dont le grand age doit faire espérer qu'il laissera de nouveau la place incessamment vacante. On dit que sa Grandeur commence à recevoir des complimens.

#### Du 6 Avril 1771.

Les Remontrances du Parlement de Provence dont en a parlé, quoique du 19 Février, ont eu jusqu'à présent beaucoup de peine à percer. Outre le partide M. le Duc d'Aiguitien fortement intéresse à araêter la distribution de cet écrit, on on le ramene sur la scene de la façon la plus cruelle & la plus humiliante, les Ministres ont été extrémement choques de la phrase suivante, page 22, ligne 2: ce fereit un très grand bien que des ministres prévarienteurs fusifent punis... ils ont redouble de vigilance & d'activité pour dérober au public, s'il étoit possible, ces Remontrances, qu'ils regardent comme une espece de Fasium dirigé contreux.

### Du 6 Avril 1771.

Quelques courtifuns recontent que le Curé de Si-Louis de Verfailles, Paroiffe du Roi, étant ellé fuivant l'ufage faire sa cour à S. M. dans le ces some, Elle l'avoit beaucoup questionne sur le nom146

Le

2.

ne:

es

de

er

2.

.

1

bre des morts, des malades & des pauvres. Qu'à l'égard de ce dernier objet, le Roi ayant entré dans quelques détails sur leur nombre & qualité, le Curé ne lui avoit pas dissimulé qu'il y en avoit beaucoup & même des gens de sa maison; à quoi S. M. avoit repliqué: je le crois bien, on ne les paye pas. Il payroit constant en effet que plusieurs palfreniers & autres domestiques subalternes lui demandent l'aumone, n'ayant que leurs gages pour vivre, arriérés de plusieurs années.

#### Du 7 Aveil 1771.

On ne regarde pas encore comme décidée la no; mination du Roi en faveur de l'Archevêque de Rheims, pour la feuille des Bénéfices. Mais on partie aussi de donner l'inspection des Economats à M. l'Evêque de Senlis: quoique ce détail paroisse peudigne d'un Prélat, comme objet particulier & ayant toujours été réuni à la Feuille, on a trouvé dans cette partie une si grande déprédation, qu'on la considere aujourd'hui comme méritant l'attention spéciale d'un Prince de l'Eglise. Le bruit court même qu'on fait revenir l'abbé de Foix pour lui faire rentre compte du desordre de la Calife.

Cet abbé de Foix a depuis longtems passé pour un très mauvais sujet, & c'est à cette occasion que M, le Chancelter, qui ne nie pas être l'auteur de la disgrace de M, l'Evoque d'Orléans, dit en plaisantant qu'il a fair envoyer l'abbé de Foix dans cette Chartreus, parce qu'il l'a toujourt jugé propre à jouer to tôle du Portier des Chartreux.

arrive and contract for proportion for appriva

# tre des monts. itrraficie & uich pauvier ! On's

Il parote une feconde Ode pour fervir de fuite sur

u

e

118

10

h

pu

dé

m e

dic

de

bre

Sa

cet

pér

mic

les

un

cef

le

Chancelierer colles embrasse les dérnières opérations de M. le Chancelier. Dans les 27 strophes dont ette est composée; il s'en trouve d'une grande énergie, & qui sement tout l'enthousiasme du Poëte.

Il paroit sussi des Couplets sur la Cour, & sur Madame la Comtesse Dubarry principalement, dont ils dépeignent les partisans. M. le Duc de Riebellen, M. le Comte de Busse, M. le Duc d'Aumont, M. le Comte de Maillebell, M. le Duc d'Aumont, M. le Duc de Villerel, M. le Prince de \* \* \*, y figurent parmi les hommes. On n'oublie pas les semmes, Madame de Valentissinois, Madame de l'Hôpital, Madame la Maréchalle de Mirepois, &c., C'est une satyre platte & qui n'approche pas des vaulevilles piquants de la vielle

# Du 8 Avril 1771.

le Cour. In hards in the same.

M. le Chancelier, pour contrebalancer l'effet que pourroient produire dans le public les divers écritiqu'on a répandu sur son projet de destruction ou de réformation des Parlemens, a fait composer d'autres ouvrages en sa faveur, tels que des Considérations sur l'Edit, Réserions d'un Citoyen, &c. Les gens impartiaux n'y trouvent pas cette force de raisonnement, ce droit des gens, cette réclamation contre le Despotisme, si bien établis dans les premiers. On a aussi affecté de réimprimer un Arrêt rendu en 1732, par le Parlement de Provence, contre un puvrage qui contenoit les propositions qu'avancent

aujourd'hui les Parlemens, mais qui en renferment uffi d'autres qu'ils proscrivent, & sur lesquelles amboit la flétrissure dont il a été accueilli dans le ens.

#### Du 8 Avril 1771.

1.1

X

nt

t.

Ĭ

it

1

Il passe pour constant que le Conseil rentrera demain, mais qu'il y a témoigné une si grande répumance, qu'il a failu leur expédier des Lettres des Carbet qui leur enjoignissent de le faire.

the position property with the second of

#### Du 9 Avril 1771.

Vues pacifiques fur l'état acquel du Parlement : tel el un imprimé en date du 4 Mars, répandu depuis eu, oh l'on démontre que le racommodement entre Cour & le Parlement tient à peu de chofé, depuis que le Roi dans l'Edit de création des Confeils déclare son impuissance de changer les Loix Fondamentales, &c. Ce petit écrit est fort fage : après svoir fait le tableau effrayant de nos malbeurs, il indique le remede, qui n'est autre chose que le rappel des Magistrats, l'abolition du fatal Edit de Décem bre, & le retour à la regle & aux vrais principes. Sans rien dire de nouveau, cet ouvrage est un de ceux qu'on ne scauroit trop multiplier, afin de faire pénétrer l'instruction & la vérité chez les gens les moins instruits, & dans les provinces du Royaume les plus reculées. Au moyens de cette fécondité de umieres, la Nation connoîtra enfin ses vrais intérêts & poussera un cri unanime vers le Souverain. si né. cessaire pour réveiller l'engourdissement dans lequel le plongent les Ministres qui l'obsedent.

#### Du 9 Avril 1771.

10

mé

Su

C

ch

6

1

1

Parmi les différens Edits Burfaux il y en a dem qui concernent le papier, une Déclaration contenant une augmentation de près du double sur les droin d'entrée de cette marchandise, & un Edit ordonnant un impôt nouveau au moyen d'un timbre à imprimer fur toute espece de papier quelconque, depuis le papier à fucre jusqu'au papier à poulet, a raison de 5 deniers par feuille, de 4 & de 3, fuivant les diver ses especes. Les Imprimeurs & les Libraires allarmés de cette Inquisition, qui doit avoir un effet retroactif fur tous les effets en marchandise de leur magafins, ont dreffé un Mémoire, où ils repréfentent les inconveniens d'un Impôt, qui, en paroissant fatt pour augmenter les revenus du Roi . doit au contraire les diminuer, par le découragement qu'il jetten dans cette branche de Commerce, dans les Manufactures, & parmi les Artiftes que ces vexations obligeront d'émigrer chez l'Etranger & d'y porter leur industrie. Ils ont aussi cherché à s'étayer des réclamations des Agens généraux du Clergé, & des Secttaires des diverses Académies & autres Corps Lib téraires, ainsi que ceta s'est pratiqué, il y a nombre d'années, qu'il avoit été question d'un semblable projet que les inconvéniens firent abandonner alors M. le Chancelier & M. le Contrôl our général n'ont encore donné aucune solution à ce Mémoire.

### Du 9 Avril 1771.

Le Confeit a repris aujourd'hui ses séances au mouveau tribunal, & la Grand'Chambre s'est ou-

verte par une cause en séparation qu'un Avocat au Conseil a commencée. Cet Avocat est un nommé le Prince, qui a fait ci-devant les fonctions de substitut du St. de Calenne, Procureur général de la Commission de Bretagne, enveyée pour faire le Procès à Mrs. de la Chalotais & aux Magistrats accusés.

dem

enant

droit

nnant

rimer e pa

n de

lver-

allar.

t 18.

leurs

ntent

falt

COD-

tera

anu

Alde

eur

cla

cré

Lite

bre

10.

21

ont

U

U.

#### Du 9 Avril 1771. bas al attanta

area areaes memoir shoulder areae force

Avis important à la Noble ffe. Réponfe aux Remon. trances de la Cour des Aides du 18 Février par un membre d'un Confett supérieur. Lettres Américaines fur les Parlemens Extrait de différens Edits, Réelemens, Ordonnances, &c. Lettre d'un Président du Bailliage de Normandie & un Prifident du Parlement de Rouen. Sentimens des flo Confeils souverains, &c. Tels font les ouvrages nouveaux qu'on répand aved profusion pour favoriser le Système du Despotisme. qu'on cherche Maccréditer. Il y en a pour tous les gens d'esprit & pour toutes les especes de lecteurs. de plaisans & de férieux, de favants & de superficiels; & les chefs des différens Conseils doivent en emporter des Ballots pour les communiquer à leurs partifans dans les provinces. Les gens impertiaux & les amis de la Liberté n'y trouvent encore rien de fatisfaifant rout y fent l'esprit de parti, ou le plus bas esclavages mande uni imp de Menh and

#### Du 10 Avril 1771.

to Markeled Theo diskinkense s'ell de le malles

Dès lundi le bruit s'étoit répandu que M. Lamoignon de Malesberbes, Premier Président de la Cour des Aides, étant sur le point de revenir de sa

273

tail

fin

te

po

êtr

qu

d'I

2

5

pa

de

9

fi

P

vérifiée & reconnue vraie ne pouvoit qu'annonce quelqu'événement finistre pour sa Compagnie. En effet la nuit du lundi au mardi des Mousquetaires ont porté à chacun des membres de cette Cour une Lettre de Cachet, leur enjoignant de se rendre au Palais le mardi neuf à huit heures du matin, pour y entendre les ordres du Roi, avec défense de rendre avant aucun Arrêt, de former aucun Arrêté, de prendre aucune Délibération, ni même de s'affembler, à peine de desobéissance.

Vers les sept heures du matin un gros détachement de la Pousse ou Guet à pied de Paris s'est répandu dans les cours du Palais, dans la Grande Salle & jusques sur les escaliers de la Cour des Aldes. On prétend qu'une partie même a pénétré dans la Salle d'audience : ce qui a obligé les Magistrate de se tenir à la buvette. A l'heure indiquée, des coureurs ont annoncé l'arrivée de M. le Maréchal Duc de Richelieu, accompagné de Mrs. de la Galaissière & d'Ormesson, Conseillers d'Etat, & escorte d'un autre détachement d'environ ceut hommes d'armes de la même pousse : ce qui, joint à ce qu'il y en avoit déja, formoit un Corps de plus de trois cens hommes.

Les Magistrats s'étant réunis pour entendre les ordres du Roi qui leur étoient annoncés, & dont M. le Maréchal Duc de Richelieu s'est dit le porteur, il a voulu en cette qualité prendre place après M. Charpentier de Boisgibault, le Président qui tenoit l'assemblée. On lui a observé qu'elle n'étoit due qu'aux Princes du Sang seuls, qu'il ne pourroit sièmer sur le grand banc, & qu'il falloit qu'il se mit

elle

cet,

En

res

nne

an

ry

dre

en-

18

. 1

6

10

i.

15

r

3

1

avant le Doyen des Confeillers. Le Maréchal Dataillé quelque tems pour foutenir la prétention, enfin il a passé au sieu qu'on sui destinoit, avec une sorte d'humeur, & les deux Confeillers d'Etat se sont portés en face de sui.

Comme les Gens du Rot n'entrent qu'après en être avertis de l'ordre du Président par un Huissier qui va les chercher au parquet, & qu'il n'y avoit point d'Huissier pour les avertir, le porteur d'ordres leur a envoyé par le Buvetier une Lettre de Cachet, leur portant injonction de se rendre à l'assemblée & de s'y mettre de leur banc.

Alors le Maréchal a annoncé l'objet de sa mission, par un discours contenant à peu près le préambule de l'Edit de supression de la Cour des Aides dont il s'est dit porteur, & quelqu'un de Messieurs ayant voulu parler, il a montré une Lettre de Cachet qui désendoit d'opiner: il a fait lire par M. de la Galaisière cet Edit, dont il est inutile de faire le détail, puisqu'il sera rendu public: le peu d'utilité dont est cette Cour, & les frais qu'elle occasionne à ceux qui sont obligés d'y venir plaider, y sont exposés comme les raisons du changement; qu'on n'y inculpe en aucune saçon les Magistrats de cette Cour, qu'on leur y donne même des étages, & qu'on leur y montre des égards pour la suite.

Après cette lecture le porteur d'ordres a requis les Gens du Roi de donner des Conclusions, & ces Messieurs ayant suivant l'usage demandé communication de l'Edit, il leur a administré une seconde Lette de Cachet qui leur enjoignoit de conclure à l'enrégistrement, sur le champ & sans aucune communication préalable. Alors M. Bellanger, le Premier

Gre

re

no

M

m

jo

Pi

les

té

tr

1

d

q

n

6

ŧ

8

1

1

Avocat général, les larmes aux yeux & d'abondance de cœur, a prononcé un discours succint & touchant, où en combattant les motifs de supression énoncés dans le préambule de l'Edit, il a détaillé en bref, au contraire, les divers objets d'utilité dont étoit la Cour des Aides, il a fait voir que sa principale fonction étoit de désendre la Nation contre la rapacité des traitans, leurs exactions, & les surprisses qu'ils faisoient perpétuellement à la Religion de Roi. Il a pourtant conclu à l'enrégistrement, du tre exprès commandement du Roi.

Quand il a fallu enrégistrer, le Greffier a result de le faire sans l'ordre du Président. Autre Leur de Cachet à l'instant, que lui a donné Mo le Muschal, pour le faire & obéir.

Après cet acte d'autorité abfolue, M. M. refin en place comme pour délibérer, le porteur d'ordre leur a dit qu'il étoit chargé de s'opposer à toute de libération, de dissoudre incontinent leur affemblée, de les faire fortir devant lui & de ne pas même per mettre qu'ils se retirent dans leurs Chambres: ils appuyé le récit par l'exhibition d'une multitude de Lettres de Cachet en blanc, qu'il a dit avoir la le berté de remplir comme bon lui sembleroit. M. M. ne paroissant encore tenir compte de son injonction, il leur a ajouté qu'il étoit autorifé à les faire enlever de force par les archers qu'il avoit avec lui. La Conseillers d'Etat ont attesté la vérité de l'ordre, & quelques membres plus timides s'étant ébranlés l'assemblée s'est rompue. M. le Maréchal'les a fait de filer devant lui, deux à deux, en les appellant par feur nom, entre deux hayes de foldats de la pouffe. Il est resté le dernier il a fait mettre le fcellé fur la

Greffes, par les Conseillers d'Etat, s'est fait remetne les différentes cless, & les a emportées.

lance

tou

ffior é en

done

re la

rpri-

o de

tre

ful

ttre

ar6

ant

res dé-

ée,

er-

1

16

M.

n,

er

es

k

18.

é.

11

3

#### Du 10 Avril 1771.

M. Bourgeois de Boynes, Conseiller d'Etat, a été nommé hier Secrétaire d'Etat au Département de la Marine, & il en recevoit aujourd'hui les complimens en sortant de l'audience.

Les Mercuriales d'après Paques ont eu lieu aujourd'hui: elles ont été faites à huis clos, par M. le Procureur, suivant l'usage. Son discours rouloit sur les devoirs du Magistrat. Quatre Huissiers ont prêté le serment au nouveau tribunal.

#### Du 11 Avril 1771.

Extrait d'une Lettre d'Ambleteuse, le 6 Avril Ambleteuse est un mechant village à trois lieues de distance de Boulogne, où est exilé M. l'abbé de Malezieux, Conseiller Clerc au Parlement de Paris. Il n'y a de remarquable dans cet endroit que la tour bâtie au-delà du port, & que la mer à marée haute baigne de ses flots. Elle est belle dans son genre, c'est un ouvrage de M. de Vauban; elle est habitée par quatre Invalides, qui y montent la garde: il y a un logement fort succipt pour le Commandant, qui n'y vient qu'en tems de guerre. La plate-forme du bas est garnie par 13 canons assez beaux, & celle d'en-haut par cinq. Au surplus il y 2 12 maisons dans ce malheureux trou, dont trois habitées par des paysans qui vivotent, le reste par de pauvres diables dont le métier est d'aller en route.

én

ffic

one

eui

ena it

mp

u ice

om

M

1

nt

15

ols

ote

ít.

am

21

ur

e

ut

de

1

ue A

çu oit

To

Aller en route, en jargon du pays, veut dire men dier fon pain. Dans le tems du flot, l'habitation d M. de Malezieu n'en est qu'à trente pas, elle e fur une falaise de sable : c'est celle de l'Ingénieur mais inhabitée depuis longtems, parce que le ton est en ruines, ainsi qu'elle : elle n'a qu'un rezde chaussée fort bas, pour ne pas donner prise à l'im pétuosité des vents. Dans la cour est un arbre, le seul qui soit dans le pays, & qui ne s'éleve jama's impunément au dessus de la maison : le fier Aquille l'élague à mesure. On ne voit au loin que des montagnes de sable aride. Ce séjour, glacé en hiver, & bialant en été, m'a para très mal-fain pour une complexion auffi délicate que celle de l'abbé. Il n'el pas malade, mais il y fouffre; il ne peut avoir de fociété que de Boulogne, à trois lieues de distance comme je l'ai déja dit. Son Curé est auteur d'un petit livre bleu, int tule la Vie de St. Pierre d'Am. bleteufe. Il y a à la fin des hymmes & des cantiques en profe. Jugez de la ressource dont peut être a bon Pasteur. Au surplus, M. de Malezieux soutient fon exil avec galeté; lui & sa sœur font un bien infini au pays où ils font, en occupant autant qu'ils peuvent ces pauvres gens & les faifant subfifter.

#### Du II Avril 1771.

Extrait d'une Lettre de Boulogne sur mer, du 6 Avril 1771... La Senechaussée de cette ville & celle de Montreuil n'ont point enrégistre l'Edit de création des Conseils supérieurs: on élude, sans resus formel. En général il y a une antipathie entre ce pays-ci & les Attésiens. Calais à enrégistre.

Den

n de

e el

eur.

On

-de-

im.

lon

On.

et, une

'eft

de

ce.

un

1180

ues

CB

ent

n.

'Ils

11

du

ile

dit

ns

nie

gł.

1

né, mais vous allez voir comment. Le Lieutenant énéral de cette ville est en procès avec les autres fficiers, qui sont décrétés, & par conséquent sans onctions. Lors du l'envoi de l'Edit par le Procueur général du Conseil Souverain d'Arras, le Lieuenant général s'absenta, & l'enrégistrement a été it sur le requisitoire du Procureur du Roi, par un mple Avocat, au désaut de tous autres juges . . . u surplus dans tous les sieges les fonctions de la juice vont très mal, ou plutôt sont à peu près interempues.

#### Du 11 Avril 1771.

Mrs. de la Cour des Aides chassés de leur tribupar M. le Maréchal de Richelieu, ne se regarnt point comme destitués légalement, se sont rens sur le champ le matin chez M. Charpentier de digibault, leur Président, y ont dressé leur pros verbal de ce qui venoit de se passer, & leurs otestations contre tout ce qui avoit été & seroit t. On prétend même qu'ils ont expédié sur le amp des couriers à la Cour des Aides de Rennes autres du Royaume. Quoiqu'il en foit, à onze ures du même matin M. de Boisgibault a reçu e Lettre de Cachet qui l'exiloit à sa terre, dans 1 24 heures. Les Présidens Bernard, Choart, utras, Hocquart, de la même Cour, ont aussi des Lettres de Cachet, ainsi que Mrs. de Fax, Tilliers, Brion, Conseillers, pour s'exiler à dix ues de Paris, à leur choix, dans le même délai. A 4 heures du soir le Président de Boisgibault a qui une seconde Lettre de Cachet, qui lui enjotoit de partir sur le champ. Tome I. L

Mrs. de la Cour des Aides étoient 32 à l'affen blée du matin chez leur Président.

#### Du 12 Avril 1771.

L'Archevêque de Rheims, Grand-Aumônier, a les Economes font réunis au Contrôleur général.

#### Du 12 Avril 1771.

Il paroît un Arrêt du Parlement de Bordeaux, e date du 26 Mars, contre la recréation des Confeils Supérieurs, le même à peu près, quant a fonds & à la forme, que les Arrêtés ou Arrêts du cités.

#### Du 12 Avril 1771.

f

(

h

Ï

Ă

K

A

Pie

de

E

éb fo

lai

On écrit de Rouen que la nuit du 7 au 8 de 6 mois, on a enlevé par Lettre de Cachet trois la braires de cette ville, ainsi que l'Imprimeur du Pale ment. Ce qui a jetté une fermentation encore plu grande dans cette Compagnie. On ne doute paque ce ne soit rélativement à l'impression & distribution des Arrêtés, des Remontrances & And de cette Cour dans la crise présente. On assur que M. le Duc d'Harcourt a eu ordre de s'y rende pour quelque expédition.

#### Du 12 Avril 1771.

Le Sr. Linguet, Avocat de Mr. le Duc d'Aigni lon, n'ayant pas olé répondre pour ce Pair en qualité, dans la cessation générale de son Ordre, a pris la tournure d'écrire comme auteur, & il a répandu depuis quelques jours un Mémoire pour son client, sous le titre de: Observations sur l'imprimé intitulé Réponse des Etats de Bretagne au Mémoire du Duc d'Aiguillon: par Simon Nicolas-Henri Linguet. On en parlera plus amplement une autre sois.

#### Du 13 Avril 1771.

L'ouvrage du Sr. Linguet est précédé d'un averdiffement, où il dit que ce n'est pas l'ancien commandant de Bretagne, que c'est lui-même qu'il dé. fend; que le Roi pour cette fois a révoqué la défense de parler desormals des affaires de Bretagne, & lui a permis de justifier la justification de M. le Duc d'Aiguillon. Ensuite, à l'ombre de l'Arrêt du Conseil du 2 Janvier qui a proscrit la Réponse des Etats, dont il se couvre comme d'une Egide qui le rend invulnérable, il ofe provoquer à la fois & les Riais & le Parlement de Rennes, qui d'après un compte rendu a brûlé son Mémoire par Arrêt du 14 Août 1770. Le ton impudent dont toute cette efpace de préface est écrite, ne peut que révolter les lecteurs honnêtes, & les indisposer d'avance contre l'auteur.

Le reste est un volume aussi gros qu'ennuyeux à deux colonnes, dont l'une contient le Mémoire des Etats, l'autre les observations de l'Ecrivain. Du premier il résulte que M. le Duc d'Aiguillen avoit ébranlé la Constitution nationale jusques dans ses sondemens, avoit jetté la division dans les familles, laissé les sinances de la Province dans le plus grand

I

b

t

1

d

di

n

le

le

pe

tag

Re

he

le I

pou

les

par

en i

être

Sesordre, le patrimoine de ses villes dissipé, le crédit public anéanti; qu'il avoit armé contre lui les Loix, le Parlement, la Nation, qu'il étoit le slésse

d'un million d'hommes . . . .

Suivant les Observations, au contraire, le Commandant accusé a respecté les privileges de la Bretagne avec plus de scrupule qu'aucun de ses prédé. cesseurs; il a trouvé le secret difficile de concilier les intérêts du Prince avec ceux des peuples, & la contribution indispensable aux besoins de l'Etat avec le soulagement des particuliers; il a fixé sur les cotes de cette province la victoire qui abandonnoit le armes françoiles, & donné lieu aux Bretons d'applaudir à des triomphes, tandis que tout le reste du Royaume pleuroit fur des desastres; il a rétabli sans fraix les communications entre les villes, & multiplié les débouchés du Commerce par la multipliation des chemins, fans manquer aux égards dus ! l'indigence dont il falloit employer les bras pour ouvrir ces sources de richesses. Il a mattrise la mer, en réparant prefque tous les ports de Bretagne dégradés par impuissance ou par inattention; les rivieres, en creufant leurs lits, en rapprochant, en réunissant leurs eaux trop divisées, en augmentant par des travaux auffi fimples que folides leur profondeur & par conséquent leur utilité; les sables même de l'ocean, en leur arrachant de vastes terrains qu'ils avoient déja submergés, & une ville entiere (Saint Pol de Léon) qu'ils menaçoient d'ensevelit bientôt. Il a en négociant & faifant réuffir l'acquifition des contrôles, desormais réunis au domaine de la province, fait succéder en Bretagne une régie douce & juste, à une perception que l'on

le

les

éau

me

re.

dé.

ier

la

Pec |

10.

es

יקו

du

ns

ti.

2.

ur

la

n

1

e

accusoit d'être abusive & tyrannique; opération doublement avantageuse, en ce qu'elle a procuré d'une part des soulagemens aux Particuliers & un profit certain aux Etats. Il a facrifié les Prérogatives de fa place pour augmenter celles des Etats, & ses revenus pour prévenir la diminution des leurs: il a favorifé l'embellissement des villes, en remédiant à la diffipation de leur Patrimoine. Il a fait tout ce qu'il falloit, sinon pour relever entiérement le crédit public, ce qu'affurément les circonstances ne permetpoient pas, du moins pour empêcher sa chûte totale. Il n'a armé contre lui que les ennemis de l'ordre & des Loix. Il a mérité l'approbation du Souverain, des Ministres & de tous ceux des sujets que la haine n'a point aveuglé, que le fanatisme d'un parti qui les joue n'a point entraînés . . .

Mais, d'une part, c'est la Province entiere, sous le nom des Etats, qui parle, comme on doit le croire

par cette piece qui termine le Mémoire.

Extrait des Registres du Greffe des Etats de Bretagne, tenus par autorité du Roi en la ville de Rennes. Du vendredi 21 Décembre 1770 neuf heures du matin:

Monseigneur l'Evêque de Rennes, Monseigneur le Marquis de Piré, Monsieur le Senechal de Vannes.

Sur le Mémoire fait par la Commission nommée, pour examiner celui signé Lingues, & y répondre : les Etats ont adopté & adoptent ledit Mémoire fait par la Commission, ordonnent en conséquence qu'il en sera incessamment imprimé 3000 exemplaires pour être distribués en sa présente tenue; & que la même

Commission, de laquelle Mr. de la Bedoyere a été nommé à la place de M. du Sel des Monts, veilles sa à ce que l'Impression en soit faite avec autant d'exactitude que de célérité.

(La Minute fignée)

FR. Eveque de Rennes.

G de Rosnyvinen Marquis de Piri. C

10

G

I

11

lé

PC

G

Q:

eft

fié de

for

bre

Ce

enc fés

de

#### Borie.

Que peut conclure de deux résultats aussi contra dictoires, soutenus de part & d'autre de faits cités de réjettés tour à tour comme faux, un lecteur impartial, hors d'état de se faire administrer les pieces juridiques? Qu'en conclura la postérité, pour qui a fameux procès sera peut-être encore plus problématique, sinon qu'il est tout aussi impossible que d'après la réclamation aussi constante, aussi nombreuse, aussi articulée de la plus sorte partie de la Province, M. d'Aiguillon ne passe paur un grand & un très grand coupable, que dans la fermentation d'une haine aussi générale, de tant d'animosité particulières, il ne se soit nécessairement glissé dans les accusations beaucoup d'erreurs, de faussetés, de calomnies atroces.

#### Du 14 Auril 1771.

Hier dans la nuit tous M. M. les Présidents à Conseillers du Grand Conseil ont reçu des Lettres de Cachet, portées par des Mousquetaires, pour qu'ils aient à se rendre à Versailles à sept heures

été

lle.

ant

120

iré.

126

så

m.

CES

C

na.

d'a

10-

ind

tes

ni

de

a

res

tuc

189

du foir, à l'effet d'y passer vingt-quatre houres, avec désenses de s'assembler jusques-là ni de prendre aucune Déliberation.

Tous M. M. du Grand Conseil ont reçu de pareilles Lettres de Cachet, à l'effet de se trouver le matin douze à sept heures au Palais, pour y entendre les ordres du Roi. Le nouveau tribunal, les chambres assemblées, a été invité de la part du Grand Maître des Cérémonies, de se rendre à Versailles aujourd'hui 13, à 11 heures du matin, au Lit de Justice que S. M. doit y tenir.

Les Princes & les Pairs ont reçu de pareilles invitations. On ne sçait pas encore ce qu'ils feront. Il y a eu plusieurs assemblées chez M. le Duc d'Orléans, & chez M. le Comte de Clerment. Il passe pour constant que ce matin les Princes, (M. le Comte de la Marche excepté) ont fait signifier au Greffe, toujours subsistant du Parlement, des Protestations contre tout ce qui s'étoit fait & se feroit.

#### Du 14 Avril 1771.

La Protestation des Princes est très vraie, elle est détaillée & contient 15 pages, elle a été signifiée hier matin, comme on a dit, par un Huissier de la Chambre des Comptes, & le Gressier, a été sonné en même tems de la présenter sur le champ M. M. du Conseil assemblés à la Grand' Chambre, prêts à partir pour se rendre au Lit de justice. Ces M. M. n'ont pu en entendre toute la lecture, encore moins délibérer en conséquence, étant presses par le tems; ils ont remis la séance au retour de Versailles.

Les Princes avoient arrêté en outre de ne point se rendre au Lit de justice, & ont écrit le samedi matin une Lettre au Roi, pour en témoigner leur dou leur à S. M.

11

(

n

İ

H

l

A minuit de la nuit du vendredi au famedi, ils avoient envoyé chez M. le Comte de la Marche, pour tenter un dernier effort sur lui, & lui apprendre que tous les Princes du sang, y compris même le Duc de Bourbon, avoient fait une protestation contre ce qui devoit se passer, & ne se trouveroient point au Lit de Justice.

#### Du 14 Avril 1771.

Extrait d'une Lettre de Verfailles, du famedi 11 Avril . . . Le Roi est entré au Lit de Justice, l' près de onze heures. Le Chanceller a ouvert le Mance de l'ordre du Roi, par annoncer la réfolu tion de S. M. d'anéantir son ancien Parlement. Ca discours est une récapitulation de ceux qu'il a déla prononcés sur la même matiere; on y a remarqué de plus la Déclaration que sa Majeste, par un excès de clémence, vouloit bien rembourfer les charges de ces officiers & ordonner la liquidation de leurs finances. Les Gens du Rol ayant enfulte au permiffion de parler, M. Seguier, Premier Avocat général, a parlé avec une force & une onction qui a pénétré tous les cœurs; il a défendu les Paris. mens avec un zele qu'on n'attendoit pas de ce Magistrat, & voulant profiter de ce dernier moment pour réparer tous les torts qu'on lui imputoit, après avoir conclu pour l'enrégistrement des Edits, objets de la séance, du très exprès commandement du Roi. il a annoncé qu'il s'acquittoit pour la dernière fois de ce douloureux ministère, & qu'il remettoit la démission de sa charge entre les mains du Roi.

On a lu trois Edits: le premier de Cassation de l'ancien Parlement, le sécond de Cassation de sa Cour des Aides, le troisieme de Transsusson du canad Conseil en nouveaux Parlement.

Grand Conseil en nouveau Parlement.

it fe

ma.

OU.

ils

be,

en.

me

ton

ent

13

14

u.

Ca

éla

ué

X

ar-

cat

gul

10.

la.

ent

rès

ets

oi,

il

M. le Chancelier a parlé trois fois, avant la lecture de chaque Edit, & a mis dans ses discours la noblesse & l'énergie qu'on a déja remarquées dans

ceux qu'il a prononcés en pareilles occasions.

Il a été fait aussi lecture d'un Réglement en vingt & tant d'articles, concernant la nouvelle forme d'administrer la justice: la suppression de la vénalité des charges en fait la base, les places de Magistrature ne seront plus que des Commissions inamevibles; en conséquence le Roi ordonne le remboursement des charges de M. M. du Grand Conseil, même de ceux qui rempliront les places de la nouvelle Cour.

Le Roi a fini la féance, qui a duré fept quitt

d'heure, par la phrase suivante :

" Vous venez d'entendre nos intentions, je veux " qu'on s'y conforme; je vous ordonne de commen-" cer vos fonctions lundi : mon Chancelier ira vous " installer. Je défends toute délibération contraise " à mes volontés & toutes représentations en faveur " de mon ancien Parlement, car je ne changerai ja-" mais."

Le Roi a prononcé ces dernieres paroles, & furtout le mot jamais, avec une énergie qui a imprimé

la terreur dans toute l'assemblée.

Ensuite Sa Majesté a passé dans son Cabinet, & y reçu le serment du Sr. de Sauvigni, Intendant de

Paris, en qualité de Premier Président du nouveau Parlement.

Plusieurs Pairs, lorsque M. le Chancelier est allé recueillir les voix pour la forme, lui ont parlé fortement & ont exprime combien ils étoient opposés à ce qu'il se passoit, en déclarant qu'ils ne se trouvoient en ce lieu que pour obéir aux ordres du Rol.

Après le Lit de justice, Mrs. les Magistrats ont tous été diner chez M. le Chancelier, & viennent de partir pour se rendre à Paris à leur installation.

#### Du 14. Avril 1771.

M. le Chanceller avec M. M. du Grand Consell, formant le nouveau Parlement, le sont rendus au Palais; ils sent arrivés à cinq heures, escortés de la Maréchaussée, l'épée nue : le Guet à pied, le Guet à cheval, la Rôbe courre, & des détachemens de Sergents aux Gardes Françoises bordoient leur passage & s'étoient emparés des avenues du Palais. Ce spectacle militaire avoit attiré une soule prodigiense.

Après l'installation M. le Chancelier a déclaré à ces Mrs. que les ordres du Roi étoient qu'ils se rendissent lundi aux audiences ordinaires: il leur a enjoint de se tenir à leurs Chambres respectives, sans se réunir & vousoir former aucun Arrêté ou affemblée; & tout de suite il les a fait sortir, a sait sermer les portes devant lui: de sorte que M. M. du Grand Conseil ayant en desenses de délibérer sur les Lettres de Cachet qu'ils ont reçues pour se reindre à Versailles, ayant pendant tout seur séjour à la Courêté perpétuellement chez M. le Chancelier, depuis

le Lit de justice, n'ayant eu aucune permission de conférer ensemble, de se concilier, recevant encore après leur installation de véritables désenses ultérieures, n'ont pu jusqu'à présent exprimer leurs vœux, & l'on ne sçait si au premier moment de liberté ils ne donne sont pas leurs démissions tous ou en partie.

Ilé.

or.

és

H.

ol.

nt

nt

II.

#### Du 14 Avril 1771,

Le nouveau Parlement doit être composé de cinq Présidens à mortier, savoir, M. de Sauvigni, Premier: les autres sont Mr. le Marquis de Nicolai, ei-devant Colonel d'un Régiment de ce nom; M. le Prêtre de Châteaugiron, ancien Avocat général au Parlement de Bretagne, & décrété par sa Compagnie; M. de la Briffe, ci-devant Avocat général du Grand Conseil; & M. de la Beusdonnois de la Bretiche.

Le reste de la Compagnie sera composé de 70 membres, répartis en trois Grand' Chambres, une des Enquêtes & la Tournelle. Ontre M. M. du Grand Conseil, plusieurs membres de la Cour des Aides, des Chanoines de Notre Dame, des Avocats, quelques particuliers de Paris & des provinces, ont pris parti dans cette Compagnie. Ceux-là n'ont point été au Lit de Justice, mais se sont residus séparément au Palais lors de l'installation & y ont prêté serment entre les mains de Mr. le Chance-lier.

and the first of the property of the first o

#### Du 15 Avril 1771.

m

E

Les Princes, excepté le Comte de la Marche, ont reçu hier matin une réponse du Roi à la Lettre qu'ils avoient écrite la veille à S. M. Elle leur témoigne son mécontentement : en conséquence leur désend d'approcher de sa personne, & de voir la famille Royale; leur permettant au surplus d'aller où bon leur semblera, pourvu qu'ils s'absentent de tous les lieux où sera la Cour.

#### Du 15 Avril 1771.

La Gazette de Bruxelles, ainsi que celle de Berne, viennent d'être proscrites dans ce pays-ci: l'introduction en France en est désendue au Bureau des Gazettes Etrangeres. On prétend qu'elles ont déplu pour s'exprimer trop librement sur les affaires du Gouvernement.

#### Du 15 Avril 1771.

Ces jours derniers un cercle de femmes étoit chez M. le Chancelier, & ce chef de la Magistrature plein de sel & d'enjoument en société, malgré ses importantes occupations, plaisantoit les dames sur l'acharnement avec lequel elles déclamoient contre son nouveau Système; il leur reprochoit d'embarrasser ses opérations, de les retarder par leurs criailleries, par l'ascendant qu'elles prenoient sur leurs maris; &c. il ajoutoit qu'il trouvoit cela d'autant plus étrange, qu'elles n'étoient point au fait de la politique, que cette matière leur étoit interdite par leur sexe, leur

éducation & la foiblesse de leurs organes, qu'en un mot elles n'y entendoient pas plus que des Oyes.... Ebl ne savez-vous pas, M. le Chanceller, lui répondit avec vivacité Madame Pelletier de Beaupré, que ce sont les Oyes qui ont sauvé le Capitole?

ont

111

ne

lle

les

du

in

r

11.

25

11

il

18

ır

## Du 16 Auril 1771.

L'on compte ce matin sept membres du Grand Conseil qui ont envoyé leurs démissions, savoir Mrs. Lambert, Piontesevette, Perrault, Negre, Guignace de Villeneuve, Vaucresson, Duport.

## Du 16 Auril 1771.

Extrait d'une Lettre de Rouen du 12 Avril... Le Greffier en chef du Parlement ayant reçu un pas quet à son adresse, en a averti M. le Premier Président avant de l'ouvrir; & ce Magistrat avant fait afsembler les Chambres, sous cette premiere envelop. pe il s'en est trouvé une seconde, à l'adresse du Procureur général, & une troisseme enfin à la Compagnie assemblée. Sous cette derniere étoit un Ecrit anonyme très séditieux & exhortant les Magistrats à tenir ferme, à se révolter même s'il le falloit, avec promesse de secours de toute espece, &c. Le Parlement a d'abord été atterré d'une semblable découverte, ensuite on est convenu d'une voix unanime de déposer la piece au greffe, d'ordonner une information très prompte, très exacte & très févere, à la requête & diligence du Procureur général, & qu'il seroit dressé procès verbal du tout pour expédicion en être envoyée à M. Bertin : Secrétaire d'Etat, ayant le Département de la Province,

## Du 16 Avril 1771.

Il y a quinze Conseillers-Cleres dans la nouvelle Compagnie; c'est M. l'Archevêque de Paris qui les a recrutés: on compte entr'autres cinq Chanoines de l'Eglise de Paris: Lucker, la Fage, Mullant, de Beaument, & Deplasses. Les trois derniers ne sont point encore gradués, les deux premiers sont licenciés & ont dû être reçus hier Avocats au Parlement actuel.

1

## Du 16 Avril 1771.

De tout le Parlement il ne reste au tribunal actuel que M. Hoit de Fleury, Avocat général, qui se ra Procureur général. Le Procureur général ancien, le premier & le second Avocat général, les deux Gressiers Secrétaires de la Cour, Habeau & du Branc, ainsi que le premier Huisser, ont denné leur démissions.

## Du 16 Avril 1774 daulte einte

Deux nouveaux Ecrits se répandent en faveur des opérations de M. le Chaucelier, ou pour décrier ceux composés par le panti adverse; l'un a pour titte la Tête teur tourne; l'autre, Rementrances du Grenier à Sel.

## Du 16 Avril 1771.

Il paroit par les détails particuliers qu'en a mantes fur la dernière opération de M. le Chance lier qu'il appelle une transfusion du Grand Confeil

ire

101

188

it.

130

nt

L

dans le Parlement, qu'il a combiné la rufe, le mistere & la force, trois refforts mis en jeu, tantot a la fols, tantôt alternativement, pour s'en affurer le fuechs. Mrs. du Grand Confeil rendus à Verfeilles. malgré les bruits qui corrolent, n'avoient aucune certitude du projet. Quelques membres feulement en étoient instruits & avoient arrêté précédemment toutes les démarches que la Compagnié auroit pu menter pour manifester son voeu for le jetour du Parlement. & la lier d'une façon trop contradichoire pour qu'elle pût enfuite fe prêter à une métamorphofe. Ces mêmes membres, au nombre de o ont été les seuls introduits dans le Cabinet du Roi. à leur arrivée chez le Chanceller la veille du Lit de iuffice. Là, en présence de S. M. M. le Chancelier. M. le Duc de la Velliere, M. de Bomes, ont endoctriné ces Mrs. & les ont disposés à ce qui se devoit paffer le lendemain, en les chargeant de fédnire ou d'intimider leurs confreres. Coux-ci attendoient pendant ce tems-là. & naturellement devoient êire jaloux de refter exelus de l'audience que le Roi donnoit aux autres membres. C'est pour calmer ce sentiment qu'ils reparurent avec l'extérieur de la triftesse & de découragement . ne. s'exprimant au'avec des foupirs & des exclamations . Comiant à entendre qu'ils ne pouvoient en dire davantage; mais que leurs confreres avoient été trop heureux. de ne pas éprouver les reproches & la colere du Roi. Enfuite M. le Chanceller se montra avec: fon sifance & la gayeté ordinaire , parlant vaguement & ne s'expliquant fur rien; il les quitta bientot pour affer au Confeil des Dépeches i & leurs dit qu'il les luffoit avec Mi de Boynes i un autre

de

n

at

de

m

la

1

Ì

Ini-meme. Celui-ci, fans leur apprendre nien de plus, les cathéchifa feulement fur la punition infli gée au Parlement de Paris, fur la nécessité d'obéir de se résigner à ses volontés, de suivre l'impulsion de ce seul législateur : &c. il amusa ainsi le tapis igfou'à neuf heures, que M. le Chancelier revint. & trouvant ces Mrs. fort décontenances . se plaienit su'on ne leur eut pas donné des tables de leu pour s'occuper. M. Lambert lui représenta que la Compa. anie n'étoit pas venu pour manier des cartes, mil pour parler affaire. Le Chef de la Manistrature parut entrer dans fa demande, & voulut faire ve nir fes papiers; puis, fous prétexte qu'il étoit tard, que ces Mrs. devoient être fatigues, qu'ils auroient befoin de le coucher de bonne heure, il demande fi fon mattre d'hôtel avoit fuivi fes ordres pour le fouper? On lui répondit que tout était prêt. Au moven de quoi on fe mit à table, on y refta long tems . & fe fuppofant fatigue lui-meme , il ne fut encore question de rien après souper : il renvoya sinf ces Mrs. logés à la craye chez différens bourgeois, où ils trouverent des appartemens très propres & munis de tout ce qui leur étoit nécessaire. Le lende main matin . réunis chez lui . Il éluda encore de la Infrutre fous prétexte d'aller su Château fe difisefu à la Cérémonie , en forte que la Compagnie ne feut proprement ce dent il étoit question qu'au Lit de juftice même.

Quant à M. Angrau d'Allerai, le Procureur général, comme on avoit pris des engagemens pour cette place du Parlement vis-à-vis de M. l'Avocat général Jois de Fleury, & qu'on craignoit que ce Magistrat mécontent n'éclairat les autres membres du

nfli.

éir.

fion.

Dis

nt.

mit

out

D2.

ale

ire

184

d.

de

U

1

Conseil & ne les excitat à la résistance, il avoit recule même jour, que les autres membres, une Lettre de cachet pour aller à Meudon, où sa sœur a une maison, en robe & en bonnet carré, y coucher & attendre les ordres du Roi, qui furent dans la nuit de se rendre au Lit de justice à Versailles.

C'est ainsi & par ces incidens comiques qu'a été ménagé un des événemens les plus mémorables dans la Monarchie. En revenant de Versailles pour l'instillation au Palais, le seul M. Lambert, Doyen, a eu le courage à l'entrée de Paris de dire à son cocher de le remener chez lui. Le soir plusieurs ont envoyé des démissions, ainsi que le lendemain; mais on varie encore sur la quantité.

A l'égard de la Cour des Aldes, on peut juger que le coup vigoureux porté contr'elle n'a été frappé si promptement que pour en extraire quelques traitres, su nombre de huit.

Trabeau, Greffler, n's point donné la démission,

Quant à M. Seguler, elle est très certaine, & c'est mal à propos qu'on a dit qu'il avoit conclu à l'enrégistrement des Edits; il avoit, au contraire, conclu à ce qu'ils sussent retirés, comme sit autresols le sameux Avocat général Servin. On verra ces détails dans le procès Verbal du Lit de justice imprimé.

## Du 17 Avril 1771.

Les ouvrages en faveur du Système de M. le Chanceller pullulent de toute part, il en paroît encore
un tout récemment, intitulé Réponse à la Lettre d'un
ancien Magistrat à un Duc & Pair, &c. On ne

peut qu'annencer les titres de tant de brochures, qui en général ne sont que plaisantes, ou s'écartent absolument des vrais principes lorsque la matiere y est discurée sérieusement.

dif

me

du

tre

de

p

## Du 17 Avril 1771.

Les Pairs réclamans sont les Ducs d'Uzes, de la Tremouille, de Fronsac, de Roban-Chabot, de Nos ailles, Brancas, Valentinois, Nivernois, la Valiere, Fleury, Duras, de Beauveau, Prince de Tingre

## Du 18 Avril 1771.

En attendant que les Protestations des Princes, extrémement longues & qu'on assure être très bien saites, soient imprimées, on en répand un Extrair, par lequel il paroît qu'ils y parlent sous plusieuns qualités; comme Princes, pour la conservation de leur droit à la couronne; comme Pairs, pour les droits de la Monarchie, la conservation & la sure de la personne sacrée du Roi; comme Gentilshemmes, au nom de la Noblesse, pour la violation de ses Privileges; en un mot, comme Citoyens, au nom d'une Nation libre, qui ne sur jamais saite pour Pesclavage.

Enssite feur Réclamation embrasse huit ches dissertens, & ils protestent : 1°. Contre l'effet des surprises faites à la religion du Roi par les personnes qui l'entourent, & évidemment par son Chanceller.

2°. Contre l'effet des furprifes & de l'obsession des mêmes personnes qui ent sermé l'accès au trône.

3°. Contre les violences exercées envers les mem-

es,

tent

e y

la Voe

ies

16

1

4.. Contre la confiscation illégale des offices des

5°. Contre l'établissement de la Commission des membres du Conseil, substitués aux vrais membres du Parlement de Paris.

6°. Contre l'illégalité de l'envoi fait aux membres du Conseil de l'Edit de Février, & contre l'enrégistrement qui en a été fait.

7°. Contre tout établissement qui pourra être fait

8. Contre toute présence, délibération, affistance forcée ou volontaire dans aucune séance que ce soit de ces prétendus Tribunaux, & contre leur acquiescement même, s'il étoit possible, qu'ils sussent à ce point contraints.

## Du 18 Meril 1771.

Arrêté du Bailliage du Mans. " Ce jour 10 Avril ; la Compagnie confidérant que c'est une mexime de droit émanée de la bouche même de nos Rois, que nulles Loix générales ne peuvent avoir force dans l'Etat que par l'enrégistrement dans les Cours de Parlement".

" Que les Loix du Royaume défendent l'érection d'aucun Corps dans l'Etat, si ce n'est en vertu d'Edits, Lettres patentes, &c. enrégistrés dans les Cours où les dits Edits & Déclarations l'ont déja été, & dont les Arrêts & Réglemens sont énanés".

", A ariété unanimément qu'elle ne peut, fans contrevenir aux Edits, Ordonnances & Déclarations, fans violer son serment & sans déroger à son état

his factor and a time larger

dig

ail

rot

ue

ré

cac

bir

u'c

bul

rul

Ro de qu'

ce

81

V

12

ľi

tr

de

te

primitif, enrégistrer lesdits Edits portant érection des Conseils Supérieurs".

" Qu'elle ne peut reconnoître de nouveaux supérieurs qui auroient fur elle le droit de resson, d'inspection & de correction, d'autant qu'elle n'a ja mais dépendu que de la Cour des Pairs".

" Que pénétrée du plus profond respect pour le volonté du Roi, elle n'auroit rien de plus à cour que de pouvoir concilier la soumission à ses ordre

avec ces loix & fon ferment".

,, Que dans les triftes circonftances où elle se trouve, elle ose espérer de S. M. qu'elle ne desp prouvers pas les vœux qu'elle ne cessera de sain pour le retour du Parlement, son Supérieur légitime".

,, En conséquence, qu'elle ne croit pas que ce Arrêté puisse lui attirer la disgrace d'un Prince qu'elle chérit comme son pere, qu'elle honore & repecte comme son Roi, & pour le service duquel et le service toujours prête à sacrifier ses charges, se biens, sa liberté, sa vie même".

NB. On écrit que les Bailliages de Tours & d'Angers ont adopté ledit Arrêté, & en ont fait un

pareil.

#### Du 18 Avril 1771.

Tous ces jours-ci le bruit a couru que les Pais protestans avoient été exilés: le fait est qu'il s'est tenu le Dimanche un grand Conseil d'Etat, où cette matiere a été fort agitée & débattue: que Mrs. le Maréchal Prince de Soubise & M. Bertin ont sait sentir l'injustice de punir ces membres de la Cour des Pairs, pour avoir opiné librement dans un lieu

ils étoient cenfés n'être convoqués que pour ce. que ç'auroit été leur tendre un piege : foupçon diene du cœur & de l'ame noble de S. M.; que ailleurs l'exil en donnant plus d'authenticité à cette rotestation, pouvoit faire un effet plus dangereux ne la voie de la douceur & de la clémence. ré ces représentations très sages, les Lettres de tachet étoient expédiées, lorsqu'à onze heures du bir il est venu un sursis, & il parott aujourd'hus n'on a renoncé absolument à cette voie de rigueur.

## Du 10 Avril 1771.

Le Procès verbal du Lit de justice se répand depuis hier, on y voit que M. l'Avocat général Se. uler a bien conclu de l'exprès commandement du Roi à l'Enrégistrement des deux Edits de suppression le la Cour des Aides & du Grand Confeil; mais m'à l'exemple du grand Avocat général Servin, il voit conclu à ce que celui d'extinction du Parle. ment de Paris soit supprimé.

Ce Magistrat, qui s'est relevé avec honneur dans cette occasion de la chûte honteuse qu'il avoit faite su moment de la dispersion du Parlement de Paris, vouloit en effet donner sa démission à la fin du Lit de justice même; mais le Roi exigea qu'il fût au Pa. lais avec les autres membres du Grand Conseil pour l'installation du nouveau Tribunal; & c'est en rentrant chez lui que ce Magistrat a envoyé son acte dedémission: il s'est exilé volontairement à une

terre éloignée.

Ction

Su

ort.

a ja

1 1

œw

free

16

Gp. ire

181

cet

CO

1

el

d

ŧ

M

15

A

e

e

it

u

de

m

21

8

v

8

i

1

1

t

t

## Du 19 Avril 1771.

On ne sçait pas exactement le nombre des démissions du Grand Conseil: le plus fort calcul val douze; ce qui réduiroit le reste à 18, & formeroit un petit résidu. Celui des traitres de la Cour des Aides ne se monte, heureusement, qu'à huit. On ne connoît aussi que huit Avocats. Le reste n'est composé que de Clercs & de forains, sauf un Conseiller de la Cour des Monnoyes. (Le Sr. de la Calprenede.) Ainsi l'on voit que ce Tribunal est encore bien informe. Il y a quelques plaidoyers, au moyen de anciennes affaires du Grand Conseil, qui s'y continuent. Les Avocats & Procureurs n'y vons pas de vantage.

On assure que les démettans du Grand Consel ont reçu des Lettres de cachet pour reprendre, a attend à voir quel parti ils prendront en cette occur

rence.

On parle beaucoup de M. le Camus de Newille, jeune Magistrat, dernier membre du Grand Conseil, reçu en 1769. M. le Chancelier a cherché à l'intimider à l'occasion de sa démission, en lui déclarant que S. M. seroit fort mécontente, qu'il ne savoit pas ce qui en arriveroit, qu'elle pourroit se porter à saite sur lui quelqu'exemple plus sévere, qu'ensin il y avoit dans le Royaume des Châteaux, des Foste resses, des Prisons. Je le sçais, Monseigneur, lui a répondu le courageux Magistrat, mais je suis jeune, vigeureux, & j'espere vous survivre.

## Du 19 Avril 1771.

Il paroît une Complainte sur l'air des Pendus. On imagine aisément que c'est une satyre en some ěmis.

Va .

eroit

des

n ne

mpo-

r de

in.

des

nti-

da-

leil

00

Cuj.

lle,

mi-

que

ce

ire y

te.

14

us. ne de cantique contre M. le Chanceller, où l'on recrace en bref sa naissance, sa vie, & où l'on prémature sa fin sinistre. Il faut joindre cet ouvrage aux affreuses Odes déjà répandues sur cette matiere & que la Police recherche avec la plus grande vigilance; ce qui leur donne beaucoup plus de vo. gue que ces pieces n'en méritent par leur mérite intrinseque, très médiocre.

## Du 20 Avril 1771.

Les Représentations des bonnêtes gens sont un petit écrit très impartial, où en convenant des torts du Parlement, on s'éleve avec la même liberté contre l'illégalité de sa destitution & la fausseté des prétextes qu'on met en avant pour autoriser un semblable despotisme. On fait voir que cette Compagnie a toujours ou presque toujours été l'esclave des ministres, qu'outre plusieurs actes d'injustice particuliers, comme l'expulsion des Jésuites, la condamnation de M. de Lally, &c. commis pour leur plaire, elle a avéc eux consommé la ruine de l'Etat, en ne sévissant pas contre les dépré lateurs des sinances ou en se prêtant aux impôts énormes dont les Ministres tirés de son sein ont surchargé le Peuple &c.

## Du 20 Avril 1771.

Le vendredi, jour où Mrs. du Grand Conseil souperent chez M. le Chancelier & le lendemain où ils y dinerent, étoient des jours maigres. Quelques uns des membres de cette Compagnie exaltoient ces repas & disoient qu'il y avoit des monstres: oui, Messieurs, leur repliqua Madame de Beaupté, autour de la table.

#### Du 20 Avril 1771.

pe de

tro

ve

qu

qu

qu

ne

fu

&

na

de

pe

Ç

no

to

F

fe

de

On étoit fort empressé de savoir la façon de penfer du Parlement de Metz sur les calamités actuelles de la Magistrature, & l'on étoit surpris de n'en apprendre aucunes nouvelles; on vient pourtant d'en imprimer un Arrêté ancien en date du 29 Janvier, que voici:

.. Il a été arrêté qu'il sera très humblement & très

respectueusement représenté au Roi : "

" 1°. Que toute la Nation le supplie de laisser à la vérité l'accès que la calomnie veut lui usurper".

", 2.. Que si S. M. vouloit se servir de ses lumieres elle découvriroit bientôt que les intrigues
de la cour & la concurrence des prétentions mettent en œuvre les plus vils ressorts pour donner à
la Nation consternée le triste spectacle de la Magistrature siètrie, soupçonnée dans l'exécution de ses
premiers devoirs, & punie de sa sidélité généreuse".

,, 3°. Que l'autorité des Rois de France ne s'élevera jamais sur les débris des Loix; que l'Edit portant Réglement est le Code fatal de leur subversion totale, & que se privilege suneste qui voudroit mépriser la loi deviendroit bientôt l'écueil où

se briseroient le Monarque & l'Etat".

,, 4°. Que le Parlement de Paris eut cessé d'être fidele en obéissant, & que la fidélité n'est jamais si respectable que quand elle sait donner des bornes à l'obéissance ".

,, 5°. Que les ennemis les plus dangereux de l'Etat font ceux qui veulent anéantir les fonctions de la Magistrature, en arrachant, par l'appareil des peines, un consentement que la liberté françoise desavoue".

en.

les

p.

en

1,

ès

ia

U.

es

t.

4

1

.

t,

•

.

"6°. Que les loix veillent sans cesse autour du trône, qu'elles le gardent bien mieux que les glaives destinés à désendre les barrières du Palais, & que c'est par les loix constitutives de la Monarchie, que nos cœurs sont encore plus à nos monarques que nos biens & nos vies".

"7°. Que l'immobilité dans les principes, & la noble foumission dans les Magistrats dispersés, rassurent la génération présente & serviront de modele & de leçon aux races futures, tandis que nos Annales ne feront connoître à la postérité les auteurs du trouble que par l'éclat de leurs vices & la fureur de leur ambition".

" 8°. Qu'enfin nos Rols ne dépendent de personne, mais qu'ils dépendent des loix, & que cette dépendance est le titre le plus cher au Peuple François, puisqu'elle ratifie chaque jour le choix libre de nos ancêtres & qu'elle assure l'affermissement de l'autorité purement Monarchique".

"Arrêté en outre d'adresser au Roi seul les Remontrances dont les objets sont fixés par l'Arrêté. Fait à Metz en Parlement, toutes les Chambres as

semblées, le 29 Janvier 1771".

## Du 21 Avril 1771.

Dans la nuit du jeudi au vendredi des Mousquetaires furent encore mis sur pied & allerent porter aux douze membres du Grand Conseil qui s'étoient démis, des Lettres de Cachet portant injonction de se rendre au Palais, d'y reprendre leurs démissions Tome I. & de continuer leur service ordinaire, à peine de

desobéissance formelle.

Quelques-uns de ces Messieurs ne se sont point rendus au Palais, d'autres s'y sont rendus pour pretester de nouveau: on cite surtout M. Lambert, le Doyen, qui ayant demandé à parler, a déclaré son mellement qu'il ne paroissoit sur les sleurs de lys que par soumission aux ordres du Roi, mais qu'il n'entendoit saire aucune sonction de Magistrature, qu'il ne reviendroit pas, ne reprendroit pas sa démaission, que S. M. étoit maîtresse de ses biens, de sa liberté & de sa vie, mais qu'Elle ne pouvoit disposer de son honneur ni de sa conscience. Après avoir prononcé ce discours avec une sermeté digne d'un ancien Sénateur de Rome, il s'est retiré en lançant un regard de courroux sur toute cette assemblés consuse.

D'autres, plus foibles, ont repris leurs démissions des mains du Premier Président, à qui le Chancelle of Co

di

m

ſe

ét

de

13 vic fer

les avoit renvoyées.

Dans la nuit du vendredi au samedi des gens de Ouet ont apporté aux Magistrats persistans dans leur démissions, des Lettres de Cachet, où sa Majesté ne les traite plus que comme des particuliers, les exile en différens lieux, à peu de distance de Paris, sauf M. le Camus de Neuville, qu'on assure être envoyé au Mont St. Michel; c'est celui qui avoit par lé si vertement à M. le Chancelier. Les autres com nus sont Mrs. Lambert, Perrault, Guignace de Pilleneuve, Negre, Michel de Montperat & Barass.

brudes and Pulsis, d'a ref

#### Du 21 Avril 1771.

de

int

·o1

le

or.

lys

Ku

e,

le.

de

is.

ne

10-

ee

and

iet

de

urs

110

xi-

is,

on.

Mi.

. 1

M. Claret, un des membres de la Cour des Aides qui par une infame perfidie ont passé dans le soi-disant Parlement, a tellement eu honte de son action, dont sa femme ne savoit rien; celle-ci lui en a fait des reproches si sensibles, qu'il en est tombé dans une mélancolie affreuse, a envoyé sa démission, & s'est exilé lui-même, sans qu'on sache préciément où il est allé: on craint que la tête ne lui nit tourné.

## Du di Koril April 1571 Long & conference

Le 10 Avril, les Semestres assemblés à la Cout des Monnoyes pour entendre le récit des faits concernant le Sr. Petit, Conseiller honoraire de cette Cour, que le bruit public désignoit comme ayant accepté une place au Conseil Supérieur de Blois, le Greffier en chef, chargé de faire des informations, a dit qu'il paroisseir que cet Officier avoit effectivement accepté une place audit Conseil, mais que vraisemblablement se repentant de cette démarche il s'en étoit retiré; sur quoi arrêté qu'il n'y avoit plus lieu de délibérer pour le présent.

## Du 21 Avril 1771.

Extrait d'une Lettre de Rouen du 16 Avril 1771. Le Parlement, les Chambres assemblées hier lundi 15, a rendu un Arrêt qui déclare intrus, parjures & violateurs de leur serment, ceux qui ayant juré d'observer les loix du Royaume, se sont ingérés ou s'ingéreroient aux fonctions des Magistrats dispersés de Parlement de Paris; & nuls, tous actes émanés ou qui émaneroient des prétendu Parlement de Paris à Conseils supérieurs.

## Du 21 Avril 1771.

Il paroit une Répense au Cirayen, qui a publié si réflexions. Cet Ecrit, plein de ners & de raison, détruit tout ce qui est dit dans l'autre pamphlet à soutient ses argumens de l'autorité des plus grand Ecrivains sur l'administration & le gouvernement des Etats, & combat souvent son adversaire par su propres paroles.

## Du 21 Avell 1771.

8

d

(

le

M

n'e

de

& ve

Or

len

loi

té :

Le soi disant Parlement, pour avoir l'air de sin quelque chose, a enrégistré, mercrédi dernier su Grand'Chambre & Tournelle assemblées, un Est du Roi concernant les Conseils supérieurs, pour a plus parfait arrondissement dans le ressort de ces un bunaux.

Il y a eu aussi quelques assemblées de Chambre si divers objets, dont le premier a été de députer a Roi pour le remercier de la création du soi-dissa Parlement, mais cette démarche ridicule n'a post passé.

Un nommé Desirat, Avocat, ci-devant, aujour d'hui membre de ce soi-disant Parlement, a été de noncé à ses nouveaux confreres comme décrété ple Châtelet, & il est obligé de se laver. Il est cas sant, & le Procureur du Roi ne disconvient pas l'

voir décrété d'affigné pour être oui, & il affure qu'il le méritoit bien : on ne scait si le Lieutenant Criminel aura été plus loin, c'est ce qui est en question.

## Du 22 Avril 1771.

Il court un Quatrain fur les circonftances:

8 04

is &

é fes

fon,

et à

and: nent

r fes

U

fan

oin

our

pa con

France! tel est donc ton destin.
D'être soumise à la semelle:
Ton salut vint de la Pucelle.
Tu périras par la Catin.

## Du 22 Avril 1771.

On rapporte que Madame la Comtesse Dubarri ayant rencontré M. le Duc de Nivernois, un des Protestans au Lit de justice, l'avoit arrêté, & lui avoit dit: M. le Duc, il faut espérer que vous vous dipartires de votre opposition, car vous l'avez entendu, le Roi a dit qu'il ne Changeroit Jamais. — Oui, Madame; mais il vous regardoit, a répondu le fin courtisan.

## Du 22 Avril 1771.

On n'est pas content dans le Public du discours de M. Seguier, annoncé avec tant d'emphase, & qui n'est rempli que de lieux communs; on lui reproche de n'avoir pas profité d'une circonstance esséntielle & particuliere qui donnoit lieu aux plus grands mouvemens de l'éloquence; c'est l'absence des Princes. On trouve également mauvais qu'il ait inculpé le Parlement, & paru accorder qu'il ait peut-être été troploin; en un mot, on n'y voit de beau que la fermeté avec laquelle il a osé conclure à ce que l'Edit de

inpression du Parlement sut retiré. Au surplus, bien des gens prétendent que ce discours a été mu élé: ca qui se vérissera, car en assure que ce Magis gistrat requis par M. le Chancelier de le lui envoyer pour l'insérer au Procès verbal, lui avoit fait des instances, pour qu'il n'y sût rien changé, en ajouant qu'il en avoit délivré des copies à sa famille, & qu'il par ostroit sûrement imprimé dans toute sa vérité.

## Du 23 Avril 1771.

Depuis que les sergents aux Gardes se sont rette rés du Palais, le tumulte y est revenu, & le soi. disant Parlement est fiffle & hué: l'autre jour quel ques membres furent obligés de s'échapper par la bu vette : quatre Avocats, aujourd'hui Conseillers, ayant pris un fiacre, on a crié dans la rue : charge de Conseillers à six sols, &c! On ne finiroit pas de sapporter tous les brocards qu'essuye le Tribunal a général, & chaque membre en particulier. Pats aujourd'hui est comme la Bretagne ou comme Rennes: c'est une espece de guerre civile, toutes les familles sont divisées. Non-seulement on fait sermer la porte aux membres du nouveau tribunal, mais les femmes méprisent leurs maris, les fils fuyent lets peres, les peres maudiffent leurs fils, les freres fe détestent, en un mot, c'est un spectacle continuel de haines & de divisions, qui se perpétueront peut être pendant plusieurs générations.

Le Sr. Sauvigny, le Premier Président, est sur tout l'objet de la risée publique; il est d'une ignopance si crasse qu'il faut le sousser sur le tribunal Ces jours derniers, les Procureurs jouant la Parade us.

my

lagh

yer

in.

tant

u'il

en

l'ordinaire, on lui dit de remettre la Cause à quinzaine; ce qu'il sit. Une seconde appellée, les Procureurs s'excusant encore, le souffieur lui dit de méme, c'est-à-dire, remis à la quinzaine: il répéta tout
haut de même! & à l'instant il sut appellé M. le Président de même, qui n'est pourtant pas le même, saisant allusion au fameux de Mesmes, autresois ches du
Parlement.

Ce qu'il il y a de remarquable dans tout ceci, c'eft le zele & la fermeté que les femmes y mettent, l'intérêt avec lequel elles ne cessent de s'entretenir de ces matieres de politique : objet perpétuel de la conversation depuis quatre mois. Ce sont elles qui ont échauffé beaucoup de Magistrats tremblants, indécis, & qui peut-être auroient molli; plusieurs ont fait à cette occasion des facrifices de fortune considérables. Mais le propos de Madame Negre à fon fils, Conseiller au Grand Conseil, est surrout mémorable & peut s'affimiler à celui d'une femme Lacédémonienne. M. Negre partant pour aller à Verfailles, en vertu de la Lettre de cachet dont on a parlé: mon fils, lui dit cette mere courageuse, laiffer à la Cour, s'il le faut, votre robe & votre charge, & rapportez votre bonneur.

## Du 23 Avril 1771.

Arrêté du Bailliage de St. Dizier, du 18 Avril 1771...., Nous officiers du Bailliage de St. Dizier foussignés, considérant que d'après le serment que lors de notre reception nous avens prês té devant les vrais officiers de notre Parlement de Paris, nous ne pouvons reconnoître ni procéder à

l'enregistrément d'aucun acte émané d'officiers qui ne sont pas reçus suivant les loix constitutives du Royaume.

G

N

le

11

it

ti

di

tic

, Que depuis le 21 Janvier 1771, les vrais officiers du Parlement de Paris étant absens par force à dispersés, n'ont pu se réunir & s'assembler pour au-

cun Acte juridique".

"Qu'en conséquence il résulte que l'enrégistrement prétendu fait au Parlement de Paris, toutes les chambres affemblées, le 23 Février 1771, d'un Edit du Roi donné à Versailles audit mois de Février, à portant création de Conseils supérieurs, doit être regardé comme un enrégistrement illégal & fait par des officiers sans caractère, & qui paroissent douter de leur compétence, puisqu'ils ne nous ont pas sait connoître la loi qui les autorise à exercer des sonctions attribuées aux vrais officiers du Parlement".

l'enrégistrement d'un Edit du Roi portant création de Conseils supérieurs, sans contrevenir aux Ordonnances du Royaume, & aux Réglemens faits par les officiers du vrai Parlement de Paris, à l'exécution desquelles Ordonnances & Réglements nous sommes astreints par un serment dont nous connoissons la force & l'étendue, & auquel nous déclarons vouloir être constamment sideles. Signé Gillet & Arbinet.

## Du 23 Avril 1771.

Le 11 Avril 1771, le Bailliage de Vitry-le-Francois a aussi fait un Arrêté très long, très savant, très détaillé, où d'après les autorités sans nombre qu'il énonce, il a arrêté de ne point reconnoître le Confeil supérieur prétendu de Châlons &c.

gui du

å

Q.

e.

it

å

28

it

1

8

## Du 23 Avril 1771.

Voilà jusqu'à présent ce qu'on a pu recueillir concernant les démissions du Grand Conseil & les Exils.

M. Lambert, exilé à Clicby; M. Guignace de Villeneuve, à Chaume, en Brie; M. Micbel de Montperat, à Verclai, en Bourgogne; M. Negre, à Gerberoy, en Picardie; M. Camus de Neuville, à Rainti, en Artois, & non ensermé au Mont St. Micbel;

M. Perrault, à Neuville; M. Ridel de Pleine Sevette,
à Colloncutiers; M. de Barassi, à Pont St. Maxence; M. de Maussion, qui a donné sa démission dis
manche, est parti & l'on ne scait où il est.

#### Du 23 Avril 1771.

M. de Vaudreuil, l'ancien Premier Président du Parlement de Toulouse, a reçu avis de M. le Lieutenant de Police de partir de Paris & de se retirer à sa terre. On ne doute pas que cette espece d'exilnon caractérisé ne soit la suite de la délation de quelques propos trop vis qu'aura tenus ce Magistrat

## Du 23 Auril 1771.

Le foi-disant Parlement a enrégistré, les Chambres assemblées, le 16 Avril, un Edit portant création de Chancelleries près les Conseils supérieurs de Blois, Chalons, Clermont-Ferrand, Lyon, Poitiers i il y est dit que les pourvus de ces nouvelles

charges jouiront des mêmes privileges que les titulantes de pareils offices près les autres Coura, quel qu'on fache parfaitement que parmi les Edits Burfaux annoncés depuis longtems, il y en a un dont l'objet est d'ôter aux Secrétaires du Roi, c'est-à-dire à la plus grande partie de ces officiers, leurs privileges.

Du 23. Avril 1771.

Ħ

c

tl

q

fu

no

tre

gn

270

imp

une

fici

(es

Le même jour le soi-disant Parlement a enrégisse un autre Edit, portant supression & création d'Avocats & Procureurs Généraux, & Substituts dans le Parlement de Paris; en sorte qu'il n'y aura plus qu'un Procureur général, deux Avocats généraux, & hus Substituts par commission, commes les autres places, de Présidens, Conseillers &c.

## Du 24 Auril 1771.

Les Syndics de la Communauté des Procureurs ont été mandés samedi chez le Premier Président du sold disant Parlement, en présence du nouveau Procureur général Jois de Pleury. Ces Magistrats les ont accueillis avec beaucoup de politesse & de douceur. M. de Sauvigny leur a dit qu'il vousoit être leur bien faiteur, leur ami, leur pere; &c. qu'il s'agissoit de bien vivre ensemble, & que pour obéir au Rol il falloit qu'ils portassent loyalement leurs affaires en justiee. Sur quoi grandes révérences & prosont respect & soumission entière de la part desdits Syndics aux ordres du Roi, qui ne leur ont pourtant été annoncés que verbalement.

af

ioi

11-

nt

ire.

Vi-

ré

uk

8.

d.

ag.

IA.

11

en

ef.

y fe

ent

Lundi matin, lesdits Syndics ont fait affembler les Procureurs pour leur faire part des ordres qu'ils avoient reçus verbalement, & qu'ils leur ont rendus de même: fur quoi l'on s'est retiré sans délibérer, & le palais va à peu près toujours de même.

## Du 25 Avril 1771.

Les Protestations des Princes, en date du 4 Avril, commencent à se répandre manuscrites, & occasionnent le plus grand esset. Il n'est pas possible de croire qu'un homme ait pu oser persister à vouloir changer la face de tout un Royaume, contre la réclamation aussi forte, aussi raisonnée de Princes réunis. Ils y exposent de la façon la plus énergique l'obsession constante du trône, & inculpent le Chancelier spécialement, ainsi qu'on l'a déja vu dans le petit extrait donné de cette piece précieuse à la Nation, & le gage certain de l'intérêt vis & tendre qu'y prennent ces chess respectables & adorés.

## Du 26 Auril 1771.

On n'a point encore envoyé au Châtelet l'Edit de supression de l'ancien Parlement & de création du nouveau. M. le Chancelier sent combien l'enrégistement de ces deux Edits doit coûter à la Compagnie en question, quelle influence son exemple doit avoir sur les aurres Bailliages du ressort, de quelle importance il- est de ne pas faire en cette occasion une fausse démarche; & d'aitleurs combien il est difficile qu'elle concilie son acquiescement actuel avec ses Arrêtés précédemment faits : c'est pourquoi si

retarde son opération, il cherche à intimider les uns & séduire les autres, à gagner les chess, à semer une division utile, en un mot, à applanir les difficultés avant de proposer un enrégistrement qui pour roit, par un resus du Châtelet, arrêter absolument ses projets.

## Du 26 Auril 1771.

Le Chanceller, toujours actif, toujours intriguent, est actuellement occupé à faire négocier auprès des Princes; on assure que M. le Duc de Penthieurs est chargé de cette commission délicate de la part du Roi: il paroît difficile qu'après leurs Protestations formelles ils puissent changer de système, il faut cependant qu'on s'en fiatte à la Cour, pour persister dans une révolution qui ne peut absolument s'opéra ou du moins subsister sans leur concours.

On ne travaille pas moins auprès des Ducs & Pain dont les Protestations n'ont pas reçu le même écht que celles des Princes, & d'ailleurs plus dépendant de la Cour. & qui n'étant pas unanimes semblent

plus aifés à détacher.

Le Roi a envoyé chercher derniérement M. le Duc de la Vallière, un des Protestans, quoique son favori; il a eu l'honneur de souper avec sa Majesté, comme à l'ordinaire; & M. le Duc de Nivernois est aussi un de ceux qu'on sollicite le plus, mais de plus difficiles à séduire.

#### Du 26 Avril 1771.

mer Im.

our.

lent

nt.

de

eft du

aut

ru

111

st

M. Bourgeois de Boynes, que M. le Chanceller appelle son bras droit, concourt de son mieux à l'exécution d'un Système que tous deux ont également à cœur de faire réussir. Le premier, à qui l'on accorde plus de lumiere, de savoir-faire & de sangfroid, qu'au second, est très propre à tempérer l'effervescence de l'autre: mais on prétend que c'est en même tems le plus redoutable ennemi qu'il ait pu se donner & qu'il doit tôt ou tard succomber sous les efforts secrets de ce concurrent ambitieux.

## Du 26 Auril 1771.

Extrait d'une Lettre de Pau du 18 Avril 1771...

"Le Conseiller Clerc (l'abbé Sailes) tiré de notre Parlement pour entrer dans le nouveau tribunal élevé à Paris, n'avoit aucun projet de cette espece en partant d'ici, mais il avoit une affaire au Conseil qui lui tenoit fort à cœur. M. le Chanceller l'a tenu par-là, & l'intérêt l'a fait succomber aux propositions flatteuses du Chef de la Magistrature".

## Du 27 Avril 1771.

Il faut joindre aux exilés du Grand Conseil M. de Manneville, qu'on a envoyé à Petituiers; M. de Maussion, dont l'exil n'étoit pas connu, est à Seissons.

M. Martin de Vaucresson, un de ceux qui avoient donné leur démission, pour faire sans doute son marché meilleur & se rendre plus cher, a obtenu la place d'Avocat général: il y a été reçu vendred dernier; & M. Férgés, Président de la Cour des Aldes non exisé, a eu l'agrément pour l'autre, & il a été reçu le même sour.

## Du 27 Auril 1771.

u

Madame la Comtesse Dubarri, très jalouse de contribuer, en ce qui la concerne, à la formation du soi-disant Parlement, a cru devoir témoigner sa su tiafaction à M. Joil de Fleury, aujourd'hui Procureur général, le seul qui sarvive à la Compagnie entière, en faisant à Madame de Fleury, sa semme, un présent de cent mille francs en diamans. Cetta anecdote passe pour certaine.

## Du 27 Avril 1771.

M. le Chanceller continue avec un zele infatigable à lever tous les obliacles que rencontre son projet. Le plus grand & le plus dangereux sans contredit est la Protestation des Princes & des Paira En conséquence il a fait entendre à S. M. qu'il étoit essentiel de ramener les réclamans, & que puisqu'allé avoit jugé à propos de ne pas employer les voies de rigueur auxquelles sa clémence s'étoit opposée, il falloit user des voies de douceur & d'infinuation. Depuis ce tems différens négociateurs sont en mouvement pour opérer une réunion bien difficile, surtout de la part des Princes. Leurs Protestations, qui acquierent aujourd'hui une grande publicité & seront incessamment imprimées, ne peuvent se répandre ainsi que de leur consentement; & quoique M. le Chan-

eeller alt fait retirer du Greffe de Parlement la fignification de cette piece importante, elle ne peut plus périr, & fera pour la postérité la plus reculée un témoignage subsistant de la persévérance constante des Princes à repousser un système destructeur des Loix & de la Monarchie.

des

11

lu

M. de Boynes feconde de fon mleux ce Chef en. reprenant. La défection des membres du nouveau tribunal ne pouvant que produire un très mauvais effet, il-s'occupe continuellement à raffermir par fon cloquence ceux qui feroient ébraniés par ce respect humain. A puiffant fur les hommes, par ce mépris général qui femble les Aétrir, par les reproches de. folans de leurs concitoyens, de leurs amis, de leurs parens, de leurs freres, de leurs meres, de leurs femmes, &c. Il ne cherche pas avec moins de zele à ramener les déserteurs ; il a écrit-à M. Claret, dont on a annoncé le repentir, qu'il avoit eu beaucoupde peine à calmer le courroux de M. le Chanceller. qu'enfin il espéroit le rendre plus favorable ; qu'il fe donnero't la peine de passer chez lui, (M. Claret) ou'il leveroit fes scrupules, & travailleroit à le re. mettre en grace. Madame Claret a répondu à M. de Boynes, qu'il étoit inutile qu'il se donnât la peine de venir voir son mari; qu'il étoit absent, mais qu'elle savoit sa façon de penser, & qu'il pouvoit être fûr qu'il ne rentreroit jamais. Il paroît que les offorts de M. de Boynes n'ont pas été plus heureux contre M. de Maussion, & que ce dernier, séduit la premiere fois par la langue dorée de ce Ministre . a. été en garde contre ses conseils & les a repoussés. courageusement cette fois-ci. is a ko steens stoffing about 120 govern

# collected fair care place appealed to temptote the manifest of the come place appealed to the me pend

lis

cel

Ra

Sy

ral Pr

dé

cu

tiv

ne

ex Il

ge

m

A

de

V

fu

fe

Il paroît un Arrêté de Riom, par lequel le Bail. Nage de cette ville refuse de reconnoître le Confeil supérieur de Clermont: on le trouve sort bien fait & supérieurement écrit.

## Du 29 Avril 1771.

Plusieurs des membres du Parlement qui ent en la foiblesse de faire ou de faire faire par leurs parens une soumission à M. le Chancelier, pour de mander à revenir des exils éloignés ou incommodes où ils se trouvoient, ont obtenu la permission de revenir dans leurs terres.

## Du 29 Avril 1771.

M. de Fleury, le Procureur général actuel, enfuite de l'assemblée tenue chez M. de Sauvigny, sussi Premier Président actuel, des Syndics des Procureurs, leur a écrit une Lettre, où il leur marque que d'après leur soumission aux ordres du Roi, leur attachement à leur devoir & leur zele pour les intérêts de leurs parties, il ne doute pas qu'ils ne se mettent incessamment en devoir de remplir leurs sonctions & de servir auprès du Parlement. Les Syndics ont fait imprimer cette Lettre & l'ont envoyée circulairement à tous les membres de la Communauté. Il y a eu en conséquence une assemblée de 30 des anciens à la chambre de discipline : là les opinions ont balancé le pour & le contre de la question, si le Parlement ancien existoit encore ou n'existoit pas se la chambre de discipline : la les opinions ont balancé le pour & le contre de la question, si le

Ball.

on.

oien

1

01

en

Da-

de

10-

on

Fi

10

ils ont mis d'une part les Protestations des Princes. celles des Pairs, les efforts constans & uniformes des autres Parlemens, le refus du grand nombre des Bailliages & Jurisdictions inférieures de fe prêter au système de M. le Chancelier, enfin le vœu général, il est vrai racite, de la Nation, mais dont eux Procureurs avoient les indices les plus fûrs par les défenses multipliées de leurs clients de porter aucunes affaires au nouveau tribunal. De l'autre coik fix Confeils supérieurs déja dans une sorte d'activité, un Lit de Justice, des Edits solemnels, un Parlement incomplet, il est vrai, mais existant d'une facon quelconque, enfin le glaive de la justice levé sur eux, accompagné de tout ce que la force exécutrice peut y joindre & prêt à se déployer... Ils ont conclu que la prudence & leur sûreté exigeoient de se rendre aux instances du Procureur général; que leur foumission ne donneroit pas plus de mouvement à ce Parlement, si leurs clients persifloient ou à retirer leurs affaires ou à leur défendre de les mettre en état: que d'ailleurs ils serviroient véritablement l'ancien Parlement, en empêchant les étrangers de s'emparer de la jurisdiction à leur refus; &c. En conféquence, dès samedi, plus de 130 Procureurs avoient déja donné leurs foumissions chez le Procureur général. Ce magistrat, le nombre des Procureurs pour ce tribunal y étant fixé à cent, avoit . fait le difficile pour le surplus, en prétendant que la liste étoit complette & déja administrée à M. le Chancelier; cependant par commifération il a fait semblant de se prêter encore à l'empressement des derniera.

# the Part I street Colomb and Princes.

La Lettre de M. le Procureur Général aux Procureurs de Communauté étoit conçue en ces termes

A Paris ce 22 Avril 1771

13

M

PI

ce

m

V

n

" Connoissant, Mrs., votre attachement pour la " personne du Roi, votre fidélité pour le bien de " son Service, & votre exactitude à remplir vos de " voirs vis-à-vis de vos Concitoyens, j'attends de " votre zele & de votre bonne volonté que vous " voudrez bien engager vos Conferers à me donner " voudrez bien engager vos Conferers à me donner " voudrez bien engager vos Conferers à me donner » voudrez bien engager vos Conferers à me donner » voudrez bien engager vos Conferers à me donner » voudrez bien engager vos Conferers à me donner » voudrez bien engager vos Conferers à me donner » voudrez bien engager vos Conferers à me donner » voudrez bien engager vos Conferers à me donner » voudrez bien engager vos Conferers à me donner » voudrez bien engager vos Conferers à me donner » voudrez bien engager vos Conferers à me donner » voudrez bien engager vos Conferers à me donner » voudrez bien engager vos Conferers à me donner » voudrez bien engager vos Conferers à me donner » voudrez bien engager vos Conferers à me donner » voudrez bien engager vos Conferers à me donner » voudrez bien engager vos Conferers à me donner » voudrez bien engager vos Conferers à me donner » voudrez bien engager vos Conferers à me donner » voudrez bien engager vos Conferers à me donner » voudrez bien engager vos conferers de la voudrez de la vo

", chacun en particulier des marques finceres de les

gné foli de Fleury.

. County of second pane.

Et sur l'enveloppe est écrit à Messieurs les Pro

oureurs de Communauté, à Paris.

Celle des Syndics contenoit ce qui fuit : " Mon-

,, Par la déclaration faite en la Chambre de la ,, facristie le 23 du présent mois, il a été arrêté de ,, consentement de Mgr. le Procureur général, que

,, pour donner à nos confreres connoissance de la

Lettre qu'il a écrite le 22 du même mois aux Pro-

", de nos confreres Copie de ladite Lettre pour fais-", faire à cette délibération. Je vous envoye en ten ", de la présente copie de cette Lettre.

"J'al l'honneur d'être très parfaitement, Monsieu

, & confrere,

Votre &c.

(Signé) Gillet le jeune, Greffiet de la Communauté.

Ce 24 Avril 1771.

C'est en vertu de ces deux Lettres que plus de 130 Procureurs ont été donner leur soumission chez M. le Procureur Gén. On prétend que le nombre des Procureurs pour le Parlement de Paris étant fixé à cent, ce Magistrat a arrêté le cours de l'empressement des postulans: cependant beaucoup n'approuvent pas cette démarche, & des dix Syndics trais ne l'ont pas fait, & sont prêts plutôt à donner la démission de leurs charges: ces trois opposans sont les Sis. Cailleau, Cinget & Gillet l'ainé.

## Du 30 Avril 1771.

L'état actuel du Parlement de Paris est ainsi qu'il.

#### GRAND'CHAMBRE.

## the grad Profidence against the bridge feet

Mrs. Berthier de Sauvigny, Premier Intendant de-Paris: homme sans naissance, très borné.

De la Bourdonnais de la Breteche, cl-devant Con-

feiller à Rennes: un des Ifs.

Pro

mes

1771

r la

de

Ous

ner

10-

ue

Le Prêtre de Château-Giron, ci-devant Avocat général du Parlement de Rennes, l'ennemi particulier de Mrs. de la Chalottais, & décrété, il y a près d'un an, par la Compagnie d'affigné pour être out.

De la Briffe, el-devant Avocat général du grand Conseil, homme foible, & qui renioit sa nouvelle dignité, lorsqu'on lui en parloit avant la formation du Parlement.

De Nicolat, Chevalier de St. Louis, ancien Colonel de Dragons, que son pere n'a pas jugé digne de pouvoir lui succéder en sa charge de Premier Président

de la Chambre des Comptes. Entré dans cette place malgré son pere, sa femme & toute sa famille.

## CONSTILLERS-LAICS. (\*)

le Procence 32a. On pro

mai poi

De

1

le

&

14

10

m

qu

gu

pa

D

cl

d

1

Langelé, Pallier, Delier, D'Andilly, De Rotron, Nourry de Bonnaire, s'étoit démis par simagrée, s'est fait donner une Lettre de Cachet pour rentrer, el appelle par les exilés le petit racoleur, parce qu'il s été mis en œuvre pour féduire une partie de les confreres. Honoré. Canclaux. Vacquette du Cardonnes. Duport, démis, puis rentré: homme foible, frete d'un Conseiller au Parlement. Frecet de Lanty, passe pour un grand usurier. Doé de Combeault, honoraire reçu en 1740; M. le Chancelier l'a fait ren trer malgré ses infirmités, sous prétexte de faire nombre. Vacquette de Lanchere, fils du premier. Mangot. Sorbouet de Bougy, appelle le grand to coleur par ses Confreres. Vernier. Chappe, auroit grande envie de se démettre, mais est retenu par des confidérations d'intérêt. Quirot, ci-devant Conseiller au Parlement de Besançon, accusé de monopole, & obligé de se démettre, ainsi qu'il a été rapporté dans les gazettes. Pollot de Morolles, ch devant de la premiere Chambre de la Cour des Aldes, fils d'un Procureur, désigné, dit-on, pour le cond Président des Enquêres.

(En tout 19 Confeillers Lates.)

Conseil; charge de l'action de

#### CONSEILLERS-CLERCS. (\*)

place

rou.

s'eft

ef

Op.

10%.

ere

ife 10-

10.

re

1.

it

1

Mignot, neveu de M. de Voltaire; honoraire. mais qui a sollicité de rentrer : homme de lettres & point magistrat. Geoffrois. Le Petit de Belouney. De Sal, Conseiller au Parlement de Pau, venu Paris pour affaire au Conseil, & séduit par M. le Chancelier par l'espoir de réussir: isolé à Paris, & logé en hôtel garni, à l'hôtel Notre Dame, rue du lardinet. Porteron, de la Ste. Chapelle: grand Caponiste. De Lucker, grand-chantre de Notre Dame, fils d'un négociant de Nantes, qui a fait banqueroute: d'une famille vouée à M. le Duc d'Aiguillon. C'est cet abbé qu'on assure avoir reçu une paire de soufiets dans les Cours de l'Archevêché. De la Fage, autre champion de Notre Dame, attaché à M. l'Archêvêque. Cotet, ci-devant Confesseur de feu M. le Dauphin , prêtre autrefois de St. Suipice, fort attaché aux Jésuites. Colet de la Marliere, chanoine de Meaux, logé en hôtel garni, hô. tel de Notre Dame, rue du Jardinet. Bouchet. pauvre diable. & prêtre de la Communauté de St. Sulpice.

## (En tout 10 Confeillers Clercs.)

La Grand'Chambre sinsi composée en tout de vingt-neuf membres Conseillers Laïcs, ou Clercs, il en manque encore onze, pour aller au nombre de quarante dont elle doit être fournie.

<sup>(\*)</sup> Les 3 premiers ont été, ci-devast, du Grand Con-

#### ENQUETES.

De

Proc

pas

proc H

Con

M

foffe

C

cou

àêt

Vac

1

la 1

hột

dré

Bec

de

où né

## Conseillers Présidens.

De Reneaulme, Maître des Requêtes.

Manque le second, qu'on dit être le Sr. Poilot A. de Mareles.

Basset de la Morelle, ci-devant Avocat général au Parlement de Dombes.

De Chazal, de la Cour des Aides.

De Goezman, du Conseil Souverain d'Alface, logé en hôtel garni, hôtel de Brie, rue cloche-perche.

Goudin , Corps , Blandin de Chalin , Trutie de

Vaucresson, de la Cour des Aides.

De Cote de la Calprenede, de la Cour des Monnoyes, garçon mal dans ses affaires, point estimé de ses confreres.

Mayon d'Aunoi, Substitut du Procureur général, un des quatre réstés lors des séances du Conseil au Parlement.

de la Comédie françoise.

(\*) Raymond, peu connu.

Muyart de Vouglans, a écrit sur les matieres criminelles, estimé en ce genre.

Gin, Secrétaire du Roi, abimé de dettes. On affure qu'on les a payé, & qu'on lui a fourni quittance des 40000 Livres qu'il devoit donner en la qualité ci-dessus pour la taxe à laquelle son collegue a été imposée.

Buinan, inconnu.

<sup>(\*)</sup> Les fuivans font Avocats.

Desirat, chargé de plusieurs decrets, dit-on, mais retainement décrété d'assigné pour être out par le Procureur du Roi du Ohatelet.

Billeheu de Bouillé, Secrétaire du Roi, ne sait pas lire, d'une ignorance crasse, a eu un de ces procès criminels qu'il est même honteux de gagner.

Honoré du Corton, fils du Conseiller au Grand Conseil, aujourd'hui de Grand'Chambre.

Mangot de Dauzayer, idem. 16 2010 8 2011

1.

U

ě

Monin de Mezerel, forain: hôtel garni, zue des

Calmar de Sara, forain: hôtel de Bretagne. Il est coufin-germain de Calmar de Mont-Foly, condamné iêtre marqué & banni, par le Parlement.

Vacquette de la Merie, fils & petit-fils des deux

## (22 Conseilles-Laics, y compris le Président.)

#### CONSETLLERS-CLERCS.

De Fay. Dupré de l'Isse. Deux prêtres habitués de la Communauté de St. Roch, aujourd'hui logés en hôtel garni, à l'hôtel de Pologne, rue St. André des Arts.

Desplasses, frere du Notaire de ce nom. De Beaumont, neveu de l'Archevêque: deux chanoines de Notre Dame.

## (Quatre Conseillers Clercs.)

Du 1er. Mai. 1771.

Tel étoit hier l'état du prétendu Parlement, par où l'on voit que malgré toutes les facilités données, il ne se trouvoit encore composé que de 29

60

to

le

te

d

li

b

A

q

n

bi

b

Conseillers de Grand'Chambre & 26 des Enquêtes y compris 4 Conseillers Présidents: faisant en tou 55 membres, au lieu de 70, nombre fixé pour le compléter. A quoi il faut ajouter les membres suivan qui sont sur les rangs.

#### Saveir:

... ar courd bai de Grand Caembre.

Au lieu & place de l'Abbé Mallaret, Chanoine de Notre Dame, qui a refusé l'Abbé Marie, Chanoine de Castelnaudary & qu'on dit auteur d'une brochu re en faveur du nouveau Système, ayant pour titre Confidérations sur l'Edit de Décembre 1770 : le meilleur ouvrage en effet de ce genre. Outre cette id compense, onajoute qu'on lui a donné une pension de 4000 Livres sur l'abbaye de Tyran, à laquelle été nommé l'Abbé Vermont. Le Sr. Martin . Avo. cat peu connu. Le Sr. Nau de St. Mare, Confeiller à la Cour des Aides, à qui l'on a fait crain. dre de perdre une place qu'il a dans la Commission établie à Rheims contre les contrebandiers:le Sr. du Mouchet . Lieutenant particulier à Bêlemes en Perche; & le Sr. Menardeau, Avocat, puis Conseiller au Parlement de Rennes, dont il a été obligé de fortir lors du retour des exilés.

## Du 3 Mai 1771.

M. le Prince de Beauvesu s'étant trouvé au Lit de justice en sa qualité de Capitaine des Gardes, a aussi protesté, à l'exemple de plusieurs Pairs. Le bruit avoit déja couru que ce Seigneur n'étoit point bien dans l'esprit de S. M.; il paroit que ce dernier trait l'y

a mis encore plus mal, car quoique M. de Beauveau foit de service ce quartier-ci, & par conséquent toujours auprès du Roi, S. M. ne lui parle-ni ne le regarde.

Du 3 Mai 1771.

tou

om

Van

de

ine

hu. itre

eil.

ion

e 4

vo.

eil-

in.

nis.

: le

nes uis

été

100

oit

201

Pý

Avant d'entamer le Châtelet on a toujours fait reconnoître le nouveau Parlement aux petites Jurisdictions réunies par la supression de la Cour des Aides,
telles que le Grenier à sel, l'Election: il y a cependant eu dans celle-ci cinq réclamants.

#### Du 3 Mai 1771.

Extrait d'une Lettre de Riom, du 18 Avril 1777.

"Notre Bailliage a fait un Arrêté très bién libellé, en date du 21 Mars, communiqué par délibération de la Compagnie aux Syndic & Doyen des Avocats le 27 Mars, & envoyé à M. le Chancelier le 28. Par cet Arrêté il expose d'une façon aussi forte que respecteuse, les raisons qui l'empêchent de reconnoître le Conseil supérieur de Clermont.

#### Du 3 Mai 1772.

On publie un Arrêt du Confeil du 26 Avril 1777, qui casse l'Arrêt du Parlement de Rouen du 15, désa brûlé par Arrêt du soi - disant Parlement de Paris da 24 Avril.

#### -Du 4 Mai 1771.

L'Arrêté du Conseil du 24 Avril, qui fixe le vem boursement des charges de Magistrature suprimées, Tome I.

la manière dont elles le feront, & l'ordre de ce rembourfement, est extrêmement artificieux, en ce qu'il met ces Officiers dans le cas; ou de reconnoître la légalité de l'opération en recevant leur argent, ou de courir le risque de perdre leurs fonds en ne se présentant pas dans les délais convenus, & en ne faisant pas les démarches d'acquiescement qu'on exige: d'ailleurs en donnant la préserence à ceux qui s'emolèront dans les nouvelles Commissions de judicature établies; on fournit un véhicule à la cupidité de ceux que l'intérêt pourroit aiguillonner, & on se ménage des sujets.

# Du 4 Mai 1771.

Récit de ce qui s'est passe au Châtelet le samedi 4 Mai 1771, pour l'Enrégistrement de l'Édit du mois d'Avril dernier, portant supression d'Offices dans le Parlement de Paris.

La nuit du vendredi au famedi, 4 Mai préfett mois, M. M. les Officiers de fervice au Parc Civil du Châtelet de Paris, ont reçu chacun une Lette

de Cachet, conçue en ces termes.

Monf. . . . je vous fais cette Lettre pour vous dire que mon intention est que vous vous rendiez demain 4 du présent mois au Parc civil du Chitelet où vous êtes actuellement de service, pour y assister à la Lecture, Publication & Enregistrement de mon Edit du mois d'Avril dernier, vous faisant désense de prendre à ce sujet aucune délibération ni rien proposer de contraire à l'exécution du dit Edit, même au sujet du présent ordre, à peine de désortement de description du dit Edit,

béissance. Sur ce je prie Dieu qu'il vous ait, Mons. en sa sainte garde. "

" Ecrit à Versailles le 3 Mai 1771. Signé Louis,

& plus bas Phelypeaux.

ľ

t

.

t

t

i

.

Les autres Officiers & Conseillers du Châtelet qui étoient de service au Présidial, au Criminel & à la Chambre du Conseil, ont reçu chacun une autre Lettre de cachet, portant désense de s'assembler & délibérer à l'occasion de l'Edit dont il s'agit.

Il paroît certain que ces ordres ont été portés à chacun de ces M. M. par des Mousquetaires. Jusqu'à ce jour les Lettres adressées aux Officiers du Châtelet portoient pour adresse à notre amé, je vous fais cette Lettre, &c. Ces Lettres n'étoient point portées par des Mousquetaires, mais par des Exempts du Guet, ou de la Robe Courte: la Noblesse accordée depuis quelques années aux Officiers du Châtelet est, peut-être, la cause de ce changement dans le Cérémontal; car les ordres adressées aux Greffiers du Parc Civil Després & Jaquesse, étoient conçus en ces termes, différens des Lettres de Cachet. En voici à peu près la teneur.

## De par le Roi.

"Il est enjoint à Me. Després, Greffier Civil du Châtelet de Paris, de se trouver demain 4 du présent mois au Parc Civil du Châtelet de Paris, pour y faire la Lecture, Publication & Enrégistrement de l'Edit de S. M. du mois d'Avril dernier, sous peine de desobéisance."

La Lettre remise à Jaquetot étoit la même. Les Lettres de Cachet aux Greffiers n'ont été portées que par des Exempts de Robe Courte.

Cette nouvelle répandue de bonne heure dans le public, l'auditoire & l'anti-chambre du Parc Civil du Châtelet ont été remplis d'une foule de Spectateurs.

A 11 heures & demie M. le Lieutenant Civil & les Conseillers sont arrivés au Parc Civil du Châte. let, tenant tous déployée à la main la lettre de cachet qui leur avoit été remise.

Les Gens du Roi sont entrés ensuite, tenant pa

reillement les ordres qu'ils avoient reçus.

Il s'est fait un grand silence un instant, puis M. le Procureur du Roi s'est levé & a dit:

### MESSIEURS,

"M. Jois de Fleury, Procureur Général de S.M. nous a adresse hier un Edit du Roi du mois d'Avril dernier, portant supression & création d'offices dans le Parlement de Paris, régistré au Lit de justice, tenu à Versailles le 13 du même mois.

, Le soir du même jour nous avons reçu des ordres de S. M. qui nous enjoignent de requérir la lecture, publication & enrégistrement de cet Edit en cette Jurisdiction, & nous désendent de rien dire davantage, sous peine de désobéissance. Les mêmes ordres ont été signifiés à nos Collegues au nom chési du Roi, précédé du terrible mot de Desobéissance. Je m'arrête. En conséquence je requiers la lecture, publication, enrégistrement, & l'envoi aux juges du Ressort, &c. Que ne nous est-il permis de laissert cette Compagnie, à nos Concitoyens, & à la Posté-

rité; un témoignage authentique de notre profonde douleur!

D'autres personnes rendent ainsi cette derniere

phrase:

ées

le

du

irs.

1&

te.

ca.

Da.

N.

A.

4

1

1

4

" Puisse cette marque d'obéissance de notre part être à cette Compagnie, à nos Concitoyens & à la Postérité un témoignage authentique de notre profonde douleur!

Ensuite le Greffier a fair ledure de l'Edit.

Pendant cette lecture M. le Lieutenant Civil a parlé avec M. Ducoudray, conseiller, qui étoit à sa gauche, & lorsqu'elle a été finie, sans aller aux opi-

nions, comme il est d'usage, il a dit:

Nous donnons Lettres au Procureur du Rot de ce qu'il requiert la lecture, publication & Enrégistrement de l'Edit de S. M. du mois d'Avril dernier. à attendu les ordres de S. M. qui nous ont été remis , tant collectivement que féparément , par lesquels il nous est enjoint de nous trouver aujourd'hui au Parc civil du Châtelet, pour y affister à la lecture, publication & Enrégistrement dudit Edit du mois d'Avril dernier, & nous est fair désense de prendre à ce sujet aucune délibération, ni rien : proposer de contraire à l'exécution dudit Edit mê. me au fujet des ordres à nous remis, nous, sans aucune délibération, sans prendre l'avis de nos Collegues, & du très exprès commandement du Roi; disons que l'Edit de S. M. du mois d'Avril dernier, Registré au Lit de Justice tenu à Versailles le 13 du même mois, sera enrégistré au Registre des Bannieres de France, pour y avoir recours au befoin, & copies collationnées envoyées aux Juges du Ressort &c. Disons aussi que les ordres collectifs &

separés que nous avons reçus, seront transcrits sur

le Registre ensuite du dit Edit. "

C'est ainsi que s'est fait l'Enrégistrement. On a appellé ensuite deux ou trois causes. Personne n'a comparu, & on a levé l'audience.

#### Du 5 Mai 1771.

Le 16 Mars le Parlement de Rennes a fait contre les Edits des mois de Décembre & Février dernier, un Arrêté extrêmement bien dressé, par la sagacité particuliere de cette Compagnée à découvrir l'illusion du bien prétendu que présentent d'abord ces Edits sous certains points de vue, mais dont il démontre l'impossibilité dans l'exécution, & même dans la volonté de celui qui semble le proposer.

Il a été envoyé au Roi une Expédition en forme de cet Arrêté, & on y a joint une Lettre en date

du 18.

Le même jour il en a été écrite une autre circulaire aux Princes du sang, à eux adressée, avec copie du même Arrê: é, pour les prier d'interposer leurs bons Offices auprès de S. M. dans une circonstance si critique & si importante pour l'Etat.

Le Greffier en Chef du Parlement a été chargé d'envoyer aussi ledit Arrêté aux Ducs & Pairs, suivant ses propres termes, pour qu'ils soient invités à

concourir au même but.

Les Lettres & l'Arrêté sont partis le mercrédi 20

Mars 1771.

Le 25 du même mois, sur le silence du Roi envers le Parlement, malgré ses Lettres, Arrêtés & Remontrances en faveur des Procureurs Généraux, fur

ne

.

-

ts.

.

contre la détention du Sr. Du Sei des Monts, il a été arrêté de renouveller auprès de S. M. les Réclamations de la Compagnie; ce qui a été exécuté le même joun

## na rusmelia na assett too not sonit.

Le Sr. Mersia, Avocat, qui s'étoit mis sur les rangs pour être membre du nouveau. Parlement, a-près avoir fait toutes les visites, a été resusé comme fils de Marchand de vin qui a fait banquerqute. Quoique les vices d'origine ne soient pas portés dans les Edits & Réglémens concernant ce tribunal comme raisons d'exclusion, il paroit que M. le Chanceller a voulu qu'on sit exemple sur ce candidat, pour faire voir qu'on n'admettroit pas indisféremment tous les sujets dans cette Compagnie.

# entropy and representate the Statistics and of the

and no buy love. The serie descond

Le nommé Letinois, cl-devant Commissaire, chasfé de cette Compagnie pour ses mésaits, puis Huisfier, emprisonné & réprimandé encore dans cette
profession, a fait demander auprès de M. le Chancelier une place dans ses nouveaux tribunaux: ce
ches de la Magistrature lui ayant sait répondre qu'il
n'avoit d'autre place à lui donner qu'à Bicêtre, il a
dit au porteur de cette réponse:,, qu'elle le surpre, noit d'autant plus, que M. le Chancelier devoit
,, savoir que s'il eut été honnête homme & bien sa,, mé, il ne seroit pas venu solliciter de semblables
,, Commissions". Ce bon mot rendu à M. le Chancelier a valu en esset Bicêtre à son auteur.

and the state of the last of the state of th

tel, a time to the properties of all of another cele

q

le

C

01

pe

de

de

di

de

eſ

to

ph

on

&

M

ne

ref

2011

### Me al no engo Magrenson ob orders to

On fait que les Maîtres des Requêtes ont tous in. dividuellement féance au Parlement, mais qu'ils ne Deuvent y siéger collectivement qu'en nombre de quatre, M. le Chancelier a profité de cette préroga tive, & depuis la création de son Parlement, il y en envoye réguliérement quatre qui flegent à la Grand'Chambre : au moyen de cela il garnit d'a bord le tribunal d'autant de Magistrats de plus, ce eul lui donne plus de majesté; ensuite il a ces voir d'augmentation dont il est sur dans les occasions où il lui importe de faire pencher la balance; enfin, ce font des gens à lui , qui contiennent les orateur pétulans, que leur éloquence pourroit entraîner tron loin, ou en état de lui rendre compte de tout a qui se sera passé, & de lui fournir les moyens de paper les coups qu'il craindroit de la part d'une Cour qui ne lui feroit pas aussi dévouée.

Au surplus, M. le Chancelier continue avec la plus grande ardeur à pousser en avant l'exécutionde fon projet. Comme l'argent est un des moyens les plus sûrs, les plus universels, les plus actifs, il le répand avec prosusion, & l'on assure qu'il en coûte déjà quatorze millions à l'Etat, soit en esplonnage & délations, en couriers, soit en dettes payées, soit en argent distribué ou pour acquérir des sujeu ou pour gagner des suffrages, ou pour faire taire, ou pour rallentir le zele des Magistrats qu'il pour roit craindre, on ensin pour faire éclore cette multitude de Brochures dont on est inondé en faveur de la

n Cause, qu'on distribue gratis dans les Provinces & qu'on donne ici à très bon compte.

#### Du 6 Mai 1771.

ne

de

ga-

y

12

ce

où

CB

Irs

90

1.

11

le es

0

ts

0

Les quatre Maîtres des Requêtes, nommés par M. le Chanceller pour sièger habituellement au Par-lement, sont M. M. Astruc, Brochet de Saint Prest, Chaillon de Jouville, & Tolozan.

#### Du 7 Mai 1771.

On a deja parle de la Lettre d'un Bourgeois de Paris à un Provincial, à l'occasion de l'Edit du Septembre 1770, en date du 5 Février 1771. Cet ouvrage lumineux, à la portée de tout le monde, peut s'appeller le Cathéchisme des honnêtes gens. des bons citoyens. Il paroît une Seconde Lettre de la même plume, en date du 13 Mars 1771, qui discute les faits qui ont suivi l'Edit, avec non moins de bon sens & de simplicité. Un feut écrit de cette espece suffit pour renverser tous les sophismes retournés en cent façons différentes dans les Pam-phlets graves, fublimes, plaisans, burlesques, dont on farcit journellement la Capitale & les Provinces. & qui par la faveur que leur accorde évidemment le Ministere, doit beaucoup discrediter une Cause qu'on ne peut soutenir que par de si petits moyens, des reflorts auffi minces & un manege auffi indécent.

## Dir 7 dudit 1771.

Lettre à M. D. T. Mattre des Requêtes, par un imme d'honneur & de conscience, à qui l'on propose N 5

date du 24 Mars 1771.

C'est un écrit dans le goût du précédent, où l'on démontre avec autant de simplicité que de bon sem qu'aucun homme d'honneur ne peut accepter en conscience & suivant les loix seules de la probit mondaine une place dans le Tribunal en question.

#### Du 7 Mai 1771.

Ce matin M. le Lieutenant Civil s'étant rende au Châtelet pour y tenir l'audience, Mrs. avant de se rendre à leurs services, ont fait des reproche graves à ce Magistrat sur la conduite qu'il avoit te nue depuis le samedi précédent; & M. Marotte Coudray, l'un des Conseillers, portant la parole, a été obligé de répondre cathégoriquement à plu seurs faits, ainsi qu'il est mentionné au procès ve bal ci-joint. Après une conversation très chaude d il a été traité tour à tour & comme un écoller comme un traitre, sur ce qu'il s'impatientoit, & d foit qu'après tout, quelque fût l'iffue, il s'en tre Reur, lui a repliqué M. du Coudray; ,, car nous fi yons que yous devez avoir pour récompens de voire conduite une place de Conseiller d'Eu pour vous, & la furvivance de celle de Lieux , nant Civil pour M. votre fils; ainfi ce font, con , me vous voyez des honneurs : mettez donc cel , Monsieur , dans les termes où cela doit être mis , & dites que vous vous en tirerez avec deste en mauric vers ob evident Co. N. a rent ne d'honnement de confedence, à que l'on propaje

-

la

ti

ti

P

le

, ch

го гр

ù l'on

1 fens

er en

robite

tion.

1.1

renda

ant d

roche

oit te

tte di

ole,

à plu

s ver

ide o

lier (

& d

n tire

Mor

ous f

nfe d

d'Et

Lieut

t, con

c cela

e mis desbu

A fon retour de chez le Chancelier. Mrs. lui ont déclare qu'il eut à le retirer & qu'ils ne vouloient pas être prefides par lui; enfuite fur ce que la Compagnie ne paroiffoit pas auffi complette que l'exigeoit la Délibération importante dont il étoit question, il a été décidé de continuer l'assemblée à 5 heures de l'après-dinée, d'envoyer sur le champ le Buvetier porter des billets d'invitation à tous Mesfieurs absents, & cependant sans desemparer du Tribunal de manger un morceau à la Buvette. L'affemblée s'étant formée, & Mrs. du Pont & de la Houville, Lieutenans particuliers, s'y étant rendus, on leur a déclare que comme ils avoient reçu des Lattres de cachet qui pourroient les compromettre s'ils présidoient la Compagnie, ils étoient les maltres de fe retirer en cas qu'ils eussent à ce sujet quelqu'inquiétude. Sur quoi ces Mrs. s'annonçant comme décidés à tout événement, surtout M. de la Houville, on leur a dit que la Compagnie étoit perfuadée de leur zele, de leur attachement; qu'elle n'en avoit que plus de raisons pour les ménager; qu'on les prioit de ne pas s'exposer à l'indignation de la Cour, qu'on leur feroit part de tout ce qui se seroit passé: à quoi ils ont déclaré, qu'ils ne sortoient que par déférence aux infrances de la Compagnie, mais qu'ils adhéroient d'avance, à tout ce qu'elle feroit.

La Compagnie restée au nombre de 42 opinans, la Délibération entamée, six ont déclaré qu'ils ne voyoient pas lieu à délibérer; sur quoi ils sont fortis, savoir les Srs. Dufresnaye, Cateau de la Chartiere, Benoît de Maisancelles, le Roi de Barincourt, Perinet d'Orval, & un sixieme, mais qui s'est réunis le lendemain aux autres. Les 36 opinans restans-

N 6

ont formé unanimement le Procès Verbat ci-joint & ne se sont séparés qu'à 11 heures du soir.

h

fa

#### Du 8 Mai 1771;

#### PROCES VERBAL

Châtelet de Paris soussignés, nous étant rendus au Châtelet en la manière ordinaire & accoutumée,

avons constaté les faits qui suivent".

" Ce matin M. du Faur de Villeneuve, Lieutenant Civil, étant arrivé à la Chambre du Conseil, lieu ordinaire de la réunion de tous les Services, sur les 11 heures, où étoit le très grand nombre des foussignés, il a été demandé par plusieurs de Mrs. à mondit Sr. de Villeneuve, Lieutenant Civil, s'il étoit vrain

mois, il avoit rendu visite eu Sr. Berthier de Sauvigny, & au Sr. Joli de Fleury, actuellement siegeans avec autres personnes au Palais & dans les lieux de séance ordinaire du Parlement?"

" 2°. S'il avoit connoissance qu'un Avocat au Conseil devoit se présenter à l'audience du Parc civil,

pour y platder une Caufe?"

A quoi M. le Lieutenant. Civil avoit répondu qu'il étoit vrai qu'il avoit rendu visite aux Srs. Bershier de Sauvigny & Jost de Fleury, attendu l'enrégistrement fait au Châtelet, 4 du présent mois, de l'Edit d'Avril dernier; & qu'il avoit pareillèment connoissance qu'un Avecat au Conseil étoit chargé d'une Cause à l'audience du Parc Civil, mais qu'il ne se présenteroit pas aujourd'hui, & que

fut, Lieutenant Civil, avoit confeille d'arranger l'af-

"Sur quoi il a été observé, que l'enrégistrement de l'Edit du mois d'Avril dernier avoit été forcé & non délibéré. , & qu'ainsi il ne pouvoit ni ne devoit lier la Compagnie, ni aucun de ses membres; comme aussi que les Avocats du Conseil n'avoient aucun droit ni possession de porter la parole, aux audiences du Parlement & du Châtelet, attendu leur

quilité d'Avocat postulant".

å

211

211

١,

ur

11

1.

.

1:

"Il a encore été observé à mondit. Sr. Lieutenant Civil, que dans la Gazette de France d'hier 6
du présent Mois, il a été inseré (article de Paris) que
le 4 du présent, l'Edit portant supression, remboursement & installation d'Officiers dans le Parlement de
Paris, a été publié & régistré au Châtelet. Que cette
énonciation laisseroit croire au public que ledit Enrégistrement auroit été libre & volontaire. A quoi mondit Sr. Lieutenant Civil a répondu qu'on ne le soupconneroit pas sans doute d'avoir eu part à cette
énonciation, & qu'il n'en étoit pas responsable".

convoquer la Compaguie, pour par elle aviser à la conduite qu'elle auroit à tenir relativement aux trois faits ci-dessus. Ledit Sr. Lieutenant Civil a répondu que les ordres dont il avoit donné connoissance à la Compagnie, lui désendoient de l'assembler, & que sa conscience ne lui permettoit pas de se resuser.

à l'exécution desdits ordres "..

gifrats, privés, du droit de délibérer, est un Corps anéanti, & qu'entr'eux ils se regardoient comme interdits de faire leurs sonctions ordinaires jusqu'à ce

qu'ils eussent obtenu la permission de s'assembler. En consequence qu'ils le prioient de se retirer sur le champ par devant M. le Chanceller pour lui porter

le vœu unanime de tous M. M. prefents".

"Mondit Sr. Lieutenant Civil confentant à la démarche proposée, est forti de la Chambre du Confeil pour se rendre chez M. le Chancelier; de retour à l'heure de midi & demie, en ladite Chambre du Conseil, il a dit à M. M. présents que M. le Chancelier avoit répondu qu'il ne pouvoit rien changer aux ordres du Roi, & qu'il n'y avoit d'autre

parti que celui de l'obeffunce.

M. M. ont répondu qu'ils étoient des sujets très fidelles & très obéssans au Roi, mais qu'ils ont fait serment d'observer les Ordonnances du Royaume, notamment l'article 9 de l'Ordonnance de Moulins, qui désend aux juges d'avoir égard aux Lettres closes à eux envoyées pour le fait de la justice; que sedit Enrégistrement forcé & involontaire étoit peut-être le fait de justice le plus important qui se fût jamais passé au Châtelet depuis son existence, & qu'ainsi la Compagnie se trouvant toujours privée du droit de délibérer, elle étoit forcée de demander d'être relevée de l'interdiction de fait qu'en résulte".

"Mondit Sr. Lieutenant Civil s'est retiré, & nous tous soussignés, attendu la Protestation notoirement connue des Princes de Sang, en date du 4 Avril dernier, & celle du grand nombre des Pairs de France, contre tout ce qui a pu se passer au Lit de justice, où a été publié & régistré l'Edit d'Avril dernier, la Réclamation du Ministère public lors du dit

tersties de francieure fondions orcineires junqu'à co

r. En

n le

Orter

1 11

Con.

te.

10

an.

tre

mt

111-

111

11

It

11

Lit de justice, celle des Parlemens & de presque toute la Magistrature du Royaume, celle de partie de M. M. du Grand Conseil & autres qui ont été installés au Palais le 13 Avril dernier, auxquelles Protestations & Réclamations nous ne pouvons ni ne devons préjudicier par une conduite contraire".

"Attendu l'inamovibilité des offices de Magistrature, prescrite par le droit naturel dans tout état monarchique & par le droit positif du Royaume dans tous les âges de la Monarchie, notamment par la célebre Ordonnance de Louis XI, du mois d'Ostobre 1467, confirmée par d'autres postérieures, & spécialement par la Déclaration du feu Roi du 22 Octobre 1648; inamovibilité reconnue par l'Édit même du mois d'Avril dernier, excepté dans le cas de mort, résignation volontaire & forfaiture, déclarée judiciairement par juges compétens & parties oules, & que les Officiers du Parlement actuellement dispersés n'ont point été dépouillés de leurs Offices selon les formes sagement établies, par lesquelles le Roi a déclaré vouloir régner".

"Attendu le serment sait par nous Juges soussignés d'observer les Ordonnances & Réglemens, ce qui nous lie envers Dieu, le Roi & l'Etat, à l'exécution des Ordonnances, auxquelles il n'a point été dérogé que par l'Edit du mois de Décembre dernier, S. M. a déclaré ne vouloir gêner la conscience de ses Juges, & que par l'Ordonnance de 1467 il est enjoint nommément au Prevôt de Paris de la garder inviolablement, sans faire ni soussir sai-

could a mil sels and dash neg 50 fle live abites.

re aucunes choses contraires".

juf

10

CU

de

me

n

de

VC

18

n

le

C

. Attendu que le Châtelet n'a jamalet reconnu d'autre Tribunal Supérieur que le Parlement, dent to Rol of le Chef, les Princes du fang de les Pairs font effentiellement les principaux membres; que cependant par des révolutions inconcevables dans les principes des Loix qui font la fareté des Magifrate, & à plus forte, raifon celle des Tribunaux, te Chatelet, dans, l'espace de 30 uns, s'est trouve de place 5 folk du Reffort naturel & legal du Parlement effentiellement Cour des Pairs; contre lesquels de. placemens, notamment en 1753, le Châtelet a réclamé en toutes occasions par ses Arrêtés : conduite à lequelle M. de Maujeou, Premier Prefident, à la tête du Parlement, où se trouvoit alors M. le Chance. ller d'anjourd'hui en qualité de Président, a rendu ce témolgnage : famais la Cour n'oubitera le courage avec lequel vous vous êtes expojes à perdre ce que les bommes ont de plus cher & de plus précieux pour fasisfaire à vos devoir avec fidélité; & qu'une existence auffi versatile, absolument incompatible avec la posfession la plus immémoriale, avec les loix, avec l'ancienneté & la confidération du tribunal du Cha. telet, que le feu Roi a qualifie de Siege de la premiere justice des Bailliages & Presidiaux, la première Es principale Jurisdiction du Royaume, ne l'est pas moins avec tous les lieux qui unissent le tribunal au Parlement, effentiellement Cour des Pairs, spécialement en ce que la Prevôté de Paris ne peut ceste d'être en la garde dudit Prevôt, fans remtrer fous celle du Procureur Général audit Parlement."

,, Attendu enfin que, quoique l'enrégistrement des loix dans les Sieges inférieurs ne soit pas une veilfication, il est cependant un acte sait en connoissae de cause, dictée par la conscience qui reconne la justice de la Loi, & qui produit en conséquence dans l'esprit & le cœur des juges une soumission à exécuter ladite Loi, à moins qu'ils n'eussent des motifs valables de représenter ce qui pourroit s'y trouver de contraire à la justice ou même à l'intérêt légiti-

me de leur Slege."

the

mt

irs

ue

ies

te

ht

4.

À

"Nous déclarons que nous ne pouvons nous regarder comme liés par l'enrégistrement dudit Edit du
nois d'Avril dernier, fait d'autorité absolue & sans
éélibération le 4 du présent mois, que nous ne pouvons consentir à être privés de la liberté de délibérer sans nous anéantir nous-mêmes, & que nous
sommes toujours prêts & disposés à remplir toutesnos fonctions dès que nous pourrons les concilier
avec les loix, notre serment & notre institution, sous
le ressort du Parlement essentiellement Cour des
Pairs".

"De tout ce que dessus nous avons dresse le présent Procès Verbal pour être déposé au Gresse du Châtelet, & d'icelui être pris communication par tous ceux de Mrs. qui ne se sont pas trouvés présents, & par les gens du Roi comme & ainsi qu'ils aviseront bon être fait".

" Fait au Châtelet le 7 Mai 1771."

#### Du 8 Mai 1771.

Procès Verbal de ce qui s'est passé au Châtelet le mercrédi 8 Mai 1771.

du matin, Mrs. s'étant rendus à la chambre du Conseil en la maniere accoutumée pour leur servi-

tou

bal

vit

SVC

pas

apt

len

adl

de

&

ne

26

M

20

cie

jo

e

ce, sont entrés en ladite chambre, les Srs. Dufe maye, Gateau de la Chattere, le Roi de Barincoun & Perriner Dorval, Confelliers; lesquels, M. Roi de Barineourt portant la parole, ont demand de la part de M. le Lieutenant Civil, fi Mrs. fervice au Parc Civil vouloient descendre à l'audien ce & à cet effet aller joindre M. le Lieutenant C vil a fon Cabinet? A quoi il a été répondu que cen miffion, fans l'approuver, devoit être remplie p un Huiffier audiencier. Eux retires, eft entre pe après un audiencier, lequel a invité M. M. du Per Civil à se rendre au Cabinet de M. le Lieux nant Civil, pour descendre ensuite à l'audience. quoi il a été répondu qu'aux termes des réglement les Présidens doivent venir prendre Mrs. à la Cham bre du Confeil. L'Huissier retiré, est entre M. Lieutenant Civil, lequel a demande fi M. M. fervice au Parc Civil vouloient y descendre? quoi il a été répondu que tous M. M. étolent pret à fe sendre à leurs fervices, s'ils étoient relevés d Finterdiction de fait dans laquelle ils font par la pri vation de la faculté de délibérer ; & en conféquence qu'ils lui demandoient l'assemblée de la Compagni avant le service. A quoi M. le Lieutenant Civil répondu qu'il avoit des défenses d'affembler la Com pagnie & de la présider. M. le Lieutenant Civi s'est retiré. & est descendu à l'audience du Parc Cl vil, suivi de M. M. Dufresnaye, Gateau de la Cha tiere, Benott de Maisoncelles, le Roi de Barincourt & Perrines d'Orval, Conseillers; quoique M. M. les Conseillers furnommés, à l'exception de M. Perrinet d'Orval, ne foient pas de fervice au Parc Cl vil : ce qui est contraire aux réglemens , dont & de tout ce que dessus a été dressé le présent procès verbal, pour être déposé au Gresse du Châtelet & servir & valoir ce que de raison.

OUR

M.

s. d

t C

cett

100

Per

iut

ens

ato

0

or

nc

CI

1

M

#### Du 8 Mai 1771.

En conséquence de ce que dessus le Châtelet qui svoit absolument vaqué hier au point qu'il n'y avoit pas même eu d'Hôtel, & qu'on n'a pas ce qu'on spelle daté, a repris aujourd'hui, en partie seu-lement. Les deux Lieutenants particuliers ayant adhéré ce matin par écrit à la réclamation de M.M. de la veille, M. Dupone n'a point tenu le Présidial, & M. de la Houville, qui devoit présider aux criées, ne s'y est pas trouvé. Le premier tribunal a vaqué absolument. Le Lieutenant Civil a commis le Sr. de Maisoncelles, l'un des cinq Conseillers restés, au siege avec lui pour faire saire les criées.

Le Juge Auditeur, petit tribunal tenu par un antien Procureur, relevant du Présidial, a aussi vaqué. Plusieurs de Mrs. qui ne se sont pas trouvés à l'assemblée du mardi, y ont adhéré.

### Du 9 Mai 1771.

M. de Moras qui avoit été Contrôleur général & Ministre de la marine, est mort il y a quelques jours. Il n'avoit point d'enfant & étoit très riche; il laisse tout son bien à M. Gilbert de Voisins, qui avoit épousé Mademoiselle de Merle, sa niece. C'est ce jeune Magistrat qui, à la suite du Parlement, a eu le courage de sacrisser sa charge de Greffier en ches. Tout le monde applaudit aux dispositions de M. de Meras.

#### Du 10 Mai 1771.

eme

10

1 G

efta

réa

t 16

2

les l

dur

Par

dev

3

ai

id.

ld.

de

aut

les

à

ftr dr

C

Ar

R

Qu

Tous les Conseillers d'honneur du Parlement font démis, & il paroît décidé que ce seront de navant les six anciens Conseillers d'Etat qui occup ront ces places dans le soi-disant Parlement d'a jourd'hui: ce qui rend le Chancelier encore planaître de ces assemblées, en y introduisant ainsi. Conseil.

#### Du 10 Mai 1771.

On écrit de Grenoble que le Parlement de Da phiné, qui a fait des Remontrances comme les autre & rendu des Arrêts contre les Conseils supérieurs à ayant été informé que la Commission de Valence avoit fait une Réclamation contre cet Arrêt, il en décrété les membres, qui se sont enfuis & se sont se sugiés à Paris.

#### Du 10 Mai 1771:

Le same di 4. de ce mois se sont fait les invitations pour le mariage de M. le Comte de Provenue il paroît constant que les Princesses seulement on été priées, & que les Princes n'en ont reçu aucun notification.

### Du 11 Mai 1771."

Le soi-disant Parlement ne pouvant s'occuper, su tes de confiance du public & d'être reconnu par la Tribunaux inférieurs, à juger les affaires des particuliers, enrégistre toutes fortes de pieces du Confeil en forme de Lettres patentes: ce qui donne liet

des publications dans la ville & à faire retentie n nom dans les rues & dans les Conseils successiment, qui en reçoivent aussi une sorte d'importan-

c'est en conséquence qu'on crie:

ient'

don

CCUD

da

pl

nfi.

Dat

utre

så

end

en

1

1º. Lettres patentes du Roi portant évocation à Grand'Chambre du Parlement de toutes les confessions entre les Srs. & Dames de Laye & leurs réanciers, données à Verfailles le 26 Avril 1771, trégistrées en Parlement le 3 Mai.

2°. Lettres Patentes id., régistrées id., par lesquelles les Huissiers au Grand Conseil, quoique pourvus l'offices suprimés, sont autorisés à exercer leur vie durant seutement, sous l'inspection de la Cour de l'arlement, leurs fonctions d'huissiers, comme cidevant &c.

3. Autres Id. concernant les tanneurs & les

4°. Edit du Roi du mois d'Avril 1771, registré il, portant Lettres d'appanage de Louis-Stanislas-

Xavier, Petit-fils de France.

5°. Lettres patentes du 20 Avril 1771, régistrées id qui accordent à Louis-Stanislas-Xavier, Petit-sils de France, la nomination des Abbayes, Prieurés & autres Bénésices, & aux offices & commissions dans les Duchés d'Anjou, Comtés du Maine, du Perche & de Senonches, formant son appanage.

6°. Lettres Patentes du Roi du 26 Avril, réglfirées en Parlement le 4 Mai, qui accordent à l'Ordre de Malte une attribution générale en la Grand'-

Chambre du Parlement de Paris.

7°. Autres, données à Versailles le 4 Mai, régifrées en Parlement le 6 Mai, qui renvoyent aux Requêtes de l'Hôtel les affaires pendantes aux Requêtes du Palais.

01

nais

otim

qu

are.

lien

ers

agr.

n'ay héro dien

dr.

mais e fe

01

feri

1

cor

tou

COT

de

1

de

dé

pit

qu

8. Autres dudit, registrées en Parlement, toutes les chambres assemblées, le 7 Mai, concernant le Conseillers d'honneur au Parlement, par lesquelles les Srs. d'Aguesseau, Doyen du Conseil, de la Galaissere, le Fevre, d'Ormesson, Feydeau de Marville, Pontcarrré de Viarmes & Bourgeois de Boynes, tous Conseillers d'Etat, sont investis de cette dignité.

## Du 12 Mai 1771.

La tournure des deux Procès Verbaux du Châtelet des 7 & 8 Mai, a fort embarrasse M. le Chancelier; il s'est consulté longtems & à plusseurs reprises avec M. de Boynes, & le résultat de leurs consérences a été de déclarer au soi-disant Parlement que son Edit de création étant enrégistré au Châtelet, n'importe comment, c'étoit à lui, tribunal supérieur, à sévir contre la jurisdiction subalterne.

D'après cette tournure indiquée par M. le Chancelier, vendredi dernier un de M. M. a dénonce aux Chambres affemblées le fait en question, comme de notoriété publique; sur quoi il a été rendu Arrêt qui a ordonné que sur le champ l'huissier Griveau, escorté de quatre archers, iroit au Châtelet, quoique ce sût jour de Vacance à cette Jurisdiction, sommeroit M. Morel, Greffier du dépôt, de lui remettre les deux Procès Verbaux des 7 & 8 Mai: à quoi contraint par corps, avec ordre d'enlever cet Officier en cas de resus, pour ces pieces être communiquées aux Gens du Roi, & par eux pris telles conclusions qu'il appartiendra.

On ne fait pas encore la fuite de cette affaire. ais il paroît que des membres du Châtelet ont été minides, que des têtes foibles ont été ébranlées, que quelques - uns font revenus contre leur fignaare. Ce qu'il y a de far, c'est que samedi, à l'Aulence, le Lieutenant Civil a siègé avec sept Conseiles, au lieu de cinq dont il étoit seulement accomagné le mercrédi.

uter

le

elle Ga

vill

les . di-

10 ce

fes

n.

011

m. .

In-

cé

m.

du

110

t,

C

t,

8

D.

es

is

Les deux Avocats du Roi, Souchet & Foulon, payant pas jugé à propos de suivre l'exemple trop projque de M. d'Epremesnil, ont aussi paru à l'aulence de forme, car Mrs. n'ont fait qu'entrer & for-Le Présidial s'est rouvert de la même maniere, mis fans Lieutenant particulier. On présume que e service des Colonnes étant absolument interverti, smêmes Conseillers qui ont paru au Parc Civil se front ensulte transportés au Présidial.

## Du 13 Mai 1771.

M. le Chancelier ne pouvant mieux confolider enore fon Tribunal, cherche au moins à lui procurer out le lustre apparent dont il peut le décorer; en onséquence il a fait entendre à l'Université, qu'il koit surpris qu'elle n'eût pas encore été rendre ses devoirs au Premier Président du Parlement; à quoi a très respectueuse Université a cru devior déférer. M. l'Abbé Tudert, quoique Conseiller honoraire it l'ancien Parlement, ensuite Conseiller d'honneur démis, s'est prêté aussi à aller, comme Doyen du Chapitre de Notre Dame, chez M. de Sauvigny, & quoiwil n'y ait point eu de Délibération capitulaire, cetto démarche passe dans Paris comme celle du Che

21

de

ol

aj

C

A

P

d

f

1

I

1

1

pitre.

M. le Chanceller a aufsi fait recevoir au soi de sant Parlement de jeunes Maîtres des Requêtes, que n'ayant pas l'âge n'avoient pu être reçus au Parlement vrai: son fils est du nombre.

#### Du 14 Mai 1771.

Les souscrivans du Procès verbal du Châtelet de 7 Mai étoient au nombre de 38. On en a recueille les noms avec foin, favoir .M. M. Pillet, Pezit. Davesne Defentaine, Roger de Baulieu, Avril, d Villiers de la Noue, Marotte du Coudray, (Auteur de la rédaction du procès verbal & celui qui a interpellé le premier le Lieutenant Civil, Pelletier, Millon, Nouette de Montauclas, Beville, Duval Phelippes de la Morliere , Batifier , Roger de la Presle. Huerne, le Roi d'Herval, Olivier, du Boc. Rouvretot, Belanger, Boucher l'Aîné, Olive de la Gatine, Bouvou, Daulages, Chaindret d'Appreville, Nogent de Sozy , de Rosset, Maufion, Pasquier, Audran, Boucher le jeune, Brochant, Maupinot, Le Moine, Ogier, Maynier, Charpentier de Boisgibault, de Hemaut.

## Du 15 Mai 1771.

Il paroît constant que M. de Voltaire a adressé une Lettre à M. le Chanceler, où il félicite ce Chesde la Magistrature de l'heureux succès de ses projets, il en exalte l'étendue, l'importance & la vaste combinaison, il loue l'éloquence de ses discours & préde Racine & la sublimité de Corneille: il finit par observer que le Cardinal de Fleuri a par un traité ajouté la Lorraine à la France, que M. le Duc de Choiseul nous a conquis la Corse, mais que M. de Maupeou, supérieur encore à ces deux grands ministres, rend au Roi la France entiere.

#### Du 15 Mai 1771.

rle

illi

ić.

eur

er-

1,

al.

oc ,

k,

17.

ot,

is-

ne

de

ts,

ш-

ré

m.

M. Dufour de Villeneuve, Lieutenant Civil, no fe cache plus & semble aujourd'hui reconnoître hautement pour son Tribunal immédiat le soi-disant Parlement : en conféquence il a mandé les Syndics des Procureurs, il leur a fignifié de dire à leurs confreres qu'il étoit tems de terminer leur inaction, & de faire reprendre aux choses leur cours ordinaire; & fur ce que les mandés lui ont représenté qu'ils n'avoient aucun exercice de discipline sur leur Communauté, qu'il leur falloit une Lettre par écrit pour l'envoyer circulairement à tous les Membres, il a eu peine à se déterminer à un acte qui seroit un monument subsistant & littéral de son zele pour le nouveau système: cependant son dévouement à M. le Chancelier l'a emporté fur le respect humain & sur les craintes qui lui restent du retour du Parlement; il a écrit la Lettre, & comme cette opiniàtreté des Syndics lui avoit donné beaucoup d'humeur, il s'y est absolument écarté du ton d'honnê. teté qui lui est propre, & que doit conserver tout supérieur, même envers ses suppôts les plus infe-/ rieurs. La dureté & l'indécence de l'Epitre ont Tome I.

ietté l'allarme parmi les Procureurs: cependant ils ne semblent pas encore y avoir en égard.

D'un autre côté, on a vu avec étonnement sièger mardi dérnier tous les membres du Châtelet opposions à l'enrégistrement, & qui dans le procès verbal du 7, ainsi que dans celui du 8, avoient déclaré qu'ils se regardoient comme interdits de fait par la Lettre de cachet qui leur désendoit de délibérer, & qu'ils attendoient que cette désense sût levée pour saire leurs fonctions. Ils ont reparu à leurs dissérens services, pour la sorme, il est vrai, seulement, & l'on ne sçache point qu'ils aient préablement dresse aucun Arrêté, même secret, qui puisse concilier une contradiction aussi subite & aussi maniseste.

Quelques gens disent que c'est M. Marette du Coudray, le même qui avoit, ce qu'on appelle, attaché le Grelot, qui a proposé à l'assemblée de changer de batterie, pour arrêter les projets dangereux de M. le Lieutenant civil & du petit nombre de membres attachés à son parti. Que les Procès Verbaux des 7 & 8 Mai n'étant point des actes qui pussent lier toute la Compagnie, les Chess & ceux qui restoient, prétendant pouvoir occuper, & occupant en esset le Tribunal, il a estimé plus prudent de sièger avec eux jusqu'à ce qu'il se présente une occasion de sormer une Délibération plus légale. Quoiqu'il en soit des motifs, le public qui ne les connoît pas, en a été aussi surpris qu'indigné.

#### Du 15 Mai 1771.

Tous les jours des gens officieux font de nouvelles découvertes, concernant les membres du nouveau Tribunal: on a trouvé qu'un Sr. Calmar de Sara, Conseiller, qu'on regardoit comme un forain inconnu, portoit un nom qui ne l'étoit pas assez malheureusement pour ce Magistrat; il est décidemment cousin-germain d'un Calmar de Monjoly, qui a été mis au carcan, fouetté, marqué & envoyé aux Galeres, il y a quelques années, pour ses excroqueries & autres faits plus graves encore.

#### Du 15 Mai 1771.

Il paroît qu'au moyen de la rentrée de M. M. les Conseillers au Châtelet, le soi-disant Parlement a abandonné la procédure entamée contreux, ou du moins l'a suspendue jusqu'à nouvel ordre.

#### Du 16 Mai 1771.

Les Princes du sang ont affecté de rester à Paris & de se montrer beaucoup la veille, le jour & le lendemain du mariage de M. le Comte de Provence. M. le Prince de Conty est allé lundi dernier à la Comédie Italienne, il a passé aux soyers après la piece, il y est resté longtems, & a parlé à beaucoup de gens avec affabilité. Il étoit vêtu très modestement, suivant son usage.

#### Du 16 Mai 1771.

On étoit surpris de l'inaction des Parlemens depuis le fameux Lit de Justice du 13 Avril, & fauf l'Arrêté de Rouen du 15 Avril, il ne transpiroit encore rien de nouveau concernant le procès impor-

tant entre la Nation & le Souverain : on attribuoit leur filence au conseil des Princes du sang, qui leur avoient écrit de suspendre, de se tenir simplement fur la défensive. d'attendre tout de la bonté du Roi. de sa sagesse mieux éclairée & du bénésice du tems. Enfin plusieurs viennent de porter de rigoureux coups au fimulacre du Parlement élevé par M. le Chance. Le Parlement de Dijon a fait un Arrêté en lier. date du rer. Mai, très long & très détaillé, où il développe tout ce qu'on peut dire de plus fort contre l'essence même de ce Tribunal, contre la forme qu'on lui a donnée, contre les membres qui le composent, & contre les divers actes qui peuvent en émaner. Il n'omet pas la destruction de la Cour des Aides, dont il fait voir le vice & les motifs secrets: il déclare qu'il n'est d'autre remede à un renversement aussi manifeste de la Constitution Françoise, que l'assemblée des Etats Généraux, qu'il supplie formellement S. M. d'accorder à ses instances & à la nécessité des conjonctures. Il arrête en outre que les Princes sont priés & les Pairs invités de se reunir, pour former la même Réclamation & la même demande.

#### Du 17 Mai 1771.

Entre cette multitude de Brochures qui se succedent sans interruption, & auxquelles travaillent infatigablement les Ecrivains que Mr. le Chancelier a daigné s'associer pour coopérateurs de son sublime système, il saut distinguer un petit pamphlet intitulé Observations sur l'écrit intitulé Protestations des Princes. On les y cathéchise de la saçon la plus

rit

H

nt

i,

5.

20

e.

il

7.

1.

S

e-

.

e

¢

\$

insolente, & l'on ne doute pas que les Princes ne soyent indignés & de l'audace avec laquelle l'anonyme ofe leur donner des leçons, & de la publicité avec laquelle on vend un pareil écrit, jusques dans leur propre palais. Au surplus, l'ouvrage semble sortir de la même plume qui a fait les discours de Male Chancelier, & à tout l'apparat d'une diction majestueuse réunit les sophismes du raisonnement le plus subtil & le plus délié.

#### Du 17 Mai 1771.

Arrêté du Parlement de Bretagne, du jeudi 2' Mai 1771. "Ce-jour, toutes les Chambres affemblées, en exécution de l'Arrêt de renvoi du same di 27 Avril, la Cour délibérant sur le rapport des Commissaires nommés pour examiner l'imprimé portant pour titre Procès verbal de ce qui s'est passé au Lit de Justice, tenu à Versailles le 13 Avril 1771."

"A arrêté qu'il fera fait à S. M. de très humbles réprésentations sur la forme & les objets de la séance dudit jour 13 Avril, qualifiée de Lit de justice, & sur tout ce qui s'en est suivi; & que pour fixer les objets des dites Représentations, les Commissaires ordinaires, & tous ceux de M. M. qui voudront s'y trouver, s'assembleront le mardi 7 de ce mois aux 4 heures de relevée."

"Et néanmoins la dite Cour persissant dans son Arrêté du 27 Mars dernier, & considérant que dans l'ordre des Loix, la séance du 13 Avril ne pent être regardée comme un Lit de Justice, attendu l'absence du Parlement, dont la présence est essentiellement nécessaire à ces séances solemnelles: vérité si incontestable & si bien reconnue, qu'on a cru ne pouvoir se dispenser de suppléer à l'absence de ce Corps, toujours inamovible & subsistant aux yeux de la Loi, par la convocation des Officiers du Conseil qui n'avoient aucun caractere pour le remplacer."

,, La dite Cour ne peut s'empêcher de protester, comme de fait elle proteste, contre la dite séance du 13 Avril, considérée comme Lit de Justice, ainsi que contre ce qui s'en est suivi & pourroit s'ensuivre: persuadée ladite Cour que ledit Seigneur Roi ne verra dans cette démarche nécessaire, que le zèle de son Parlement pour la conservation des Lois & la sidélité dont ses Magistrats s'empresseront toujours de donner l'exemple à ses sujets".

#### Du 18 Mai 1771.

M. le Chancelier ne cesse de faire enregistrer au soi-disent Parlement des Actes publics de toute espece, ce qui en opérant d'autant la destruction qu'il se propose, fait avancer de plus en plus S. M. dans le plan qu'il a tracé, & d'ailleurs donne du relief à son Tribunal. De cette espece est un Edit du mois de Mai, enrégistré le 10, portant supression de 4 offices de Conseillers d'honneur, sur le fait des Aides & Tailles, incorporés au Bailliage & Siege Présidial d'Auxerre.

### Du 18 Mai 1771.

M. le Chancelier, avant d'en venir aux voies de rigueur pour consolider & faire reconnoître son tri-

bunal, épuise toutes les voies de manege & d'infinuation: on a vu qu'il avoit engagé l'Université, & certains membres du Chapitre de Notre Dame, à fai re visite au Sr. de Sauvigny; il a proposé la même chose aux Consuls: mais cette Jurisdiction qui, quoique très fimp'e dans fon effence & dans fesmembres, est cependant de la plus grande importance, quant à son étendue & à ses effets, n'a pas ployé encore fous le joug. Les chefs ont répondu qu'ils rendoient la justice gratuitement, que leurs fonctions leur étoient même onéreuses, qu'ils n'étoient excités que par le cri de l'honneur & par l'espoir de cette confidération attachée aux fonctions des citovensutiles à leurs femblables; qu'ils ne vouloient pas s'en priver par une démarche propre à leur faire perdre l'estime publique & contraire à leur devoir; qu'ils reconnoissoient le Parlement, Cour des Princes & des Pairs, comme leur supérieur légitime, & qu'ils ne pouvoient rendre hommage à un tribunal élevé fur ses débris : qu'au furplus le tems de leur mission étoit fini , qu'ils ne restoient en place que par une continuation qui leur étoit enjointe en vertu de Lettre de cachet, qu'ils étoient prêts à remet. tre leur titre, & que ce feroit à leurs fuccesseurs à voir ce qu'ils auroient à faire à cet égard.

#### Du 18 Mai 1771.

Le nouveau Tribunal n'a point interrompu ses procédures contre les Officiers protestans du Châtelet, quoiqu'ils eussent siègé & repris leurs fonctions; il paroît ignorer ce fait, il leur a fait faire des sommations de reprendre, à peine d'être poursulvis &c. On ne fait pas ce que les Conseillers ont arrênt à cette occasion, mais voici ce qui s'est passé hier ven dredi, jour où le Parlement vint une seconde sois faire acte de resort sur le Châtelet.

Le Public d'ordinaire peu curieux de semblables cérémonies, qui se répetent cinq fois l'année, s'y étoit rendu avec la même affluence que le mardi saint, à cause de la circonstance; mais une garde nombreuse s'étoit emparé de toutes les portes, & l'audience qui devoit être ouverte à tout le monde s'est trouvé sermée. Indépendamment de cette précaution, une cohorte de sergents aux Gardes rodoient en unisor, me de diverses parts, sans aucune sonction apparente, mais non sans dessein un détachement d'Inspecteurs de Police & d'Exempts, en unisorme aussi, en imposoient de leur côté & faisoient le service paraffetement aux sergents désignés.

A l'heure prescrite le Détachement du nouveau Tribunal est arrivé, ayant M. de Nicolat à fa te te. Chevalier de St. Louis, & dernier Président i mortier. Des Procureurs au Parlement & des A. vocats au Conseil sont entrés au Parc Civil sous les auspices de ces Magistrats, ils ont reçu quelques huées en fendant la foule immense out les regardoit. Les Présidens du Châtelet, c'est-à-dire le Lieutenant Civil, le Lieutenant de Police, le Lieutenant Criminel & le Procureur du Roi, affistés du Lieutenant de Robe courte, sont venus recevoir la Députation de foi difant Parlement avec la foumisfion la plus édifiante. Le cérémonial s'est observé très strictement. Ils se sont rangés à leur banc; ils n'avoient aucune Lettre de Cachet, ils n'ont fait aucune protestation & ont entendu plaider les Avocats rocats au Conseil, qui paroissolent pour la premiere fois à ce tribunal. La séance a été fort longue, & l'acte de ressort des plus complets. Il y a eu une petite émeute, occassonnée par un Clerc de Procureur, qui ayant affaire à quelque Gresse s'est obstiné à vouloir pusser malgré la Garde, & a été maltialté de coups de bayonette & biesse; en n'a pu appasser ce tumulte qu'en promettant de faire justice de l'alguazil étourdi & qui a contrevenu aux regles de la pacifique Thémis. Cependant quelques chicaneurs instruits se doutant que la justice ne seroit ni aussi bonne ni aussi prompte qu'on le promettoit, ont conseillé au Clerc de porter toujours provisoirement une plainte criminelle; ce qui a été fait.

Le surplus de la cérémonie s'est passé tranquillement, sauf le bruit des colporteurs du Sr. Simon, Imprimeur du Parlement, qui sont venus aussi faire afte de ressort à leur manière, en criant dans les cours du Châtelet & jusques sur les escaliers: Edit

du Roi, Enrégistre au Parlement.

Pour completter la bonne intelligence entre les frésidens du Châtelet & les membres du soi-disant Parlement, M. de Nicolas a prié à diner ces Messeurs suivant l'asage, & ils s'y sont rendus avec une

grande honnêteté.

n.

ala

en

olt

fe

ul

1

ne

1.

n.

c.

1,

M.

âu

A.

1

A٠

68

it.

nt

ri.

te-

)é.

is-

vé

ils

ait

A-

ats

Pendant ce tems quelques Conseillers au Châtelet ont dresse une Protestation contre tout ce qui avoit été fait & se feroit; mais comme la p'apart des membres étoient absents, il paroît que ces Mrs. veulent avoir l'adhésion du grand nombre, avant de donner publicité à un pareil acté.

Les Juges Consuls qui se trouvent toujours à ces seunces, ainsi qu'on l'a déja observé, n'ont point pa-

ru: ce qui annonce de leur part une façon de pen, fer & d'agir décidée.

#### Du 19 Mai 1771.

Extrait d'une Lettre de Blois du 10 Mai., Notre Conseil est à peu près complet, & voici la liste des principaux membres; on attend des détails sur le surplus pour en parlex

## PREMIER PRESIDENT.

M. de St. Michel, Président: ci-devant Lieutenant général de Marseille, très connu par son dévouement aux Jésuites & par les querelles qu'il y a eues avec le Parlement, d'où il a résulté en 1754 un decret de prise de corps contre lui, qui la fait resuser pour Premier Président par la Cour des Aides de Montauban: il l'a été depuis de la Chambre des comptes de Blois, où l'on lui reproche de s'être deshonoré de nouveau par le rôle qu'il y a joué, il y a deux ans, dans un procès contre M. le Duc de Chevreuse.

#### PRESIDENS

Sint Dove aut.

St. Michel, fils: Benet, qui écrivoit à cette occafion que son pere étoit Premier Président du Parlement de Blois, & qu'il en étoit Président à mortier.

M. Chevalier, Avocat du Roi au Bailliage & A. vocat général à la Chambre des comptes; homms agé de plus de 80 ans, infirme, & dont l'esprit baisse.

## CONSEILLBRS.

Louet, Premier Président au Présidial, sujet sort

De l'Arche, Assesseur Criminel du Bailliage, vade pair avec le précédent.

Petit, fils d'un Receveur du Chapitre de Blois.

Petit, Confeiller honoraire à la Cour des Monnoyes de Paris, homme de mérite, chez qui l'intérêt a dominé. On connoît l'Afrèté de la Cour des monnoyes à son égard.

Petit, fils du précédent. 4 8 0

n.

tre

les

le

mt

le.

ies

le-

er

de

es

es.

y

de

ar.

10

13

til

Boesnier de l'Orme, Maître Particulier honoraire des Eaux & Forêts & Maire de ville, grand musicien & beau chanteur: ce sont ses uniques talens.

Boesnier, neveu du précédent: Maître Particuliers des Eaux & Forêts, génie borné, mais laborieux, agé d'environ 26 ans.

Baron, démis, comme on a vu.

Le Blanc: celui-ci briguoit l'année dernière une place de Clerc de Procureur, & le voilà Conseiller de Cour Souveraine.

Dufrementel, Chanoine & Prévôt de St. Martin, auteur de l'Almanac historique de la Touraine, qu'il répand tous les ans, & qu'il appelle modestement un petit labeur.

Neylz, Lieutenant de la Marechaussee.

Pomery Grand-Vicaire de Blois.

### PROCUREUR GÉNÉRALA.

Raujard de la Boeffiere, étoit de la Chambre des comptes. Médiocre.

#### AVOCAT GÉNÉRAL.

VO fu

é

Bulté: il étoit de la Chambre des Comptes; su jet médiocre & joueur.

#### S.UBSTITUT SA.

Le Roux, ancien Avocat au Bailliage de Blois.

Pajon jeune Avocat retiré à Blois pour y exercer.

la profession.

#### GREEFIER.

Fourré, d'abord Soldat, ensuite Clerc de Notaire de village, puis même Notaire à Blois, inhabile à ces fonctions.

## Du 20 Mai 1771.

Mi. le Chancelier, dont le génie travaille sans cesse à des projets secondaires, propres à l'amélioration du premier projet qu'il agite depuis longtems,
a envoyé chercher ces jours derniers les Avocats
au Conseil qui se sont présentés au soi-disant Patlement & y plaident, scavoir les Srs. le Prince,
Tripier, Beloumeau, Letinois, &c. il leur a fait
lire un Edit qui cassoit les Procureurs au Parlement,
& créoit en seur place cent Avocat Procureurs; il
leur a donné cette invention comme imaginée pour
faire leur fortune. Ces Messieurs, quoique très humbles serviteurs de toutes ses volontés du Chef de la
Magistrature, ont déclaré cependant que si M. le
Chancelier n'en ordonnoit autrement ils se trou-

voient très contens de leus état, & ne dessiolens

# Du 21 Mai 1771:

u.

1

21

Extrait d'une Lettre d'Auxerre du 17 Mai. .. L'Edit du mois de Mai, enrégistré le 10 du même mois. portant suppression de quatre offices de Conseillers honoraires fur le fait des Aides & Tailles, incorporés au Bailliage & Siège Présidial d'Auxerre, n'a pas été fait sans dessein, & la précipitation que M. le Chancelier a mile dens cette opération a du vous annoncer quelque motif urgent & fecret. En voict l'anecdote. M. l'Evêque de cette ville est un des partifans des Jésuites les plus zélés, & consequemment ardent promoteur des opérations de M. le Chancelier. Il s'est donné beaucoup de mouvement, ou doffice, ou de concert avec le Chef de la Magifirature, pour opérer ici fans réclamation l'Enrégisttement de l'Edit enrégistré le 13 Avril au Lit de justice, & une reconnoissance légale, pleine & entirre du préten lu Parlement érigé par cet Edit. Il a trouvé le Lieutenant général & le Procureur du Roi du Bailliage très disposés à seconder ses vues, & fans en faire part à la Compagnie, au jour d'affein. blée le Procureur du Roi a requis brusquement l'enrégistrement de l'Edit du 13 Avril, à lui envoyé. par M. Joli de Fleury, Procureur général du Parle. ment. Le Lieutenant général, de concert avec lui, ordonnoit déja cat-enrégistrement . sans avoir consulté les Conseillers présens, sans avoir pris leurs voix, lorsque les quatres suprimés depuis se sont leves & ont observé au Président de l'assemblée qu'il

16

fi

Pd

p

1

oublioit les formes, & qu'on ne pouvoit rien enté. gistrer sans after aux opinions; fur quoi le Lieute nant Général ayant répondu qu'un Edit du Roi, en régistré eu présence de S. M., ne souffroit aucun examen de la part des juges inférieurs. Ceux-ci ont repliqué que c'étoit contre toutes les regles, & que il M. le Lieutenant général perfistoit à ordonner Penregistrement ils alloient former une protestation. Ce Magistrat craignant que cet exemple n'entrainit d'autres membres, & de nuire à l'opération en vou lant trop la précipiter, à remis la féance : cependant il a instruit sur le champ M. le Chancelier des diff. cultés élevées par les réclamans, & pour mieux met tre au fait ce Chef de la Magistrature, un émissaire a été dépêché vers lut avec d'amples inftructions contr'eux. M. de Maufeon, qui ne doute de rien, s trouvé un prompt expedient pour terminer cette felfion . & fur le champ il a fait rendre par S. M. un Edit out fuprime les Magiftrats récalcitans. On ne doute pas ici que cet exemple ne contienne le membres plus folbles, affez disposés à adhérer i leurs confreres, mals trop fimides pour ouvrir une parelle reclamation. En confequence on regarde deja l'Edit comme enregistre c'est au vendredi is Mal qu'avoit été indiquée la Délibération, pour donner le tems à M. le Chanceller de purger le Tribunal des fujets oppofans & factioux.

# Du 23 Mai 1771.

M. Bignon, Prevôt & Grand Mattre des Cérémonies de l'Ordre du St. Esprit, en cette qualité avoit reçu la Lettre de Cachet portant ordre d'inviter tous enré.

ieute.

i en

lucun

i ont

que

nner

tion.

Inat

VOU.

dane

liff. net

ons

1, 4

ette

M.

On

les

ne

de

13

ur

16

les Chevaliers & Officiers Commandeurs de l'Ordre, suivant l'usage; & en conséquence sans demander une plus ample explication, il est allé chez les Princes du sang. Ceux-ci l'ont interrogé sur les ordres qu'il pouvoit avoir à cet égard, s'il en portoit de particuliers du Roi pour eux? Ce qu'il n'a pu dire. En sorte que les Princes ne tenant aucun compte de cette invitation n'ont point affisté le jour de la Pentecôte à la Cérémonie. Le Duc de Bourbon qui devoit être reçu, ne l'a point été, & les Princes se sont encore montres à Paris tout ce jour-là.

# Du 22 Mai 1771.

On a déja raconté l'anecdote qui a fait qualifier M. de Sauvigny, chef du nouveau tribunal, du fatnom de Prefident de Meme. M. de Nicolat : oustrieme Prefident à mortier, ayant en cette qualité prefide la députation faite au Châtelet pour l'acte de reffort avant la Pentecôte, a du prononcer la formule ufitée au nom du Parlement. . . . La Coor tenvoye les Caufes Civiles par devant le Lieutenant Civil, les Caufes de Police, &c. Mais ce Magiftret peu initié, tant au fond qu'à la forme des fonctions Magistrales, a dit: renvoyons les Causes Civiles vis à vis le Lieutenant Civil, les Caufes de Police vis à vis le Lieutenant de Police, &c. & les Cleres à bons mots, préfens à cette anerie, l'ont intitule fur le champ M. le Prefident Vis & vis : fobriquet qui lui reltera au Palate.

10

m

1

1

# Du 23 Mai 1771.

Extrait d'une Lettre de Chartres du 1771.... Le to de ce mois le Procureur du Rei a mis fur le bureau un Berit portant supression de la Cour des Aides de Paris; un autre, portant funtes. fion & création d'officiers dans le Parlement de Par His I tous deux enregiatés le 13 Avril au Lit de juit ce i enfemble un Ariet du 14 Avril auff, qui orden ne l'envoi desdits Edits aux Bailliages, pour die lus, publies, Regiftres, &c. Bur quoi la Deliber. tion a été renvoyée au lendemain II, & il a été déclare le dit jour par un Arrête très bien motive qu'on ne pourroit enrégiftrer lesdits Edits fans contrevenir aux Ordonnances, fans encourir les peines prononcées par icelles, fans violer le ferment fait par les Mugistrats, & sans désoger à l'état primitif de ce Siege, dont les officiers ayant l'honneur d'être ceux de M. le Duc d'Orléans & de M. le Duc de Chartres, ne peuvent préjudicier aux Protestations notoirement connues de ces. Princes & des autes Princes du fang.

#### Du 24 Mai 1771.

Parmi les candidats aspirants à sièger dans le nouveau Tribunal, s'est presenté un nommé Carbonel, Avocat, qui n'a jamais été sur le Tableau. Pour mieux-capter le suffrage de M. le Chancelier, il a jugé à propos de faire graver le portrait du Chef de la Magistrature, & d'y mettre au-bas les soi-disant vers suivans :

Ministre, vrai présent de la Divinité, Méprise les clameurs d'un insensé Vulgaire, Poursuls le bien public que tu cherches à faire: Par Minerve & Thémis ton projet sut diété. Et ton nom passers à la Postérité!

Mal

Rol

e is

res.

Pa

uffi.

OR:

ira

file

de.

Vé

on.

108

ar

de

re de

18

204

On voit par cet échantillon que le St. Carbonei n'est pas beaucoup habitué à faire des vers, & que c'est la force de l'enthousiasme qui lui a arraché ceux-ci.

Malgré cet effort de génie le bruit court qu'il ne fera pas reçu, comme de mœurs feandaleufes, comme féparé d'une femme qu'il laiffe mourir de faim, ce à la veille de faire entrer fa fille à l'Opéra, tandis que le mari vit avec une gueufe.

Ce sera la seconde victime que M. le Chancelier immolera à la considération dont il veut illustrer son tribunal, à présent qu'il a un fond tel quel de Magistrate.

# Du 25 Mai 1771.

On donne comme constante une mortification que M. le Chancelier a essuyée de la part du Roi, en dit que S. M. lui a fait des reproches à l'occasion du Châtelet, dont il faut, pour l'intelligence de la chose, détailler l'anecdote.

Le samedi 4 Mai, jour de l'Enréglitrement forcé de l'Edit au Parc Civil, M. le Chancelier après cette formalité très irréguliere n'eut rien de plus pressé que d'alier en rendre compte au Roi, ou plutôt surprendre le Roi sur la maniere dont les choses s'étoient passées. Il sit entendre au Monarque que l'enrégistrement s'étoit fait aisément & avec les acclamations du public. M. le Duc de Penthieure, présent à la conversation, de retour à Paris

nlev

neur bler

L

ujo

Roi rele

S. 1

Affa

re e

tes

gui

& 0

Ma

l'ég

celu

bre

re

de

tio

de

en

en

ar

1.

ď

0

q

fut très surpris d'apprendre le contraire, que la for ce eut seule présidé à cet Acte, & que la conster nation étoit générale & dans la Compagnie & dans Paris. On ne fait fi ce Prince a eu le courage d'annoncer au Roi la vérité, ou s'il la lui a fait parvenir par quelque voie indirecte; mais S. M. mieux instruite, a fait des reproches (suivant un bruit général qui se soutient depuis quelques jours) à M le Chancelter; de lui en avoir imposé: sur quoi le chef de la Magistrature n'a trouvé de faux suyant qu'en répondant qu'on lui en avoit imposé à luimême, & que les Préfidens du Châtelet lui avoient déguisé les faits. On sjoute qu'il a voulu profile de cette ouverture pour proposer au Roi de nouvelles vexations à l'égard des Officier récalcitans du Châtelet; ajoutant qu'avec quelques Lettres de cachet, on termineroit tout cela: fur quoi S. M. comroucée a dit qu'Elle étoit lasse d'user de ces voies de rigueur.

10 undi nom o 26 Mai 1771.

Extrait d'une Lettre de Rennes, du 22 Mil 1771... La nuit derniere, c'est-à-dire, la nuit du 21 au 22, des Hocquetons accompagnés d'un Officier de Police, d'un Subdélégué de l'Intendant, & de Maréchaussée, se sont transportés à la demeure du Sr. du Brossay, Substitut du Procureur général, & Avocat au Parlement de Paris. Il étoit absent. On n'a trouvé que le frere. On a fait lever toutes les serrures, on a visité les papiers dont on a emponé plusieurs: ces Mrs. pendant leur visite, à l'aspet des papiers, se sont souvent dit: ce n'est pas cela! On croit que ces hocquetons étoient chargés d'autres

for

ifter.

dan

arage fair

M.

oruic

M.

oi le

vant

lai-

ient

vel-

du

Ca-

W.

ies

0

ai

du

er

de

lu

å

n

18

é

9

nlevemens, ayant rodé toute la nuit autour des deneures de trois Conseillers au Parlement, qui étoient biens.

# 26 Mai 1771.

La fermentation augmente à la Cour. On ajoute mjourd'hui que M. le Chancelier ayant infinué au Roi qu'il ne se trouvoit pas trop surchargé, que son tele étoit infatigable lorsqu'il s'agissoit des intérêts de s. M. & qu'il rempliroit encore le Ministère des Affaires Etrangeres, si son service devenoit nécessaire en cette partie; cet appétit dévorant pour toutes les places avoit fort déplu à M. le Duc d'Aiquillon, qui a toujours des prétentions sur celle-là, & que ce Seigneur prositant de son ascendant sur Madame la Comtesse Dubarri, l'avoit resroidie à l'égard de son adversaire, au point qu'on avoit vu celui-ci attendre une demi-heure dans l'anti-chambre de cette Dame; ce qui ne lui étoit point encore arrivé.

# 26 Mai 1771.

On ne peut détailler les écrits presqu'innombrables déja que M. le Chanceller fait éclore sans interruption sous différentes presses qui gémissent en faveur de son système. Quand ce torrent sera arrêté, on en sixera le Catalogue avec des Notes succintes qui en caractériseront le mérite & l'espece, article par atticle. Il ne faut pas omettre, quant à présent, l'Avis aux Dames: cette brochure leur fait trop d'honneur pour ne pas s'empresser d'en faire mention. On a déja rendu compte du zêle & de la chaleur qu'elles mettent dans l'affaire du jour; on les voit

disserter sur cette matiere politique avec un intété un goût, qu'on ne leur connoissoit point. M. le Cha celier ne les regarde pas sans raison comme un de plus puissans obstacles que rencontre l'exécution son projet. Envain l'Ecrivain du Pamphiet cité ve jetter du ridicule sur elles, on sait que ce sont elle qui le distribuent; elles persistent à exclure de la société les trastres ou les lâches, qui par intérête par soiblesse abandonnent une cause qu'elles regardent comme celle de la Patrie.

C

ai

oné

u'il

e n

ena elie

eur

ner

ent

he

en

fule

11

maj

ble

1

der

pla

teg

fléc

que

ce

plic

# 27 Mai 1771.

Aux bruits déja répandus de la fermentation que s'éleve à la Cour & dont il pourroit résulter un cha gement, on ajoute aujourd'hui que Madame la Pil cesse de Conty n'a pas dédaigné d'entrer en confèrer ce avec Madame la Comtesse Dubarri : qu'elle ! prile par fon propre intérêt, qu'elle lui a fait env fager le fort affreux qui la menaçoit si elle venosi perdre le Roi dans l'état des choses où se trouve France. Que les Princes, les Pairs, toute la Ma gistrature, & le plus grand nombre de Citoyens d'au roient en exécration; qu'elle ne trouveroit aucu asyle, & peut-être éprouveroit-elle la catastrophe l plus sinistre. Qu'au contraire, en songeant sérieus ment à réparer le mal qu'elle avoit causé, sous le apparences du bien qu'on lui avoit préfenté, elle s concilieroit tous ceux qui avoient été ses ennemi les plus cruels, & auroit la gloire d'avoir rétabli le paix & l'ordre dans le Royaume. On ajoute que le discours éloquent de cette Princesse a porté la con viction jusques dans l'ame de la favorite, & l'or sere de plus en plus voir prendre aux événemens tournure nouvelle.

#### 27 Mai 1771.

Intere

e Cha

tion d

t ell

le le

rêto

rega

n g

char

Pri

erer

e I

env

oit

e I

Ma

au

CU

e 1

16

le

ni

1

Le lundt, lendemain de la Trinité, il est d'usage Châtelet que les Huissiers suppôts de cette juris. alion s'y rendent au Parc civil pour recevoir l'innction du Lieutenant civil, & subir les châtimens ils pourroient mériter suivant les plaintes que tout monde peut y rendre contr'eux: ensuite il se foreune cavalcade, à la tête de laquelle est le Lieu. mant Civil. Dans cet état ils vont chez le Chaneller, chez le Premier Président, chez le Procueur général & autres Magistrats Majeurs du Parlenent: ils entrent, font le tour de la cour, & forent fuccessivement. Cette marche peu commode our M. le Lieutenant Civil, qui doit aussi être à heval, n'est pas la plus honorable qu'il puisse remir; elle doit l'être encore moins aujourd'hui: ceendant M. le Chancelier ne souffrira pas qu'il s'y rehe, & le public est fort impatient de voir comment la remplira. La foule qui se dispose à suivre la marche, va rendre cette scene encore plus desagréable & plus humiliante.

Un particulier attaché au Palais est allé ces jours derniers solliciter chez M. le Prince de Conty une place qui dépendoit de S. A. Elle lui a montré ses regrets en déclarant qu'elle étoit donnée: puis réféchissant sur l'état du supliant, il lui demanda pourquoi il vouloit le quitter? Celui-ci témoigna au Prince ses inquiétu les pour l'avenir: sur quoi S. A. repliqua: le Parlement reviendra, n'en doutez poins.

roc

alg

lag

ge roit

aye ite u'il

ont

are

Q

on

eft

L

11

はつ

Ro

ler

in

CCS

Aci

tici

ge

3

Si

B

Ces paroles consolantes ont été retenues précieus ment & répandues chez tous les gens intéresses. 0 en a inféré, ou que le Prince avoit des notions paticulieres, ou qu'il raisonnoit par des probabilités, que devoient toujours avoir un très grand poids dans bouche.

#### 28 Mai 1771.

On voit un Procès Verbal d'une partie de M.M. du Châtelet siégeans à la Chambre Criminelle, que donne la clef de leur manœuvre & motive les rafons de leur rentrée, sans faire paroître leur con duite plus conséquente: on en pourra juger par cet

te piece rapportée ci-après.

Quoiqu'il en soit, hier dans la nuit du dimanch au lundi, Mrs. les Mousquetaires ont reçu des ordre de porter des Lettres de cachet à la plus grande par tie des membres de ce tribunal, par lesquelles il est en joint à ceux-ci de déguerpir de Paris dans les 2 heures, & de s'éloigner de cette Capitale au moin de deux lieues: restant maîtres au surplus de s'arté ter où bon leur s'emblera.

M. Duval d'Epremesnil, Avocat du Roi, est auss

exilé à une terre qu'il a près du Havre.

Cette nouvelle n'a pas empêché M. Dufour de Villeneuve, Licutenant Civil, de faire la cavalcade usitée, à l'heure ordinaire & en la maniere accoutumée; il étoit accompagné de l'Avocat du Roi Foulon: il est allé, suivi des Greffiers du Châtelet, d'un Détachement de Commissaires, des Huissiers Priseurs, Huissiers à Verge, Huissiers à Cheval, &c. & escorté de Détachemens du Guet, rendre visite au Gouverneur, au Prevôt de Paris, au Premier Président

nouveau Tribunal, aux Présidens à Mortier, aux ocureur Général & Avocats Généraux. Le Public. aigré le Guet qui entouroit la marche, a hué les lagistrats & leur suite. On a rémarqué que le cor-uns ge n'étoit pas aussi nombreux que de coutume. On oit que le grand nombre des Huistiers a préféré de ever l'amende, plutôt que de se trouver à une vie qui est un hommage au Tribunal supérieur, vils ont aussi la délicatesse de ne pas vouloir reonnoître, suivant l'esprit général de la Magistraare.

Quant à l'injonction aux Huissiers & leur correcon, elle n'a lieu que le lendemain, & la cérémonie

est pratiquée aujourd'hui.

ieuf

. 0

s pa

I.M

, qu

ra

con cet

nch

dre

par

en

8 2 oin

rre

uff

r d

ade

utu ou

un rs

Or

ou

ent

L'exil dont on a parlé étoit l'avant-coureur de la efruction du Châtelet, annoncée depuis longtems: le soi-disant Parlement a enrégistré aujourd'hui un dit portant supression, remboursement & création Offices dans cette Jurisdiction, c'est-à-dire que le doi éteint les deux offices de Lieutenans particuers, & les 56 offices de Conseillers, ensemble les pure offices d'Avocats du Roi; & qu'il recrée à infant un office de Lieutenant particulier, 32 offies de Conseillers, & 3 d'Avocats du Roi.

Ces offices se délivreront aux Parties Casuelles noyennant finances: on prescrit par quelques dispofilons particulieres les fonctions du Lleutenant parfaller, & une discipline particuliere pour le chanement des diverses Colonnes & leur façon de se

appléer, par difette de juges compétens.

Le Roi excepte de la supression générale les Sieurs Confeillers Pillet, Benoit, pere, Fosseyeux. Bachois de Villefort, Gateau de la Chatiere, Puis-

10

10

gu

M

èn

10

Pa

61

na de

Ch

au ful

qu ne

tel

tre

&

len

27

qu

mi

ve

éto

Ch

fant des Placelles, Benoît de Maizencelles, Dufte noy, le Roi de Barincourt, Chuppin, Perinet d'Oval, Boucher le jeune, & Maynier. Il est à note que de ces 13 le Sr. Pillet avoit souscrit le procès verbal du 7 Mai & présidé la Compagnie c jour-là; & dans le nombre des signatures se trouve celle des Srs. Boucher le jeune & Maynier: ensont qu'il n'est pas à présumer que malgré cette exception ces Messieurs en prositent.

#### Du 28 Mai 1971.

On vient d'imprimer les Remontrances du Parle ment de Toulouse, en date du 6 Avril dernier, l'occasion de l'Edit enrégistré au Lit de Justice le Décembre 1771. Elles sont écrites avec ce seu que caractérise les têtes de nos Provinces Méridionales

# Du 29 Mai 1771.

Proces Verbal de partie de M. M. du Châtelet de service à la Chambre Criminelle, en date du 15 Mai 1771.

"L'an 1771 le mercrédi 15 Mai, nous Consellers au Châtelet de Paris soussignés, de service à la Chambre Criminelle, convoqués par Billets en la maniere accoutumée, nous nous sommes rendus d'a bord au nombre de 4 à dix heures du matin en la dire Chambre, pour y faire le service: nous y avont trouvé M. le Lieut. Criminel & M. M. Fosseyeux, Gateau de la Chatiere & le Roi de Barincourt. Chacun ayant pris place, M. le Lieutenant Criminel a commencé le rapport d'un procès dont les conclu

490

d'O

note

pro

e c

Ouv

Cort

tio

rle

,

le

les

let.

1

ell

1

10

d'a

1

0118

ux.

ha

1

clu

fons nous ont paru être à peine afflictive, fur quot nous avons représenté à M. le Lieutenant Criminels qu'étant liés par l'Arrêté de la Compagnie du 25 Mars dernier, auquel nous ne pouvons préjudicier en aucune maniere, il ne nous étoit pas possible d'entendre le rapport du Procès, attendu l'absence squelle du Parlement, essentiellement Cour des Pairs, auquel feul peut & doit restortir, ainsi qu'il el porté audit arrêté, l'appel des Procès de cette nature. M. le Lieutenant Criminel a fait entrer M. de Maifoncelles, qui n'est point de fervice à la dite Chambre: nous avons protesté contre l'introduction dudit Sr. Benoist de Maifoncelles, comme contraire au Réglement, attendu que nous étions en nombre sufficant pour faire le service, & nous avons requis que le dit Sr. se retirat. M. le Lieutenant Crimimi n'a point eu d'égard à nos requisitions & protestations, a recommencé son rapport, & passé ou. tre en jugement du susdit procès, avec M. M. Fosse. yeux, Gateau de la Chatiere, le Roi de Barincourt dun autre, avec le Sr. Benoist de Maisoncelles, seu-Dans le cours de nos opinions, nous wons renouvellé nos requisitions & protestations que deffus."

"Ce premier procès jugé, M. le Lieutenant Crlminel a commencé en présence de nous, des dits sieurs surnommés, & de M. Perinet d'Orval, survenu pen sant le rapport du premier procès, (quoi wil ne soit pas de service à la Chambre Criminelle) le rapport d'un 2me. procès: dont les conclusions évoient comme les premieres à peine afflictive."

"M... aussi actuellement de service à ladite Chambre, est arrivé dans le cours du second rap-Fome I.

port, & presqu'au commencement d'icelui, il a fait les mêmes requisitions & protestations que ci-dessus: le rapport fini, dans le cours des opinions. M. le Lieutenant Criminel nous avant demandé nos avis. nous avons renouvellé toutes nos dites requisitoires & protestations que ci-desfus, au préjudice desquels M. le Lieutenant Criminel a passé outre au juge. ment dudit proces, avec M. M. Fosseyeux, Gateau de la Chatiere, le Roi de Barincourt, Benoist de Maisoncelles, & Perinet d'Orval, seulement. Nous avons prié M. le Lieutenant Criminel de prendre les voix fur nos dites protestations: M. le Lieutenant Criminel les refusant a levé le siege avec tous M. M. Nous nous sommes séparés à 11. heures & demie passées, & sommes sortis de ladite Chambre Criminelle, en nous ajournant au lendemain, & observant que la présence de M. M. Benoit de Maisencelles & Perinet d'Orval étoit d'autant plus itréguliere, qu'ils sont de service, l'un au Présidial, & l'autre au Parc Civil, & qu'au moyen de ce qu'ils ont affifté à la dite Chambre Criminelle, ils n'ont pas vacqué à leurs fervices, & qu'ils n'étoient nullement nécessaires à la dite Chambre Criminelle pour suppléer, attendu que nous étions en nombre suffifant."

f

di

de

qu

P

pe

de

fix

" Dont tout ce que dessus nous avons dressé le présent Procès Verbal, pour servir & valoir ce que de raison."

" Fait au Châtelet de Paris, les jour & an que dessus."

Caron William for

#### Du 29 Mai 1771.

8:

le

8,

es

els

re.

au

de.

us

re

u.

e€

es

n.

D,

de

ir.

1,

ils

ul-

ffi-

le

LICE

Hier M. le Lieutenant Civil a ouvert l'audience du Parc Civil, à la tête de trois Conseillers seulement, savoir les Srs. Benoit de Maisoncelles, Gateau de la Chatiere, & Perinet d'Orval. Le Sr. Foulon seul siégeoit au banc du Roi. Le Public s'étoit rendu en soule à ce tribunal pour voir la contenance des juges, qui malgré les Exempts de Police, & Sergens aux Gardes répandus de toutes parts, ont été hués; on a fait la lecture d'un Testament, & l'audience a fini très promptement à l'ordinaire.

Les mêmes trois Conseillers ont siégé au Présidial, & n'y ayant point de Lieutenant particulier, c'est le Sr. Benoit de Maisoncelles qui a présidé: même rumeur & mêmes huées.

Il s'en suivroit de-là que le nombre des Conseillers restans n'est pas aussi considérable qu'on l'annonce dans l'Edit; on assure pourtant qu'ils étoient sept à la signature des Sentences.

# Du 30 Mai 1771.

Le jeudi 23. de ce mois on a publié à l'audience du Sceau un Edit portant création de quatre Préfidens aux Requêtes de l'Hôtel pour préfider chaque quartier, & on y renvoye à cette Jurisdiction tous les Committimus qui se portoient aux Requêtes du Palais: ces Présidens auront mille écus chacun de pension, ils seront pris dans le corps des Mattres des Requêtes.

On a publié à la même féance un autre Edit qui fixe la finance de toutes les charges & impose for chacune d'elles le droit de centieme denier par chacun an; il supprime le prêt & l'annuel auquel elles étoient astreintes.

#### Du 30 Mai 1771.

Hier matin M. Dufour de Villeneuve, Lieute, mant civil, a siégé au Parc Civil avec 7 Conseillers, de 13 dénommés dans l'Edit: on y a procédé à l'enrégistrement & publication de cet Edit de su pression & de création d'offices au Châtelet, & la cérémonie s'est faite du très exprès commandement du Roi, c'est-à-dire en vertu de Lettres de cachet que M. le Lieutenant Civil s'étoit fait administrer pour la forme, car on sait que tout a été concerté avec lui.

#### Da 30 Mai 1771.

Le Sr. Bertbier de Sauvigny, Premier Président du nouveau Tribunal, a enfin pris son domicile à l'Hôtel de la Premiere Présidence, le lundi de la Trinité, où il a reçu les hommages du Châtelet en la personne du Lieutenant Civil. Il a donné le lendemain à diner à Mrs. de Grand'Chambre.

#### 30 dudit.

Tout le monde est fort étonné que les nouveaux offices de Conseillers au Châtelet soient susceptibles de vénalité; ce qui non-seulement est contraire au sistème de M. le Chancelier, mais encore rend plus difficile le remplacement qu'il a en vue dans ce Tribunal.

#### Du 31 Mai 1771.

he.

lles

ell.

dé

fu.

la

ent

et

er

té

Extrait d'une Lettre de Rennes du 26 Mai 1775.

L'expédition dont je vous ai parlé s'éclaircit au moyen de ce qu'on a appris. Le Sr. Ovius, imprimeur à St. Malo, dejà arrêté pour soupçon d'avoir travaillé à l'impression des Mémoires & Procédures des accusés, a été enlevé de nouveau par des Exempts de Police venus de Paris, & conduit à la Bastille à ce qu'on présume. On prétend qu'il étoit occupé à imprimer un 4me volume du Procès de Mrs. de la Chalotais, & qu'il tenoit les manuscrits de M. du Brossay, qu'on sait être fort attaché à la famille en question, & avoir été spécialement à Paris le Conseil de Mile. de la Chalotais. On assure qu'on n'a rien trouvé dans ses papiers qui donnat aucun éclaircissement sur ce qu'on recherchoit.

Le fameux ouvrige de M. le Chancelier, annoncé avec tant d'emphase sous le nom de Code Maupeou', se réduit, quant à présent, au titre très modeste d'Edit pertant Réglement sur les Procédures, à l'instat de ce qui s'observe au Conseil: il a été enrégistré le 17. de ce mois au nouveau tribunal, & paroît imprimé depuis deux jours en 40 pages in 4. Sen objet est de simplisser l'ordre des procédures &

d'en diminuer par-là les frais.

Madame la Duchesse de Chartres a honoré dimanche dernier, 27 du mois, le Colysée de sa présence. M. le Duc de Chartres y étoit aussi. Le public a vu avec la plus grande vénération cet heureux couple, & en a témoigné sa satisfaction de la façon la plus marquée. M. le Comte de la Marche est venu aussi à ce spectacle, il n'a pas sait la même sensa.

P 3

porteroit vis-à-vis de la Princesse & de son auguste Epoux: mais il a semblé éviter de les rencontrer, il a disparu promptement. On a vu aux Tuilleries déja le Duc de Chartres rencontrer ce Prince, sans faire semblant de le connoître & de le voir.

# Du. 1 Juin 1771.

M. le Contrôleur général n'ofant présenter actuellement ses Edits Bursaux, & M. le Chancelier ne voulant pas rendre plus odieux encore le foi-difant Parlement par un pareil enrégistrement; d'ailleurs les Compagnies qui étoient d'accord avec le Ministre des finances, & se disposoient suivant l'usage récent à verser au Trésor Royal la masse des fonds d'avance des impôts en question, refusant de le saire faute de confiance aux actes qui émaneroient du nouveau Tribunal; on a pris la tournure d'y suppleer par d'autres moyens qui n'exigerofent pas un enrégistrement quelconque : telle est l'origine de l'B. dit publié derniérement au Sceau, portant l'impostion du centieme denier fur toutes les charges, comme on a dit, lequel dolt rendre un argent prodigieux & équivaut à l'imposition la plus énorme, C'est dans ce même esprit qu'on a enfin fait passer un Arrêt du Conseil annoncé depuis longtems, & qui se publie aujourd'hui, en date du 26 Mai; il porte révocation des privileges de l'exemption du payement des droits dans la Mouvance du Roi, en outre révocation des aliénations qui ont été faites des dits droits aux Engagistes de ses domaines. Indépendamment du profit considérable qui en doit réfulter, comme cette révocation attaque spécialeom.

ufte

· il

ries

ans

el-

ne

nt

rs

i.

é.

İs

ŀ

u

ment les Princes du sang, les Grands du Royaume, les Cours Souveraines, le Conseil a jugé cet expédient très salutaire pour leur faire en même tems sentir tout le poids de l'indignation du Souverain, & les faire rentrer dans la soumission qu'on desire d'eux.

# Du 2 Juin 1771.

Au moyen du bouleversement général que M. le Chancelier introduit dans la Magistrature, le cours de la justice se trouve interrompu d'un bout à l'autre du ressort du Parlement de Paris. On n'a pas encore des détails aussi précis sur les Conseils de-Lyon & de Poitiers que sur les autres : on sçait seulement que celui de cette premiere ville est composé en grande partie de la Cour des Monnoyes, & comme le Piésidial est uni à cette Cour, les même personnes se trouvent également juges inférieurs & juges sunérieurs: il en est de même de la seconde ville, où le Bailliage forme aussi le fond du Conseil. Il est cerfain que cette étrange irrégularité prouve, malgré les retranchemens de tant de Cours & surisdictions subalternes, l'extrême répugnance des Magistrats à s'entôler dans la nouvelle Milice de M. le Chancelier.

#### Du 2 Juin 1771.

Si M. de Sauvigny, le Premier Président de nouveau tribunal, n'a pas les qualités éminentes d'un grand Magistrat, d'un excellent juge, s'il est même peu versé dans toutes les matieres de jurisprudence, enfin s'il figure très mal sur les sleurs de Lis, il

seprésente infiniment mieux dans l'appareil intérieur de fon hôtel; il a tous les jours une table de 40. converts, ouver e aux différens Officiers de son Tribunal : & indépendamment de cette annonce générale, on me va point diner chez lui, qu'on ne regoive d'autres billets pour les jours suivants. Comme M. le Chancelier scait la prévention générale dans laquelle gémiffent les membres du foi difant Parlement, exilés au milieu de Paris même, il a pref. crit à M. de Sauvigny d'udoucir le plus qu'il pouvoit à ces Messieurs ce traitement de leurs concitovens. en les réunissant chez lui : il est vrai que peu d'Etrap. gers fe trouvent mêlés à ces repus, où l'on concerte fouvent les moyens d'avancer le grand œuvre, auquel ces éleves du Chef de la Magistrature ont le plus sensible intérêt de concourir.

# Du 3 Juin 1772.

M. l'Archevêque, qui a contribué de son mièur, à la formation du Parlement, dans l'espérance de divers objets dont on l'a leurré, commence à s'impatienter qu'on n'essecte rien de ce qu'on lui a promis. Quant au retour des Jésuites, il ne se flatte pas que ce point s'accomplisse si promptement, mais il est surieux que la Déclaration concernant le rappel des prêtres siétris pour raison de resus de sacremens ne soit pas encore enrégistrée: elle est entre les mains des gens du Roi depuis près d'un an, & l'on ne sait pas ce qui retarde l'exécution d'une pareille ampissie.

d

C

G

6

# Du 4 Juin 1771.

TIP

10.

ri-

re.

m-

re

eſ.

oit

.

n.

U.

le

4.

10

PS

ne.

18

it

10

B .

Le procès verbal de quelques uns de M. M. de Châtelet, de service à la Chambre Criminelle, en date du 15, doit être précédé de celui du 14, dont la teneur suit:

"L'an 1771, le 14 Mai, nous Confeillers au Châtelet de Paris foussignés, de service aux Audiences
du Parc Civil & du Présidial & aux Chambres du
Conseil & Criminelle, avons constaté les faits qui
suivent par suite de nos procès verbaux des 7 & 8
du présent mois ".

"Le vendredi 10 du present mois & jour, ordre de série au Châtelet, les dits procès verbaux par nous dresses & par autres de nos confreres & déposés au Gresse, en ont été enlevés de force dans la matinée du même jour par un Huisser qui s'est dit accompagné de quatre personnes & en conséquence d'une procedure commencée au Palais ".

mult d'emprisonnement & de procédures menaçantes contre ceux qui avoient signé lesdits procès ver-

"La frayeur de nos familles; leurs instances & leurs prieres nous forcerent de nous mettre à l'abri à par conséquent de nous absenter du Châtelet le samedi ".

"Nous déclarons que notre intention n'a jamais té d'interrompre nos fonctions, mais, au contraire, de les continuer aux termes dudit procès verbal du 7 de ce mois, autant qu'il feroit possible, en les concilient avec les loix, notre serment & l'institution du

og med einen greits dom po

tribunal sous le ressort unique du Parlement, Cour des Pairs ".

,, Arrivés aujourd'hui dans la matinée pour y remplir nos fonctions, ceux de M. M. présens à la Chambre du Conseil où la Compagnie se réunit avant les services, ont réiteré à M. le Lieutenant Civil la demande d'assembler la Compagnie, déja faite à ce Magistrat les 4, 7 & 8 du présent mois; & sur son resus motivé, ainsi qu'il est expliqué par les dits procès verbaux des dits jours 7 & 8, il a été de nouveau invité d'employer ses bons offices pour obtenir la main levée des désenses d'assembler la Compagnie".

1

i

V

ê

20

D

au

CO

m

m

ir

QU

fus

70

dir

let

110

tar

" A quoi M. le Lieutenant Civil a répondu que M. M. les Lieutenans particuliers lui avoient écrit une Lettre à l'effet d'obtenir ladite main levée, & qu'en conséquence il avoit écrit à M. le Chancelier.

" Il a été ensuite déclaré à M. le Lieutenant Civil, que déja liés par les Arrêtés unanimes de la Compagnie des 25 & 26 Mars dernier, auxquels M. le Lieutenant Civil avoit concouru par fon fuffrage, nous y perfiftions, comme nous fouffignés perfiftons, ainsi que dans les motifs & déclarations de notes dit proces verbal du 7 de ce mois, qui ne font que le développement des motifs desdits arrêtés. Proteffans contre tout ce qui s'est paffé au Châtelet de contraire aux réglemens depuis ledit jours 7 Mai notamment contre le fervice irrégulier qui s'y el fait & contre celui qui pourroit s'y faire par la sui te, nous réservant d'en demander en tems & lieu le nullité: & pareillement il a été déclaré à M. le Lieu tenant Civil, que conformement ouxdits Arrêtes d procès verbaux, nous étions prêts & disposés à fai

te nos services respectifs, comme est ainsi que nous les avons saits avec toute la Compagnie sous le resfort du Parlement, essentiellement Cour des Pairs,
pendant les séances de M. M. du Conseil au Palais
& depuis jusques audit jour 7 du présent mois; &
que si nos services étoient interrompus & suspenduspar des procédures illégales, auxquelles nous ne pouvions ni ne devions nous attendre, & ne devonsnous exposer, il ne pouvoit nous en être rien imputé. Protestant pareillement contre l'enlevement
illégal de nos procès verbaux."

"Après lesquelles déclarations, réserves & protestations, nous nous sommes chacun rendus à nos services respectifs pour sièger; & de tout ce que dessus nous avons dressé le présent procès verbal pour

être déposé au Greffe en tems & lieu."

ur

1

nit

int

éja

18;

eté

TUC

la

que crit

ier.

Ci-

m-

le

ge,

ns.

que

ro

de

ai

ef

fui

u-la

ieu

9.0

fai

Ce même procès verbal du 15 Mai est ensuite accompagné de celui du jeudi 16 Mai, dont la teneur suit.

"L'an 1771, le jeudi 16 Mai, nous Conseillers au Châtelet de Paris soussignés, après avoir priscommunication du procès verbal dressé hier 15 dur mois, par Mrs., tous de service pendant le présent mois à la Chambre Criminelle, au sujet du service irrégulier qui s'y est fait ledit jour, il a été observé que dès le 8. du présent mois, quoique lesdits Sieurs-sus-nommés n'eussent point reçu de Billets de con vocation à la Chambre Criminelle dans la forme ordinaire, ni été avertis, quoique présens au Châtelet, cinq de Mrs. dont trois, savoir Mrs. Dusres-suy, Benvis de Maisoncelles & Perrinet d'Orval n'étant point de service en ladite chambre, avoient

néanmoins tenu cette Chambre ledit jour & juge des procès avec M. le Lieutenant Criminel."

. Nous fouffignés avons enfuite confraté qu'hier ouinze il a été fignifié à la plupart d'entre nous à nos domiciles, par Grivault, Sergent Huiffier au Parlament, une fommation & interpellation de reprendre & continuer à l'avenir les fonctions de nos of fices, chacun en ce qui nous concerne, sinfi qu'il eft plus au long détaillé en ladite fommation, & que le jour-d'hier Mrs. actuellement siégeans au Palais, one fait la visite des prisons du Châtelet ; ce qui annopce qu'ile fe disposent à venir tenir la séance accoutu. mée-pour les prisonniers: de tous lesquels actes it réfulte une prétention de distraire le tribunal du Chaselet du resfort dudit Parlement essentiellement Cour des Pairs, lequel subsiste toujours dans les membres difperfés dudit Parlement & non légalement dénouillés"

"Déclarons en consequence des Arrêrés unanmes des 25 & 26: Mars dernier, dans lesquels nous persistons, ainsi que dans notre procès verbal du 7 du présent mois, que n'ayant pas obtenu jusqu'id l'assemblée de notre Compagnie, nous proteston contre ladite sommation, comme étant sans objet, puisque les services ont été par nous faits au Châtelet de Paris les 14 & 15 du présent mois & jour

frivans"

ment de contre lesdites vifites des prifonses des prifonses enlevement de nos procès verbaux des par de ce mois, conftatés par celui du, 14 & au tres actes de reffort-fur le Châtelet qu'ils ont par pour soient faire-par la fuite, attendu que M.M. affuellement siègeans au Balais ne sont pas reconnu

composer avec les Princes & Pairs le Parlement effentiellement Cour des Pairs, ayant seul cours de ressort sur le Châtelet."

DEC

len

1.4

ar.

en.

Of.

eft

10

one

01-

tu.

1

ha

100

res

lé.

Di-

17

lo

n

et.

14

M

" Déclarons d'abondant que nous avons continué & continuerons nos fonctions, ainsi qu'il est expliqué au procès verbal du 14 présent mois, autant qu'il sera en nous, pour concilier en ce qui nous sera possible notre prosond respect. & notre amoun intarisse ble pour la personne sacrée du Roi, notre zele pour ses véritables intérêts & le service que nous devons à nos concitoyens, avec les loix, notre serment & notre état primitis sous le ressort unique du Parlement essentiellement Cour des Pairs. De tout se que dessus nous avons dressé le présent procès verbal pour être déposé en tems & lieu au Gresse de cette Cour. Fait au Châtelet de Paris les jour. & an que dessus.".

#### Da 4 Juin 17713.

M. le Comte de Clermont, tourmenté de la goute : depuis longtems, en est plus mal & l'on craint pour ses jours. Il passe pour constant que le Roi, malgré son affection pour les Princes de son sangue cru devoir dissimuler sa tendresse envers celui - ci & lui témoigner, son indignation au point de ne pas envoyer savoir de ses nouvelles : marque de disgrace spéciale, à laquelle M1 le Comte de Clermont la été on ne peut plus sensible. Sa perte seroit d'autant plus sacheuse dans la circonstance présente, qu'il a beaucoup coatribué à ébranler les autres Princes & à leur faire sentir la nécessité d'une Protestation formelle. & authentiques Au reste ils lui tien.

qu

lie

ta

er

u

1

1

1

moignent tous un attachement également vis & tendre. La nation, à laquelle il s'est aussi rendu plus cher par son zele & sa fermeté, est dans de très grandes allarmes sur son compte.

# Du 5 Juin 1771.

Les Procureurs au Châtelet, invités par une Lettre circulaire des Syndics à se trouver lundi dernier à une assemblée de la Communauté, pour y délibérer fur une affaire qui les intéressoit tous, s'v sont présentés au nombre de 225. Il y a été rendu compte d'une Lettre de M. le Chancelier à ces Syndics. Par cette Lettre il paroissoit que M. Dufour de Villeneuve, Lieutenant Civil, lui auroit écrit comme représentant que les Procureurs ne demandoient pas mieux que de remplacer les Avocats & plaider, fi l'on vouloit leur accorder une augmentation de salaire. Sur quoi le Chef de la Magistrature, en louant beaucoup le zele des supliants & en l'excitant, marquoit qu'ils auroient dorénavant les deux tiers des honoraires des Avocats, & qu'il leur feroit pas sé en taxe cinquante sols par plaidoirie; qu'il donnoit ses ordres en conséquence, & prenoit toutes les mesures nécessaires.

Cette Lettre a donné lieu à de grands reproches aux Syndics soupçonnés des sollicitations en question. Ceux-ci ont protesté n'en avoir jamais parlé ni écrit, soit à M. le Lieutenant Civil, soit à M. le Chanceller; & il a été reconnu que c'étoit une supposition gratuite de la part de M. Dufour de Villeneuve, pour faire sa cour à M. de Maupeou, a tenter de donner un véhicule à son Tribunal. Sur

quoi il s'est élevé de grands débats, les uns vots lant qu'il stit écrit formellement à M. le Chance-lier qu'aucun Procureur n'avoit fait pareille sollies tation; cependant la pluralité des voix a été de conserver le ménagement du au Chef du Tribunal; en ne lui donnant pas un démenti caractérisé, mais de faire la Déclaration suivante, qui est devenue unanime, &c. Elle étoit conçue en ces termes:

" Les soussignés, &c. déclarent qu'ils ont fait & , continueront toujours les fonctions de leur état , sans être excités par aucun motif d'intérêt, ni plus , forte retribution que celle accordée par les Ré-, glemens, mais uniquement par attachement à leur

" devoir".

ma boncalment

Ensuite les dits Syndics ayant annoncé que d'après une conférence particuliere avec chacun des trois Lieutenans, savoir M. Dufour de Villeneuve, Lieutenant Civil; M. de Sarvines, Lieutenant Général de Police; & M. Dulis, Lieutenant Criminel; tous trois leur ayant dit, affirmé & attesté séparément, que M. le Chancelier étoit dans la disposition très prochaine de suprimer les charges des Procureurs, s'ils persistoient dans leur inactivité, ils croyoient indispensable d'éviter une pareille punition.

# 5 Juin 1771.

En vertu de la déclaration faite par les Syndics des Procureurs, qu'ils regardoient comme certaines & très instantes dans leurs effets, les menaces mentionnées ci-dessus, ils ont ajouté qu'ils croyolent devoir par zele même pour la Communauté reprendre leur activité ordinaire, & qu'ils priolent leurs

confreres de ne point trouver mauvais si-des le soir ils présentoient des placets & plaidoient le lende.

(o)

cie

lo

au

A

I'E

qu

pl

1

1

re

Of

ef

gr

m

tr

R

di

En effet, aujourd'hui les Syndics & quelques autres. Procureurs, effrayés de leurs prognostics, au nombre d'une vingtaine, ont comparu au Châtelet en robe.

L'audience du Parc civil s'est ouverte par M. le Lieutenant civil, siégeant avec six Conseillers seu-lement, savoir les Sieurs Pillet, (celui qui comme plus ancien avoit présidé à l'assemblée du 7 & avoit souscrit le premier à la signature du Procès Verbal dudit jour) Bachais de Killesart, Gateau de la Cha. tiere, Puissant Desplacelles, le Roi de Barincourt & Perinet d'Orval.

Les Procureurs ci-dessus se sont présentés, il y a eu des Causes appellées, des désauts donnés, des Plaidoyers contradictoires. On a opiné, on a ju-

Le Présidiale a tenu ensuite, garni de 4 juges sui lement, le Sr. Benoit de Maisonceller, le plus ancien Conseller, Président, & les Srs. Cateau de la Chatiere, le Roi de Barincourt & Perinet d'Oryal. On a appellé deux Causes pour la forme i personne au répondu, & l'audience s'est levée au bout de deux minutes.

Ensuire tout le Châtelet s'est transporté en trois carosses chez M: le Chanceller, A l'heure indiquée pour recevoir les hommages du Tribunal, sinsi que ses doléances sur des bruits sinsstres qui couroient concernant différens officiers & offices de la juris distion.

le.

u. au

le u-

ie it

al

1.

4

.

On croît aussi que par occasion M. M. auront pilicité la levée des Lettres de cachet de leurs anciens confreres & leur retour.

#### 6. Juin 1771.

M. le Duc d'Aiguillon, dont on parloit depuis long-tems comme d'un futur Ministre, a été nommé aujourd'hui Secrétaire d'Etat au Département des Affaires Etrangeres. Il en a reçu les complimens.

# Du 7 Juin 1771.

Des 13 Confeillers au Châtelet dénommés dans l'Edit de supression, il faut retrancher M. Chuppin, qui étoit déja en fuite; il a été indigné de se voirplacé en pareil lieu. M. Boucher le jeune, qui n'y a été mis qu'à la sollicitation de ses pere & mere, allarmés des menaces qu'on leur faisoit d'ôter au pareune excellente place qu'il a, si son fils ne siègeoit i on assure que celui-ci, malgré cela, tient bon, & l'on ne l'a point vu au Tribunal. Le Sr. Maynier est dans le même cas, il n'a été conservé que malgré lui & à la sollicitation de son pere qui l'a demandé; mais il a réprouvé cet acquiescement & on le dit éclipse. Le Sr. Benoit, pere, est un homme nès insirme & qui ne venoit plus au Châtelet dequis longteme.

#### 7: Juin 1771 ...

On assure que M. de la Suze, Maréchal Général des Logis de la Maison du Roi, est allé chez les .
Princes du sang leur redemander de la part du Roi.

plec

14

Eha

atte Roy

men

sies

rair

11871

Per

me Ro

> été qui

1

Dég

5 (

10

bar

em

leu

lun

pas

n'a

les cless de leurs appartemens, foit à Marly, soit à Comptegne, & prier Leurs Altesses Sérénissimes de donner leurs ordres pour les démeubler.

# Du 8 Juin 1771.

M. le Chancelier, qui cherche toutes les occasions de faire reconnoître son tribunal par les différentes especes de jurisdictions, a fait enrégistrer un Edit, des Lettres patentes & une Déclaration concernant l'Amirauté, quoique ce ne soit pas d'usage, mai il a cru donner à ce prétendu Parlement un degré de consistance de plus.

# Du 8 Juin 1771.

Le Parlement de Toulouse, le quatre Mai der nier, a fait une Protestation contre le Lit de justice du 13 Avril dernier, qui n'en est pas même un contre les Edits qui y ont été enrégistrés, contre le Tribunal qui en est émané, contre tout ce qui et a fulvi, &c. Il y a joint un Arrêté dans les même principes que l'Arrêt de Rouen du 18 Avril, où l déclare les membres du prétendu Parlement, de intrus, des parjures, des prévaricateurs. Ces qua lifications ont blessé ces Messeurs, & le Sr. Vergit un des Avocats généraux, parjure lui-même, pull qu'il étoit ci-devant un des Présidens de la Cour de Aldes & avoit foufcrit aux Remontrances de cette Compagnie, a fait un requisitoire plein de sophis mes & de folécismes contre contre la langue, of mettant également le bon sens & les oreilles à la torture, il a requis la condamnation de ces deut pleces imprimées fous le titre d'Extrait des Registres

lu Parlement de Touloufe.

foil

mes

one

te

de

an

ale

de

er

n

tre

10

e

14

2

1

En conséquence le prétendu Parlement, toutes les chambres assemblées, a ordonné le 3 de ce mois que cet écrit seroit laceré & brûlé, comme séditieux, attentatoire à l'autorité du Roi & aux Loix du Royaume, tendant à rendre suspects au Roi les sentimens des Magistrats, à ébranier la fidélité des peuples & à les détourner de l'obéssance dus au Souvemin, & comme attribué faussement au dit Parlement de Toulouse.

Il est à remarquer dans le requisitoire du Sr. de l'ingés, que cet orateur continue à regarder comme un libelle faussement attribué au Parlement de Rouen l'Arrêt du 18 Avril, quoique ledit Arrêt alt sié cassé postérieurement par un Arrêt du Conseil

qui en décele & manifeste l'authenticité.

# Du 9 Juin 1771.

M. Dufour de Pilleneuve, Lieutenant Civil, a ségé hier au Châtelet au Parc Civil à la sête de Confeillers feulement.

A la même féance du Parc Civil du famedi 8, le Sr. Souches, Avocat du Roi, flegeoit à fon

banc.

Tous les Procureurs au Châtelet ébranlés par l'exemple de leurs Syndics, ont repris la Robe & leurs fonctions; ce qui prouve que leur Arrêté du landi 3 n'étoit qu'une fanfaronnade: on ne doute pas que l'appas des cinquante fois par plaidoirie n'ait beaucoup influé sur leur détermination & que

Or

y, d

arle

cru

wen

onf

dans de la

com

de r

dcul

**W**jet

patic

tion

te,

libe

du 1

defo

tut

res

cre

rier

M. le Chanceller content de leur sele ne leur a corde ce falaire qu'ils ont paru refuser.

On croit que la Visite saite au Chancelier le ma di par M. Dusour de Villeneuve, Lieutenant Civil avec les autres Présidens & tout le résidu du Chetelet, aura opéré cette grace pour les Procureus Après les hommages rendus par le Tribunal a Chef de la Magistrature, le Lieut. Civil a lou le zele des Procureurs & les heureuses disposition qu'ils montroient pour remplacer les Avocats.

On ajoute que pour la forme le Lieut. Civil demandé le retour des membres du Châtelet exilés fur quoi le Chanceller a dit que le Roi étoit ble couroucé contr'eux, que cette grace seroit très di ficile à obtenir, que néanmoins il employeroit se

bons offices.

# Du 9 Juin 1771.

Cople de la Lettre du Parlement de Bretagn M. le Duc d'Orléans, partie de Rennes le met crédi 20 Mai 1771.

, Il a été distribué depuis quelque tems dan le public, un imprimé portant pour titre, Proussaion des Princes du Sang. Les nom respectables sou lesquels il paroît, nous ont fait y donner la plu grande attention: nous avons l'honneur, Monseigneur, d'envoyer à V. A. S. un exemplaire ave l'Arrêté que la Compagnie a pris à ce sujet. Nou espérons que vous voudrez bien fixer notre opini On sur sa conformité avec le titre original dépose au greffe des Pairs du Parsement de Paris."

# Du 9 Juin.

On a parle d'un enlevement de Papiers fait chez. du Broffay, Substitut du Procureur Général & lennes, la nuit du 20 au 21 du mois de Mai. Le glement de cette ville. les chambres affemblées. qu devoir adresser au Roi, en conséquence de cet wenement, la Lettre fuivante en date du a Juin :

#### SIRE.

mai

Ivi

Ch

w

lou on

11

lé

le di

6

" L'objet principal des Loix dont vous nous avez onfié le précieux dépôt est de maintenir les Citoyens uns la jouissance de leur honneur, de leurs blens & le leur liberté; toute atteinte portée en votre nom ces loix facrées, nous impose l'indispensible neafflié de vous adreffer nos plaintes respectueuses & le réclamer votre justice."

" Ne viffions-nous bleffée que dans un fimple parsculler de la Province la liberté affurée à tous les hiets de votre Royaume, nous ferions dans l'oblimion d'en instruire V. M. Combien cette obliga. ion ne devient-elle pas plus étroite & plus prestans, lorfque nous voyons attaquer fous nos yeux la lberté même d'un homme chargé en votre Parlement

du ministere public ?"

" La nuit du 20 au 21 du mois dernier, on est lescendu chez le Sieur Broffay, Avocat & Substiut de vos Procureurs généraux; on force les ferrutes, on fouille son Cabinet: la foi publique, le seact des familles, dont son état le rend dépositaire, tien n'est respecte, tout est soumis à la curiosité de ceux qui font chargés d'exécuter ces actes de vio-

N.

de

veri

ene

dre

I

Par

eft

reu tre

nai

état

déli

ípir cré

fati

tan

gra

la

lence. De tels ordres, qu'on suppose émanés d V. M. & dont on refuse une copie certifiée, re pandent l'allarme & la consternation. Les plainte & les représentations sont interdites. Votre august nom n'est prononcé que pour imputer la loi de s taire."

,, On faisit des papieres : s'ils contiennent, Sirr quelque chose de repréhensible, les loix du Royau me indiquent le seul moyen de connoître, de pour suivre, de convaincre & de punir le coupable."

"Nous ne pouvons vous le dissimuler, Sire ces abus de l'autorité si multipliés de nos jours, e énervant les loix, affoiblissent votre puissance don elles sont la base & sappent l'état jusques dans se fondemens. A la vue de ces actes de violence le citoyen ne respire qu'en tremblant, il appréhen de à chaque instant de se voir la victime de cett inquisition sourde & ténébreuse, qui dissout les sien de la fociété, pervertit les mœurs & porte le poi son de la désiance jusques dans le sein des familles.

"Daignez donc, SIRE, retirer des ordres que pa des impressions peut-être calomnieuses on a surpris votre religion contre la personne du Sr. Brossay & faire cesser une persécution à laquelle il s'est vobligé de se dérober par la fuite. Il importe au bien du service de V. M., à l'administration de la justice, qu'il puisse exercer librement & en sureté le fonctions de son état: les circonstances actuelles le besoin du ministere public, dont les principaus membres gémissent dans l'exil & sous le poids de votre disgrace, tout concourt à rendre sa présence absolument nécessaire."

the search of the charge of

" Nous sommes &c. "

#### Du 10 Juin 1771.

inte

guft le f

IRE

yau

our

RE

lon

fe ce

en

tt

en

O

y

M. le Comte de Clermont est heureusement regarlé comme hors d'affaire, on a fait refluer l'humeur de goute qui s'étoit jetté sur les parties nobles, sers les extrêmités; elle est actuellement au poiquet: c'est une joie générale dans Paris d'apprendre le meilleur état de ce Prince.

#### Dudit Four.

Le Sr. Martin, cet Avocat que le foi-disant Parlement a resulé de recevoir comme Conseiller, est agréé en qualité de Substitut de M. le Procueur général, quoique cette place inférieure à l'autre n'en exige pas moins l'honnêteté de mœurs, de maissance & de principes, qu'on requiert dans tout état de magistrature; ce qui prouve que la prétendue délicatesse de ces Messieurs n'étoit qu'un manege inspiré par M. le Chancelier pour en imposer aux crédules, ainsi qu'on la jugé ci-devant.

# Du 11 Juin 1771.

Le 7 Juin le soi-disant Parlement a enfin eu la saissaction de condamner à mort un malfaiteur sorunt des prisons du Châtelet: ce qui a causé une gande joie à M. le Chancelier.

#### Dudit jour.

M. le Chancelier n'étant pas encore content de la manœuvre des Procureurs au Parlement, & fur-

plaider à fon Tribunal, & les Avocats au Conseil ne s'y présentant qu'en très petit nombre, a jugé enfin à propos de seur porter le coup mortel à sous: en conséquence il a fait enrégistrer au soi disant Parlement, le 19 de ce mois, un Edit donné à Versailles au mois de Mai, par lequel il suprime à l'instant les offices des 300 Procureurs déja suprimés, mais par extinction & successivement seulement, ainsi que les autres cent offices réservés; & crée en leur lieu & place cent Avocats qui feront la double profession d'Avocat & de Procureur: Il faut voir l'Edit même, les autres dispositions, soit pour le remboursement futur, soit pour la réception, soit pour l'exercice des sonctions.

Par un article particulier on n'exclut pas de la plaidoirie les Avocats déja immatriculés, quoiqu'il ne foit à préfumer qu'on veuille entrer en concurrence

dans un pareil barreau.

Par cet Edit il paroitroit auffi que certains Avocats au Conseil voudroient se présenter pour plaider à ce Tribunal, il est ordonné en conséquence qu'ils subiront la métamorphose prescrite en remettant leurs offices d'Avocats ez Conseils, & en se revêtant d'un nouveau, d'Avocat au Parlement: au surplus ce dernier ne pourra paroître au Conseil.

On lit à la fin une liste de 87 sujets déja élus par M. le Chancelier, dont les douze premiers sont douze ci-devant Procureurs au Grand Conseil, convertis depuis en Avocats-Procureurs, lors du résablissement de ce tribunal, & assimilés aux anciens Avo-

cats du Conseil.

1

me

dot

bie

yan

ma

gui

(

dev

Hu

feil

IVO

mai

emp

tea

dre

1 C

cha

Cha

pri

le t

don

con

(

100

Cor

dur

1

#### Du 12 Juin 1771.

nn

eil

gé

IS:

nt

n-

s,

t,

en le

ir n-

T

i

10

M. le Comte de Clermont est retombé dans le même état fâcheux où il étoit ci-devant, & ce Prince donne de nouvelles allarmes: ce qui prouve combien le Roi a fait violence à son cœur en n'envoyant pas savoir de ses nouvelles, c'est qu'il en demande à ses courtisans, & ne paroît pas moins inquiet de son sort.

## 13 Juin 1771.

On a parlé de l'affaire d'un nommé le Blanc, cidevant Huissier à la Chancellerie & aspirant à être Huissier-priseur: on a rapporté le jugement du Conkil lors de ses séances au Parlement, on a dit qu'il woit suspendu à prononcer jusqu'à ce que le Réclamant eut fait vuider un procès criminel qui pouvoit emporter diffamation. Depuis l'installation du nouveau Tribunal, M. le Chanceller a donné les ordres les plus précis de rendre bonne & brieve justice cet homme: en conséquence il a été d'abord déchargé à la Tournelle, & hier mercredi à la Grand' Chambre il a gagné. Quant au furplus, les Huissiers rifeurs font condamnés à le recevoir parmi eux. à reconnoître honnête homme, & en cent écus de commages & intérêts. M. l'Avocat Général avoit conclu à vingt mille francs.

On sent que tout ce jugement est une affaire de politique: 1°. ce Tribunal-ci valide l'ouvrage du Conseil, en statuant par suite de l'ansienne procédure, & d'ailleurs on récompense le zele de le Blane pi a bien voulu se prêter aux vues de M, le Chan-

Tome I.

celier, en faisant porter au Conseil une cause qui l'a occupé pendant plusieurs audiences & a garni l'auditoire de spectateurs.

## 14 Juin 1771.

On a parlé de l'Arrêté du Parlement de Toulouse du 4 Mai. Ce Parlement l'a voulu faire enrégistrer à la Jurisdiction de cette ville, qu'on peut
assimiler au Châtelet de Paris. Ce Tribunal a refusé l'enrégistrement, & expliqué les motifs de son
resus dans un procès verbal, où il instinue qu'au sond
l'avis du Parlement n'est pas le sien : il y instite
d'ailleurs sur ce qu'il y est hors d'exemple d'enrégistrer de simples Arrêtés. On ne sait ce que la
Cour supérieure a fait à cet égard, mais on sent
parfaitement que cet acte de rebellion n'auroit
pas eu lieu dans un autre tems, & doit être sourdement soutenu par une autorité supérieure.

1

d

Af

lon

1

Ma

Ro

n'er

cet

da :

peul

mi

Long'

#### Du 14 dudit.

Extraît d'une Lettre de Rennes du 9 Juin 1771...

Outre la Lettre du Parlement au Roi, en faveur du Sr. du Brossay, l'Ordre des Avocats s'est assemblé & a rédigé en commun une Requête au Roi, pour suplier S. M., de faire lever l'ordre donné contre leur confrere & le faire jouir de la liberté de reparoître & de reprendre ses sonctions. Ils ont adressé cette requête au Secrétaire d'Etat ayant le département de la Province, avec des Lettres pour M. le Chanceller & M. le Duc de la Vrilliere, afin de les engager à interposer leurs bons offices auprès du

1'2

au-

100

en.

eut

re-

on

nd

fte

ré.

la

ent

ur.

du blé

Juc

tro

re-

ef.

le

de

du

Roi en faveur de cette demande. Il paroît que beaucoup de gens n'approuvent pas dans cette ville cette démarche sans exemple, à ce qu'on prétend: sien de plus naturel cependant & de plus légitime.

## Du 14 Juin 1771.

Le Roi vient de créer en faveur du Sr. Poulon, ci-devant Intendant de la Marine & de la Guerre, une cinquieme Charge d'Intendant des Finances: il s'occupera des comptes du Trésor Royal & aura l'inspection en chef des fonds: il doit aviser aux moyens d'en rendre la comptabilité moins embarrassée & la perception plus facile & moins dispendieuse.

#### Du 14 Juin 1773.

La place de Secrétaire d'Etat su Département des Affaires Etrangeres, faisant essentiellement Ministre celui qui en est pourvu, M. le Duc d'Aiguillem est entré en Conseil en conséquence, honneur auquel il aspiroit depuis longtems.

## Du 15 Juin 1771.

Il se débite dans Paris que M. le Comte de la Marche, sans doute dans la crainte de déplaire au Roi, ne visite point M. le Comte de Clermont & l'envoye pas même chez lui: on ne doute pas que et abandon ne coûte à son cœur, autant qu'à celui du Monarque, & il satisfait sa tendresse autant qu'il peut, en s'informant souvent de ce Prince à ceux mi l'entourent.

W

101

la

qu

8

n'e

pu

qu

d'a

ne

eft

Na

ron

273

phi

1

Ro

pér

Cho

roi

Mit

gen

Cha Par

tes,

instr

t fa

appa

dans

De la part de M. le Comte de Clerment, l'indignation marquée du Roi aigrit beaucoup ses maux à n'a pas peu contribué à les rendre plus incurables: l'honneur qu'il avoit eu d'être élevé avec S. M. de puis l'âge le plus tendre, celui de vivre avec Elle, de participer à tous ses plaissirs & d'avoir été dans la plus étroite intimité avec son Maître jusques à cette suneste époque, est un souvenir amer qui coûte souvent des larmes au Prince affligé.

Le Duc d'Oritens, le Duc de Chartres, le Prince de Condé, le Duc de Bourbon, le Prince de Conty, ne quittent point le Palais de M. le Comte de Clermont: le voyage de Chantilly & tous le autres qui devoient s'ensuivre, sont absolument rom pus jusques à ce que le sort de Son Altesse Sérénisse me soit décidé. Elle est au plus mal, Elle a été adminissrée hier, & l'on craint qu'Elle ne passe pa

deux fois vingt-quatre heures.

On assure que le trésorier de M. le Comte de Clerment s'étant présenté au Trésor Royal pour tou cher les pensions de son Altesse, le Sr. le Clerc premier commis des finances en cette partie, avoi déclaré qu'il n'y avoit pas de sonds pour le Prince & qu'il n'y en auroit de longtems: on ne dout pas qu'il n'ait reçu des ordres supérieurs, sans le quels l'insolence du propos seroit très punissable.

#### Du 17 dudit.

On compte déja plus de 60 & tant d'ouvrage rendus en faveur du Système de M. le Chancelies parmi le nombre il en est de moins absurdes, de mieux raisonnés. On a fait mention de quelque

tha-

K &

es :

de

lle.

s la

ette

ou

rin

m

le

om O uns. Celul qu'on distribue depuis peu, intitulé Obproations d'un ancien Magistrat, doit être rangé dans
la classe de ceux qu'on peut lire & qui méritent quelque résutation, mais pour peu qu'on soit instruit
à qu'on y sasse attention, on trouve un auteur qui
n'est pas convaincu de ses principes ou qui les appuye sur des faits qu'il déguise ou qu'il tronque; ce
qui annonce une mauvaise soi décidée de sa past;
d'ailleurs il porte sur une proposition malheureusement avouée par quelques Parlemens, mais qui n'en
est pas moins injurieuse à l'humanité & surtout à la
Nation Françoise, savoir, que le Rei ne tient la coumine que de Dieu; assertion qui n'auroit pas dû être
avancée dans un siecle aussi éclairé & aussi philosophique que le nôtre.

## Du 17 Juin 1771.

Un M. de Cugny, ci-devant Avocat à Nancy, qui toit venu à Paris depuis plusieurs années dans l'espérance d'obtenir quelque chose de M. le Duc de Chiseul, auquel il avoit l'honneur d'appartenir, n'avoit pas encore réussi dans ses projets, lorsque ce ministre a été disgracié: depuis, pressé par l'indigence, ce M. de Cugny s'est retourné du côté du Chancelier, & a sollicité une place de Conseiller au l'arlement; il avoit été agréé, il avoit fait ses visses, il avoit acheté les Robes noire & rouge, il étoit ila veille d'être reçu, lorsque M. le Chancelier, instruit de sa parenté avec M. le Duc de Choiseul, lui s'fait dire qu'il etit à se retirer, que rien de ce qui appartenoit à cet ancien Ministre ne pouvoit entrer lans le nouveau Tribunal.

## Du 17 Jun 1771.

Pi

m

di

ré

QU

les

10

ve fe

le

fa

fci

de

ce

zé

QU

il

ma

de

da

de

qui

fio

bu

qu fer

On apprend que le Parlement de Bordeaux a fait lacérer par la main du bourreau un écrit dont on a déja parlé, intitulé Observations sur les Protesseions des Princes. On ne doute pas que ce signal ne réveille les autres Parlemens & ne les engage à se consermer à un pareil Acte de vindicte publique du aux chess respectables de la Nation.

## Du 18 Juin 1771.

Le Conseil a sait à l'égard de l'Arrêt du Parlement de Toulouse du 4 Mai, la même manœuve qu'à d'égard de l'Arrêt de celui de Rouen du 15 Avril; il a attendu que le soi-disant Parlement de Paris ent sait brûler cet Arrêté comme prétendu Extrait des Registres de Toulouse, & comme fausse ment attribué à cette Cour: & le 12 Juin il est intervenu Arrêt qui casse cet Arrêté, & remonte jusqu'à l'Arrêt de la même Cour rendu le 8 Mars contre les Conseils supérieurs, qu'on casse également On y fait entrer le Roi dans une espece de justification fort longue de sa conduite & l'on y join d'indécence de la discussion à tout l'appareil du Despotisme.

Du 18 Juin 1771.

M. le Comte de Clerment est mort dimanche a soir, avec le même courage qu'il avoit montré du rant tout le cours de la longue & douloureuse ma ladie qui l'a conduit au tombeau.

03

Il passe pour constant que le vendredi où es prince a reçu le Viatique, le célébrant lui a demandé à haute voix, suivant le ton du discours ordinaire, s'il pardonnoit à ses ennemis? S. A. S. a répondu, avec beaucoup de sermeté & de sang-froid, qu'Elle ne croyoit pas en avoir, qu'au surplus Elle leur pardonnoit à tous, même au C \*\*\* \*, qu'Elle regardoit moins comme sen ennemi personnel, que comme celui du Roi & de l'Etat.

fale

1

2110

16.

on

ide

le

119

15

I.

le

n

M. le Comte de Clerment étoit dans la grande dévotion depuis quelques années, & la continuité de ses liaisons avec Madam de Tourvei, ci-devant Madlle le Duc, sa maîtresse, aussi livrée à la haute piété, saisoit présumer qu'il y avoit un mariage de conscience entrieux. On assure qu'elle n'a pas disparu de son apparaement pendant la cérémonie de la réception des sacremens, ce qui confirmeroit le bruit général.

Ce Prince tenoit tous ses biens du Roi, & ne laisse qu'environ 30,000 Livres de rentes en sonds, dont il a par un testament distribué l'usufruit à toute sa maison.

M. le Chancelier, qui avoit extrêmement à cœur de faire faire un acte de ressort par son Parlement dans la maison de ce Prince, s'est donné beaucoup de soins pour faire requérir la mise des scellés par quelque créancier, mais aucun n'a voulu se prêter à ses vues; ce qui a évité le tapage qu'auroit occasionné la descente des Commissaires du nouveau Tribunal.

On ajoute à l'égard de M. le Comte de Clermont, qu'après avoir témoigné aux Princes combien il étoit fensible à leur attachement & aux marques plus

pl

YC

ur

YC

m

de

thi

rêt

170

M &

for Vo

tre

Du

car

å

me

fon

fou

Ap

lité

qu'de

pou

hate

13

1

der

particulieres d'amitié qu'ils lui donnoient dans ces derniers momens, il les a exhortés à rester toujours unis entr'eux, & à vivre dans la plus parsaite intimité.

Les Princes étant exclus de la présence du Roi, M. le Prince de Condé n'a pu satisfaire à son devoir, & aller notifier lui-même au Roi la mort de son Oncle. On prétend que M. le Comte de la Marche, assidu à se faire instruire de ce qui se passoit, est parti sur le champ pour Marly.

## Du 19 Juin 1771.

L'Edit de supression de la Cour des Aides de Paris a été présenté le 16 du mois de Mai à l'Election de Chartres, par un Requisitoire du Procureur du Roi, on ce Magistrat donnoit à entendre combien cet acte lui répugnoit, lui paroissoit injuste & illégal, & qu'il ne s'y prêtoit que forcément.

Les Officiers de ce Siege, par un Arrêté unanime, se sont absolument resulés à l'enrégistrement & ont motivé leur résistance sur les mêmes principes que le Bailliage de cette ville avoit déja établi le

Gene.

M. Joli de Fleury, Procureur général, mécon tent de la conduite & du discours du Procureur du Roi de ce Siege, lui a écrit la Lettre suivante.

"M. le Procureur, j'ai reçu avec votre Lettre du 18 de ce mois, l'Ordonnance du 16 de votre Siege, & avant de vous faire mes réflexions fur cet se Ordonnance, je ne puis m'empêcher de vous marquer personnellement le mécontentement que je resfens des expressons que vous vous êtes permis d'employet

ployer dans votre Requisitoire. La Lettre que je vous ai adressée pour l'enrégistrement, n'étoit point une priere, mais un ordre, & si vous oubliez que vous êtes mon substitut, je faurai employer les moyens nécessaires pour vous rapprocher de vos devoirs".

n-

p.

iu

n

é.

, Quant à l'Ordonnance, qui fuit votre Requisipire, elle est aussi peu fondée en principes que l'Ari rêté du Bailliage de Chartres, sur lequel elle parote woir été en partie copiée; ce qui annonceroit une flociation de desobéissance. Les principes erronés à déplacés de la part des sujets du premier Ordre, le font encore plus de la part d'Officiers subalternes. Vous oubliez fans doute, ainfi que les juges de voi tte Siege, que vous n'êtes que présentés par M: le Duc d'Orléans, & que vous n'êtes revêtus de votre gractere que par la puissance & le vouloir du Roit & vous ne craignez pas de compromettre les sentimens de M. le Duc d'Orléans, qui dans le fond de fon cœur desire donner au Roi des preuves de sa bumission & veut surement que les Officiers de son! Appanage donnent les premiers l'exemple de la fidé. lité & de l'obéissance. Le Parlement ne pourre m'être très mécontent de votre conduite & de celle de votre Siege . & il fe fervira de toute fon autorité bour faire respecter celle du Roi, si vous ne vous likez de rentrer dans le devoir. Je fuis &c. le 13 Mai 1771".

## Du 26 Juin 17711.

M. le Comte de Clermons ayant destré par ses ternieres volontés d'être enterré sans pompe, il n'y

a eu aucun cérémonial pour les obseques; il n'y a point eu de Chapelle Ardente, on n'a point invité les Cours à venir donner l'eau bénite, suivant l'usage; on a voulu évites la rixe que le cérémonial auroit occasionné entre la Chambre des Comptes & le neuveau Tribunal; son corps a été transporté, mercredi, à Montmorenci, où est la sépulture des Condés. Les pleurs des pauvres auxquels ce Prince faisoit des aumônes abendantes, ceux de tous les domestiques sondant en larmes, ainsi que des Princes extrêmement touchés de sa perte, ont été ce qu'on a remarqué davantage à son enterrement.

.

8

d

1

8

C

B

d

P

d

Co

41

đe.

de

pr

E0

26

Le Roi a indiqué le deuil de ce Prince pour le famedi ar, & l'a fixé de onze jours feulement, quoiqu'il soit d'étiquette, depuis quelque temps de porter douze jeurs le deuil des Princes du fang, pour le distinguer d'avec les deuils des Princes de

strangers, qui est aussi de onze jours.

## Du 20 Juin 1771.

Entre les Ecclésiastiques compris dans la nomimation faite depuis peu par M. l'Archevêque de
Rheims on a distingué l'abbé de Vendomois de St. Au
bin, ancien vicaire général de Rennes, pourvu de
l'abbaye de Remi, ordre de St. Benoît, diocose de
Cambray; l'abbé Descents, vicaire général de
Quimper & Conseiller clerc au Parlement de Bretagne, pourvu de celle de St. Meen, même ordre
diocese de St. Maio; enfin l'abbé Ciemenceau, si
périeur de l'hôpital St. Meen à Rennes, & pourvu de celle de St. Marien, ordre Premontré, dioce
de Cambray; dioce

é

1.

al

å

١,

es

CO

es

n-

CB

10

rt.

de

g.

Tous ces trois personnages étoient extrêmement attachés a M. le Duc d'Aiguillon, & se sont distingués en sa faveur dans les troubles de Bretagne. Le premier a fait beaucoup de bruit dans les Etats de 1766, & a été noté comme un des promoteurs des plus ardens du despotisme du commandant : le second. dans l'état de la dispersion du Parlement de Bretagné, n'a pas craint de se présenter à ce tribunal, & d'y usurper une place due aux légitimes possesseurs ; il a dans cet intervalle témoigne la partialité la plus grande contre Mrs. de la Chalotais & les autres accufés de Bretagne; & cet intrus a enfin été obligé de quitter depuis la rentrée de l'universalité du Parlement. Le troisseme est cet Ex-jesuite, fi renommé dans la procédure de Bretagne, & dans l'affaire du Poifon, où il foue un rôle fi fanatique & fi entraordinaire.

Quelqu'un témolgnant à M. l'Archevêque de Rheims la surprise de voir compris dans la like ses personnages ou question, ce Prélat a répondu que c'es sinsi qu'on récompensois les Eciésiastiques perseutés, les bons serviteurs du Rel.

## Du 20 Juin 1772.

En vertu de l'Edit qui crée cent Avocats Procuneurs au Parlement, ceux des 87 inscrits à la suite de cet Edit, qui avoient déja fait leur Droit, ont prêté le serment au nouveau tribunal, & sont entrés an fonction. Du nombre est un Sr. Gillet Desaulsois, qui des son premier plaidoyer a étonné les jugés, & déployé une éloquence merveilleuse: on ne

Q s

3

doute pas que cet orateur ne soit une des premières lumières de ce barreau naissant.

ď

17

m

(e

gı

ét

Jé

P

do

L

ta

110

fu

de

ur

å

éq

OT

m

de

le

rie

## Du 21 Juin 1771.

On a présenté à la Chambre des Comptes l'Edit concernant les offices, & il s'est tenu des Comités à cette occasion, entre le Premier Président, le Procureur général & les principaux membres de cette Cour. Le résultat a été de notifier à M. le Chancelier qu'on ne croyoit pas devoir assembler les Semestres sur un pareil sujet, ni leur présenter cet Edit, qui ne passeroit certainement point, M. le Chancelier a insisté & a permis de faire, non des Remontrances, dont S. M. est trop fatiguée, mais des Observations.

Ces observations se sont réduites à deux principales : la première, que l'Edit en question n'avoit aucun caractère de Loi, pussqu'il n'étoit connu que par une publication faite au sceau; que si M. le Chanceller regardoit une pareille promulgation comme suffisants, il étoit inutile de le soumettre à l'Enrégistrement des Cours; que si celui-ci étoit nécessaire, il falloit d'abord le porter au Parlement; mais que la Chambre des Comptes ne reconnoissant pas le Tribunal actuel qui y siégeoit, cette formalité donneroit lieu à de nouvelles contessations.

La seconde, qui rouloit sur le fond même de l'Edit, concernoit le Centieme Denier imposé sur les Jurisdictions inférieures de Magistrature. On faisoit voir l'injustice criante d'une pareille taxe, qui établie d'après le Capital de la finance donnée, empor-

teroit souvent, & au-delà, le Revenu des offices.

## Du 22 Juin 1771.

å

0

te n-

.

-

La Déclaration du Roi pour le rappel des Preres décrétés ou bannis, donnée à Marly le 15 Juin.
1771, & enrégistrée toujours purement & simplement par le soi-disant Parlement, les Chambres assemblées, le 19 dudit mois, est si générale & si vague, qu'on ne doute pas que cette confusion n'y ait
été introduste pour favorisér tacitement le retour des
Jésultes. C'est le cas de la part de ces Révérends
Peres de se servir de toute leur Escobarderie pour
donner, s'il le saut, une entorse au sens de cette
Loi, & l'interprêter pour eux. Aussi le bruit génée
ral est-il qu'ils vont rentrer, mais en habit de séculiers seulement.

## Du 23 Juin 1771.

M. de Laverdi, durant son ministere, avoit par le suneste Edit de Décembre 1764, pour la libération des dettes de l'Etat, fait ordonner qu'il seroit payé un droit de mutation sur les Contrats des rentes &c. & un droit de quinzième annuel sur iceux pour y équivaloir, par les gens de main morte dans le tems on s'étoit beaucoup recrié contre cet impôt, comme génant le commerce, la vente & la circulation de ces effets; cependant on a toujours continué à le recueillir. Aujourd'hui qu'on a reconnu par expérience que le droit de quinzième annuel, proportion gardée, rendoit infiniment davantage, M. l'abbé-

qu'i

4

101

do

pre

de

tre

de

Cu

q

P

u

Si

8

1

Teresi a proposé au Conseil de former un Arrêt que suprimat ce droit de musation pour la commodité du public, & pour le plus grand profit de S. M., d'y suppléer par un Quinzieme annuel général sur toutes les Rentres perpétuelles, même les rentes réduites, payées à l'hôtel de ville. Cette sage & utile disposition a été adoptée par le Conseil, & l'Arrêt en date du 15 Jain a été publié sameds.

Par le même Arrêt, pour établir une uniformité dans le payement des rentes viageres, payées au même hôtel de ville, on foumet à un Dixieme annuel celles qui n'en payolent pas. Comme ce Dixieme n'est pas limité pour le tems, on soupçonne, pour conserver la même uniformité dans la comptabilité,

qu'il fera perpétuel.

Au surplus, comme Messeurs sol-disant toujours le vrai Parlement, ont beaucoup de rentes de l'espece ci-desses, & qu'on n'avoit osé y toucher jusqu'à présent par rapport à eux, on ne doute qu'on ne les ait eu principalement en vue dans ladite opération, & que ce ne soit une tournure nouvelle pour les châtier.

# Du 23 Juin 1771

La Chambre des Comptes-effrayée des bruits sinistres qui courent à son égard, a fléchi & enrégistré, samedi, les semestres assemblés, l'Edit concernant le Centieme Denier, pour donner des preuves de sa parsaite obéissance; & cependant, asin de n'avoir pas l'air de trahir absolument les intérêts publics, elle s'est réservée la faculté de faire des représentations sur le tort que cause un tel impôt à divers possessions d'offices, qui se trouveront payer plus qu'ils ne leur produiront, ainsi qu'on l'a observé.

## Du 24 Juin 1771.

de

14

u. le

Ét

L

1

r

Le nouveau tribunal a enrégistré vendredi 21. toutes les Chambres assemblées, un Edit du Roi, donné à Versailles au mois de Février, portant Supression de tous les affices de Jurés priseurs, vendeurs de bien meubles, créés par édit d'Ostabre 1696, ou autres, à la reserve seulement de ceux de la bonne ville de Paris, avec remboursement de la finance desdits offices & autre création à l'instant des mêmes offices sur un pied plus respectable.

Pour entendre cet Edit, il faut savoir que ces offices avoient été concédés à un médiocre prix & qu'on les met aujourd'hui à un taux plus fort, que le payement des anciens ne doit avoir lieu qu'après une liquidation très iongue, & qu'on fera financer sur le champ les nouveaux acquerreurs, qu'on force en quelque sorte par là les anciens à l'être, par l'offre de prendre pour comptant ce qui leur reviendra : en un mot, il en résulte une maniere d'avoir de l'argent.

#### Du 25 Juin 1771.

Outre l'Edit dont on vient de parler, qui est un des quatre mentionnés ci-devant, les deux autrés ent été enrégistrés le même jour, savoir:

plication in the property

Edit du Rol, donné à Versailles au mois de Février, portant création de cent dix charges de Perruquiers : si y est dit que sur le produit de la finance de ces charges, il sera délivré une somme de 14,000 Liv. au Caisser de l'Ecole gratuite de Desfein, dont il ne pourra être disposé par ce dernier que de l'ordre & sous l'agrément du Sr. Lieutenant Général de Police.

de

pai

me

N

VQ

inj

d'a

feil

rit

Qu

cip

ma

tra

tre

ch

jus

1

vis

qu'

voi

dur

Co

for

du

Par un Edit du mois d'Août 1692, & Déclaration du 22 Mars 1760, il avoit été créé 40 Offices de Courtiers, Agens de Change de la ville de Lyon, dont 32 pour une fomme de 7000 Liv. feulement & 8 autres pour celle de 20,000 Liv.: en conféquence un autre Edit dudit mois de Février porte supression de ces 40 Offices, & crée 40 autres Offices de Courtiers, agens de Change, Banque & Commerce de la même ville, moyennant 30,000 Liv. chacun.

Le 4eme de ces Edits roule sur une somme demandée à ceux qui jouissent par charge de la Noblesse depuis 1715: celui-ci a peut-être éprouvé quelques difficultés & il n'est pas encore connu.

### Du 25 Juin 1771.

Lettre d'un bomme à un autre bomme, sur l'extinction de l'ancien Parlement & la Création du nouveau. C'est une petite brochure finement écrite, où l'on met au jour avec autant d'adresse que de clarté, les inconséquences du Système de M. le Chancelier, dont on prétend que la mauvaise foi & l'astuce sont la base : elle finit par une peroraison très pathétique & très éloquente, où l'on exhorte la Nation à se conformer à l'exemple auguste des Princes & à persister dans une sermeté noble, respectueuse, à souf-frir sans soiblesse, à déployer une patience hérosque qui doit toucher tôt ou tard le cœur du Monarque.

On ilt & la fuite des Réflexions sur la destitution ie l'Universalité des Offices du Parlement de Paris par la vote de supression. On y considere le Parlement, 1°. comme Cour de justice; 2°. comme Corps National; 3°. comme Cour de Pairs; & l'on fait voir que fous ces trois aspects la destitution est aussi injuste qu'irrégulière. Ces Réflexions sont appuyées d'autres Réflexions fur la supression des Offices de Confeillers au Parlement, & enfin d'un Recueil d'auto. ntés sur l'Inamovibilité des Officiers de Justice. Quoique ce petit ouvrage porte fur les mêmes principes déja établis dans les autres écrits sur la même matiere, & furtout dans cette multitude de Remonrances, toutes plus lumineuses les unes que les autres, il se distingue pourtant par un ordre, un enchaînement, une briéveté de consequences, qui vont jusqu'à la démonstration, & faites pour convaincre tout homme doué d'une sorte de bon-sens.

## Du 26 Juin 1771.

Les Procureurs au Châtelet voulant se disculper vis à vis du public de leur reprise de sonctions, quoiqu'elle ne soit pas encore aussi complette qu'elle devoit l'être, ent cru devoir faire imprimer l'injonction dure qu'ont reçue dans le tems les Syndies de la Communauté, & que M. le Lieutenant Civil a été sorcé d'exposer dans une Lettre.

Lettre de M. le Lieutenant Civil aux Procureues

de Communauté.

1

1

n

10

n

8

h

,

,, il y a longtems, Messeurs, que les audiences du Parc Civil languissent, que souvent il ne s'y pré-

&

(e

ge

no

té

ri

fu ać

m

C

60

G

CC

110

10

A

B

A

41

時中日

1

m

de

C

R

d

d

fente sucun Procureur. Comme il est nécessaire de faire cesser une inaction si préjudiciable au Public, vous aurez soin, s'il vous plant, de faire avertir chacun de vos confreres pour qu'ils viennent plaider les Causes dans lesquelles ils occupent, & de me rendre compte de ce que je vous prescris par cent Lettre.

" Je suis, Messeurs, votre affectionne serviteur,

Signe Dufeur. A Paris ce 10 Mai 1771.

Et pour suscription. A M. M. les Procureurs de Communauté & Chatelet de Paris.

Letero des Propureurs de Communaute à leurs Con-

.. Monfieur & Confrere."

nous vous envoyons Copie de la Lettre qui mons a ésé écrite par M. le Lieutement Civil le se de mois. Nous avons l'honneur d'être, &c.

(Signs) Roussmau, L. Allin, L. Blays,
Divis, Syndle,

Du 26 Jula 1771.

Deputia longiems on evoit répendu la bruit que les Confeils supérieurs develont prononcer des amendes pécunisires contre les Officiers des Buillinges qui me voudreilent par les reconnectre, on a même écrit de Clermont & de Lyon que ceux de ces deux villes étaient déja en pleine activité contre les réfractaires. Voici un acte émané de celui de Châlons, qui indique ses prochaines dispositions à effectuer les mêmes menages.

de

c.

ha-

le

en.

tte

de

111

jtil

i

11

G

00

" Louis, par la Grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, au premier Huissier de notre Conseil supérieur de Châlons ou autre Huissier ou Sergent Royal fur ce requis, favoir failons que vu par notre dit Conseil supérieur la Requête à lui présentée par notre Procureur général audit Confeil supérieur, expositive que par Arrêt de notredit Conseil supérieur du 12 Mars desnier il lui a été donné acte de la lecture & publication de notre Edit du mois de Février, austi dernier, portant création de Confeils supériours, enrégistré en notre Parlement de Paris le 22 dudit mois de Février dernier; qu'en conféquence il a été ordonné qu'il feroit registré au Greffe de noure dit Conseil Supérieur, & que Cople collationnée de notre Edit fereit envoyée aux Bailliages & autres Sieges du resfort, pour y âtre pareillement lu, publis & régistrés enjoint aux Substitute de notre Procureur Général audit Confeil, avadits Baillages & Sieges d'y tenir la main, & d'en ceralder notre dit Confeil Asperteur dans le motes qu'en execution de cet Atrêt II a adreffé à tous les Bailline ges du restort dénommés en notre dit Edit des exemplaires dimbrés & collationnés, que plusieurs de ces Bailliages le font emprefiés d'enrégifirez purement & Amplement, & d'en certifier avant l'expiration du mois ; que coux de Pitry & de St. Dinier ont envoyé des arrêtés portant refus formel d'enrégifirer y que coux de Chaumont, Clermont en Argone, Langres, Rumigny, Troyes & Virey four Bar paroissent per des longueurs affectées éluder ou au moins vouloir différer l'enrégistrement : que c'est à notre dit Con. seil supériour qu'il appartient de pourvoir à l'execu-

tion de notre dit Edit & de nos volontés, que Edit le délai porté par son Arrêt pour l'enrégistrement et Parl expiré, & que comme la résistance & le silence af éil secté desdits Bailliages deviennent une desobéissanment ce qu'il est nécessaire de réprimer: à ces Causes, Bail notre Procureur général a requis qu'il plut à notre siste dit Conseil supérieur ordonner aux Bailliages de ence Vitry, Saint Dizier, Chaument en Bassigny, Cler-mont en Argone, Rumigny, Langrés, Troyes, Vi-rey sous Bar, de procéder, à compter du jour de la du Notification du présent Arrêt, à l'Enrégistrement pur tain & simple de notre dit Edit, & d'en certifier notre dra dit Conseil supérieur dans la huitaine suivante; sinon de & à faute de ce faire dans ledit délai, & celui pat né fé, que les Prefidens & Confeillers de chacun des. 15 dits Sieges, en vertu du présent Arrêt & sans qu'il 56e en foit befoin d'autres, feront contraints folidaire. 29 ment au payement de la fomme de trois cens le par vres par chaque jour de recard, jusqu'à ce qu'ils I alent obels. La Requête fignée Brajer, Procureur mic Général, out le rapport de André-Jean-Henri Chap. du pentier, Second Prefident en notre dit Confeil fu. 70 périeur, & la matiere mile en délibération, notre l'in Confeil Supérieur enjoint aux Substituts de notre Pro. du cureur Général de notre dit Confeil supérieur des 8. Bailliages & autres Sieges du Reffort & notamment des Bailflages de Chaumont en Baffigny, Clermont en Argone, Langres, Saint Dizier, Rumigny, Troyes, Vitry-le-François & Virey fous Bar, de requérir pour nous au premier jour d'audience qui fuivra la hultaine de la fignification du présent Arrêt, la lecture , publication & enrégistrement de notre

flé

80

lan

001

tar

Pa

que idit du mois de Février dernier, régistré en notre de l'est Parlement de Paris le 23 dudit mois, & en notre Consasse de l'impérieur le 21 Mars suivant, portant établisses ment des Conseils supérieurs, & aux juges desdits ses, Bailliages de procéder dans le même délai à l'enréotre giftrement pur & simple de notre dit Edit, comme de encore aux Substituts de notre Procureur Général vier. desdits Bailliages, chacun à fon égard, d'y tenir la vienin, & de certifier notre dit Conseil supérieur tant la du Requisitoire que de l'Enrégistrement dans la huipur taine suivante, & ce sous les peines qu'il appartienotre dra: fi mandons mettre le présent Arrêt à exécution non de ce faire & donner pouvoir & commission. Donpat né en notre dit Confeil supérieur de Châlons le es. 15 Mai l'an de grace 1771 & de notre Regne le giff seme. Signé de la Paix. Collationné, scellé le ire. 29 Mai 1771 figné de la Paix. Le tout avec paraphe.

lis L'an 1771 le 31 jour du mois de Mai avant midi, à la Requête de M. le Procureur Général du Conseil supérieur de Châlons y demeurant, j'ai Joseph Colson, Huisser Royal, reçu au Bureau des Finances & Chambre du Domaine de Champagne & re. du Conseil supérieur de Châlons y, demeurant rus 8. Jacques paroiffe Notre Dame , fouffigné , figni, m sé & baille Copie à Mrs, les Officiers du Baillisge & Siege Présidial de Vitry-le-François, en purlant pour eux au domicile de Me. Claude Francols Felin, Greffler en Chef dudit Bailliage demeu-

rant au dit Vitry, à sa personne.

094 fu.

tre

101

nt

1

de

ul t.

10

De l'Arrêt dont Copie est ci-devant & d'autre part à ce qu'ils n'en ignorent & ayent à s'y conformer, sous les peines portées, & leur ai parlant comme dessus, laissé la présente Copie, signée Colson avec paraphe.

#### Du 28 Juin 1771.

01

16

vi

fai

l'a

va

le

du

cu

fu

lie

(ée

le

pai l'ei

ter

fen

des

net

gar

adr

but mé

Différentes circonstances semblent favoriser en cette Capitale le retour des Jésuites : 1.. depuis quelque tems on a remarqué que toutes les estampes en forme de caricature contr'eux, qu'on vendoit publiquement chez les Imagistes, ont absolument disparu, & l'on ne doute pas que la Police n'ait donné des ordres à cet égard. 2°. On en compte de fait plus de cent cinquante qui se montrent publiquement & qui font ici fous leur vrai nom, fans la moindre inquiétude. 3º. Plusieurs ont déja des pouvoirs de M. l'Archevêque pour travailler sous lui à la Vigne du Seigneur, & tout Paris est instruit que l'Abbé Vincent (ci-devant Prédicateur Jesuite) a prêché St. Etienne du Mont avec beaucoup d'éclat, qu'il a tonné contre le Parlement, & loué les opérations de M. le Chancelier qu'il a nommé.

On assure que le seul obstacle qu'ils rencontrent est du côté des autres branches de la maison de Bourbon, dont le Gouvernement moins versaille que le nôtre persiste à vouloir la destruction de l'Ordre. Des Positiques vont jusques à prétendre que M. le Chancelier & M. le Duc d'Aiguillon, de concert, cherchant à détruire tous les ouvrages de M. le Duc de Choiseul, prositeront de cette sorte de division pour rompre le Pacte de famille: à quoi les Tésuites travaillent sortement de leur côté.

# Du 28 Juin 1771.

vec

en

uel.

en

bli

ru,

des

plus

t &

in-

de

gne

bbe

41

H

one

ent

de

tile

de

dre

de

de

de

es

Ce qui confirme que la Délibération du Sénéchal de Toulouse, en date du lundi 27 Mai 1771, dont on a parlé, par laquelle il a refusé de procéder à l'enrégistrement de l'Arrêté du Parlement de cette ville du 4 du même mois, est l'ouvrage d'une puisfance supérieure, c'est l'affectation avec laquelle on l'afait imprimer & répandre dans Paris; quoique suivant les instructions données tout recemment par M. le Chancelier dans son discours lors de l'installation du nouveau tribunat, il soit désendu de donner aucune publicité aux Remontrances & Arrêtés des Cours supérieures, à plus forte raison à ces actes particuliers de rebellion.

Quoiqu'il en foit, les Officiers de cette Senechauske mandés par le Parlement ont reçu la Mercuriale suivante par la bouche du Premier Président.

" Vous avez cherché sous de vains prétentes & par une fausse application des Ordonnances à éluder l'effet des intentions de la Cour".

"Vous avez conçu vos Proces Verbaux en des termes dont l'indécence l'affecte blen moins que les fentimens qu'ils décelent".

"Déja le plus grand nombre & les principaux des Sieges du ressort ont mieux senti que vous l'honneur que la Cour leur a fait en les associant à la garde & au dépôt de l'acte important qui vous a été adressé; elle espéroit que l'exemple des autres tribunaux, les sentimens de plusieurs d'entre vous & le mécontentement public vous ouvriroient les yeux

fur votre conduite: mais au lieu des témoignages de zele & de repentir que la Cour attendoit de votre part, vous ne lui avez rapporté qu'un acte forcé d'obéiffance".

"Vous vous séparez de l'esprit qui anime à ce moment la Magistrature entiere, vous méritez toute l'animadversion de la Cour. N'oubliez jamais l'indulgence dont elle use aujourd'hui; vous n'obtiendrez sa protection & sa consiance que par un prompt retour aux sentimens qui caractérisent les vrais Magistrats. Retirez-vous".

#### Du 30 Juin 1771.

swigned but amb rellanded

M. le Comte de la Marche commence à ressentir les suites heureuses de sa désection du parti des Princes du sang; il n'avoit point encore de Gouvernement, & il étoit le seul privé de cet avantage. Le Roi vient de lui accorder le Gouvernement du Berni, vacant par la mort du Comte de Clermont. Il n'avoit aussi qu'un seul Régiment d'Infanterie, quoique les Princes en ayent d'ordinaire trois, & il a eu celui de Clermont Prince, Cavalerie. Ensin S. M. a fait retourner sur la tête du Comte de la Marche la pension de 50,000 Livres, autre dépouille du Prince désunt.

Fin du Premier Volume.

bundant, les jestiments de platique de la reservant.
Léconsien randat puelle vous optific

de tre

ce ute in-en-npt

in-ne-Le er-'a-que ce la in-